

Le temps du deuil, le choix de la riposte

● Le président Bush promet « une lutte monumentale du Bien contre le Mal » ● Il veut mobiliser les alliés des Etats-Unis dans cette « guerre » contre le terrorisme ● L'OTAN et les Quinze affichent leur solidarité ● Le FBI dit avoir identifié plusieurs des pirates de l'air ● Jour de deuil en Europe, vendredi

SOMMAIRE

● **Les Etats-Unis et leurs alliés face au terrorisme** : comment riposter à un « ennemi différent » ? George W. Bush : « *Un combat monumental du Bien contre le Mal.* » L'OTAN et le conseil européen. Un défi pour les services de renseignement. La CIA et le FBI discrédités. Arabes et musulmans mettent en garde contre les amalgames et les accusations hâtives. p. 2 à 5

● **Le jour d'après** : comment l'Amérique fait face dans la douleur. A New York, reportage sur la recherche des survivants. Le témoignage de Christian Blanc. Vu du *Wall Street Journal*. Les séquelles psychiques. Comment survivre dans les décombres ? p. 6 à 8

● **Le scénario des attaques** : comment ont eu lieu les quatre détournements ? L'enquête américaine : la piste islamiste privilégiée. En France, une enquête a été ouverte, mercredi, sur des réseaux en relation avec les attentats. Les autres scénarios du pire. p. 10-11



DAVID TURNLEY/CORBIS SYGMA

● **L'impact sur l'économie** : la coopération financière internationale s'organise pour éviter la panique. Après l'effondrement, les marchés se ressaisissent. Les gestes de Bercy. Le plus grand sinistre de l'histoire de l'assurance. Les secteurs les plus touchés. Les multinationales en état d'alerte. La couverture des télévisions américaines. p. 12 à 14

● **Un deuil mondial** : vendredi 14 septembre, jour de deuil dans l'Union européenne. Du sport aux festivités, tout ce qui est annulé. Les dissonances. p. 15-16

● **Horizons-Entretien** : ce qu'en dit Ehoud Barak p. 17
● **Horizons-Débats** : trois points de vue sur le terrorisme. p. 18
● **Horizons-Kiosque** : revue de la presse du monde musulman. p. 19
● **Horizons-Analyse** : repenser le terrorisme et raison garder. p. 20
● **En France** : l'impact sur la pré-campagne présidentielle. p. 21

Sur notre site www.lemonde.fr, un suivi de l'information en continu et un dossier multimédia.

Ce qu'en dit Ehoud Barak

DANS UN ENTRETIEN au *Monde*, l'ancien premier ministre israélien Ehoud Barak estime qu'« *il est temps de lancer une guerre mondiale contre le terrorisme.* ». Cette guerre, ajoute-t-il, ne doit pas être comprise « *comme la lutte du judéo-christianisme contre l'islam.* ». Elle doit être dirigée contre les infrastructures de « *Ben Laden, le Hezbollah, le Hamas et même certains autour d'Arafat* » et inclure les Etats « *qui les abritent et la parrainent* : l'Afghanistan, l'Irak, d'une certaine façon la Corée du Nord et la Libye, le Soudan ». Chacun, affirme-t-il, « *devra réfléchir et choisir son camp.* »

Lire page 17

Arthur Miller et « cette guerre contre la race humaine »

IL EST MALHEUREUX. Il est bouleversé. Les images de CNN défilent, qu'il a revues cent fois, mais il ne peut s'en détacher, sa grande carcasse installée dans un lourd fauteuil planté face au poste de télé. Arrivé tout juste lundi à Paris, l'écrivain Arthur Miller, 85 ans, avait hâte, mercredi, de repartir pour New York. De revoir sa fille, Rebecca, qui habite à quelques pâtés de maisons du World Trade Center avec son mari, l'acteur Daniel Day Lewis, et son petit garçon. D'être chez lui, dans cette Amérique qu'il chérit et blâme tout à la fois, et dont son théâtre a dessiné, au fil du siècle passé, un portrait lucide, grinçant, critique, vibrant.

« *Une guerre contre la race humaine ! Une guerre d'enragés, haineux de la vie, amoureux de la mort. Pas une offensive du tiers-monde contre les Etats-Unis. Non, le nationalisme ou la religion ne sont qu'une excuse pour cette poignée d'hommes qui haïssent l'humanité. D'ailleurs, dans les décombres se trouvent sans doute des centaines de musulmans. Quelle logique ? Chaque pays dévotement, l'Amérique, l'Allemagne, la France, est à*

leur merci. C'est si simple de détruire une ville. L'extrême vulnérabilité de New York avec ses tours, ses ponts, ses tunnels me frappe chaque fois que je traverse la ville. »

Les Américains, dit-il, ne vont pas s'y tromper. Ils ne tomberont pas dans la haine, ni contre un peuple ni contre une religion. Malgré ces images, si douloureuses, de liesse à Gaza ou au Liban sud. Et malgré une intense volonté de revanche. Bush ? Arthur Miller reste discret. Trop tôt, dit-il, pour savoir s'il est à la hauteur. Qui, d'ailleurs, connaît la méthode ? Qui a jamais affronté pareille situation ? « *C'est Pearl Harbor à New York, pas à Hawaï ! Peut-être vingt mille tués ! C'est au-delà de l'imagination. J'espère bien sûr que ceux qui exercent les fonctions supérieures ont la compétence.* »

L'heure n'est plus aux critiques acerbes qu'il formulait il y a un mois, dans sa maison du Connecticut, contre cette administration « *bornée* », « *arrogante* », « *injuste* », « *qui a volé l'élection* », « *donné du grain à moudre à tous ceux qui fustigent la démocratie et permis au reste du mon-*

de d'ironiser sur l'Amérique donneuse de leçons. Contre ce président, « *acteur pathétique* », soumis aux industriels et aux milieux d'affaires, et tellement persuadé de représenter « *le dernier pouvoir militaire existant* ». L'heure est au deuil et à l'unité de tous les Américains, des démocrates et des républicains. Tout juste Arthur Miller confie-t-il l'espérer que les Américains renoncent à leur vieille tentation d'isolationnisme et comprennent enfin que « *l'idée d'autarcie des Etats-Unis a toujours été une fiction. Notre prospérité a toujours dépendu de l'exportation. Le pays est immense, prospère, il est facile parfois de se sentir dans une forteresse protégée derrière l'océan. Mais nous avons autant besoin du reste du monde que le monde a besoin des Etats-Unis. La puissance donne aussi des responsabilités.* »

Comme la célébrité d'un écrivain qui ne se dérobe pas à son rôle d'intellectuel engagé, pessimiste sur l'humanité, cette « *espèce terriblement dangereuse.* »

Annick Cojean



ART Jean Dubuffet, le peintre

Le Centre Pompidou organise une grande rétrospective Jean Dubuffet pour le centième anniversaire de sa naissance. Avec un esprit et une plume de polémiste, il défendit dans de multiples écrits sa théorie de l'art brut. Mais le peintre découvert par Jean Paulhan restait largement méconnu. p. 32

L'attaque qui change tout



PHIL H. GORDON

LA TRAGÉDIE du 11 septembre contraignait les Etats-Unis à tout repenser - et d'abord le renseignement -, estime le politologue américain Phil H. Gordon, ancien membre du Conseil national de sécurité.

Lire page 18

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 Dh ; Norvège, 14 Kr ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal, 200 Esc ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 Kr ; Suisse, 2,20 Fr ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



Yasser Arafat pris au piège

AUJOURD'HUI, les Palestiniens ont peur. Passé l'ahurissement initial, les manifestations de liesse - « *maintenant, a-t-on entendu dans les territoires occupés, ils [les Américains] vivent en une fois ce que*

nous vivons à petit feu tous les jours depuis trente-quatre ans » -, le réveil est douloureux : un sentiment de désastre effrayant pour tout ce que la Palestine compte d'intellectuels et de politiciens « *rationnels* ».

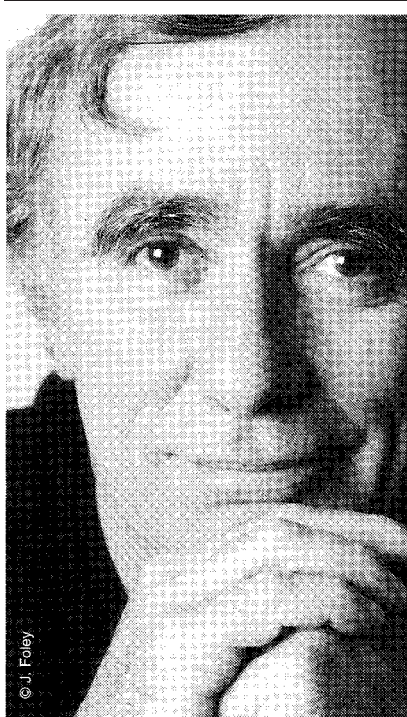
Une incommensurable crainte dominait la conférence de presse tenue le 12 septembre par Hanane Achraoui et Ghassan el-Khatib, deux personnalités des plus perspicaces de Jérusalem-Est. Comme si, après « *ça* »,

Israël allait bénéficier d'une « *crédibilité* » et d'une « *impunité* » telles que tout est envisageable.

« *Le monde fera désormais preuve de très peu de tolérance pour les attentats-suicides* », a déclaré Khalil Chikaki, directeur du Centre de recherches et d'études stratégiques de Naplouse. Et, a contrario, de beaucoup plus de compréhension pour les initiatives « *antiterroristes* » israéliennes. « *Israël, juge Dani Rubinstein, excellent spécialiste de l'Autorité palestinienne à Haaretz, peut faire maintenant ce qu'il n'osait pas encore faire.* » « *La liberté d'action de ceux qui combattent le terrorisme va devenir pratiquement absolue* », renchérit mercredi l'éditorialiste du *Yediot Aharonot*. Or, pour les Israéliens, le gosse qui jette une pierre, le militant qui vise un colon et le kamikaze qui se fait sauter dans une discothèque de Tel-Aviv participent d'une seule et même « *terreur* ». Pour les responsables palestiniens, un fait est désormais avéré : islamistes ou pas, quels que soient les auteurs de l'« *apocalypse* » américaine, la donne de l'actuel conflit israélo-palestinien est radicalement modifiée.

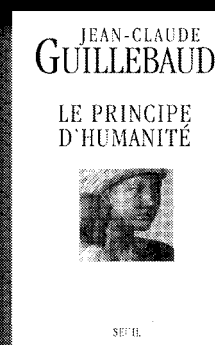
Sylvain Cypel

Lire la suite page 20



Jean-Claude Guillebaud

LE PRINCIPE D'HUMANITÉ



Qu'est-ce que l'homme ? À l'heure des révolutions économique, numérique et génétique, cet essai redéfinit et défend « *le principe d'humanité* » sans lequel il n'est d'autre avenir que barbare.

www.seuil.com

Seuil



« LE MONDE DES LIVRES » Algérie, état de mémoire

Une nouvelle génération d'historiens se consacre à cette guerre d'Algérie qui hante nos mémoires. Avec lucidité, ils croient témoignages et documents. Dans le même numéro : écrivains et romanciers face au deuil ; les querelles scolaires toujours recommencées et l'apprentissage de la philosophie. Lire notre supplément

France-Société.....	21	Météorologie.....	31
Carnet.....	24	Jeux.....	31
Régions.....	25	Culture.....	32
Entreprises.....	26	Guide culturel.....	34
Tableau de bord.....	27	Radio-Télévision.....	35
Aujourd'hui.....	30	Abonnements.....	15

TERRORISME Visitant, mercredi 12 septembre, les lieux de l'attentat contre le Pentagone, le président américain, George W. Bush, a affirmé que les Etats-Unis ne se lais-

seront pas « intimider » par les terroristes et il a promis de « pourchasser » ces derniers. ● COLIN POWELL, le secrétaire d'Etat, et le président ont commencé à travailler

à la constitution d'une « forte coalition internationale », contre le terrorisme, incluant notamment la Russie et la Chine. ● LES PAYS MEMBRES DE L'OTAN, réunis mercredi à

Bruxelles, ont pour la première fois depuis la création de l'Alliance atlantique, décidé de mettre en œuvre le mécanisme de solidarité militaire. ● L'ARTICLE 5 du Traité de

l'Atlantique nord prévoit qu'une attaque contre un seul des Etats membres est considérée comme une attaque contre tous. (Lire aussi notre éditorial page 20.)

Les Etats-Unis veulent une riposte commune avec leurs alliés

Le président George W. Bush a qualifié, mercredi 12 septembre, d'« acte de guerre » les attentats perpétrés à New York et Washington. Ils réclament la constitution d'une coalition internationale contre le terrorisme. L'OTAN et l'Europe affichent leur solidarité

À « UN ACTE DE GUERRE », les Etats-Unis répondront par la guerre, « contre le terrorisme », ont promis, mercredi 12 septembre, les plus hauts dirigeants américains en sollicitant, dès maintenant, la participation de leurs alliés de l'OTAN à la riposte à venir. « Les attaques délibérées et meurtrières qui ont été menées contre notre pays étaient plus que des actes de terreur, a dit le président George W. Bush, elles étaient des actes de guerre. » Il a juré « d'engager une lutte monumentale du Bien contre le Mal ».

Quelques heures plus tard, à Bruxelles, les alliés des Etats-Unis, au sein de l'Union européenne comme de l'OTAN, ont réaffirmé leur solidarité avec Washington et la nécessité d'une action commune contre le terrorisme. Cette action sera déterminée par les résultats de l'enquête que mène le FBI après les opérations terroristes qui ont détruit, mardi, le World Trade Center, à New York, et une partie du Pentagone, à Washington, faisant plusieurs milliers de morts.

Les quatre détournements d'avions à l'origine de la tragédie n'ont toujours pas été revendiqués. Mais le ministre de la justice, John Ashcroft, a indiqué que le FBI avait identifié un grand nombre des pirates de l'air.

● **Une guerre sur plusieurs fronts.** A l'instar du président Bush, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a évoqué la nécessité de « répondre comme à une guerre » à

l'agression dont ont été victimes les Etats-Unis. Selon un sondage du Washington Post, 90 % des Américains veulent des représailles. « Ce ne sera pas une seule contre-attaque contre un individu, a précisé M. Powell. Ce sera un conflit à long terme qu'il faudra mener sur plusieurs fronts. » Les Etats-Unis vont établir un plan global de

La grogne monte contre les défaillances énormes, principalement imputées au FBI et à la CIA, des services de renseignement

ripostes militaires qui pourraient ne pas épargner les Etats ayant abrité les terroristes. Ils peuvent d'ores et déjà compter sur la collaboration, sous forme d'échanges, des services de renseignements de leurs principaux alliés.

● **Débat sur une riposte commune.** Dans la réplique à donner au terrorisme, les Etats-Unis veulent pouvoir compter sur une participation concrète de leurs alliés. A l'OTAN, ils ont obtenu mercredi soir une déclaration fondée sur

l'article 5 de la Charte atlantique qui stipule qu'une attaque contre l'un des dix-neuf membres de l'Alliance est une attaque contre tous. « Le conseil a décidé que, s'il est établi que cette attaque était dirigée depuis l'étranger contre les Etats-Unis, elle sera assimilée à une action relevant de l'article 5 du traité de Washington, qui stipule qu'une attaque armée contre l'un ou plusieurs des pays alliés, en Europe ou en Amérique du nord, sera considérée comme une attaque dirigée contre tous les alliés », a indiqué le secrétaire général, Lord Robertson, dans une déclaration lue à la presse.

L'article 5 peut servir de fondement à des mesures coordonnées de réponse militaire. C'est bien ce que M. Powell a paru dire quand il a déclaré mercredi à Washington : « Il faut une réponse coordonnée, complète, de la part des pays civilisés. »

● **La solidarité de l'Union européenne.** Dans le même sens, les Etats-Unis se sont félicités de la déclaration adoptée mercredi soir à Bruxelles lors de la réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. « L'Union condamne avec la plus grande fermeté les auteurs et les commanditaires de ces actes de bar-

barie, souligne la déclaration. L'Union et ses Etats membres ne ménageront pas leurs efforts pour contribuer à identifier, traduire en justice et punir les responsables : les terroristes et leurs commanditaires ne trouveront refuge nulle part. » Le ministre français, Hubert Védrine, a jugé important de ne pas présenter les événements comme un choc de civilisations entre l'Occident et le reste du monde.

● **Le point de l'enquête.** Les autorités fédérales « traquent deux mille pistes », a souligné le ministre de la justice, John Ashcroft, précisant, cependant, que le FBI avait d'ores et déjà identifié un grand nombre des pirates de l'air. Certains avaient suivi des formations de pilote aux Etats-Unis. « Nous ne sommes pas en mesure à ce stade d'attribuer de responsabilité spécifique », a-t-il dit. Il a précisé que 7 000 agents étaient mobilisés. Experts et élus américains continuent à privilégier la piste dite islamiste. Il s'agit de la nébuleuse de groupes plus ou moins sous la tutelle du dissident saoudien Oussama Ben Laden qui peuvent, à l'occasion, bénéficier des services de certains Etats, tels que le Pakistan, l'Afghanistan ou l'Irak. La presse de Boston rapporte que cinq des pirates identifiés

étaient originaires du Proche-Orient. Dans cette région, dirigeants et autorités religieuses multiplient les mises en garde contre de possibles dérives à la suite des événements de mardi. Lors d'un entretien accordé au Monde, l'ancien premier ministre israélien, Ehoud Barak, se refuse à établir une relation entre l'état actuel du conflit israélo-palestinien et l'attaque contre New York et Washington.

● **Des scènes d'horreur à bord des avions.** Les détails sont plus rares sur ce qui s'est passé dans chacun des quatre appareils après qu'ils eurent été détournés. Les rares témoignages fournis par des passagers qui ont pu brièvement communiquer avec leur famille grâce à leurs téléphones portables décrivent des scènes d'horreur : les pirates tuant le personnel de bord à l'arme blanche pour faire sortir le pilote de sa cabine et s'emparer des commandes de l'avion. D'autre part, il semble que les auteurs du détournement du Boeing qui s'est écrasé sur le Pentagone entendaient diriger l'avion sur la Maison Blanche. Les spécialistes en terrorisme spéculent sur des scénarios plus catastrophiques encore dans lesquels les pirates auraient pu utiliser des

armes chimiques et bactériologiques.

● **CIA et FBI sur la sellette.** Alors qu'à New York et Washington, les sauveteurs dégagent des survivants des décombres des immeubles effondrés, la grogne monte contre les défaillances énormes, principalement imputées au FBI et à la CIA, des services de renseignements. Dans un sondage publié par le Washington Post, leur performance est qualifiée de « minable » par les Américains. La faille des contrôles de sécurité dans les vols à l'intérieur des Etats-Unis n'est pas jugée moins sévèrement.

● **Le front économique et financier.** L'administration Bush est décidée à tout faire pour un retour rapide à la normale. Elle espérait pouvoir rouvrir dès jeudi les marchés américains. Ceux de l'Europe ont bien résisté mercredi après les chutes enregistrées la veille. Les marchés paraissent rassurés, cependant que la Banque du Japon et la Banque centrale européenne (la BCE) ont, mercredi, injecté massivement des capitaux pour prévenir tout manque de liquidités.

● **Des journées de deuil et de recueillement.** A l'instar de l'Union européenne, nombre de pays ont décrété des journées de deuil, organisés des services religieux, mis les drapeaux en berne et annulé manifestations sportives et culturelles (c'est le cas en France pour les journées du patrimoine). A Hollywood, on annule le tournage de films-catastrophe.

TROIS QUESTIONS A...
RICHARD HOLBROOKE

1 Vous avez été ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU. Quelle est votre réaction à la tragédie qui vient de frapper l'Amérique ?

Je suis bien évidemment horrifié et révolté, mais par ailleurs je constate que ce sont des attentats très soigneusement planifiés et extrêmement bien coordonnés.

2 Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a évoqué la mise en place d'une coalition internationale pour « lutter contre le terrorisme » et en particulier contre des attaques comme celles de mardi aux Etats-Unis. Qu'en pensez-vous ?

Le général Powell, qui à mon avis est de loin le membre le plus solide de cette administration, a franchi un grand pas ce matin en déclarant que les Etats-Unis ne peuvent pas, et ne devraient pas, faire face seuls aux menaces du terrorisme. Il faut en effet mettre en place une coalition internationale. Elle devrait se faire de la même manière que celle bâtie pour la guerre du Golfe, c'est-à-dire avec l'OTAN, bien sûr, mais aussi avec la Russie, la Chine et les pays arabes modérés. Ce n'est que de cette façon que nous arriverons à combattre ce fléau.

3 Voyez-vous un rôle pour les Nations unies dans ce combat ?

J'estime en effet que l'ONU a un très grand rôle à jouer. Je crois que la Cour criminelle internationale devrait assimiler les attentats survenus aux Etats-Unis à des « crimes contre l'humanité », et déclarer leurs auteurs « criminels de guerre ». C'est une idée dont je vais discuter, ce soir même, avec le secrétaire général, Kofi Annan. Je ne m'attends évidemment pas à ce que les terroristes rejoignent Slobodan Milosevic dans sa cellule à La Haye, mais une telle mesure permettrait de placer les pays qui assistent ou qui accordent l'asile à ces terroristes hors la loi internationale, et donc possibles de sanctions. Evidemment, cela veut dire que la Cour doit être énergiquement soutenue.

Propos recueillis par Afsané Bassir Pour

« Un combat monumental du Bien contre le Mal »

Voici les principaux extraits du discours prononcé par George W. Bush, mercredi 12 septembre, à l'issue de la réunion de son conseil de sécurité :

« Je sors d'une discussion avec mon équipe chargée de la sécurité nationale et nous avons reçu les dernières informations de nos services de renseignement. Les attaques délibérées et meurtrières qui ont été perpétrées, mardi, contre notre pays étaient plus que des actes de terrorisme, c'étaient des actes de guerre. Elles requièrent que notre pays s'unisse avec une détermination et une résolution sans faille. Ce sont la liberté et la démocratie qui ont été attaquées. »

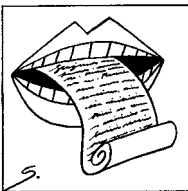
« Le peuple américain doit savoir que nous faisons face à un ennemi différent de tous ceux qui nous ont combattus. Il se cache dans l'ombre et n'a aucun respect pour la vie humaine. Il s'en prend aux innocents et à ceux qui ne se doutent de rien avant de prendre la

fuite. Mais il ne parviendra pas à se cacher pour toujours (...). Il pense que ses caches sont sûres, mais elles ne le resteront pas. »

« Cet ennemi n'a pas seulement attaqué notre peuple, mais tous les peuples épris de liberté à travers le monde. Les Etats-Unis utiliseront toutes les ressources à leur disposition pour le vaincre. Nous rallierons le monde derrière nous. Nous serons patients et déterminés. Cette bataille sera longue et nécessitera une résolution sans faille. Mais, n'ayez aucun doute, nous l'emporterons. »

« L'Amérique continue à aller de l'avant et nous devons continuer de rester vigilants envers les menaces contre notre pays. Nous ne permettrons pas à l'ennemi de gagner cette guerre en nous forçant à changer notre manière de vivre ou en limitant nos libertés. »

« Je veux remercier les membres du Congrès pour leur unité et leur soutien. L'Amérique est unie. Les pays épris de liberté sont à nos côtés. Ce sera un combat monumental du Bien contre le Mal. Mais le Bien l'emportera. Merci. »



VERBATIM

Les Américains face à « un ennemi différent de ceux qu'ils ont connus »

WASHINGTON
de notre correspondant

La réponse des Etats-Unis à l'agression qu'ils ont subie s'est développée, mercredi 12 septembre, sur plusieurs plans politiques. L'ensemble des dirigeants de l'exécutif comme du Congrès y ont participé. Le niveau de la réaction a été clairement défini lorsque George Bush, en fin de matinée, a qualifié les attaques sur New York et Washington d'« actes de guerre ». A partir de ce moment, il était établi que le gouvernement américain ne chercherait pas simplement à punir un groupe terroriste, identifié comme l'auteur des opérations-suicides ayant coûté la vie à plusieurs milliers de personnes sur le sol américain.

La veille, le président avait déjà prévenu qu'il ne ferait pas de différence entre un tel groupe et l'Etat qui l'accueille ou qui le tolère sur son territoire. Cette fois, il s'agis-

sait bien de préparer une offensive militaire contre une puissance. M. Bush soulignait toutefois que les Etats-Unis affrontent « un ennemi différent de ceux qu'ils ont connus jusqu'à maintenant ».

Le président venait de conférer avec l'ensemble des responsables de la sécurité au sein de l'exécutif : le vice-président, Richard Cheney, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, la conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, notamment. Il allait rencontrer ensuite les dirigeants du Congrès. Celui-ci, après s'être réuni en session commune des deux Chambres, devait discuter, sénateurs d'un côté, représentants de l'autre, d'une résolution de soutien au président. M. Bush n'a pas demandé aux parlementaires d'adopter une déclaration de guerre. Il était difficile, comme l'a fait remarquer Joseph Biden, président (démocrate) de la commis-

sion des affaires étrangères du Sénat, de voter un texte ne désignant pas de pays auquel la guerre serait déclarée. L'essentiel, estiment les parlementaires et la Maison Blanche, est que l'exécutif dispose de tous les moyens nécessaires pour agir, ce qui est le cas. En outre, le Congrès devait voter, jeudi, 20 milliards de dollars (22 milliards d'euros) de crédits spéciaux.

« **UNE COALITION** »

Le secrétaire d'Etat, qui a pris la parole à plusieurs reprises pendant la journée, a indiqué que les Etats-Unis avaient entrepris de « construire une coalition contre toutes les formes de terrorisme ». M. Bush s'est entretenu par téléphone avec les présidents russe, chinois, français, ainsi qu'avec le premier ministre britannique, autrement dit avec les quatre autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Celui-ci, de même que l'assemblée générale, a adopté une résolution condamnant l'agression contre les Etats-Unis. Les Américains ont soumis au conseil de l'OTAN, qui l'a accepté, un texte appliquant l'article 5 du traité de Washington de 1949, aux termes duquel une attaque contre l'un des alliés est considérée comme dirigée contre l'Alliance dans son ensemble.

M. Powell a expliqué que cette disposition n'engage pas les alliés à participer à une éventuelle opération militaire, mais signifie qu'ils la jugeraient légitime si elle avait lieu. Le secrétaire d'Etat a

précisé que, dans l'esprit des dirigeants américains, la coalition qu'ils cherchent à bâtir doit comprendre aussi la Russie, la Chine et les pays musulmans qui rejettent le terrorisme. Il a indiqué qu'il avait des discussions avec le secrétaire général de la Ligue arabe, ainsi qu'avec l'Egypte et la Jordanie.

Même si les dirigeants américains se sont gardés de désigner officiellement Oussama Ben Laden et son groupe comme suspects principaux, sinon uniques, des attaques de mardi, il ne fait guère de doute que ce sont bien eux et leurs hôtes afghans qui sont la cible des efforts diplomatiques engagés par les Américains. Parmi les dirigeants qui se sont exprimés mercredi, le secrétaire à la défense a particulièrement regretté les « fuites » d'informations dues à des membres de la « communauté de renseignement ».

PLUSIEURS SCÉNARIOS

Ces propos de M. Rumsfeld ont été considérés, au Capitole, comme visant particulièrement Orrin Hatch, sénateur (républicain) de l'Utah, membre de la commission de renseignement, qui avait fait état d'informations selon lesquelles des conversations entre membres du groupe Ben Laden avaient été interceptées par les services d'écoute américains.

Le Pentagone a mis à l'étude plusieurs scénarios d'opérations. M. Bush a assuré les Américains de sa détermination à agir, mais il a déclaré aussi : « Nous serons

Internet Intelligence

avec les Mastères Spécialisés d'une grande école d'ingénieurs

médias numériques avec INA

management de projet
information stratégique



Ciôture des inscriptions : 21 septembre 2001
Admission : scientifiques/non scientifiques

Journées Portes Ouvertes : 18 septembre 14h - 20h
Tél. : 01 45 92 66 25 - esiee.fr

ADONIS Création



■ **NEW YORK, WORLD TRADE CENTER.** Toute la journée de mercredi, pompiers et sauveteurs se sont attaqués au gigantesque champ de ruines des deux tours détruites la veille. Et un drapeau américain a été dressé sur l'amas de décombres.

L'Alliance atlantique décide d'activer sa solidarité politique avec les Etats-Unis

BRUXELLES

de notre bureau européen

Pour la première fois depuis sa création, il y a cinquante-deux ans, l'Alliance atlantique a pris la décision de mettre en œuvre le mécanisme de solidarité militaire qui prévoit qu'une attaque contre un seul de ses membres sera considérée comme une attaque contre tous. Cette initiative, hautement symbolique sur le plan politique et potentiellement lourde de conséquences militaires, signifie que les dix-neuf représentants des Etats-membres de l'OTAN ont considéré que l'article 5 du traité de l'Atlantique nord, signé à Washington en 1949, s'applique a priori aux attaques terroristes qui ont frappé le cœur de New York et de la capitale fédérale de l'Amérique.

Jamais dans le passé, l'OTAN n'avait abouti à une telle conclusion : ni pendant la crise des missiles de Cuba, en 1962, ni à l'occasion de l'invasion de la Tchécoslovaquie, en 1968, ni même au cours de la guerre du Golfe, en 1991, cette clause de défense mutuelle n'a été « activée ». Cette décision est assortie d'une condition importante, et elle ne signifie pas que les membres de l'Alliance vont se joindre unanimement à toutes les représailles qui pourraient engager les Etats-Unis. Il reste que l'Alliance a voulu démontrer une solidarité unanime (toutes les déci-

sions de l'OTAN sont prises à l'unanimité) envers l'Amérique et contre le terrorisme, et qu'elle est de facto entrée dans une logique de guerre.

A l'issue d'une réunion, mercredi soir, du Conseil de l'Atlantique nord, Lord Robertson, le secrétaire général de l'OTAN, a lu une déclaration précisant que « s'il est établi que cette attaque était dirigée depuis l'étranger contre les Etats-Unis », elle sera assimilée à une action relevant de l'article 5. Une telle précision

implique que si – contre toute attente –, il s'avérait qu'un terrorisme américain (à l'instar de l'attentat d'Oklahoma City, en 1995), et non étranger, est à l'origine des attaques, l'article 5 ne pourrait être invoqué. Lord Robertson devait informer dans la soirée Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, de la décision prise par l'Alliance atlantique, et lui confirmer que celle-ci ne comporte aucun élément opérationnel.

Le mécanisme de l'article 5

L'article 5 du traité de l'Atlantique nord, ou traité de Washington, du 4 avril 1949, stipule que les parties « conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties et, en conséquence, elles conviennent que si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations unies, assistera la partie ou les parties attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique nord (...) ».

A l'occasion du cinquantième anniversaire du traité, l'Alliance a précisé que le terrorisme « constitue une grave menace pour la paix, la sécurité et la stabilité, et peut mettre en danger l'intégrité territoriale des Etats ». Enfin, à l'article 24 du document dit « Concept stratégique », il est stipulé que « toute attaque armée sur le territoire des Alliés, quelle que soit son origine », sera couverte par les articles 5 et 6 du traité.

Les intérêts de sécurité de l'Alliance « peuvent être affectés par d'autres risques plus larges, dont des actes de terrorisme, de sabotage et de crime organisé, et par l'interruption du flux des ressources vitales », est-il précisé.

Pour parvenir à une telle étape, les Etats-Unis doivent d'abord aboutir à une conclusion s'agissant des auteurs des attentats et, si l'origine étrangère de ceux-ci est avérée, demander, s'ils l'estiment nécessaire, la mise en œuvre de la solidarité que comporte l'article 5. Dans ce cas, il faudrait que le Conseil de l'Atlantique nord se réunisse de nouveau pour envisager de quelle manière l'Alliance pourrait répondre et coordonner son action collective.

Lord Robertson s'est refusé à « spéculer sur un quelconque scénario hypothétique », mais il a rappelé deux choses importantes : ce qui s'est passé aux Etats-Unis aurait pu se produire dans n'importe quel Etat-membre de l'Alliance ; si l'option d'une attaque militaire américaine devait se confirmer et que Washington sollicite la solidarité agissante de ses alliés, ceux-ci seraient libres de répondre « selon leur jugement et leurs ressources ».

« CAS D'ÉCOLE »

Autrement dit, la France (c'est évidemment le « cas d'école » que tous les diplomates de l'OTAN ont à l'esprit) serait parfaitement libre de refuser de participer à des représailles militaires contre, par exemple, l'Afghanistan ou le Pakistan, si les Etats-Unis lui en faisaient la demande. Mais elle pourrait aussi

bien manifester sa solidarité en acceptant que des avions américains survolent son territoire au cours de leur mission, voire qu'ils se ravitaillent sur une de ses bases. C'est à un tel cas de figure que Colin Powell, le secrétaire d'Etat américain, faisait implicitement allusion, lorsque, quelques minutes

Il reste que, politiquement, il serait très difficile à un pays de l'Alliance de refuser de se joindre à une opération militaire qui acquerrait de fait un label « otanien ». Du point de vue de certains pays inquiets des conséquences diplomatiques, notamment vis-à-vis des pays arabes, d'une possible surréaction des

Lionel Jospin : « Il faut raison garder »

Sur France 2 mercredi 12 septembre, Lionel Jospin a jugé que « le monde international d'aujourd'hui est la source de tensions qui viennent de forces obscures. C'est pourquoi nous devons condamner vigoureusement et combattre le terrorisme. C'est pourquoi nous devons être solidaires de nos amis et alliés américains. Mais en même temps nous ne devons pas nous laisser aller à des considérations sur un affrontement entre le monde occidental et le monde islamique en tant que tel. Nous combattons le terrorisme, nous ne combattons pas le monde islamique, nous y avons des amis et des partenaires ».

Pour le premier ministre, « il faut donc raison garder, mais il faut aussi responsabiliser les Etats. Seuls les Etats peuvent faire que les relations internationales restent structurées, et il est bien évident qu'il est de leur responsabilité de lutter dans leur territoire contre le terrorisme, de ne pas encourager des visées terroristes, sinon ils risquent d'en subir le poids ; et cela serait logique ».

avant l'annonce de la déclaration de l'OTAN, il soulignait, depuis Washington, que le fait d'activer l'article 5 ne signifie pas que les alliés de l'Amérique participeraient forcément à une attaque, « mais cela rend plus facile d'obtenir un soutien pour des survols et des choses de cette nature », précisait-il.

Etats-Unis envers leurs agresseurs, la référence à l'article 5 pourrait, paradoxalement, jouer dans le sens de la modération : quand elle décidera de répliquer, l'Amérique ne le fera pas seule : elle engagera les dix-neuf pays de l'Alliance atlantique.

Laurent Zecchini

Les Quinze affirment leur détermination

BRUXELLES

de notre bureau européen

Ni le temps de désigner les coupables ni celui d'envisager des représailles : le temps d'exprimer sa solidarité et sa compassion au peuple américain, celui d'afficher la volonté unanime des Quinze de coordonner leurs efforts pour lutter contre le terrorisme, et d'afficher leur détermination à ne pas laisser celui-ci saper les bases de leurs démocraties. Ce message a été décliné tout au long de la journée du mercredi 12 septembre, à la fois par la Commission européenne, le Parlement de Strasbourg, et les ministres des affaires étrangères des Quinze, réunis pour un conseil extraordinaire à Bruxelles.

Le haut-représentant de l'Union pour la politique étrangère et de sécurité commune, Javier Solana, a simplement été invité à fournir le plus tôt possible un rapport sur les mesures concrètes qu'il est souhaitable de prendre pour accélérer la mise en œuvre et le renforcement des « instruments opérationnels » à la disposition de la politique étrangère et de sécurité, mais aussi des ministres de la justice et de l'intérieur. Dans l'immédiat, ce sont les ministres des transports qui se retrouveront vendredi pour un conseil extraordinaire, afin d'envisager un renforcement de la sécurité du transport aérien.

La même journée, qui sera déclarée journée de deuil dans toute l'Union, le groupe d'experts européens sur le terrorisme se réunira en compagnie d'homologues américains, et les chefs d'Etat et de gouvernement rendront publique une déclaration commune, qui reprendra peu ou prou le message des

ministres des affaires étrangères. Contrairement au souhait exprimé à la fois par Vladimir Poutine et par le chancelier allemand Gerhard Schröder, la présidence belge de l'Union européenne a estimé qu'il n'était pas possible, pour des raisons de calendrier, de convoquer un G 8 extraordinaire.

Au cours du Conseil, les ministres des affaires étrangères des Quinze ont tour à tour exprimé leur émotion et leur solidarité, et insisté sur la nécessité pour les Européens de faire front collectivement. « Ces actes effroyables, soulignent-ils, constituent une attaque non seulement contre les Etats-Unis, mais contre l'humanité tout entière et les valeurs et libertés qui nous sont communes à tous. » L'Union condamne « les auteurs et les commanditaires de ces actes de barbarie », et affirme qu'elle s'efforcera de « contribuer à identifier, traduire en justice et punir les responsables : les terroristes ne trouveront refuge nulle part ».

UN MESSAGE DE SOLIDARITÉ

Les Quinze réaffirment leur volonté de coopérer étroitement avec les Etats-Unis pour combattre le terrorisme, tout en rappelant que tous les instruments internationaux pertinents, « y compris ceux qui ont trait au financement du terrorisme », doivent être mis en œuvre. L'Amérique n'a pas besoin, à ce stade, de l'assistance et de l'aide humanitaire que les Européens lui ont proposée, comme l'a précisé Colin Powell, le secrétaire d'Etat américain, dans une conversation téléphonique avec Javier Solana, mais plutôt d'un message clair de solidarité de la part des Européens.

Les diplomates américains ont

été tenus au courant des discussions des Quinze pour aboutir à un consensus sur les conclusions du Conseil, et ils ont émis le souhait que des éléments concrets (comme les prochaines réunions des ministres de la justice, des affaires intérieures et des transports) y figurent. Fait sans précédent, l'ambassadeur américain à Bruxelles, Richard Morningstar, était d'ailleurs présent dans le bâtiment du Conseil des ministres, pour remercier les Européens de leurs gestes.

Les ministres des Quinze n'ont pas souhaité, à ce stade, évoquer publiquement les conséquences diplomatiques des attaques contre l'Amérique et des probables représailles américaines, mais celles-ci étaient sans aucun doute présentes dans tous les esprits. Hubert Védrine a souligné devant ses homologues qu'il est important de ne pas faire apparaître les attaques contre l'Amérique comme une « guerre de civilisations » entre, d'une part, les Occidentaux, d'autre part, le reste du monde. Les Européens, a-t-il estimé, doivent à la fois mener une « lutte implacable » contre le terrorisme, et rechercher ensemble des solutions politiques aux crises auxquelles ils sont confrontés.

Ce registre de la modération a aussi été celui de Javier Solana, qui, outre Yasser Arafat, a téléphoné, mercredi matin, aux autorités d'Egypte, du Maroc, de Tunisie et de Jordanie, quatre pays islamiques modérés, pour leur faire part du souhait de l'Union européenne de conserver avec eux une étroite coopération et les associer à la lutte contre le terrorisme.

L. Z.

Un soutien a priori des Européens, lourd de conséquences

LES ALLIÉS des Américains étaient bien au rendez-vous mercredi : au-delà des témoignages de sympathie prodigués de toutes parts aux victimes des attentats et au peuple américain, au-delà de la détermination affichée par les Européens de renforcer les mesures collectives de sécurité et de lutte contre le terrorisme, les pays membres de l'OTAN ont déclaré considérer que les attentats perpétrés mardi aux Etats-Unis sont une attaque contre l'Alliance atlantique dans son ensemble. Dans la « guerre » que le terrorisme a engagée contre les Etats-Unis, les Alliés font bloc derrière Washington : la déclaration qu'ils ont adoptée mercredi à Bruxelles signifie qu'ils s'engagent à soutenir les Etats-Unis dans leur riposte, avant même de savoir ce qu'elle sera, hormis le fait qu'elle s'annonce massive.

Cet engagement n'est certes à ce stade que de nature politique : il n'implique aucune participation automatique des alliés à une intervention militaire, chacun gardant sur les opérations qui seront lancées sa liberté d'appréciation et le choix d'y participer ou pas. Les Américains d'ailleurs n'en demandaient pas plus. Manifestement désireux de préserver leur liberté d'action, ils réclamaient surtout un soutien politique et les facilités qu'il implique techniquement, comme par exemple la possibilité de survol des territoires des pays alliés.

Pour être à ce stade de nature exclusivement politique, la solidarité ainsi affirmée par les Européens n'en est pas moins lourde de conséquences. Le mouvement presque unanime d'indignation qu'ont provoqué les attentats n'est en effet pas à toute épreuve et pourrait ne

pas être bien durable. On en percevait déjà les fissures 24 heures à peine après le drame : on devinait le malaise de beaucoup quand le président George Bush, avec des accents reaganien, évoquait le combat entre « le bien et le mal » ; on remarquait les précautions de certains dirigeants, comme le premier ministre français Lionel Jospin, qui, avant même que l'ennemi ait été désigné, mettaient en garde contre un affrontement général entre le monde islamique et l'Occident ; on notait que la Chine réclamait une concertation internationale avant toute réplique aux attentats terroristes...

Bref, chacun n'est pas prêt à suivre aveuglément les Etats-Unis dans la riposte qu'ils décideront. Le soutien a priori que leur ont accordé les alliés mercredi est à cet égard lourd de conséquences politiques. Un débat, inévitablement va s'ouvrir ; ils ont choisi leur camp.

La France n'a pas disputé ce soutien, bien qu'elle ne passe pas pour un allié inconditionnel de Washington. On se souvient que ses dirigeants avaient pris leurs distances notamment en août 1998, après les bombardements américains en Afghanistan et au Soudan consécutifs aux attentats qui avaient fait plus de deux cents victimes dans les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Les Français avaient mis en doute le droit à la légitime défense invoqué à l'époque par les Etats-Unis, ils avaient déploré l'absence de concertation et s'étaient inquiétés des conséquences que pouvaient avoir ces raids américains dans l'opinion publique des pays musulmans.

« Ce qui vient de se passer aux Etats-Unis n'a rien à voir avec les attentats

de 1998 contre les ambassades américaines ; c'est d'une tout autre dimension », déclare-t-on dans l'entourage du président de la République. On explique en substance que, contrairement à ces attentats de 1998 qui n'étaient pas de nature fondamentalement différente des attentats qui ont pu avoir lieu ces dernières années à Paris, le terrorisme a frappé cette fois-ci tellement fort à New York et à Washington qu'il ébranle en quelque sorte tout le système des relations internationales et met en demeure chaque pays à choisir son camp sans ambiguïté.

La secousse a été planétaire. Alors que va s'amorcer la recomposition du paysage après le cataclysme, chacun, chaque dirigeant occidental, se doit d'être partie prenante. C'est la raison pour laquelle Jacques Chirac a reporté la visite qu'il devait faire vendredi à Belgrade ; non pas que l'on considère les Français comme particulièrement exposés actuellement à une menace terroriste, malgré la mise en œuvre du plan vigipirate ; mais parce que les événements qui ont frappé les Etats-Unis sont une interpellation à tous les dirigeants occidentaux. Une visite à Belgrade est actuellement hors sujet et, fait-on valoir à l'Elysée, elle perdrait à se tenir maintenant l'impact que de part et d'autre on souhaite lui donner.

En revanche, le président de la République devrait rencontrer son homologue américain mardi prochain à la Maison Blanche. Le principe de cette rencontre a été confirmé par George Bush, au cours de l'entretien téléphonique qu'il a eu mercredi avec Jacques Chirac.

Claire Tréan

La collaboration s'organise entre Américains et Européens en matière de renseignement

Washington prépare un « plan global » de ripostes militaires

AUX ÉTATS-UNIS, les services de renseignement sont très sollicités par les autorités fédérales, malgré le déficit apparent de leur travail en amont des attentats de New York et de Washington, pour collecter un maximum d'informations en vue de pouvoir identifier les commanditaires, les exécutants et les pays ou les organisations qui les protègent. Dans cette mission, ils ont reçu le renfort de certains de leurs homologues alliés – à commencer par les services allemands, britanniques, canadiens et français – sous la forme d'un échange qui, avec l'accord de leur tutelle gouvernementale, se veut organisé, quasi institutionnel et permanent en matière de renseignement sensible.

Dans les milieux français du renseignement, on évite de baptiser ce mécanisme du nom de « club ». Mais on admet que ce partage et cette mise en commun des informations sur le terrorisme international se traduisent concrètement par des contacts étroits entre les responsables de ces différents services nationaux, une recherche concertée, une investigation « patiente et appliquée » selon le qualificatif d'un spécialiste, et par une élaboration, la plus conjointe possible, d'une partie des analyses.

LA CHAÎNE DES RESPONSABILITÉS

Pour les Américains, c'est un travail préalable à toute initiative ultérieure qui aurait pour objectif d'établir « un plan global » et multi-forme de ripostes militaires. Avant d'échafauder les diverses options de représailles, les Etats-Unis n'ignorent pas qu'ils doivent viser juste, qu'ils n'ont pas le droit à l'erreur – ou celui de se précipiter – dans l'identification des menaces dont ils sont la cible, et qu'il leur faut recouper le renseignement pour déterminer, avec une grande précision et une extrême fiabilité, la chaîne des responsabilités chez

les auteurs de ces « actes de guerre », selon George W. Bush.

En effet, si les services américains, accusés de n'avoir pas prévenu à temps leurs autorités, tiennent probablement à effacer leur humiliation, les forces armées, de leur côté, sont apparemment soucieuses d'arrêter des options plus pertinentes que celles auxquelles elles ont eu recours par le passé dans des circonstances très différentes d'aujourd'hui.

Confronté aux soupçons qui avaient pesé sur Oussama Ben Laden, après les opérations lancées en août 1998 contre deux ambassades des Etats-Unis en Afrique, le Pentagone a fait appel à des tirs de missiles Tomahawk sur des camps d'entraînement de terroristes en Afghanistan et sur une usine pharmaceutique au Soudan, censée produire, selon le renseignement américain, des ingrédients chimiques. Au total, soixante-dix tirs de Tomahawk avaient eu lieu en aveugle. Oussama Ben Laden et une partie de ses troupes, dans le camp de Kandahar, dans l'est de l'Afghanistan, ont survécu à l'attaque, tandis que Washington, sommé par l'ONU, n'a pas été capable de fournir les preuves de ce qu'il avançait sur la fabrication de précurseurs chimiques à des fins militaires à l'usine de Khar-toum.

Après les attentats de New York et de Washington, il est évident que le président des Etats-Unis sera à nouveau sous la pression de ses conseillers militaires et de ses experts en matière de sécurité pour – une fois identifiées l'origine et la motivation de ces attaques-suicides – monter une série de scénarios qui voudront mettre en jeu toute une gamme de ripostes punitives contre les repaires, la logistique à l'étranger et les centres d'entraînement des réseaux incriminés.

Outre de fortes incitations politi-

ques exercées sur les pays suspects d'être des parrains du terrorisme, les hypothèses balayées vont depuis les actions homicides de chefs présumés jusqu'à des coalitions armées, sur le modèle de celle de la guerre du Golfe, en 1991, en passant par des actions plus ciblées ou l'assistance apportée à des factions rebelles contre les gouvernements dans les pays qui abritent le terrorisme.

CONSIDÉRATIONS TECHNIQUES

Face à un adversaire clandestin, qui n'est pas un ennemi d'Etat classique, il s'agit d'options militaires dont, en réalité, l'éventail n'est pas aussi ouvert qu'on le croit, sauf à préconiser – ce qui n'est pas aisé – des solutions radicales, c'est-à-dire des actions-commandos aéroterrestres qui causeraient des pertes sérieuses dans les armées américaines. Il est vraisemblable qu'une riposte inédite, conçue pour porter un coup décisif là d'où sont parties les agressions, prendra du temps à être mise sur pied. D'autant que le concours de partenaires de l'OTAN en la matière, au nom du traité de Washington qui fonde l'Alliance atlantique, est lui-même soumis à une série de considérations techniques. Toutes les armées européennes n'ont pas été spécialement organisées, équipées et instruites pour répondre à ce type de situations. Nombre d'entre elles sont déjà engagées sur des théâtres d'opérations, notamment dans les Balkans, où des menaces terroristes, identiques ou comparables, pèsent, à en croire les états-majors, sur leurs activités. Ce qui les a obligées à prendre des précautions pour parer à certains risques.

En revanche, ce qui est acquis dans l'immédiat, c'est la décision d'ouvrir le « club » du renseignement aux Etats de l'OTAN candidats.

Jacques Isnard

La CIA et le FBI discrédités

LE FEU provoqué par l'attaque-suicide de mardi 11 septembre, n'était pas encore éteint au Pentagone que les critiques ont commencé de pleuvoir sur des services de renseignement américains qui, une fois encore, n'avaient rien prévu. Même en ces heures d'unité nationale, le fait que ni la CIA ni le FBI n'aient eu la moindre indication de la tragédie qui allait se produire ne pouvait leur épargner une remise en cause de méthodes qui, depuis la fin de la guerre froide, ont mal pris la mesure d'un nouveau monde multipolaire.

Malgré un budget annuel estimé à 30 milliards de dollars (environ 33 milliards d'euros), les barbouzes de Washington ont accumulé les contre-performances : non seulement ils ont abrité involontairement en leur sein des espions à la solde du Kremlin – Aldrich Ames à la CIA et Robert Hanssen au FBI –, mais ils n'avaient pas su prévoir les essais nucléaires indiens ou balistiques nord-coréens, ni prévenir les attentats de 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie et l'an dernier contre le destroyer *Cole* dans le port d'Aden. Ils avaient transmis à l'US Air Force, pendant la guerre du Kosovo, des cartes de Belgrade dépassées, cause du sanglant bombardement par erreur de l'ambassade de Chine.

Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, est monté au créneau, dès mercredi, pour défendre les services : « Notre communauté du renseignement fait un travail formidable. Elle a su empêcher nombre d'attaques au cours des ans, mais le renseignement n'est pas une science exacte (...) Nous disposons des gens les meilleurs et les plus compétents », a-t-il affirmé. Il n'empêche que, du *New York Times* au Congrès et à des membres des précédentes administrations républicaines, on veut en savoir plus et on réclame que la CIA modifie ses méthodes et sa vision du monde. En avoir plus pour son argent ou bien en revenir au « renseignement humain », au bon vieux agent sur le terrain qui se fond dans le paysage pour ramasser des informations, ou pour éliminer les « méchants »,

et qui a souvent été remplacé par les machines. Mais là comme ailleurs, la stratégie du « zéro mort », la peur du retour d'Américains dans des cercueils, ou « *body bags* », a paralysé les administrations successives, qui craignent que l'opinion ne leur pardonne pas la mort de « boys ». D'où la généralisation de l'« *intelligence électronique* » ou le choix par l'équipe Bush d'un bouclier antimissile censé protéger l'Amérique à distance.

La CIA est bien consciente que son image s'est détériorée, mais ce

Les critiques, unanimes, mettent en cause les méthodes appliquées par les « services » depuis la fin de la guerre froide

n'est pas seulement en patronnant des séries télévisées à la gloire de ses agents qu'elle y parviendra. Surtout si ces agents sont de moins en moins présents dans les points chauds du globe où les intérêts américains sont en cause. Dans un pays dont les dirigeants connaissent souvent mal le monde extérieur, rares seraient les spécialistes du renseignement bons connaisseurs des langues ou des sociétés étrangères, affirme un analyste militaire proche de la nouvelle administration. « Ils n'ont aucune idée de qui sont vraiment les talibans et le niveau de connaissances de la CIA est incroyablement bas. »

Comme l'écrivait récemment, dans *Atlantic Monthly*, un ancien membre de l'Agence, Reuel Marc Gerecht, dénonçant le « *mythe contre-terroriste* », la CIA compte très peu d'agents pouvant passer inaperçus au Proche-Orient et, du moins jusqu'à ce qu'il la quitte fin 1999, l'agence n'avait aucun plan pour infiltrer les mouvements fondamen-

talistes islamistes comme celui d'Oussama Ben Laden. « *Aucun agent non officiel n'est capable de jouer de manière plausible le rôle d'un marchand musulman ni volontaire pour passer des années en Afghanistan* », et risquer de contracter une diarrhée, a-t-il ironisé.

Le *Wall Street Journal* a publié, mercredi, l'analyse d'un spécialiste du Proche-Orient, Daniel Pipes, qualifiant de « *négligence quasi criminelle* » l'attitude d'une administration qui n'a pas pris suffisamment au sérieux les menaces terroristes et qui préfère la solution de facilité qu'est l'intelligence électronique. D'autres conservateurs dénoncent pêle-mêle les ingérences du Congrès ou des règles de fonctionnement trop rigides d'une CIA paralysée par les critiques de ses excès passés en Amérique latine et qui n'ose plus maintenir des contacts avec des organisations terroristes.

Bill Clinton avait pourtant donné un rôle important à la CIA dans le contrôle du processus de paix israélo-palestinien et celle-ci avait participé à la formation de membres des services de sécurité de l'O.L.P. Son chef, George Tenet, a même joué un rôle de médiateur jusqu'à ce que George W. Bush, très pro-israélien, lui demande d'y mettre fin.

Pour les agences de renseignement, il y aura sans aucun doute un avant et un après 11 septembre. « *Le lourd paquet de leur bureaucratie a été incapable de prendre le tournant de l'après-guerre froide et elle est déjà devenue le bouc émissaire* », estime un diplomate. Le centre George Bush de Langley, siège de l'Agence, va devoir se réinventer afin de faire face à de nouvelles menaces qui, n'en déplaie aux promoteurs du bouclier antimissile, se trouvent désormais au sein même d'une Amérique aux frontières toujours plus poreuses à une immigration légale et illégale mal contrôlée. Témoine ce chauffeur de taxi afghan hélé l'an dernier à l'aéroport de Washington qui dénonçait l'attitude américaine contre les talibans, alors qu'il venait d'être naturalisé.

Patrice de Beer

En Afghanistan, la population craint les représailles, les étrangers quittent Kaboul

La plupart des habitants critiquent les attentats

KABOUL

de notre envoyée spéciale

L'atmosphère est lourde et tendue à Kaboul, jeudi matin 13 septembre, où chacun s'attend à une massive attaque des Américains. La crainte des représailles s'accroît à chaque nouvelle accusation venue des Etats-Unis pour désigner Oussama Ben Laden, l'islamiste d'origine saoudienne qui vit en Afghanistan, comme principal suspect de la vague d'attentats commis sur le sol américain.

Au rythme des départs d'Occidentaux, les huit expatriés de l'organisation caritative allemande *Shelter Now International* (SNI), détenus depuis cinq semaines à Kaboul pour prosélytisme chrétien, ne seront bientôt plus que les derniers étrangers présents dans la capitale afghane. Les trois diplomates – un Américain, un Australien et un Allemand – venus assister leurs ressortissants emprisonnés, ainsi que les familles des deux jeunes Américaines de SNI écrouées, ont quitté Kaboul jeudi. « *Je ne me sens pas très bien de partir. C'est malheureux mais c'est dû aux circonstances* », affirme le représentant allemand, Helmut Landes.

« EXTRADER BEN LADEN »

« *L'avocat choisi par les prisonniers sera samedi ici, nous serons en contact constant avec lui d'Islamabad et les talibans sont responsables de la sécurité de nos ressortissants* », ajoute-t-il avant d'embarquer dans l'un des trois avions de l'ONU posés sur le tarmac de l'aéroport. Le personnel expatrié des Nations unies a aussi évacué Kaboul, comme la plupart des expatriés des Organisations non gouvernementales (ONG). Pour l'instant, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), tout en réduisant ses activités, a décidé de rester ; seuls 12 de ses 70 expatriés ont quitté l'Afghanistan.

La population kaboulienne redoute aussi le pire. « *Bien sûr nous avons peur. S'il y a des preuves que Ben Laden et les talibans sont impliqués, l'Amérique va réagir avec des roquettes et des bombes* », affirme Inayatullah, un pharmacien de Kaboul. « *Vous dormez et soudainement les roquettes tombent* », intervient Zalmā Khan, un peintre en bâtiment. Le passage à basse altitude d'un chasseur bombardier taliban conduit tout le monde à se précipiter dans la rue, dans une grande nervosité. « *Je pensais que c'était peut-être une bombe* », sourit Zalmā. « *Nous avons déjà assez de misère, pour ne pas être encore la cible de missiles* », ajoute-t-il.

Ici, la plupart des habitants interrogés critiquent les attentats sur le sol américain. Aucun mouvement de joie ou de soutien n'a eu lieu dans la population afghane. « *C'est très mauvais. Personne ne peut soutenir de telles actions criminelles* », affirme Inayatullah. « *Je déplore ces actes mais laissons les Américains goûter à cela. Ils ont une responsabilité dans tout cela, ils ont soutenu les talibans, c'est à leur tour de payer* », commente, amer, un employé afghan d'une ONG. Le soutien populaire dont ont bénéficié, un temps, les combattants Arabes et leur symbole Oussama Ben Laden, s'est bien effrité. « *Extrader Ben Laden serait une bonne idée, le problème serait réglé* », dit Zalmā

pas couverte comme ils l'entendent », dit-il. Sur l'échelle du rigorisme islamique, en effet, les Arabes présents en Afghanistan sont encore plus exigeants que les talibans. Peut-être parce qu'ils sont les plus anciens des combattants étrangers, les Arabes se comportent de plus en plus en terrain conquis. Dans la région de Kandahar, le chef suprême des talibans, mollah Mohammad Omar, aurait même donné des terres à certains d'entre eux, ce qui aurait provoqué quelque remous dans les tribus locales.

« *Au début, je respectais ces combattants venus nous aider à vaincre l'ennemi soviétique. Mais aujourd'hui ils brûlent nos maisons* », affirme Ahmad Saïd, un ancien professeur

Les caches d'Oussama Ben Laden

« *Oussama Ben Laden est en Afghanistan, mais tout ce que je peux vous dire est qu'il n'est pas dans cet hôtel* », affirmait, mardi soir, le ministre taliban des affaires étrangères, Wakil Ahmed Mutawakil. Depuis cinq ans qu'il s'est installé dans ce pays, et avec l'expérience du Djihad contre l'armée rouge, le millionnaire d'origine saoudienne a eu le temps de s'aménager des caches, certaines parfaitement installées avec des systèmes de communication modernes, dans plusieurs provinces comme Kunar, Paktia et Nangahar.

Il possède aussi une maison à Kandahar où ont eu lieu les fiançailles puis le mariage de son fils, Hamza. Il utilise une ferme dans les environs de Jalalabad pour des réunions. Extrêmement prudent quant à sa sécurité, il ne reste jamais longtemps dans un même lieu et est entouré en permanence d'une garde prétorienne arabe. Il se déplace dans un convoi de trois grosses 4 x 4 à la vitesse maximale permise par l'état des routes afghanes. – (Corresp.)

à voix basse. « *Les gens sont en colère parce que à cause de la présence de ses « invités » [terme employé pour désigner tous les combattants étrangers présents en Afghanistan], nous risquons une attaque* », affirme Mohammad Haroun qui tient une échoppe de parfumerie. Inayatullah se montre plus prudent : « *Je ne peux rien dire sur la présence des Arabes. C'est une question trop importante et la vie est si difficile ici* ».

Dans la dernière période, ces combattants étrangers étaient de plus en plus visibles à Kaboul, où beaucoup vivent avec leurs familles. Ils ne sont d'ailleurs pas seulement la terreur des Occidentaux. Les Afghans les craignent tout autant et, parmi les islamistes venus de l'étranger, les Arabes précèdent les Pakistanais au palmarès de l'impopularité. « *Les autres [Tchétones, Ouzbeks notamment] se comportent normalement, vont dans les boutiques, payent et s'en vont* », note un observateur. « *Mais les Arabes interviennent partout et font des réflexions désobligeantes si par exemple une femme n'est*

d'université. Les Arabes prennent une part accrue aux combats sur les fronts de la guerre qui oppose les talibans aux troupes de l'opposition regroupées sous la direction du commandant Ahmed Shah Massoud. Leur présence dans le pays est aussi la menace la plus grande pesant sur les expatriés occidentaux, qui ne craignent pas en revanche les Afghans, talibans compris. « *Les responsables du ministère étaient tristes de nous voir partir, mais ils comprennent* », affirme un responsable d'une ONG occidentale. En 1998, c'est par deux jeunes Pakistanais appartenant à un mouvement radical islamiste, le Harakat al Moujahideen, qu'avait été tué le colonel italien de la mission de l'ONU à Kaboul. « *S'il y a une attaque, les talibans ne pourront pas contrôler tous les Arabes et c'est cela le danger* », observe un travailleur humanitaire.

Plusieurs familles arabes quittaient aussi, cependant, le quartier résidentiel de Wazir Akbar Khan, mercredi en fin d'après-midi, vers une destination inconnue.

Françoise Chipaux

Le Pakistan, tancé par Washington, promet une « coopération sans limites »

KABOUL

de notre envoyée spéciale

Bien qu'il soit l'un des trois seuls pays avec l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis à reconnaître le régime des talibans au pouvoir à Kaboul, le Pakistan a promis aux Etats-Unis « une coopération sans limite » dans la lutte contre le terrorisme. « *Nous considérons le terrorisme comme un mal qui menace la communauté mondiale* », a affirmé le général Pervez Moucharrarf, à l'issue d'une réunion d'urgence avec ses proches conseillers, dans la nuit de mercredi à jeudi 13 septembre.

Cette réunion de trois heures a précédé une rencontre que le président Moucharrarf devait avoir jeudi avec l'ambassadeur américain à Islamabad, Wendy Chamberlin. A Washington, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, venait de réclamer avec fermeté le soutien et la coopération du Pakistan dans leur lutte antiterroriste.

Il faudra toutefois au Pakistan plus que des mots pour convaincre Washington de sa pleine coopération. Depuis longtemps déjà, les Etats-Unis réclament l'aide d'Islamabad pour l'extradition d'Oussama Ben Laden et les autorités pakistanaises ont coutume de répondre que ce point est un problème bilatéral Américano-Afghan. Si le gouvernement pakistanais a dernièrement commencé à prendre des mesures contre des

groupuscules extrémistes sunnites et chiites, c'est uniquement en raison de la lutte sectaire qu'ils se livrent. Aucune mesure n'a été prise contre les mouvements extrémistes radicaux qui ont des bases d'entraînement en Afghanistan et dont certains des membres ont « *fêté* » les attentats contre les Etats-Unis. Ces groupes, qui participent activement au Jihad au Cachemire contre les forces indiennes, ont de solides appuis dans l'establishment pakistanais, en particulier au sein de l'armée et de l'Inter Service Intelligence (ISI, les services secrets pakistanais).

L'état-major des talibans sort, en outre, des madrassa (écoles coraniques) pakistanaises et plusieurs milliers de jeunes Pakistanais combattent dans les rangs des talibans. Ces derniers disposent de soutiens puissants parmi d'importants religieux pakistanais. Chef d'Akora Khatak, l'une des plus grandes madrassa qui a vu passer sur ses bancs la plupart des responsables talibans, le maulana Sami ul Haq a été, il y a quelques mois, reçu par le général Moucharrarf, dans le cadre des consultations entreprises alors par le chef de l'Etat avec des personnalités du pays. Sami ul Haq était l'un des invités au récent mariage du fils d'Oussama Ben Laden. Il arbore fièrement, dans son salon de réception, trois portraits encadrés de lui-même photographié à côté de Ben Laden.

Chef du Jamiat Ulema Islam (JUI), un parti reconnu au Pakistan), le maulana Faiz ul Rahman a déclaré que « *les attentats [aux Etats-Unis] constituaient une réponse à la politique américaine* ». Il est l'un des plus ardents critiques des Etats-Unis et de l'Occident en général et s'est publiquement prononcé pour le départ des Organisations non gouvernementales occidentales d'Afghanistan, estimant qu'elles étaient dépravées. C'est encore à Peshawar, à deux heures et demie de route d'Islamabad, qu'au printemps s'est tenue une réunion du « gratin » de l'islamisme radical. Une déclaration d'Oussama Ben Laden y avait été lue, appelant la jeune génération à venir se préparer pour le Jihad en Afghanistan.

Les Etats-Unis ont sans aucun doute beaucoup de questions à poser au général Moucharrarf. Il n'est pas sûr que celui-ci soit toujours en mesure de leur répondre ou même souhaite leur donner trop d'éclaircissements. Au nom de sa politique afghane, au nom de sa lutte au Cachemire, le Pakistan a laissé proliférer des dizaines d'organisations plus extrémistes les unes que les autres. Même si c'est désormais sa volonté, il ne lui sera pas forcément facile de les contrôler sans en subir les dommages.

Fr. C.



■ **NEW YORK.** Le maire de la ville, accompagné de trois policiers, vient constater l'ampleur des dégâts à Manhattan vingt-quatre heures après le drame. Rudolph Giuliani porte la casquette des pompiers de New York.

Arabes et musulmans multiplient les mises en garde contre les amalgames et les accusations hâtives

LES DIRIGEANTS arabes et certaines des plus hautes autorités religieuses musulmanes ont multiplié, mercredi 12 septembre, les mises en garde contre les dérives et les amalgames consécutifs à l'offensive terroriste dont les Etats-Unis ont été la cible. Gare à la désignation hâtive et sans preuve des coupables au sein de la mouvance islamiste en général et palestinienne en particulier ; gare à la confusion primaire et si commode entre islam et extrémisme activiste musulman, ont-ils prévenu, sans se priver de reprocher aux Etats-Unis leur politique au Proche-Orient. Mais leur mise en garde s'adressait aussi indirectement à leurs ouailles, après certaines manifestations de joie, ici et là, à l'annonce de la vague d'attentats qui a frappé New York et Washington.

Le Soudan appelle Washington à éviter « une réaction émotive »

Le président soudanais, Omar Al-Béchir, dont le pays figure sur la liste du département d'Etat américain des pays soutenant le terrorisme, a appelé mercredi 12 septembre les Etats-Unis à éviter toute réactions « émotives » aux attentats de la veille. « Le Soudan n'est pas un Etat terroriste, ne parraine pas le terrorisme et ne défend pas les actes terroristes contre les innocents », a déclaré à la presse le général Béchir. Le Soudan avait accueilli entre 1990 et 1995 le terroriste présumé d'origine saoudienne Oussama Ben Laden. Le général Béchir a affirmé que son gouvernement « dénonce tout acte prenant pour cible des civils innocents » et a présenté « ses condoléances aux familles des victimes et au peuple américain ». Les Etats-Unis avaient bombardé en août 1998 une usine pharmaceutique de Khartoum qu'ils accusaient de fabriquer des armes chimiques, ce que le Soudan conteste.

L'Organisation de la Conférence islamique « condamne les actes sauvages (les attentats anti-américains) que banissent toutes les conventions et les valeurs humaines, ainsi que les religions monothéistes, en tête desquelles l'islam », a déclaré le secrétaire général de l'Organisation, Abdel Wahad Belkaziz. « L'islam valorise la vie humaine et considère quiconque tue une seule personne comme un criminel contre l'humanité », a ajouté le représentant de cette organisation qui regroupe cinquante-sept pays.

Dans le même ordre d'idées, cheikh Mohammad Sayed Tantaoui, l'imam d'Al Azhar, la plus haute instance de l'islam sunnite, a affirmé que « l'islam refuse de tels actes. Tuer des hommes, des femmes et des enfants innocents est un acte horrible et hideux, qu'aucune religion monothéiste n'approuve et que rejette tout esprit saint. »

L'Arabie saoudite, dont le monarque porte le titre de « serviteur » des deux premiers lieux

saints de l'islam, rappelle elle aussi que le terrorisme « contrevient aux valeurs religieuses et aux principes de l'humanité ». Riyadh « s'emploie, avec la communauté internationale, à lutter contre le terrorisme qu'il condamne fermement », a déclaré un porte-parole officiel. La presse saoudienne comme celle des autres monarchies pétrolières de la région est sur la même longueur d'onde. Ils n'épargnent pas pour autant une administration américaine qui a adopté « une position totalement partisane, pro-israélienne », dont la conséquence est une « grande injustice à l'égard des Arabes et des Palestiniens en particulier » (dixit le quotidien Arab Times du Koweït).

La confrérie des Frères musulmans en Egypte s'est dite « horrifiée par les meurtres, les explosions, la destruction et les agressions contre des civils innocents » et affirmé son « hostilité à toute agression contre les vies humaines, la liberté des peuples et la dignité humaine dans le monde entier ».

CONDAMNATION DES ATTENTATS

Côté chiite, l'ayatollah Mohammad Hussein Fadlallah, le guide spirituel du Hezbollah libanais, s'est dit « horrifié » par les attentats dont les Etats-Unis ont été la cible, « bien que, a-t-il rappelé, nous soyons hostiles à la politique suivie par les Etats-Unis, notamment envers le peuple palestinien et les peuples arabe et musulman. Aucune religion au monde ne saurait cautionner » de tels attentats. « Nous rejetons ces méthodes, quel qu'en soit l'auteur. La Charia (la loi musulmane) n'autorise pas de tels actes et aucune personne sensée ne peut accepter qu'un peuple subisse ce que vient de subir le peuple américain », a ajouté Cheikh Fadlallah.

L'unique fausse note est venue du chef d'une organisation extrémiste musulmane, Al Mouhajiroun (les exilés). « Pour le monde musulman, aujourd'hui est un jour de fête », a déclaré Omar Bakri au quotidien italien la Repubblica. « Seul Oussama Ben Laden (l'islamique d'origine saoudienne considéré par les Etats-Unis comme leur ennemi numéro un) peut disposer de cette puissance de feu pour frapper l'Amérique et seul le mouvement islamique qui croit dans le djihad peut avoir mené cette attaque sans précédent grâce à la foi des martyrs (...) Pour la première fois l'Amérique est frappée à tous les niveaux (...) Pour la première fois l'Amérique est à genoux (...) C'est une leçon qui va changer le cours de l'Histoire. »

La fermeté des condamnations, leur répétition sur tous les tons, le rappel de l'attachement aux fondements de l'islam et aux principes les plus élémentaires d'humanité visent à empêcher, en Occident, une assimilation de l'islam à l'extrémisme. Mais elles s'adressent aussi aux populations arabes et musulmanes dont certaines – au Caire, dans des camps de réfugiés palestiniens au Liban et dans la ville autonome palestinienne de Naplouse en Cisjordanie – ont donné, mardi, libre cours à leur joie de voir les Etats-Unis frappés au cœur. Il n'est peut-être pas anodin, à cet égard, de constater qu'aucune

manifestation du genre n'a eu lieu mercredi. L'ampleur du désastre dont des civils américains ont payé très cher le prix a sans doute contribué à l'éveil des esprits et à la décence.

Mouna Naïm (avec AFP)

Les responsables palestiniens s'efforcent de montrer leur solidarité

L'ampleur des manifestations de joie a été exagérée

RAMALLAH

de notre envoyé spécial

Responsables de l'Autorité palestinienne et intellectuels se sont efforcés, mercredi 12 septembre, de réparer les dommages médiatiques causés par les images de certains de leurs concitoyens se réjouissant, la veille, des attentats aux Etats-Unis. Ces mêmes responsables soutiennent que l'ampleur de ces manifestations a été exagérée, et affirment qu'Israël en a profité pour exploiter à son profit ces démonstrations d'indécences. Deux constatations s'imposent en tout cas : d'abord, il est exact de dire que les Palestiniens qui ont défilé dans les rues de Naplouse et de Jérusalem-Est, mardi soir, n'étaient qu'une poignée et que les images de la télévision ont sans aucun doute donné à l'événement une dimension disproportionnée. Il n'y a eu d'ailleurs aucun défilé, aucune autre manifestation dans le reste de la Cisjordanie et à Gaza. En revanche, même si la plupart des rues palestiniennes sont restées calmes, la plupart des personnes rencontrées se réjouissaient sans vergogne de cette Amérique plongée dans le malheur.

« Nous avons tellement souffert, nous les Palestiniens, comment pourrions-nous nous réjouir du malheur des

autres ? », s'interroge pourtant Moustapha Barghouti, une personnalité communiste de Ramallah ; « les gens qui ont défilé dans les rues, ce n'étaient que des cas isolés, je condamne sans appel ce genre d'attitudes. » Hanan Ashraoui, célèbre député du Conseil législatif palestinien, fait écho à ces propos en affirmant un peu plus tard, au cours d'une conférence de presse : « Il y a un consensus chez les Palestiniens, dans les partis, dans l'Autorité palestinienne et dans la société civile, de condamner les attentats aux Etats-Unis. Il est nécessaire à ce stade d'envoyer un message clair : (les manifestations de joie) sont totalement contre productives. »

« TOUT LE MONDE EST CHOQUÉ »

Pour Bassam Abou Sharif, un conseiller de Yasser Arafat et vieux militant de la cause palestinienne, l'affaire est entendue : « Il n'y a, à mon avis, aucune relation entre ce qui se passe au Moyen-Orient et les attentats ; par contre, il faut souligner à quel point Israël utilise le fait que les Américains et les Européens sont occupés, pour attaquer, notamment autour de la ville de Jénine, en Cisjordanie, où onze Palestiniens ont déjà été tués ces dernières vingt-quatre heures ». M. Sharif ajoute avoir été

en contact avec Yasser Arafat « jusqu'à trois heures du matin mercredi ». « Le président Arafat m'a dit que ce qui a eu lieu à New York et Washington était un "crime sans précédent" et il a envoyé une lettre de condoléances au président Bush et décidé d'annuler toutes ses activités officielles. » Et les manifestations dans Jérusalem ? « Vous avez vu les images ? Il y avait cinq enfants ! »

Professeurs de sciences politiques à l'université de Bir Zeit, Saleh Abdel Jawad s'insurge à la pensée que des Palestiniens aient pu se réjouir de la tragédie américaine : « Des gens sont venus chez moi regarder la télévision ; j'ai vu une femme pleurer devant l'écran. Non, tout le monde est choqué, croyez moi ! Mais, même si les Palestiniens ne sont pas, en soi, anti-Américains, il est vrai que la politique de Washington à l'égard d'Israël fait que nombreux sont ceux qui se sont sentis trahis. » Et de conclure, en élargissant le champ politique de sa réflexion : « Après cette tragédie, il y a deux solutions en ce qui concerne l'attitude américaine à l'égard du Proche-orient : les Etats-Unis vont ils continuer à jouer les dinosaures ou se conduire en sages ? »

Bruno Philip

Réservoir d'annonces automobiles

TOUS LES JOURS PLUS DE 100 000 ANNONCES AUTO*



bonjour.fr
www.bonjour.fr



Vendre tout, tout acheter et vice versa

Avec Bonjour, votre journal gratuit et **bonjour.fr**, vous êtes sûr de tout vendre rapidement ou de trouver votre bonheur, à prix ferme ou aux enchères... Facilité, sécurité, proximité : tout est fait pour vous aider... Et en plus, sur **bonjour.fr**, Bonj' le guetteur enregistre votre demande et vous avertit automatiquement par e-mail, fax ou mini-message, dès que la voiture de vos rêves est disponible !

Retrouvez Bonjour sur **CANALSATELLITE**

A New York, les sauveteurs luttent à la recherche de survivants dans les décombres

Vingt-quatre heures après le drame du World Trade Center, le sens américain de l'organisation a repris le dessus. La garde nationale, la police locale, les services sanitaires fouillent les ruines alors que les New-Yorkais tentent désespérément d'obtenir des nouvelles de leurs proches disparus

NEW YORK

de notre correspondant
New York se remettait très difficilement, mercredi 12 septembre, du plus terrible choc de son histoire.

RÉCIT

Dans les rues étroites du New York historique, un défilé incessant de camions et de bulldozers

L'atmosphère était toujours un peu irréaliste, les rues et les avenues silencieuses, la plupart des commerces et des restaurants fermés, les bureaux déserts, les trottoirs vides. Les rares passants se hâtaient, le visage fermé, regardant droit devant eux. Par contraste, le temps était toujours magnifique, le ciel bleu, limpide, seulement troublé par l'omniprésente colonne de fumée blanche et grise venant du sud et de la montagne de gravats et de poutrelles calcinées qui formaient encore, vingt-quatre heures plus tôt les deux tours jumelles du World Trade Center.

Autour du lieu des attentats, l'esprit d'organisation à l'américaine a succédé au chaos. Dans la nuit et au petit matin, la garde nationale, la police de l'Etat, les services sanitaires de la ville, des pompiers sont venus relever des sauveteurs épuisés. Le déploiement d'hommes et de matériel est impressionnant. Le

sud de Manhattan est bouclé par des barrages successifs et totalement quadrillé par les forces de l'ordre.

La police militaire casquée garde les points les plus sensibles. A l'entrée de chaque rue, les forces de l'ordre contrôlent tout le monde, ne laissant entrer que les riverains en mesure de justifier leur domicile. Tous les autres sont refoulés, employés du quartier, badauds. Les uns brandissent désespérément une carte de visite pour prouver qu'ils travaillent dans le secteur, d'autres plaident en vain qu'ils y ont des amis.

Plus loin, aux abords des décombres, dans les rues étroites du New York historique, c'est un défilé incessant de camions-bennes, de bulldozers, de bus transportant des renforts au milieu de la poussière et des cendres. Cent-vingt camions chargés de gravats ont quitté la ville dans la nuit de mardi

à mercredi et des barges sur la rivière Hudson ont participé ensuite toute la journée à l'évacuation des décombres.

Des lances à incendies arrosent en permanence les ruines d'où s'échappe toujours de la fumée, tandis que grues et engins dégagent un passage à la douzaine d'équipes de sauveteurs à pied-d'œuvre. Pour progresser, les secours doivent évacuer les voitures, les camions calcinés et découper les enchevêtrements de poutrelles. Ils peuvent alors ensuite commencer à rechercher des survivants. Lorsqu'ils trouvent des cadavres, une équipe spéciale chargée de les évacuer et de les identifier entre en action.

Illustration des difficultés de la tâche des sauveteurs : de nouveaux effondrements d'immeubles endommagés se sont produits mercredi en fin d'après-midi. Mais il se produit aussi parfois un miracle.

D'autres immeubles s'écroulent

Deux nouveaux effondrements d'immeubles endommagés lors de l'attentat, mardi 11 septembre, contre les tours jumelles du World Trade Center, à Manhattan, se sont produits mercredi en fin d'après-midi, faisant trois blessés parmi les pompiers, selon la chaîne de télévision CBS. Une partie encore érigée de la tour sud du World Trade Center s'est écroulée, sans apparemment faire de victime.

Peu après, un effondrement partiel s'est produit dans un immeuble voisin d'une cinquantaine d'étages situé au 1, Liberty Plaza, une esplanade adjacente, blessant trois pompiers. Les forces de l'ordre ont fait, au même moment, évacuer la partie sud de la zone des recherches, par crainte d'une fuite de gaz. - (AFP)

Trois policiers prisonniers des décombres, mais vivants, ont été repérés par les sauveteurs après avoir pensé à faire feu avec leurs armes de service, a indiqué la chaîne de télévision CBS, plutôt que de crier. D'intenses efforts étaient en cours, mercredi après-midi, pour tenter de les sortir de là.

L'organisation méthodique et professionnelle des secours a quelque chose de rassurant après la panique, légitime, de mardi. Mais elle ne donne pas pour autant l'espoir de trouver beaucoup de survivants parmi les milliers de personnes encore présentes dans les tours quand elles se sont effondrées.

Des centaines de New-Yorkais ont tenté désespérément, mercredi, d'obtenir des informations sur des proches disparus la veille après avoir rejoint, au petit matin, leur bureau dans les *Twins* du World Trade Center, où travaillaient 40 000 personnes. Beaucoup de familles se raccrochent à l'espoir que leur disparu est seulement blessé et soigné dans un hôpital. Les télévisions locales leur ont ouvert leurs antennes et les appels poignants se succèdent.

« S'il vous plaît, donnez-moi des nouvelles de mon frère Frank. Je n'arrive pas à entrer en communication avec les hôpitaux », supplie Christina Testa. En larmes, Janice Hazecorne décrit la chemise rouge et orange de son fils de 29 ans, qui travaillait pour l'établissement financier Cantor Fitzgerald, dans les éta-

ges les plus élevés de l'une des tours. « Keith a les cheveux châtains, avec les yeux bleus. Il porte un tatouage sur le bras droit », dit Susan Carroll, sans nouvelle de son fils qui se trouvait au 89^e étage de la tour Nord. « Mon mari, John travaillait au 104^e étage », parvient à peine à dire Nancy Badagliacca.

Devant les hôpitaux, les familles

« La meilleure estimation que nous puissions faire est qu'il restait quelques milliers de personnes dans chacun des immeubles »

Rudolph Giuliani, maire de New York

angoissées tentent aussi d'obtenir des nouvelles. En tout près de 2 000 personnes ont été soignées dans les hôpitaux de New York et du New Jersey après les attentats, souvent pour des blessures légères. Omniprésent, le maire de New York, Rudolph Giuliani, continue à préparer l'opinion au pire. Il a annoncé, mercredi, s'attendre tou-

jours à plusieurs milliers de victimes. « La meilleure estimation que nous puissions faire est qu'il restait quelques milliers de personnes dans chacun des immeubles. Nos opérations de secours et de recherches sont fondées sur ces chiffres », a-t-il déclaré. Le maire de New York a conseillé aux personnes résidant sur l'île d'agir le plus normalement possible. « La réalité, c'est de poursuivre nos vies. Les gens doivent aller faire des courses, aller au restaurant », a-t-il dit.

Un conseil sans doute un peu prématuré. La population est encore sous le choc et commence à peine le travail de deuil. A Union Square, en permanence, plusieurs centaines de personnes ont participé tout au long de la journée à une cérémonie de recueillement devant la statue de George Washington. Des fleurs, des bougies ont été déposées sur le sol ainsi que des centaines de petits textes anonymes ou signés à la mémoire des disparus.

Les interrogations et les « Pourquoi ? » sont les plus fréquents. « Pourquoi ici et aujourd'hui ? Pourquoi sommes-nous les bons et eux les méchants ? » ; « J'ai perdu beaucoup de monde hier, beaucoup de ma famille humaine. Je ne les connaissais pas, mais je ne les oublierai jamais. » Et plus personnel : « A Michael W. qui a donné sa vie pour quelqu'un d'autre, Dieu le bénisse. »

Eric Leser

La Ville a commandé 6 000 sacs pour les corps des victimes

NEW YORK

de notre correspondant
Quatre-vingt deux corps ont été retrouvés par les sauveteurs qui fouillent les décombres des tours du World Trade Center et cinq personnes ont été sorties vivantes, selon un bilan provisoire annoncé mercredi 12 septembre dans la soirée par le maire de New York, Rudolph Giuliani. Il a déclaré par ailleurs s'attendre toujours à plusieurs milliers de victimes. « La meilleure estimation que nous puissions faire est qu'il restait quelques milliers de personnes dans chacun des immeubles. Nos opérations de secours et de recherches sont fondées sur ces chiffres », a-t-il expliqué.

M. Giuliani a par ailleurs confirmé la commande par la ville de 6 000 sacs en plastique pour les

corps des victimes. Une première indication sur l'ampleur attendue des pertes en vies humaines. M. Giuliani a également indiqué que les centaines de personnes travaillant sur le site où se sont effondrés les deux tours avaient déblayé, pour la seule journée de mercredi, 3 000 tonnes de débris.

Les seuls bilans vraiment précis disponibles, mercredi soir, concernaient les pompiers et les policiers new-yorkais. Avec plus de deux cents disparus, les pompiers payent le plus lourd tribut parmi les sauveteurs à l'attentat. Les combattants du feu se sont précipités en masse dans les escaliers de secours des deux tours pour évacuer les milliers de personnes qui s'y trouvaient au moment de l'attaque et pour s'attaquer au feu dans les étages supérieurs. Il y étaient

encore quand les bâtiments se sont effondrés, une heure après l'impact des deux avions de ligne détournés. En tout, 202 pompiers étaient portés disparus mercredi. Il y avait par ailleurs 57 policiers dont les autorités de la ville étaient sans nouvelles.

150 DISPARUS À WASHINGTON

Le nombre de victimes s'annonce aussi considérable à Washington. Le chef des pompiers du comté d'Arlington, Edward Plaugher, qui coordonne les opérations de secours au Pentagone, avait indiqué au début de la journée de mercredi que le bilan pourrait osciller entre 100 et 800 morts. Quelques heures plus tard, des officiels de Pentagone annonçaient qu'environ 150 personnes, pour la plupart de l'armée, étaient portées dispa-

rées. Le secrétaire à la défense, Donald H. Rumsfeld, avait par ailleurs fermement démenti les chiffres de 800 tués avancés sur certaines chaînes de télévision. Plus d'une dizaine de corps avaient été dégagés des décombres mercredi soir.

Le nombre de victimes britanniques des attentats de mardi pourrait s'élever à des centaines, a déclaré mercredi une porte-parole du premier ministre Tony Blair. « Il est difficile de prédire avec certitude, mais ce qui semble clair est que le bilan des victimes britanniques devrait probablement s'élever à des centaines », a-t-elle dit.

Enfin, il n'y a pas à l'heure actuelle « de victime française identifiée » après les attentats de mardi aux Etats-Unis, « mais il convient de rester très prudent », a déclaré mercredi la porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna. Elle rendait compte d'entretiens téléphoniques que le président Jacques Chirac a eu mercredi avec l'ambassadeur de France aux Etats-Unis et le consul général de France à New York.

E. L.

Christian Blanc, ex-PDG d'Air France :

« Une horreur... et une incroyable humanité »

PARMI les milliers de témoins qui ont assisté, mardi 11 septembre, aux attaques lancées contre les tours du World Trade Center, à New York, se trouvait Christian Blanc, qui fut président d'Air France, fin 1994, lors du détournement d'un Airbus sur l'aéroport de Marseille. Il dirige, aujourd'hui, la filiale française de la banque d'affaires Merrill Lynch. Logé au Marriott Hôtel, au pied des deux tours, M. Blanc était sorti depuis cinq minutes lorsque le premier avion a percuté l'un des édifices. Après avoir rejoint, à une centaine de mètres, les locaux de Merrill Lynch, M. Blanc a pu apercevoir le deuxième impact. Joint par *Le Monde*, mercredi, à New York, il a confié que, « dès cet instant, il ne pouvait plus faire de doute qu'il s'agissait d'un acte terroriste et non plus d'un accident ».

« L'immeuble de Merrill Lynch a été évacué. Les gens sont rentrés chez eux. (...) Alors je suis revenu vers le World Trade Center face auquel je suis resté près d'une heure et demie. Le contraste était saisissant. Il faisait

très beau. Des images de films défilaient sous nos yeux, et des gens se jetaient des immeubles en flammes.

« J'ai été impressionné par le sang-froid des gens qui m'entouraient, par leur gravité. Il régnait une forme de tranquillité, une très grande émotion partagée. (...) La foule silencieuse, attentive, sortait des tours, des Chi-nois, des Noirs, des Européens, tous unis dans cette épreuve par de petits gestes, des regards. Paradoxalement, il y avait dans cette horreur une incroyable humanité.

« On a pu très rapidement constater que les gens qui se trouvaient, dans les tours, au-dessus des impacts n'avaient aucune chance d'en réchapper. Par ailleurs, le dispositif rapproché des pompiers était particulièrement exposé. Engagés dans les tours, ils prenaient des risques énormes. Dès que la première tour est tombée, on savait que ces hommes n'existaient plus. (...) Les expériences que j'avais vécues par le passé ne ressemblent en rien à un tel événement. »

Jacques Follorou

Au milieu des ruines, le « Wall Street Journal » continue...

COMMENT imaginer Wall Street sans le *Wall Street Journal* ? Depuis plus d'un siècle – cent douze ans exactement – le quotidien accompagne la vie de la plus grande place boursière mondiale. Du statut de feuille de chou financière, il a gagné celui de premier quotidien national des Etats-Unis (le *New York Times*, le *Washington Post* sont considérés comme des journaux locaux). Il publie aussi des éditions asiatique (basée à Hongkong) et européenne (à Bruxelles), ainsi que de nombreux dérivés informatiques. A New York, le *Wall Street Journal* est situé dans le World Financial Center, qui jouxte littéralement, sur Liberty Street, les deux tours géantes détruites lors de la terrible matinée du 11 septembre.

Même si des vitres ont volé en éclats, l'immeuble du *Wall Street Journal* semble n'avoir pas subi de dégâts majeurs, et on n'y a déploré aucune perte humaine. Il est encore trop tôt pour évaluer l'état réel du World Financial Center, qui abrite également les locaux de Merrill Lynch, d'American Express et d'autres grands noms de la finance, mais le quotidien compte bien poursuivre sa publication sans interruption. Et cela même si tout le sud de Manhattan est devenu inaccessible, et même si les portes de la Bourse restent closes. Mais comment travailler sans salle de presse, sans cotation boursières, dans un immeuble peut-être dangereux émergeant au milieu des gravats ?

Dow Jones & Company, propriétaire du journal, a équipé, dans le New Jersey, des bureaux permettant d'assurer le même niveau d'activité qu'à Manhattan. Utilisé habituellement pour la production de certains services informatiques ou la tenue de sessions de formation, le site de New Brunswick a été aménagé pour servir aussi de bureaux de remplacement en cas d'urgence : ses concepteurs avaient sans doute, à l'épo-

que, songé davantage à des pannes d'électricité ou à des perturbations informatiques qu'à un effondrement du World Trade Center.

Les responsables du *Wall Street Journal* ont donc demandé à leurs salariés s'ils pourraient parcourir, ces prochains jours, quelques kilomètres supplémentaires pour se rendre à l'extérieur de l'île. La fabrication du quotidien (1,8 million d'exemplaires environ), dispersée dans plusieurs imprimeries du territoire américain, ne devrait pas, quant à elle, poser de problèmes. Et pour pallier les évidents problèmes de distribution des journaux, le *Wall Street Journal* propose à ses lecteurs d'accéder gratuitement à son site Internet, jusqu'à présent payant, car jugé fiable et exhaustif. Une telle gratuité, si elle devait se prolonger, conduirait le *Wall Street Journal* à rejoindre la pratique de la plupart des quotidiens américains « on line ».

FIERTÉ POSTHUME

Quant au contenu du quotidien, il sera bien sûr privé de nombreuses informations boursières, pèsera moins lourd que les quelque 80 pages du format habituel. Mais il suscitera sans nul doute la fierté posthume de Charles Dow et Edward Jones, les fondateurs, dont le nom est toujours associé à l'indice des principales valeurs boursières cotées à New York. D'autant que, selon le spécialiste américain Gibbons Burke, de la firme MarketHistory.com, l'indice Dow-Jones a toujours regagné en moins de six mois le terrain perdu lors de grandes crises mondiales comme l'invasion du Koweït par l'Irak, en août 1990... ou bien l'attaque de la base de Pearl Harbor, en décembre 1941.

Françoise Lazare

OSP PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex - Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^{ème} Chambre (section A) de la Cour d'Appel DE PARIS du 20 Mars 2000, par arrêt du 16 Mai 2001, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi, **GAYDAMAK Arcadi** né le 8 Avril 1952 à MOSCOU (URSS), de **Schmuel GAYDAMAK** et de **GERSCHUNI Leila**, demeurant Appartement N°7 3A KENSINGTON PALACE GARDENS LONDRES W8 4TR, a été condamné aux peines de 13 mois d'emprisonnement avec sursis et 250.000 francs d'amende. Pour soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt par dissimulation de sommes - fraude fiscale, au titre de l'année 1992, faits commis courant 1993 à PARIS. La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné : 1° La publication de cet arrêt, par extrait, dans : Le Journal Officiel de la République Française, ainsi que dans les quotidiens *Le Monde*, *Le Figaro*. 2° L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de PARIS 16^{ème} où le condamné avait son dernier domicile en FRANCE, le tout à ses frais dans les conditions fixées par l'article 1741 du Code Général des Impôts. Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition. Pour LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE

Par arrêt devenu définitif du 13 Juin 2000, la 7^{ème} Chambre de la Cour d'Appel D'AIX EN PROVENCE a déclaré : **TESSIER Marie Claire Marguerite épouse ESTABES**, née le 12 Juin 1945 à TOULOUSE (31) demeurant 13, avenue de Béarn 06000 NICE, coupable de complicité de construction sans permis de construire, de complicité d'infraction aux règles générales d'exécution des travaux ou d'utilisation des sols et de complicité d'obtention frauduleuse de document administratif constatant un droit, une identité ou une qualité, ou accordant une autorisation. Faits commis courant Novembre 1990 et courant 1991 à Antibes, prévus et punis par les articles L. 480-4 al.1, L. 480-5, L. 480-7 du Code de l'Urbanisme, 121-6 et 121-7, 441-6 al.1, 441-10, 441-11 du Code Pénal. La condamné à quinze mois d'emprisonnement avec sursis. La Cour a en outre ordonné à la charge de la condamnée la publication par extrait de l'arrêt dans le journal "Le Monde". Pour extrait conforme, délivré à Monsieur le Procureur Général, sur sa réquisition. P/LE PROCUREUR GENERAL. P/LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE

Par arrêt devenu définitif du 13 Juin 2000, la 7^{ème} Chambre de la Cour d'Appel D'AIX EN PROVENCE a déclaré : **PELLERIN Christian Marie**, né le 31 Mai 1944 à ROINVILLE (91) demeurant 27 rue Molitor 75016 PARIS, coupable de : construction sans permis de construire, d'infraction aux règles générales d'exécution des travaux ou d'utilisation des sols, de complicité d'obtention frauduleuse de document administratif constatant un droit, une identité ou une qualité, ou accordant une autorisation. Faits commis jusqu'en 1992 et à partir du 20 Juillet 1988 à ANTIBES, prévus et punis par les articles L. 480-4 al.1, L. 480-5, L. 480-7 du Code de l'Urbanisme, 441-6 al.1, 441-10, 441-11 du Code Pénal. La condamné à 2 ans d'emprisonnement dont 1 an avec sursis, à la démolition totale de la construction dans un délai de 6 mois sous astreinte de 500 francs par jour de retard, à la remise en état des lieux dans un délai de 6 mois sous astreinte de 500 francs par jour de retard. La Cour a en outre ordonné : à la charge du condamné la publication par extrait de l'arrêt dans le journal "Le Monde". Pour extrait conforme, délivré à Monsieur le Procureur Général, sur sa réquisition. P/LE PROCUREUR GENERAL. P/LE GREFFIER EN CHEF.



HIRSCH STEVEN/CORBIS SYGMA

■ **NEW YORK, WORLD TRADE CENTER.** Les pompiers dégagent un corps inanimé des débris d'une des tours jumelles qui se sont écroulées après les attaques-suicides aériennes de mardi 11 septembre à Manhattan : 82 corps ont déjà été retrouvés par les sauveteurs et 5 personnes ont été sorties vivantes. Selon le maire de New York, Rudolph Giuliani, le bilan pourrait atteindre plusieurs milliers de victimes, parmi lesquelles quelque 200 pompiers.

Bons pilotes, les terroristes ont peut-être eu connaissance des faiblesses structurelles des tours du World Trade Center

COMME on pouvait le craindre, l'effondrement d'un immeuble voisin du World Trade Center (WTC) a confirmé l'affaiblissement du sous-sol autour des deux tours (*Le Monde* du 12 mars). La bataille d'experts a commencé par presse interposée, sans que, pour l'essentiel, le double mouvement de choc et de tassement soit remis en cause. En revanche, pas de béton, hormis les fondations, comme on l'avait supposé. Les structures des deux tours étaient un hymne pur à l'acier, matériau de prédilection des constructeurs américains depuis la fin du XIX^e siècle. C'était même la particularité des deux tours jumelles : rien que de l'acier pour tenir l'édifice, une ossature périphérique, à la trame serrée, façade porteuse qui libérait d'immenses plateaux autour des cages d'ascenseurs.

Cette technique, inaugurée par l'architecte Yamasaki, évite les pylônes intermédiaires, structures toujours utilisées pour des immeubles de moindre hauteur avec, pour des édifices plus élevés, des systèmes de renforcement variés : treillis (Empire State Building), ceintures de renfort (First Wisconsin Center, à Milwaukee), renforts triangulés (John Hancock Center de Chicago), ou encore « manchons prismatiques » de la Sears Tower de Chicago, la plus haute tour de bureaux des Etats-Unis.

Contrairement à la vulgate « moderne » qui suppose une claire expression des structures et des matériaux, chaque pièce de métal (acier et/ou aluminium) de ces constructions est recouverte de matériaux ignifugés, l'ensemble pouvant être dissimulé derrière des façades

ou murs-rideaux décoratifs, de pierre ou de verre. Un grand nombre de tours s'organisent autour d'un noyau en béton, mais, sauf exception, le béton utilisé pour tout un édifice reste l'apanage de l'Europe, et en premier lieu de la France, les firmes des deux continents opposant la sécurité de leurs systèmes respectifs.

Si les risques d'incendie d'origine interne sont évidemment pris en compte, limitant, sans toujours l'exclure, l'image de la « Tour infernale », les deux principaux risques des immeubles de grande hauteur (IGH) sont de deux ordres. Ceux, liés aux vents les plus forts (risques d'oscillation), susceptibles de déchirer un immeuble mal conçu.

DÉFORMATION DU MÉTAL

L'autre risque est lié au poids de l'immeuble lui-même et au tassement qui peut en résulter. Les dizaines de tonnes des deux avions bourrés de kérosène auraient ainsi suscité un effet d'oscillation, ou de levier, dû à la percussion, affaiblissant ces structures homogènes. Les sismographes de l'Université de Columbia ont enregistré deux secousses au moment de l'impact des avions (8 h 46 et 9 h 03), légèrement supérieures au faible tremblement de terre (2,4 degrés sur l'échelle de Richter) qui a affecté l'est de Manhattan le 17 janvier.

Mais le feu aurait joué un rôle décisif dans la déformation puis l'effondrement des structures, selon tous les experts américains, cités par le *New York Times* ou le *Los Angeles Times*. Si les déchirures des structures ont sans doute été considérables, la chaleur – de 1000 à

L'Amérique fait face dans la douleur après l'attaque contre Washington et New York

Les grands magasins Wal-Mart affirment avoir vendu 116 000 drapeaux dans la journée de mardi

WASHINGTON

de notre correspondant

« Si vous cherchez des héros, ils sont peut-être là », a conclu un journaliste de CNN, mercredi 12 septembre, après avoir raconté ce qu'il venait d'apprendre sur le vol United Airlines 93 qui a pris fin, mardi matin, par une chute mystérieuse dans la campagne de Pennsylvanie, tuant ses 45 occupants. L'un des passagers avait appelé sa femme grâce à un téléphone portable. Il voulait lui dire que l'avion était détourné, mais aussi vérifier s'il était exact qu'un avion de ligne s'était jeté contre le World Trade Center, à New York.

Quand il a eu la réponse, il s'est tourné vers les autres passagers et, par un vote, ils ont décidé d'empêcher les pirates d'exécuter leur plan, qui consistait probablement à diriger l'appareil vers Washington pour le faire s'écraser sur un bâtiment officiel. La communication a été coupée. Quelques minutes plus tard, c'était fini.

Mercredi, les Américains ne se cherchaient pas de héros. Mais ils en ont découverts dans les récits des coups de fil de passagers simplement désireux de dire adieu à leurs conjoint ou parents avant de mourir ; dans les témoignages sur ces rescapés du World Trade Cen-

ter qui se sont arrêtés de fuir afin d'aider un homme ou une femme en difficulté ; dans le nombre effrayant de policiers, de pompiers et d'autres sauveteurs new-yorkais portés disparus après l'effondrement des tours où ils étaient venus apporter du secours.

A Washington, malgré le congé spécial offert aux fonctionnaires, les ministères et les administrations fédérales, comme celles du district, ont ouvert, et la plupart des employés étaient présents. Ce n'était pas de l'héroïsme, sans doute, mais l'angoisse était palpable au début de la journée. Au fil des heures, elle a semblé se dissiper. Pourtant, en dépit d'un chaud soleil, la gaieté n'est pas revenue dans les rues. Les écoles et les collèges sont restés fermés.

De loin en loin, une voiture, un magasin arboraient un drapeau. Partout à travers le pays, des stations de radio ont invité les gens à en accrocher à leur maison, à la fenêtre de leur bureau, à leur auto. La chaîne de grands magasins Wal-Mart affirme qu'elle en a vendu 116 000 dans la journée de mardi, sans compter les rubans et cocardes tricolores. Les Américains n'ont certes pas pavosé, mais les décorations que l'on pouvait voir étaient la marque, à la fois, de l'inquiétude et de la volonté de faire face. L'autre geste d'engagement était d'aller faire la queue devant un hôpital pour donner son sang.

En fait, mercredi, tous les signes de reconnaissance de la vertu américaine ont été mobilisés, en grand comme en petit. Le maire de New York, Rudolph Giuliani, qui venait et revenait faire le point devant les journalistes et les caméras, est apparu soudain coiffé d'une de ces casquettes typiques, ornée du sigle du corps des pompiers de sa ville, dont il portait aussi le sweater. Le maire n'était plus le maire, mais

l'un de ces sauveteurs qui cherchaient toute vie à sauver dans les décombres des tours détruites. Avec la densité, la présence qui lui sont propres, M. Giuliani incarnait une idée de New York et portait, aussi, l'héroïsme discret d'un homme fatigué, dont nul n'ignore qu'il combat un cancer, qu'il est en guerre avec son épouse et qu'il va quitter son poste dans quatre mois.

Pour quatre Américains sur cinq, ce qui s'est passé mardi n'est pas un accident isolé, mais le début de quelque chose

A Washington, les deux Chambres du Congrès se sont réunies au complet sous la coupole du Capitole pour commencer la journée comme elles la finiraient : par une prière. Le président de la Chambre des représentants, le républicain Dennis Hastert, a prononcé le serment d'allégeance à la Constitution, avant d'appeler le pays à s'unir. « Nous allons reconstruire et nous allons nous rétablir », a promis le chef de la majorité sénatoriale, le démocrate Tom Daschle. « Nous serons inébranlables dans notre détermination », avait assuré dans son intervention, au milieu de la matinée, le président George Bush.

Son épouse, Laura, s'est rendu dans un hôpital et a engagé chacun à tenir bon. Toutes ces scènes, bien sûr, ont été diffusées par les

télévisions dans les foyers, les bureaux, les lieux publics.

La tristesse et l'inquiétude, pourtant, persistaient. Comme un stigmate de la vulnérabilité américaine, le Pentagone, près de trente heures après avoir été frappé, brûlait encore. Les militaires ont donné des explications embarrassées sur les caractéristiques de l'ardoise employée pour la toiture, dont la combustion était apparemment incontrôlable. Les aéroports étaient fermés et doivent le rester encore jusqu'à jeudi. La mise en place de nouvelles consignes de sûreté demande plus de temps que prévu.

Les Américains, qui sont près de deux millions en moyenne, chaque jour, à circuler en avion, ont appris que les formalités de départ allaient devenir bien longues et compliquées. Les marchés financiers devaient rester fermés, eux, jusqu'à vendredi. Quant aux distractions, les événements sportifs de toutes catégories ont été annulés, football, base-ball ou basket-ball, par crainte d'autres attentats et parce que personne n'a le cœur à s'amuser. Les chaînes de télévision, qui avaient prévu le lancement de nouvelles séries, révisent leurs programmes (*lire ci-dessous*) et prévoient de faire davantage de place aux informations.

Un sondage, commandé par CNN et le quotidien *USA Today*, donne une indication sur l'état d'esprit de la population. Pour près des quatre cinquièmes des personnes interrogées, ce qui s'est passé mardi n'était pas un accident isolé, mais le début de quelque chose. Il est interdit, désormais, de ne pas douter de la sécurité promise par les techniques les plus perfectionnées et par les organisations les plus élaborées.

Patrick Jarreau

Le scénario-catastrophe de mardi fait aussi peur à Hollywood

« LES STUDIOS examinent leurs options au moment où la réalité fait irruption » : comme le rapporte le quotidien professionnel américain *Variety* du 12 septembre, la tragédie survenue la veille aux Etats-Unis met Hollywood dans l'obligation de calmer son appétit de destruction et de renoncer à tout un pan de son cinéma d'action, jugé aujourd'hui trop réaliste.

Le premier à en faire les frais pourrait être le nouveau film d'Arnold Schwarzenegger, *Collateral Damage*, dont la sortie est prévue le 5 octobre. L'acteur autrichien incarne un homme dont la famille est tuée à la suite d'un attentat à la bombe dans un building. Les dirigeants de la Warner devaient se réunir le 12 septembre pour décider de maintenir ou non la date de sortie du film. Disney, en revanche, a immédiatement repoussé celle de *Big Trouble*, de Barry

Sonnenfeld, l'histoire d'une mystérieuse valise qui se révèle être une bombe et termine dans un avion.

Pareil dilemme se pose aux grands networks, qui lancent tous de nouveaux programmes pour la rentrée. Trois séries, *24*, *The Agency* et *Alias*, qui traitent toutes, à des degrés divers, de terrorisme et de la CIA, pourraient débiter plus tard dans l'année. Un des moments-clés de *24* montrerait un terroriste qui fait sauter un avion civil.

TERRIBLE PROPHÉTIE

Dans l'immédiat, tous les films où figurent des terroristes sont retirés des grilles. ABC a immédiatement décidé de déprogrammer *The Peacemaker*, un film d'action avec George Clooney où des terroristes menacent de faire sauter une bombe atomique dans New York. Fox a retiré de sa grille *X-Files*, le film et *Independence Day*, où la

Maison Blanche et l'Empire State Building sont détruits, pour les remplacer par deux comédies, *Neuf mois* et *Mary à tout prix*.

Les événements du 11 septembre ont remis en lumière un film ignoré lors de sa sortie en 1998, *Couvre-feu*, d'Edward Zwick, dont le sujet – New York victime d'une série d'attentats orchestrés par des islamistes intégristes – est, à la lumière des événements récents, une terrible prophétie. Interrogé dans l'édition de *Variety* du 12 septembre, Edward Zwick évoque la préparation du film : « J'étais frappé par le fatalisme des fonctionnaires du ministère de la défense au moment de la préparation de *Couvre-feu*. Pareille tragédie leur semblait inévitable. Il n'y avait aucun doute pour eux qu'elle surviendrait. Ils ne savaient simplement pas où et quand. »

Samuel Blumenfeld

offre spéciale
à la Fnac

Venez découvrir à la Fnac le mobile T20E avec le forfait 1H Orange*, du 7 septembre au 6 octobre 2001, au prix de 28,97 € (190FF).

Ce téléphone dispose d'un vibreur, d'un flip actif, d'une reconnaissance vocale et d'un répertoire de 200 noms. Et grâce à la nouvelle technologie EMS (Enhanced Messaging Service), il permet l'insertion d'icônes et de mélodies dans les messages écrits et la rédaction de messages de plus de 160 caractères.

*Prix de base en service inclus. Offre soumise à la souscription d'un forfait 1H, d'une durée minimale de 12 mois, dans la limite des stocks disponibles. Prix du forfait : 11,15 € (hors 26,33 FF) avec report des minutes (appels nationaux et international compris, SMS, RPPT et numéros spéciaux inclus).

Des risques majeurs de séquelles psychiques

Les attentats ont suscité un traumatisme d'une ampleur exceptionnelle, soulignent les spécialistes. « C'est une guerre en temps de paix pour des civils qui ne s'y attendaient pas du tout », estime l'un d'eux

QUELLE PEUT ÊTRE l'ampleur du traumatisme psychique engendré par les attentats de New York et Washington ? Pour les psychiatres interrogés par Le Monde, il ne fait pas de doute que les séquelles risquent d'être extrêmement importantes. « Cette tragédie me rappelle les bombardements massifs de la seconde guerre mondiale, analyse le psychiatre Louis Crocq, professeur de psychopathologie à l'université Paris-V. Pour les victimes rescapées ou blessées, le choc émotionnel subi est très important. C'est une guerre en temps de paix, pour des civils qui ne s'y attendaient pas du tout. C'est un coup de tonnerre dans un ciel serein et une atmosphère de catastrophe collective. »

« Les victimes américaines sont touchées dans leur moi individuel et communautaire, dans leur culture, leurs fantasmes », ajoute M. Crocq, qui a été à l'origine de la création des cellules d'urgence médico-psychologique au lendemain de l'attentat du RER Saint-Michel, à Paris, en juillet 1995.

« Du point de vue américain, c'est un véritable événement de guerre, d'une gravité particulière, affirme pour sa part le docteur Didier Cremniter, psychiatre à l'hôpital Henri-Mondor (Créteil) et

coordonnateur national des cellules d'urgence médico-psychologique, insiste sur le caractère exceptionnel de l'événement : « Cela ne ressemble à aucune catastrophe connue. Elle a une part symbolique très forte – une véritable castration des Etats-Unis – et une dimension de traumatisme collectif majeur. C'est encore autre chose que Pearl Harbor. En fait, nous en sommes encore à une phase de chaos. Personne n'a encore pris la mesure de la catastrophe, ni ne sait vraiment ce qui va en sortir. Avec le crash du Concorde, nous étions à peu près dans nos capacités ; là, avec le nombre considérable de morts probables, cela dépasse les références des psychiatres. »

Même s'il reconnaît, lui aussi, le caractère hors du commun de l'événement, le professeur Frédéric Rouillon, un psychiatre (hôpital Albert-Chenevier, Créteil) qui a présidé en 1998 le conseil scientifique de l'enquête épidémiologique sur les conséquences sanitaires des attentats (Ecsat), note « un dénominateur commun à tous les traumatismes civils ou militaires, que ce soient des attentats ou des catastrophes. Les différences portent sur la thématique des signes (cauchemars...). » Un certain nom-

tion automatique. Dans le post-immédiat, il peut décharger toute l'émotion accumulée, crier, trembler ou pleurer. Mais, dans les deux à huit jours qui suivent – ce qui correspond à un temps de méditation ou d'incubation – peut s'installer

« En fait, nous en sommes encore à une phase de chaos. Personne n'a encore pris la mesure de la catastrophe, ni ne sait vraiment ce qui va en sortir »

une névrose post-traumatique. »

Cette névrose post-traumatique peut se manifester à travers différents symptômes. « Le premier est le syndrome de répétition, décrit le professeur Crocq : les personnes revivent l'événement, cela les poursuit. Elles peuvent aussi devenir anxieuses, avoir des crises d'angoisse, se sentir épuisées, sans force. Les complications peuvent être la phobie de la foule, de l'ascenseur, du feu. Cette névrose peut aussi entraîner une perturbation des personnalités. Le sujet vit alors un triple blocage : tout devient dangereux, il est démotivé, n'a plus envie de rien, a le sentiment que le monde est sans avenir et il n'a plus de relation équilibrée avec autrui. »

Les approches des Anglo-Saxons et des Français divergent pour la prise en charge thérapeutique au cours des jours suivants immédiatement le traumatisme, notamment du fait de différences culturelles. « Les Français et d'autres Européens sont très marqués par l'apport de la psychanalyse, tandis que les Américains privilégient les approches cognitives et comportementalistes, précise le docteur François Ducrocq, psychiatre au Centre hospitalier régional universitaire de Lille et responsable de la cellule d'urgences médico-psychologiques du Nord. En France, nous insistons sur l'expression spontanée des resca-

pés alors que les Américains suivent un schéma plus rigide pour le "debriefing". De plus, notre prise en charge s'étend souvent sur neuf mois ou un an, contre moins de trois mois pour les Américains. » Cependant, précise le docteur Cremniter, « nous manquons d'études permettant de conclure à la supériorité d'une approche sur l'autre ».

L'important, selon le professeur Crocq, est de prévenir cette névrose « en intervenant dans le post-immédiat à travers une urgence médico-psychologique. Il faut faire parler les sujets. L'énonciation leur fait du bien. » Le "debriefing" constitue le temps essentiel et il est souvent effectué en groupe. « Les patients ont besoin de communier avec des personnes qui ont vécu le traumatisme. Cela leur sert de point de départ pour se recomposer et retrouver leur individualité. », conclut le docteur Cremniter. Le traitement médicamenteux ne constitue, selon lui, qu'un appoint.

Au-delà des victimes « primaires et directes » (les blessés et les rescapés), les attentats américains ont fait des victimes « primaires indirectes » (les familles et les proches) et des « victimes secondaires » (la population). « En dehors du stress post-traumatique proprement dit, indique le professeur Rouillon, il y aura probablement parmi les rescapés et les membres des secours des personnes atteintes du "syndrome du survivant", qui ont un sentiment de culpabilité alors que d'autres sont morts. » Le traumatisme pourrait concerner les Américains, mais aussi les populations d'autres pays. « Pour la population américaine, ces événements représentent une désillusion, comme l'avait été la guerre du Vietnam. Pour le monde entier, le fait de savoir que de tels attentats sont possibles peut entraîner un climat d'insécurité et d'inquiétude et donner lieu à des fuites vers la campagne ou à des achats de produits "fétiches", estime Louis Crocq. Il ne faut pas jeter la pierre aux médias. Bien sûr, ils donnent une représentation des pires fantasmes qui sont en nous mais, en se faisant le reflet de l'émotion collective, ils aident à la gérer et ont un effet cathartique. »

Paul Benkimoun
et Sandrine Blanchard



MARCO TOWNSEND / AP

NEW YORK, WORLD TRADE CENTER.

Les sauveteurs mobilisés poursuivent leurs recherches dans les décombres des Twin Towers, avec l'espoir de retrouver encore des survivants. Le maire de New York, Rudolph Giuliani, a déclaré, mercredi soir, s'attendre à plusieurs milliers de victimes. « Nos opérations de secours et de recherches sont fondées sur ces chiffres », a-t-il expliqué. M. Giuliani a par ailleurs confirmé la commande par la ville de 6 000 sacs en plastique pour y mettre des corps.

Des milliers d'Américains se pressent pour donner leur sang

NEW YORK

de notre correspondant

Des milliers d'Américains ont offert leur sang, mardi 11 et mercredi 12 septembre, manifestant ainsi leur solidarité avec les victimes des attaques terroristes qui ont anéanti le World Trade Center à New York et touché le Pentagone à Washington. Dès minuit mardi, 3 200 poches de sang étaient envoyées à New York et Washington et 60 000 autres attendaient d'être utilisées mercredi.

A Washington, la Croix-Rouge a installé des unités provisoires permettant de donner son sang afin de désengorger les centres habituels de dons, où il fallait parfois faire la queue pendant plus de deux heures. Une station de radio locale qui avait appelé à donner du sang a dû ensuite exhorter ses auditeurs à un peu de patience. En milieu de matinée, sans vouloir dissuader les donneurs, le personnel médical les encourageait à repasser un autre jour. La propre équipe de George W. Bush a été priée par le président américain de donner son sang, et un centre a été établi à la Maison Blanche.

A New York, les centres étaient totalement débordés. Les don-

neurs qui s'étaient rendus directement dans les hôpitaux ont été éconduits, faute de personnel pour effectuer les prises de sang. L'affluence était la même dans tout le pays. Certains donneurs ont dû patienter cinq heures à Philadelphie.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

A l'étranger, le don de sang a également été perçu et utilisé comme le moyen d'exprimer sa solidarité avec les Américains. Le Magen David Adom, l'équivalent de la Croix-Rouge israélienne, a appelé à des dons de sang pour les victimes américaines, et le président de l'Etat hébreu, Moshé Katzav, a montré l'exemple. A l'unisson, le président palestinien, Yasser Arafat, a donné son sang, mercredi à Gaza, pour les victimes de « la tragédie » aux Etats-Unis. En France, des particuliers ont proposé spontanément de donner leur sang après les attentats mais aucune demande n'a été formulée par les autorités américaines en ce sens, a indiqué, mercredi, l'établissement français du sang.

E. L.

La France propose l'envoi de spécialistes de l'urgence

Aussitôt les attentats de New York et Washington connus, le gouvernement français a proposé une assistance médicale aux autorités américaines. Le ministre délégué à la santé, Bernard Kouchner, a suggéré d'envoyer dix équipes du SAMU et cinq équipes composant des cellules d'urgence médico-psychologique. On ne connaît pas encore la réponse du gouvernement américain.

En revanche, l'hypothèse d'un envoi de poches de sang destinées aux transfusions a été écartée. Les autorités sanitaires américaines avaient annoncé, lundi 27 août, leur décision d'interdire, à partir d'octobre 2002, toute importation ou collecte de sang provenant de personnes ayant séjourné plus de cinq ans en Europe en raison des risques liés à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Il semble en outre que les services de transfusion de New York disposent de stocks suffisants.

coordonnateur pour la région parisienne des cellules d'urgence médico-psychologique. Ces attaques ont eu lieu dans les pires circonstances possibles, avec des personnes non préparées. » Son confrère Ronan Orio, psychiatre au centre hospitalo-universitaire (CHU) Hôtel-Dieu à Nantes et

bre de comportements sont en effet connus des psychiatres. « Dans l'immédiat, décrit le professeur Crocq, face à une situation exceptionnelle, le sujet réagit par un stress dépassé. Soit c'est la sidération (il reste figé sans volonté), soit l'agitation extrême, soit la fuite panique (il saute par la fenêtre), soit l'ac-

Les cas de survie prolongée sous les décombres restent exceptionnels

À NEW YORK, les sauveteurs rassemblés devant les ruines du World Trade Center sont confrontés à une situation qui ressemble par bien des aspects à un tremblement de terre. Au milieu des tonnes de béton, d'acier et de verre, il reste quelques survivants, dont certains appellent encore à l'aide de leurs téléphones mobiles. De 1 000 à 2 000 sauveteurs tentent actuellement de les sauver, a précisé le maire de New York, Rudolph Giuliani.

Les cas de survie prolongée de personnes prisonnières de décombres restent très rares mais ils sont suffisamment célèbres pour motiver les secouristes. Une poche

d'air, un peu d'eau, l'absence de blessures graves peuvent permettre de rester en vie très longtemps.

Une jeune fille de dix-huit ans ensevelie dans les ruines d'un grand magasin à Séoul (Corée du Sud) a ainsi survécu douze jours en 1995, deux jours après qu'on y eut retrouvé vivant un jeune homme.

DIX JOURS SOUS LES RUINES

En 1999, après le séisme qui fit plus de 12 000 morts en Turquie, une équipe de sauveteurs israéliens avait retiré des décombres d'un immeuble de sept étages une femme de quarante-deux ans qui

était restée quatre jours sous les ruines.

Lors du dernier grand séisme en Inde, en janvier 2001, dans l'état du Gujerat, qui avait fait 25 000 morts, une femme de cent deux ans et un bébé de douze mois avaient été retrouvés vivants cinq et six jours après le séisme et deux autres victimes étaient restées dix jours sous les décombres de leur maison.

Ces quelques exemples montrent qu'au regard du nombre de morts, ces longues survies restent très exceptionnelles. Les chances de sortir vivantes les victimes des ensevelissements s'amenuisent évidemment au fil des heures.

Elisabeth Bursaux

Fournisseur officiel de la Seine

SIAAP
SYNDICAT INTERDÉPARTEMENTAL
POUR L'ASSAINISSEMENT
DE L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE

PARIS 2001

Chaque jour, le SIAAP épure les eaux usées de 8 millions de Franciliens, avant de les rendre à la Seine.

Les enquêteurs américains privilégient la piste islamiste

Le FBI, qui refuse pour l'instant de désigner nommément Ben Laden, a mobilisé 7 000 agents sur les enquêtes ouvertes après les attentats de mardi. Plusieurs interpellations ont déjà eu lieu pour tenter de retrouver les complices au sol des preneurs d'otages, qui, eux, ont été identifiés

SEPT MILLE AGENTS DU FBI, quelque deux mille pistes passées au peigne fin, l'ensemble des agences fédérales liées de près ou de loin à la sécurité et au renseignement mobilisées : les Etats-Unis ont engagé, depuis mardi 11 septembre, les plus gros moyens d'investigation jamais mis en œuvre pour retrouver les responsables des quatre attentats les plus meurtriers de leur histoire.

Bien qu'aucune arrestation formelle n'ait encore été effectuée, les informations amassées par les enquêteurs convergent toutes sur la piste islamiste et orientent les soupçons vers le terroriste d'origine saoudienne Oussama Ben Laden. Elles confirment aussi une opération minutieusement préparée de longue date sur le territoire américain, réalisée avec des moyens relativement modestes et n'en soulignent que plus cruellement les défaillances des services de renseignement américains.

Faisant un premier point de l'enquête devant la presse mercredi, l'Attorney General (ministre de la justice) John Ashcroft a établi que les pirates de l'air étaient au nombre de trois à six dans chacun des

quatre avions de ligne détournés, qu'ils étaient armés de couteaux et de cutters, vraisemblablement contenus dans des nécessaires de rasage, ont parfois formulé des menaces de bombe mais apparemment sans en fournir de preuve, et qu'un certain nombre des pirates de l'air présumés avaient acquis une formation de pilote dans des écoles de pilotage aux Etats-Unis.

LA MAISON BLANCHE VISÉE

M. Ashcroft a également fait état de « preuves crédibles » selon lesquelles les terroristes avaient initialement pour cible la Maison Blanche et Air Force One, le Boeing 747 présidentiel. Selon le porte-parole de George W. Bush, Ari Fleischer, qui n'a pas fourni davantage de détails, l'avion qui s'est écrasé sur le Pentagone était en fait destiné à la Maison Blanche. Cette hypothèse expliquerait pourquoi, le matin des attentats, le président Bush qui se trouvait en visite en Floride a fait des détours par des bases militaires de Louisiane puis du Nebraska, escorté par des chasseurs militaires, plutôt que de regagner directement Washington.

Aux côtés de l'Attorney General, le tout nouveau directeur du FBI, Robert Mueller, a indiqué que les pirates de l'air avaient été identifiés et que la priorité était désormais de retrouver leurs complices en oeuvre pour rassurer les Américains, les autorités fédérales restent naturellement discrètes sur les pistes poursuivies. Mais les investigations menées parallèlement par plusieurs journaux et les témoignages dans la presse de gens interrogés par le FBI montrent que les enquêteurs, grâce aux listes de passagers des compagnies aériennes qui leur ont fourni les noms des pirates de l'air, aux relevés de cartes de crédit grâce auxquelles les billets ont été payés et aux appels des passagers sur leurs téléphones portables avant que les avions ne s'écrasent, ont rapidement progressé à Boston et en Floride dans leur recherche des complices des pirates de l'air, dont certains figurent même peut-être parmi les personnes interpellées et interrogées depuis mardi.

L'enregistrement, par exemple,

par une tour de contrôle de conversations dans le cockpit du vol American Airlines 11 Boston-Los Angeles, le premier à s'être écrasé contre le World Trade Center, révèle la voix d'un pirate de l'air s'adressant en anglais au pilote « avec un fort accent », selon le *Christian Science Monitor* (lire ci-dessous). Un passager du même vol avait auparavant appelé un membre de sa famille sur son téléphone portable pour l'informer du détournement et lui avait fourni le numéro de siège d'un pirate de l'air, une information précieuse pour les enquêteurs. Sur un autre des avions-suicide, le vol United Airlines 93, un passager de trente et un ans, Jeremy Glick, a téléphoné à sa femme pour lui dire que son avion avait été détourné par trois pirates de l'air « d'allure proche-orientale ». Jeremy Glick a pu parler à sa femme pendant trente minutes ; au bout de dix minutes, celle-ci a demandé à son père d'appeler le FBI, qui a alors écouté et enregistré les vingt dernières minutes de la conversation. D'autres passagers ont décrit de la même manière à leurs proches les terroristes, leur comportement, ont raconté

comment des membres d'équipage et des passagers avaient été blessés à coups de couteaux.

UN NOM JAMAIS CITÉ

A l'aéroport de Boston, d'où avaient décollé deux des quatre appareils détournés, les autorités ont saisi une voiture de location, contenant, selon le *Boston Herald*, des manuels de pilotage en arabe ; cinq hommes arabes auraient été identifiés comme suspects, dont un formé au pilotage et deux seraient des frères porteurs de passeports des Emirats arabes unis. Les bagages de l'un d'entre eux, qui avaient manqué la correspondance, ont aussi été saisis, d'après le *Boston Globe*, et contenaient une copie du Coran et divers documents liés au pilotage. Au cours d'un raid dans un grand hôtel de Boston, les policiers ont interpellé trois personnes. Les personnes sont pour l'instant gardées à vue pour infraction à la loi sur l'immigration mais n'ont pas été inculpées.

Les enquêteurs ont aussi été très actifs en Floride, où se trouvent de nombreuses écoles privés de pilotage, qui accueillent beaucoup

d'étrangers. Plusieurs propriétaires de logements et responsables de ces écoles ont indiqué à la presse avoir reçu la visite du FBI. Selon un de ces témoins cités par l'agence AP, les policiers recherchent notamment deux hommes dont les noms, arabes, correspondent à ceux des locataires de la voiture de Boston et qui ont suivi une école de pilotage en Floride pendant cinq mois à partir de juillet 2000. Le FBI s'est aussi intéressé à une famille domiciliée dans la région et qui a abruptement quitté son domicile ces derniers jours. La police allemande a indiqué que deux des personnes recherchées avaient vraisemblablement séjourné à Hambourg jusqu'en février.

Sans jamais citer le nom d'Oussama Ben Laden, les autorités américaines laissent entendre en privé qu'elles privilégient de plus en plus cette piste. Interrogé sur le rôle du Pakistan et de l'Afghanistan dans les facilités dont bénéficie Ben Laden dans la région, le secrétaire d'Etat Colin Powell s'est d'ailleurs bien gardé de détourner les soupçons de cette zone.

Sylvie Kauffmann

Le scénario des détournements des quatre avions commerciaux exclut l'amateurisme

Selon les spécialistes, les terroristes ont fait preuve d'une certaine maîtrise du ciel. Ces actes kamikazes pourraient conduire à « sanctuariser » le cockpit

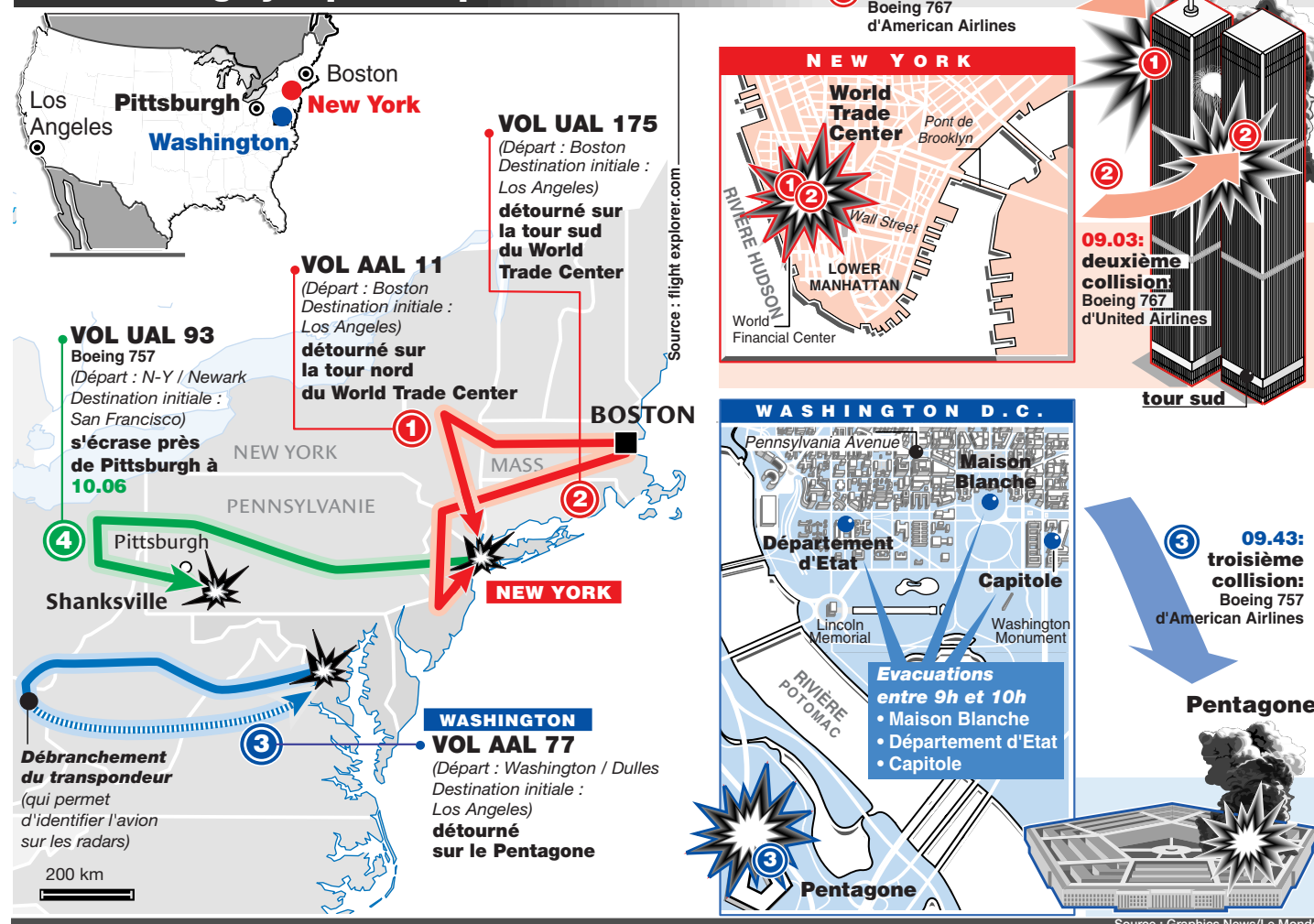
GRÂCE aux images des quatre catastrophes, aux enregistrements radars et sonores et aux témoignages de quelques victimes qui ont eu le temps d'utiliser leur téléphone portable pour informer leurs proches de la situation, on commence à reconstituer le scénario des détournements. Premier constat, le plan a dû être longuement préparé et, peut-être, plusieurs fois différé. « Il est incroyable que les quatre équipes de pirates aient pu se trouver dans les quatre appareils à peu près au même moment. Le transport aérien est victime de nombreux retards aux Etats-Unis et, en heure de pointe, il n'est pas rare d'être victime de surréservation et de devoir attendre le vol suivant », explique un pilote français.

La météo a peut-être aussi conduit les commandos de terroristes à attendre le jour J. « Les conditions de visibilité exceptionnelle du mardi 11 septembre leur ont permis de viser les deux tours jumelles du World Trade Center, alors qu'un plafond à 3000 pieds leur aurait obligé de traverser la couche nuageuse pour entrer en contact visuel avec leur objectif », explique Jean-Pierre Otelli, leader de patrouille acrobatique et pilote de démonstration en salons aéronautiques. « Ils ont probablement dû acheter quatre ou cinq billets d'avions sur chaque vol à la dernière minute, ce qui a probablement requis plusieurs tentatives », estime ainsi M. Otelli.

Au-delà des capacités d'organisation sur terre, les terroristes ont fait preuve d'une certaine maîtrise du ciel. Selon de nombreux pilotes interrogés par *Le Monde*, le pilotage des quatre appareils par les terroristes témoigne à la fois d'une certaine imprécision et d'une maîtrise technique. La phase finale d'approche vers les tours jumelles et le Pentagone révèle un amateurisme flagrant. « Pour viser la seconde tour, le pilote doit braquer au dernier moment l'avion à au moins 30 degrés ; un pilote aguerri serait allé sur les tours tout droit », explique ce pilote anonyme. Même sentiment pour l'attentat de Washington. « L'avion vise le Pentagone mais ne parvient qu'à s'écraser sur une des ailes du bâtiment. Il aurait suffi de ralentir dans la phase d'approche et de prendre une pente importante au dernier moment pour taper au milieu et détruire la totalité du bâtiment », explique cet autre pilote.

Ces analyses, validées par de nombreux professionnels, ont accredité dans les premières heures l'idée que les pirates pouvaient être de véritables amateurs. « L'arrivée sur le marché d'excellents outils de simulation vidéo sur ordinateurs permet de se familiariser à peu de frais avec le pilotage d'un avion de ligne dans un environnement loin d'être anodin ; « atterrissez en

Le trajet des avions détournés du décollage jusqu'à l'impact



Boeing 747 à New York come si vous y étiez », promet même le jeu *Flight Simulator de Microsoft*, explique un pilote. « Si les pilotes ont récupéré l'appareil sur un trajet stabilisé, ils n'ont pas eu beaucoup de difficulté à viser leur cible. Il y a moins d'inertie de navigabilité que sur un bateau. Il suffit de ne pas avoir de gestes trop brusques », explique un autre pilote.

CHANGEMENT DE TRAJECTOIRE

Cette thèse de l'amateurisme semble aujourd'hui devoir être abandonnée. Le parcours exact des quatre vols (qu'on peut trouver en libre accès sur le site internet www.flightexplorer.com qui conserve les enregistrements radars de tous les vols américains) révèle que les quatre appareils ont été détournés plusieurs dizaines de minutes avant de toucher la cible. Le vol American Airlines 11 qui a touché le premier l'une des deux tours de Manhattan s'est écarté ainsi de son plan de vol une dizaine de minutes après son décollage. Au bout de quelques secondes, le contrôle aérien s'aper-

çoit qu'il y a un changement de trajectoire. Quelques minutes plus tard, à 300 kilomètres à l'ouest de Boston, il braque brutalement vers le sud en direction de New-York et se dirige droit vers Manhattan. « Il

percuta la tour nord à environ 300 noeuds (environ 540 kilomètres par heure), probablement en braquant les manettes à fond en avant, ce qui nécessite une certaine habileté », explique M. Otelli.

L'équipe meurtrière du vol American Airline 77 à destination de Los Angeles démontre aussi ses capacités techniques. A plus de 500 kilomètres de Washington, son point de départ, elle déconnecte

Dans le cockpit du premier avion-suicide

PENDANT le détournement de son Boeing 767, mardi 11 septembre, le commandant de bord du vol 11 d'American Airlines est parvenu à transmettre aux autorités du contrôle aérien des conversations tenues par l'un des terroristes présents dans le poste de pilotage. Selon les informations publiées jeudi dans *The Christian Science Monitor*, le pilote a transmis ces propos du terroriste en appuyant, par intermittence, sur un bouton qui permet de « sonoriser » discrètement le poste de pilotage. Le terroriste s'exprimait en anglais et « avec un fort accent », indique (sans plus de précision) le journal.

Un pilote confirmé, le capitaine

John Ogonowski, était aux commandes de l'appareil – le premier des deux Boeing à s'écraser sur le World Trade Center – qui avait décollé de Boston pour Los Angeles trois quarts d'heure plus tôt. « Il voulait nous signaler qu'il se passait quelque chose de mauvais », a commenté un contrôleur aérien du centre de Nashua (New Hampshire). « Quand il appuyait sur le bouton et que le terroriste parlait, nous entendions. Cette voix était clairement en train de menacer le pilote. » Ces quelques minutes d'ambiance sonore ont été enregistrées par le centre de contrôle de la Federal Aviation Administration (FAA), relève le journal, alors que le transpondeur reliant

habituellement un appareil en vol aux contrôleurs aériens ne répondait plus.

« Puis l'avion a fait un virage [vers New York] et nous avons entendu la voix du terroriste en arrière-son », a témoigné un autre contrôleur. « Il disait quelque chose comme : "Ne tentez rien de stupide. Vous ne serez pas blessé." » Le contrôleur ajoute avoir entendu une voix – non identifiée – dire qu'il s'agissait de diriger le Boeing vers un des aéroports de New York, La Guardia ou Kennedy. Enfin, le terroriste a répété, sans que les contrôleurs aériens saisissent alors le sens de ses propos : « Nous avons plus d'avions. Nous avons d'autres avions. » - (AFP.)

te le transpondeur, un appareil qui grâce à un code à quatre chiffres permet aux radars de l'aviation civile d'identifier avec précision l'appareil. Le Boeing disparaît alors du système de « radar secondaire ». L'appareil continue d'apparaître sur le réseau de « radar primaire » du contrôle aérien, mais cette fois-ci comme un objet non identifié... qui se dirige vers la capitale fédérale. « Débrancher un transpondeur n'est pas très difficile. Il suffit d'enlever le fusible mais il faut quand même être au courant de cette possibilité. »

S'il y a peu d'espoir de retrouver les « boîtes noires » des trois premiers appareils, qui n'ont probablement pas résisté aux chocs physique et thermique, celles du quatrième avion, qui s'est écrasé près de Pittsburgh, pourrait permettre de mieux cerner le niveau d'expertise des terroristes, et notamment s'ils ont été capables de déconnecter également les deux boîtes d'enregistrement (la première enregistre les bruits à l'intérieur du cockpit, la seconde les paramètres du vol). L'enquête du FBI semblait indiquer, jeudi 13 septembre, que plusieurs des kamikazes auraient reçu des formations de pilotage, aux Etats-Unis ou en Arabie Saoudite.

CUTEURS ET COUTEAUX

Par ailleurs, pour le quatrième vol, l'examen des boîtes permettra peut-être d'éliminer la thèse d'une destruction par l'armée américaine. Cette hypothèse, évoquée dans les premières heures, est d'ores et déjà mise en doute par plusieurs experts. Compte-tenu de la nature des débris au sol, il semble que l'avion se soit écrasé « intact », sans avoir été préalablement détruit en vol.

Enfin, les témoignages de nombreuses victimes, qui ont eu le temps d'appeler leurs proches depuis les avions, et d'un steward, enfermé dans les toilettes d'un des appareils, ont prouvé l'extrême simplicité de l'arsenal des terroristes, réduit à quelques couteurs et couteaux. « Il y a fort à parier que le transport aérien va être révolutionné par cette nouvelle forme de terrorisme. Jusqu'à présent, nous avions pour consigne de ne rien faire et d'exécuter les ordres des preneurs d'otage. Il est probable que désormais la priorité sera de protéger les cibles éventuelles », explique M. Otelli.

Conséquence, les pilotes pourraient être formés pour réagir et la protection des passagers ne sera peut-être plus prioritaire. Le cockpit de pilotage pourrait ainsi être « sanctuarisé », avec des mécanismes de sas ou de fermeture automatique des portes.

Christophe Jakubyszyn



JOHN MOTTEN/AFIP

■ **NEW YORK.** Ces pompiers s'apprêtent à s'enfoncer dans les décombres du World Trade Center, au petit matin du mercredi 12 septembre. Leur mission est d'éteindre les derniers incendies qui couvent dans les buildings dévastés, afin que les secouristes puissent engager les recherches d'éventuels survivants et évacuer les corps des personnes qui ont péri dans le crash des avions et l'effondrement des tours. Mais les pompiers new-yorkais comptent aussi parmi les premières victimes de la catastrophe : mercredi soir, un premier bilan faisait état de 202 soldats du feu portés disparus.

Inquiétude pour la sécurité des centrales nucléaires américaines

LA DESTRUCTION du World Trade Center a remis au goût du jour une menace presque oubliée : l'agression terroriste des centrales nucléaires. Dès mardi 11 septembre, la Nuclear Regulatory Commission, l'autorité de sûreté nucléaire des Etats-Unis, a recommandé aux opérateurs des installations nucléaires américaines de se replacer au plus haut niveau de sécurité. Au même moment, le département de l'énergie plaçait les laboratoires d'armes atomiques au même degré de vigilance. C'est que les responsables savent que les centrales nucléaires restent un objectif possible des terroristes : le 3 juillet, Ahmed Ressam, un terroriste algérien arrêté à Los Angeles et appartenant, selon les autorités, à l'organisation d'Oussama Ben Laden, témoignait à Manhattan sur sa participation à la préparation d'attentats.

Le *New York Times* du 4 juillet rapportait qu'il indiquait à la justice que les centrales électriques font partie des cibles potentielles du groupe. De même, en 1993, quatre jours après l'attentat contre le World Trade Center, qui avait fait six morts le 26 février, une lettre de revendication considérée comme crédible parvenait aux autorités et au *New York Times* : le « cinquième bataillon de l'armée de libération » faisait figurer les « cibles nucléaires » parmi ses actions futures. En juin 1993, le FBI démantelait un camp d'entraînement d'activistes musulmans situé à 30 kilomètres de la centrale de Three Miles Island.

Ces menaces sont prises d'autant plus au sérieux que les réacteurs nucléaires ne pourraient pas résister à l'impact d'un avion de ligne du type de ceux qui ont frappé les Twin Towers. Les 104 réacteurs américains, comme les réacteurs français, sont dimensionnés pour faire face à des avions de tourisme, tels que Cessna ou Lear Jet, beaucoup plus légers que les avions de ligne. Une formule simple (masse de l'engin multipliée par le carré de sa vitesse) permet de calculer l'énergie cinétique de tels chocs. Un Lear Jet de 5,7 tonnes à la vitesse de 200 m/s produirait ainsi en percussion une énergie de 240 000 kilojoules, qui entraînerait la perforation de l'enceinte. En comparaison, la percusion des tours de Manhattan par les Boeing 767 – déplaçant une masse d'environ 150 tonnes à la vitesse de 250 nœuds, soit 125 m/s – a représenté une énergie dépassant 1 million de kilojoules, soit une

énergie comparable à une masse de 1 000 tonnes tombant de 100 mètres de hauteur : quatre fois plus qu'un Lear Jet. « On ne peut pas garantir qu'une enceinte de réacteur résisterait au choc d'un avion de ligne », reconnaît Philippe Jamet, de l'Institut de protection et de sécurité nucléaire.

SCÉNARIO DE TYPE TCHERNOBYL

Quel serait l'effet de la destruction d'une enceinte ? Cette hypothèse n'a jamais été systématiquement étudiée. Alors que la chute d'un avion de tourisme est considérée un pouvoir se produire avec une probabilité d'un millionième (un accident par réacteur et par million d'années), la chute d'un avion de ligne sur un réacteur était jugée par les spécialistes présenter une probabilité cent fois plus faible, et donc négligeable. Mais ils n'ont pas intégré dans leurs calculs l'hypothèse du détournement terroriste. Mercredi, les spécialistes français – et sans doute leurs collègues américains – s'activaient à évaluer les effets d'une telle collision. La question est de savoir si l'aéronef, après avoir détruit l'enceinte, conserverait assez d'énergie pour aller démolir le circuit primaire du réacteur, c'est-à-dire les équipements (cuve et tuyauteries) où se trouvent les matières radioactives. Dans ce cas, le dégagement de radioactivité serait vraisemblablement très important : « On serait dans un scénario de type Tchernobyl, imposant au minimum l'évacuation des populations avoisinantes », dit Paul Leventhal, président du Nuclear Control Institute, basé à Washington.

Le problème est que l'on n'a pas vraiment de moyen de se protéger contre de telles attaques. La seule hypothèse évoquée est l'installation de batteries de missiles anti-aériens autour des centrales. « Mais il semble que même le Pentagone ou la Maison Blanche n'en disposent pas », remarque Paul Leventhal. Or l'approche aérienne de telles installations est assez aisée, comme le prouve aussi bien l'attentat massif contre Manhattan que la façon dont s'était tranquillement posé sur le toit du réacteur suisse de Mühleberg, le 20 septembre 2000, un parapente motorisé. Il ne s'agissait alors que de déposer une banderole de Greenpeace contre l'énergie nucléaire. Mais comment contrer des terroristes malintentionnés qui voudraient déposer des bombes plutôt que de slogans ?

Hervé Kempf

Une enquête ouverte à Paris sur d'éventuelles connexions avec les attentats de mardi

Les autorités françaises avaient été alertées en août par les Américains

UNE ENQUÊTE préliminaire a été ouverte, mercredi 12 septembre par le parquet antiterroriste de Paris, sur d'éventuelles connexions entre des réseaux islamistes présents sur le sol français et les attentats commis mardi aux Etats-Unis. La Direction de la surveillance du territoire (DST), le service français de contre-espionnage, et la brigade criminelle ont été conjointement saisis. Les enquêteurs gardaient, jeudi matin, la confidentialité sur les éléments ayant présidé à cette initiative, mais insistaient sur l'émergence dans l'Hexagone de groupes appartenant à la mouvance moudjahidite, au cœur de laquelle évolue le milliardaire d'origine saoudienne Oussama Ben Laden – désigné comme le principal suspect des attentats américains.

Les autorités françaises – ainsi que d'autres pays européens – avaient été alertées, au début du mois d'août, par le département d'Etat américain de risques pesant sur ses représentations diplomatiques. Il demandait le renforcement de leur protection et suggérait la fermeture, à Paris, d'une partie de la rue Boissy d'Anglas, qui abrite des locaux de l'ambassade américaine, ainsi que le renforcement de la sécurité de l'ambassadeur, Felix Rohatyn. A Marseille, la surveillance du consulat avait été resserrée pendant l'été. Les Etats-Unis avaient déjà fait de tel-

les demandes, à la suite de notes de la CIA. Selon des sources françaises, l'inquiétude de Washington se manifestait ainsi depuis près de trois ans, sous la forme de sollicitations adressées au Quai d'Orsay – qui n'y avait que partiellement répondu.

Cette chronologie concorde avec l'apparition des premières enquêtes en France sur des

avoir été en liaison avec le groupe arrêté à Francfort en décembre 2000 par la police allemande. Quatre islamistes avaient été arrêtés ; ils détenaient une cassette vidéo montrant des vues du marché de Noël et de la cathédrale de Strasbourg. La Direction de la surveillance du territoire (DST), chargée du versant français de l'enquête, avait alors envisagé l'éventuel-

fessionnel de renseignement. Le contre-espionnage et les renseignements généraux suivent depuis au moins trois ans cette mouvance. « Chaque personne quittant la France pour l'Afghanistan ou le Pakistan est repérée, indique un policier. Il n'est pas toujours facile de les reconnaître à leur retour, car elles ont changé d'identité et possèdent des papiers en bonne et due forme ».

En 2000, une information avait été ouverte à Paris contre un réseau de faux passeports français fabriqués en Thaïlande, qui servait à approvisionner des réseaux proches de Ben Laden. Plusieurs dizaines de documents falsifiés ont été saisis et trois hommes mis en examen et écroués. Parmi eux, Haouassani Cherifi, suspecté d'être en relation avec des islamistes basés à Londres. D'autres enquêtes sont en cours à Paris, qui associent parfois plusieurs pays européens, comme la Belgique ou l'Allemagne. Ces multiples éléments confirment, aux yeux des magistrats et des policiers antiterroristes, la montée d'une nouvelle mouvance fondamentaliste, qui utilise des militants mieux formés et mieux préparés. La présence de plusieurs « réseaux dormants » en France constitue une menace « à ne pas négliger ».

Pascal Ceaux et Fabrice Lhomme

Un frère d'Oussama Ben Laden à Paris

Les policiers de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris se sont intéressés, mercredi 12 septembre, à un frère d'Oussama Ben Laden, le milliardaire d'origine saoudienne suspecté d'être l'inspirateur des attentats qui ont frappé, mardi, New York et Washington. Ce parent du dirigeant terroriste était en voyage officiel à Paris. Constatant qu'il était à la tête d'une délégation de négociants saoudiens, les policiers auraient renoncé à l'interroger. Il résidait à l'hôtel Intercontinental et devait quitter la France, jeudi 13 septembre dans la matinée. Oussama Ben Laden, déchu de la nationalité saoudienne, a au total cinquante-trois frères et sœurs. Plusieurs d'entre eux viennent régulièrement à Paris. Un autre frère du milliardaire réside environ la moitié de l'année dans le 16^e arrondissement de Paris.

réseaux jugés proches de Ben Laden. La veille des attentats américains, une information judiciaire avait été ouverte pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », sur un éventuel « réseau dormant » regroupant des islamistes radicaux de la mouvance moudjahidite en Afghanistan et au Pakistan. Les personnes identifiées pourraient

té que des cibles américaines aient pu être visées.

Selon des sources policières, la DST avait fait bénéficier les services de renseignements américains d'informations précises sur les réseaux Ben Laden. Ils ont notamment observé que dans les camps d'entraînement moyen-orientaux « étaient formés des pilotes et des informaticiens », souligne un pro-

Le spectre grandissant du terrorisme biologique

LES ATTENTATS-SUICIDES dont ont été victimes les Etats-Unis font brutalement renaître les craintes quant à l'usage qui pourrait être fait, par des terroristes, d'agents biologiques pathogènes pour l'espèce humaine. La menace est, de longue date, prise au sérieux outre-Atlantique. La guerre du Golfe et les craintes concernant la détention par l'Irak de stocks de *Bacillus anthracis* – à l'origine de la maladie du charbon – ont joué un rôle révélateur, comme les informations selon lesquelles des réserves de virus de la variole existaient en dehors des deux sites officiels (en Russie, près de Novossibirsk, et à Atlanta, aux Etats-Unis) prévus par l'Organisation mondiale de la santé. Le Congrès américain a, en 1999, alloué 121 millions de dollars aux Centers for Diseases Control and Prevention d'Atlanta (CDC) dans le but d'améliorer le dispositif existant de surveillance et de lutte contre les maladies infectieuses.

Un programme a été lancé, prévoyant notamment un réseau national des laboratoires d'analyses biologiques capable de faire le diagnostic des « agents critiques », bactéries, virus et toxines émergents ou réémergents susceptibles de provoquer une catastrophe sanitaire majeure. Ce dispositif avait permis aux épidémiologistes améri-

cains d'identifier rapidement le virus dénommé West Nile. Inconnu outre-Atlantique, cet agent transmis par des moustiques avait, en octobre 1999, été identifié à New York, où 37 cas d'encéphalites et 4 décès furent observés.

FAILLES DANS LE DISPOSITIF DE SURVEILLANCE

Le virus de la variole, hautement dangereux et fréquemment mortel, qui induit des lésions cutanées très spectaculaires, constitue une arme de choix dans la large panoplie des micro-organismes pouvant être utilisés par les adeptes du terrorisme biologique. Bien qu'elle soit éradiquée depuis plus de vingt ans de la surface du globe, la variole pourrait réapparaître puisque rien ne permet d'affirmer que des stocks cachés de virus n'existent pas. Cette réémergence constituerait une catastrophe d'autant plus grande qu'aucun traitement médicamenteux n'existe, que la vaccination antivariolique a été abandonnée dans le monde depuis le début des années 1980 et que toutes les personnes nées depuis seraient hautement sensibles à cette infection très contagieuse. Le programme américain de lutte contre le bioterrorisme prévoit la fabrication de quarante millions de doses de vaccin antivariolique. Les res-

ponsables de la communauté des spécialistes en dermatologie se sont mobilisés sur cette question en expliquant à leurs confrères la nécessité de savoir reconnaître au plus vite les symptômes cutanés de la variole.

Outre la variole et le bacille du charbon, les spécialistes américains de la lutte contre le bioterrorisme redoutent l'usage qui pourrait être fait de *Yersinia pestis* (l'agent de la peste), de la toxine sécrétée par *Clostridium botulinum* (responsable du botulisme) ainsi que par des différents virus responsables des fièvres dites hémorragiques (comme celles d'Ebola et de Marburg), affections hautement contagieuses et très fréquemment mortelles. On peut également redouter l'usage terroriste qui pourrait être fait des virus pathogènes pour les animaux comme celui de la fièvre aphteuse. En dépit du dispositif existant, les responsables des CDC expliquaient il y a quelques semaines dans les colonnes du *New England Journal of Medicine* que des failles majeures existaient encore dans l'organisation de la surveillance, du dépistage et du traitement contre ces maladies.

Jean-Yves Nau

L'arme du pauvre : les gaz de combat

ET SI, quels qu'ils soient, les ennemis jurés de l'Amérique avaient décidé de recourir au gaz de combat ? Lorsqu'on constate la sophistication de l'attaque du 11 septembre et que l'on essaie d'évaluer les moyens logistiques dont leurs auteurs devaient disposer, ce scénario-catastrophe paraît peu probable.

Ces gaz ont longtemps été considérés comme l'arme du pauvre. Faute de disposer de souches bactériennes ou virales mortelles, ou des moyens logistiques nécessaires au déclenchement d'une contamination radioactive par destruction d'une centrale ou d'une unité de retraitement des combustibles, un groupement terroriste peut toujours recourir au gaz de combat. Ces espèces chimiques, utilisées notamment pendant la première guerre mondiale, ont été développées et produites en masse. D'abord par les grandes puissances, et notamment par l'Union soviétique en Afghanistan, puis par d'autres, plus modestes, comme l'Irak qui les a employées contre les Kurdes et les Iraniens.

Le temps n'est d'ailleurs pas si loin où la Russie, avec son stock d'armes chimiques de 40 000 tonnes, était montrée du doigt par une Amérique qui pouvait se parer d'un voile de vertu ; n'en possédant elle-même que... 30 000 tonnes. La Grande-Bretagne et la France n'étaient pas en reste, même si les quantités détenues étaient très inférieures à ces tonnages. Pas plus que la Chine, Israël, l'Inde, l'Irak, la Libye... Aujourd-

h'hui, ce type d'industrie est encadré par la convention des armes chimiques d'août 1994, signée par plus de 150 pays, mais pas ratifiée par tous. L'objectif : détruire progressivement les stocks de ces armes redoutées.

Ces armes chimiques ont pourtant fait parler d'elles à plusieurs reprises ces dernières années, et pas seulement en Irak. Le 9 avril 1989, à Tbilissi (Géorgie), l'armée a réprimé avec un gaz lacrymogène – le chloracétophénone – une manifestation. Bilan : une vingtaine de morts et plusieurs centaines de blessés. Un gaz suffocant (chloropicrine) a également été employé ce jour-là.

ÉVACUATION DE VIMY

Après la chute d'un Boeing 747 d'El Al, le 4 octobre en 1992 dans la banlieue d'Amsterdam, secouristes et habitants se sont plaints de divers symptômes inexplicables. Il faudra attendre 1998 pour qu'Israël reconnaisse que l'appareil emportait trois des quatre constituants chimiques du gaz sarin.

En France, l'évacuation précipitée, le 13 avril, de la population de Vimy (Pas-de-Calais) montre la persistance du risque représenté par les gaz toxiques : des réserves de munitions chimiques vieilles de quatre-vingts ans menaçaient à tout moment de larguer leur charge mortelle de phosgène et d'ypérite (gaz moutarde) et de causer ainsi un « Bhopal français ».

Les armes chimiques sont également au cœur de la polémique sur

le syndrome du Golfe. On s'est interrogé sur l'impact sur l'organisme de produits censés protéger les combattants contre les armes chimiques et bactériologiques. Cependant, les vétérans ont plus sûrement été victimes des retombées de gaz à l'occasion de la destruction des bunkers irakiens, qui contenaient notamment du sarin. Il ne faut pas s'étonner que l'Irak ait eu la capacité de produire ces substances en quantité. En effet, les investissements nécessaires à leur fabrication sont généralement modestes : les produits nécessaires aux synthèses chimiques sont en vente libre. Quant à la dissimulation des lignes de production aux yeux des services de renseignement, elle est d'autant plus facile à réaliser qu'il faut peu de temps et de moyens pour transformer une banale usine d'engrais, d'herbicides ou d'insecticides en une unité de production de gaz de combat.

La Libye ne s'y est pas non plus

trompée, qui transforma à Rabta, au sud de Tripoli, une usine d'engrais en unité de production de gaz, avec l'aide d'une firme allemande. Cette installation fut bombardée en 1990. Plus récemment, en 1995, ce ne sont ni des grandes puissances ni des petits pays qui ont eu recours à ces substances, mais tout simplement des membres de la secte japonaise Aum qui larguèrent dans le métro de Tokyo du sarin, un gaz toxique utilisé pendant la première guerre mondiale. Conséquence : dix morts et cinq mille personnes intoxiquées. Mais les experts s'accordent à dire qu'il aurait pu être bien plus meurtrier si leur sarin avait été mieux raffiné. Une chance lorsque l'on sait que, auparavant, plusieurs autres attaques – sept en tout – avaient été perpétrées, heureusement sans dommages, sur l'archipel nippon.

Jean-François Augereau et Hervé Morin

Double Degree Master of Science or MBA INTERNATIONAL MASTERS IN PARIS

Une année pour se doter d'une expertise recherchée.

> **AUDITING AND MANAGEMENT CONTROL**
Audit, contrôle de gestion et systèmes d'information : 1 an en alternance à Paris ou 6 mois en alternance à Paris et 6 mois dans une université américaine ou australienne.

> **PROJECT AND PROGRAMME MANAGEMENT**
Management de projets et de programmes : 6 mois en alternance à Paris et 6 mois dans une université américaine ou australienne.

ESC Lille à Paris : 179, rue de Charonne F-75011 Paris
tél. : +33 (0)1 44 64 03 64 fax : +33 (0)1 44 64 03 65
e-mail : infos@esc-lille.fr - www.esc-lille.fr - www.esc-lille.com



La coopération financière internationale s'organise pour éviter la panique

Les ministres des finances du G 7 se disent disposés à prendre des mesures pour éviter toute « perturbation de l'économie mondiale ». Si les banques centrales ont injecté des liquidités pour garantir le bon fonctionnement du système bancaire, aucun autre geste ne semble pourtant à l'étude

TOUT faire pour que la machine financière ne se grippe pas, et rassurer les marchés sur les conséquences économiques des attentats-suicides qui ont frappé mardi 11 septembre le cœur de la finance américaine : c'est ce à quoi s'emploient, actuellement, les grands argentiers du G 7. Les banques centrales ont été les premières à passer à l'action en fournissant l'huile, autrement dit les liquidités, l'argent nécessaire au bon fonctionnement d'un système bancaire qui menaçait de s'effondrer. De nombreuses banques risquaient en effet de ne pouvoir faire face à leur propres échéances, faute de pouvoir vendre – comme elles le font quotidiennement – des titres en raison de la fermeture des marchés.

Dès l'annonce de la catastrophe, la Réserve fédérale américaine (Fed) s'est donc mise en situation de répondre aux demandes et continuera à le faire aussi longtemps que nécessaire. Mercredi, l'institut d'émission japonais injectait à son tour 1 000 milliards de yens (plus de 9 milliards d'euros) sur son propre marché. Quelques heures plus tard, la Banque centrale européenne (BCE) décidait de prêter pour vingt-quatre heures un total de 69,281 milliards d'euros par un appel d'offres exceptionnel. En deux jours, la Banque du Canada a également fourni quelque 2 milliards de dollars canadiens

(650 millions de dollars américains) afin d'assurer la stabilité des marchés financiers.

Lors des précédentes crises financières, les banques centrales avaient agi de même pour écarter les risques d'un effondrement du système bancaire et calmer les mar-

« Business as usual »...

La polémique a pris de l'ampleur sur les marchés dès le soir des attentats, certains opérateurs ayant pu réaliser des gains importants en « vendant à découvert » les indices boursiers, les actions ou le dollar, pour les acheter moins cher ultérieurement et empocher une plus-value. « Il y a des banques qui ont gagné beaucoup mardi, entre 15 heures, juste après l'annonce des attentats, et la clôture des Bourses européennes », indiquait à l'AFP « une source proche des milieux financiers » en Suisse. « La plupart des gens ont perdu des collègues et des amis, et ils sont humainement très choqués, mais ils sont obligés de faire leur travail, les régulateurs européens ayant jugé qu'il valait mieux que le fonctionnement du système financier ne soit pas interrompu », réagissait un professionnel, mercredi. Le Comité européen des régulateurs de titres et la Commission des opérations de Bourse (COB) ont rappelé, mercredi, qu'ils « jugent fondamental que le système financier fonctionne aussi normalement que possible dans les circonstances présentes ».

chés financiers. Les économistes rappellent qu'à l'époque, ces opérations s'étaient accompagnées d'une baisse des taux d'intérêt. Or pour le moment un assouplissement du loyer de l'argent ne semble pas à l'ordre du jour.

Le second objectif des responsables économiques et financiers de la planète est surtout de ne rien fai-

re qui puisse entamer le moral des ménages, c'est-à-dire l'appétit des consommateurs à consommer. Ceux d'outre-Atlantique tout d'abord, grâce auxquels l'économie américaine n'a jusqu'à présent pas encore officiellement basculé dans la récession et ceux d'Europe,

qui permettent aux Quinze de résister tant bien que mal au ralentissement économique de la première économie du monde. Réagir dans l'urgence donnerait sans nul doute un signal négatif aux marchés et donc aux consommateurs. Les responsables des politiques économiques et financiers des grands pays industrialisés se sont donc donné

le mot pour minimiser l'impact des événements sur l'activité mondiale.

S'exprimant mardi 12 septembre devant la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen à Bruxelles, le président de la BCE, Wim Duisenberg, a affirmé « qu'il n'y a pas de récession en vue » en Europe et a décelé « des signes montrant que le retournement de conjoncture pourrait déjà être en cours ». L'œil fixé, comme c'est sa mission, « sur la stabilité des prix à moyen terme », le patron de la Banque centrale a donc estimé que si les attentats pouvaient entraîner « des conséquences à long terme, il est beaucoup trop tôt » pour le mesurer précisément. Et il a fait valoir « qu'un mouvement rapide [sur les taux] serait plutôt de nature à propager une réaction de panique que de favoriser la stabilité ». Même discours de la part du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Eddie George.

« SITUATION DIFFÉRENTE »

Interrogé sur la télévision de la BBC, M. George a estimé que « les répercussions à court terme sur l'économie mondiale pourraient être assez rapidement surmontées » mais a jugé « très improbable » des réductions coordonnées des taux d'intérêt parce qu'« aussi bien avant qu'après ces événements, chacune des grandes économies se trou-

ve en fait dans une situation différente ».

En fin de journée, les ministres des finances et les banquiers centraux du G 7 ont, toutefois, annoncé dans un communiqué publié à Rome (l'Italie préside le G 7 en 2001) qu'ils étaient « prêts à prendre des mesures supplémentaires si nécessaires » après les attentats perpétrés aux Etats-Unis. Ils ont précisé qu'ils allaient « surveiller de près les développements économiques et les marchés financiers » et qu'ils travaillaient à « garantir que la tragédie ne soit pas aggravée par une perturbation de l'économie mondiale ».

Ce même souci de préserver l'économie mondiale, dont la croissance pour 2001 a été révisée à la baisse par le Fonds monétaire international (FMI) (2,5 % contre 3,2 % selon les précédentes prévisions) juste avant les attentats, s'est retrouvé dans l'intervention du premier ministre français. S'exprimant mercredi soir sur France 2, Lionel Jospin a émis l'hypothèse que « dans les intentions terroristes, (...) il y peut y avoir aussi la volonté d'affecter l'économie mondiale ». Il a exhorté « tous les acteurs de cette économie » à « résister pour ne pas engager des spirales de réactions pessimistes ».

C'est également le message du directeur général du FMI. De Washington, Horst Köhler a prononcé

des mots apaisants sur l'évolution de l'économie mondiale. Il a affirmé que les attentats « n'ont qu'un impact limité » sur le système financier mondial, que « les institutions et systèmes monétaires internationaux fonctionnaient bien » et que le FMI « se tenait prêt à aider ses pays membres si nécessaire », faisant notamment allusion à l'Argentine et à la Turquie qui traversent de graves crises financières, mais plus généralement aux pays émergents qui peuvent avoir du mal à se refinancer dans un environnement financier incertain.

L'impact des attentats sur la croissance mondiale pourrait cependant être beaucoup plus sérieux que ne veulent l'admettre les responsables du G 7. Pour Merrill Lynch, le monde est dans une situation sans précédent. Le comportement des investisseurs dépendra de la réponse monétaire qu'apportera le G 7 et surtout du degré et du lieu où se déroulera la riposte américaine. Pour la banque d'affaires anglo-saxonne, trois éléments décideront de l'évolution de la croissance : le risque systémique sur le système financier, le prix du baril et le comportement des consommateurs américains.

**Babette Stern,
avec Cécile Prudhomme
et Arnaud Lepratier
(à Bruxelles)**

A Wall Street, le retour à la normale prendra du temps

TOUS les marchés financiers sont restés fermés, mardi 11 et mercredi 12 septembre, aux Etats-Unis, à la suite des attentats contre le World Trade Center, à quelques centaines de mètres de Wall Street. La décision a été prise par les responsables des différents marchés, en concertation avec la Securities and Exchange Commission (SEC), la Commission des opérations de Bourse américaine. Mercredi matin, son président, Harvey Pitt, a néanmoins déclaré, lors de l'émission « Morning Show » sur CBS : « Je pense et j'espère que les marchés reprendront leurs opérations demain. » La SEC a néanmoins décrété, plus tard dans la journée, la poursuite de la fermeture des marchés jeudi.

Tous les marchés financiers disposent de systèmes de cotation électronique, avec des centres de secours informatiques délocalisés (back up), qui gardent en mémoire les transactions. Ainsi le Nasdaq, le marché des valeurs technologiques, dont le siège est basé à Times Square, loin du World Trade Center, n'a pas été touché directement. Son système de cotation, entièrement électronique, dispose de deux centres de secours informatiques, l'un dans le Connecticut et l'autre dans le Maryland, qui permettent de garder en double des traces de toutes les transactions. Certains de ses 4 300 terminaux informatiques installés dans les salles de marchés du World Trade Center sont partis en fumée, mais sans endommager – apparemment – le système central. « Nous sommes restés fermés par respect

pour les disparus », explique un porte-parole à Paris. A Chicago, les marchés à terme et de matières premières (le Chicago Board of Trade et le Chicago Mercantile Exchange) peuvent aussi reprendre dès que possible leurs opérations. A New York, la tâche est légèrement plus délicate, du fait d'un système de cotation hybride – à la crie et électronique –, mais elle ne paraît pas insurmontable aux spécialistes. « Redémarrer rapidement la

Les salles de marchés new-yorkaises sont au cœur d'un périmètre dévasté et interdit d'entrée

Bourse de New York, c'est difficile mais pas impossible », explique un professionnel.

Le principal problème paraissait être plutôt l'emplacement de la corbeille et des salles de marchés new-yorkaises au cœur d'un périmètre dévasté et interdit d'entrée mercredi, sauf autorisation spéciale.

Dans ce contexte, la mise en place de salles de marché de secours par les banques risque d'être délicate. « Les autorités ont envie que tout revienne à la normale le plus vite possible. Techniquement, la Bourse de New York peut rouvrir, mais pas dans les meilleures conditions. Et humainement, il vaut mieux attendre quelques jours », explique

un courtier. « Tout le monde n'a pas des salles de marché de secours pour accueillir les gens en quantité suffisante. Toutes les salles des marchés ont théoriquement des systèmes de secours, mais il faut les mettre en route. Il y a des problèmes de téléphone et d'électricité. Il faut reconfigurer tous les postes et que tout le monde se reconnecte selon les procédures. » Plusieurs courtiers pensaient que le New York Stock Exchange ne pourrait pas, en fait, rouvrir ses portes avant lundi 17 septembre. « Il va manquer des courtiers et des teneurs de marché, c'est l'ensemble de la communauté financière qui est touchée », commentait un professionnel.

Les electronic communication networks (ECN), ces marchés électroniques qui permettent des transactions à toute heure par Internet, qui paraissent en mesure de contester leur suprématie aux marchés organisés, auraient pu prendre le relais de la Bourse de New York. Mais le principal d'entre eux, Instinet, filiale du groupe d'informations financières Reuters, a interrompu ses transactions sur les actions américaines, après avoir été frappé par la catastrophe. Quelque 300 salariés de Reuters affectés principalement aux activités de règlement-livraison des titres négociés sur Instinet et de sa filiale Internet Radianz auraient été logés au World Trade Center. « La majorité sont sortis indemnes », indique un porte-parole à Paris, sans pouvoir apporter plus de précisions.

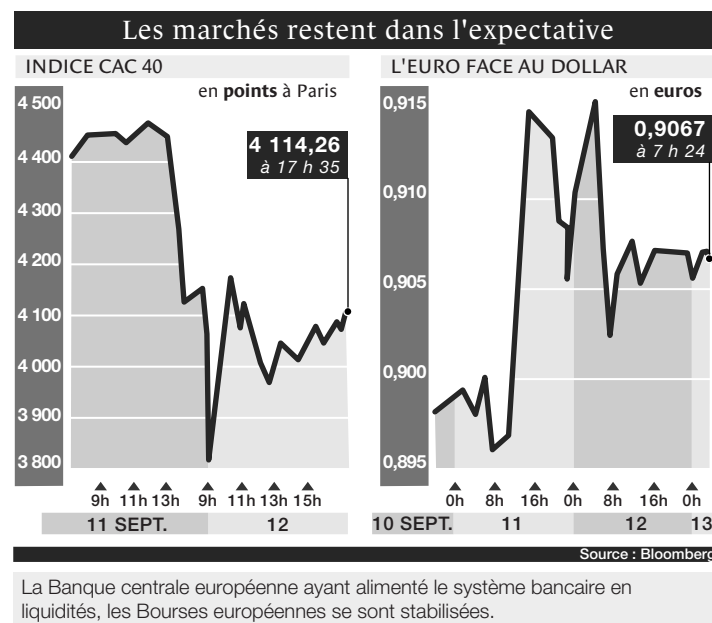
Adrien de Tricornot

Après l'affolement, les marchés se ressaisissent

● **Taux et changes.** Sur les marchés des changes, les mouvements violents qui avaient été enregistrés mardi 11 septembre, se sont un peu corrigés mercredi. L'euro, qui avait franchi le seuil de 0,91 dollar mardi, a perdu une partie de ses gains pour revenir à 0,9068 dollar. Les marchés obligataires européens qui avaient fortement progressé, par l'afflux de capitaux vers ces placements, se sont légèrement repliés mercredi. Les taux d'intérêt des emprunts d'Etat à dix ans en France, qui évoluent à l'inverse des cours, sont revenus à 4,94 %, contre 4,90 % la veille. Les volumes étaient cependant relativement réduits mercredi, surtout sur le marché des changes.

Les banques centrales avaient notamment reçu des consignes de la part de la Réserve fédérale américaine pour limiter leurs opérations sur le dollar afin de ne pas ajouter à la panique. L'Association internationale des courtiers sur les marchés de changes (ACI), a également demandé aux banques de n'effectuer que les transactions considérées comme nécessaires.

● **Pétrole.** Le cours s'est replié nettement sous la barre des 29 dollars mercredi à Londres, effaçant une partie de sa hausse enregistrée la veille. Mercredi, le baril de Brent de la mer du Nord, à Londres, cotait 28,24 dollars contre 29,06 dollars mardi. Mercredi, le Koweït, influent membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a annoncé qu'il était prêt à contribuer à la stabilité du marché. Déjà, la veille, le secrétaire général du cartel, le Vénézué-



lien Ali Rodriguez, avait assuré que l'OPEP était prête à utiliser ses capacités excédentaires, si nécessaire.

● **Bourses.** Les Bourses américaines n'ont pas rouvert depuis les attentats. Dans le reste du monde, les indices restaient attentistes, jeudi (lire aussi page 27). Le CAC 40 cédait 0,38 %, jeudi matin dans les premiers échanges, à 4 098 points. A Francfort, le DAX gagnait 0,33 %, à 4 349,34 points. A Londres, le Footsie ouvrait en hausse de 0,11 %, à 4 887,30 points. A Tokyo, l'indice Nikkei s'est seulement stabilisé, jeudi, enregistrant un gain symbolique de 0,03 %, à 9 613,09 points. A

Hongkong, l'indice Hang Seng se reprenait après la chute de la veille, affichant un gain de 1,60 %, jeudi peu avant la clôture.

Les indices mondiaux avaient chuté de 4 % à 12 %, mardi, et s'étaient repris quelque peu mercredi. En Europe, le CAC 40 avait progressé de 1,34 % mercredi, à 4 114,26 points. A Londres, l'indice Footsie avait gagné 2,87 %, à 4 882,10 points. A Francfort, l'indice DAX s'était apprécié de 1,44 %, à 4 335,20 points. En Amérique latine, la Bourse de Mexico est restée stable, mercredi, et l'indice Bovespa de Sao Paulo a gagné 2,64 %.

C. Pme. et A. de T.

Sans infléchir la politique économique, Bercy songe à quelques petits gestes symboliques

AVANCER le versement de la prime pour l'emploi de 2002, prévue pour septembre 2002. Créer de nouveaux contrats emploi-solidarité (CES), en plus des 50 000 qui viennent d'être annoncés : Laurent Fabius a beau affirmer que l'économie française est en phase de « redémarrage » et que, dans l'immédiat, la politique économique actuelle du gouvernement est « bonne » et « adaptée », ses équipes comme celles de Matignon n'en réfléchissent pas moins à des instruments supplémentaires de relance. Au cas où...

Les attentats aux Etats-Unis et les menaces qu'ils font peser sur l'économie américaine, et par voie de conséquence européenne et française, devraient encore accélérer cette réflexion. Officiellement, il n'est pas question de modifier les prévisions de Bercy. « Economi-

quement, il ne s'est rien passé », résume un membre du gouvernement. Le ministre des finances a réuni, mardi 11 septembre, ses plus proches conseillers pour évaluer la situation.

FUITE DES INVESTISSEURS

Parmi les centaines d'entreprises recensées dans les deux tours, seules six étaient françaises. Mercredi, en fin de journée, selon le ministère, aucun employé français de ces sociétés – Aderly, Scar, Unistrat, l'éditeur CEP inc., Cor futures et Coface – n'était porté disparu. Cependant des interrogations subsistaient sur la présence de Français au sein des sociétés américaines, notamment dans les banques d'affaires, présentes dans les tours. La direction des relations économiques extérieures (DREE) a indiqué que la population d'expatriés fran-

çais dans le grand New York est estimée entre 50 000 et 70 000 personnes. Cette région compte 269 entreprises françaises réparties dans les secteurs bancaire, du conseil, du luxe et de l'hôtellerie. Les conseillers ont procédé ensuite à une évaluation des risques financiers et économiques. Ils ont notamment pointé les dangers encourus par l'industrie aéronautique et le transport aérien, touchés non seulement par la baisse du trafic mais aussi par une éventuelle fuite des investisseurs. Des phénomènes identiques peuvent être observés, selon eux, dans le secteur du luxe et de la mode. En revanche, très peu d'entreprises françaises d'assurances semblent concernées par les conséquences liées aux attentats.

Avant même que le plan Vigipirate ne soit activé, le ministère des

finances a placé en alerte les sites qualifiés de sensibles. Les centrales nucléaires, les centres de stockage de matières polluantes et chimiques – plusieurs centrales – ainsi que les dépôts pétroliers – une dizaine –, gaziers et les pipe-lines. Les directions du ministère ont pris contact avec les principales entreprises françaises afin de coordonner les mesures de protection. Cette démarche a été systématique en direction des sociétés du secteur énergétique, des transports, des télécommunications et de la technologie.

ÉVALUATION PEU CRÉDIBLE

Air France a ainsi été en contact rapproché avec les autorités publiques pour la sécurité de ses avions et les risques financiers encourus après les attentats. France Télécom, pour sa part, a informé le ministère

de l'état des transmissions téléphoniques entre la France et les Etats-Unis.

Pour les effets à long terme, il faut attendre de voir l'évolution des Bourses et du prix des matières premières. Aujourd'hui, personne n'est en mesure d'évaluer l'impact psychologique des actes terroristes sur les ménages américains. Toutefois, « l'effet sur la croissance aux Etats-Unis n'est pas clair : les dépenses privées devraient être moindres, mais il pourrait y avoir un supplément de dépenses publiques », avec l'augmentation des budgets militaires notamment, précise la Caisse des dépôts et consignations, qui évoque aussi une politique monétaire plus expansionniste.

Mais à l'heure où M. Fabius finalise le projet de loi de finances pour 2002, qui sera présenté au conseil des ministres mercredi 19 septem-

bre, la question de l'impact américain est fortement d'actualité. Jusqu'ici, Bercy, qui a déjà dû plusieurs fois revoir ses prévisions de croissance à la baisse, ne veut pas démolir du chiffre de 2,3 % pour 2001 et d'un chiffre « légèrement supérieur », aux alentours de 2,5 %, pour 2002.

Même si l'évaluation pour 2001 n'est plus guère crédible, M. Fabius ne veut pas encourager les demandes de ceux qui, à gauche, réclament des gestes pour stimuler l'économie. D'autant qu'il souhaite afficher un déficit budgétaire 2002 en réduction par rapport à 2001. « On a déjà remis du gaz dans la machine », martèle M. Fabius, en évoquant les baisses d'impôts en cours ou la création de 50 000 CES supplémentaires.

**Jacques Follorou
et Virginie Malingre**



■ **NEW YORK, TIMES SQUARE.** Le quartier de Times Square, au centre de Manhattan, est désert mercredi 12 septembre au matin, au lendemain des attaques terroristes qui ont endeuillé New York.

La communauté financière se mobilise après le drame

« **LA COMMUNAUTÉ** financière ne sera plus jamais comme avant ». Tel était le sentiment au lendemain de l'électrochoc qui a violemment touché le secteur sud de Manhattan, symbolisé par les deux tours du World Trade Center (WTC). Le cœur de Wall Street s'est brutalement arrêté. Les grands noms de la finance, avocats, courtiers, etc. s'inquiétaient mercredi du sort de leurs salariés et tentaient d'identifier les survivants. Plus de 40 000 personnes travaillaient habituellement dans les deux tours. Les banques ont parallèlement tenu à rassurer leurs clients sur la poursuite de leurs activités.

Premier locataire de la tour occupant douze étages de la tour sud, la banque américaine Morgan Stanley y employait environ 3 500 personnes. Au terme de plus de 24 heures d'attente, Morgan Stanley indiquait dans un communiqué, mercredi 11 septembre, que la « grande majorité » de ses salariés étaient saufs et avaient pu fuir avant que les tours ne s'effondrent. Certains salariés sont encore portés manquants, ajoutait toutefois la banque. Quelques heures après le drame, Philip Purcell, le PDG de la banque, avait adressé un message, disponible sur le site Internet de l'établissement. Assurant les salariés et leurs familles de son soutien, M. Purcell mentionnait à ses clients qu'« en dépit de cette tragédie, l'activité continue ».

CELLULE DE CRISE

Les activités de Morgan Stanley touchées sont celles de banque de détail de sa filiale Dean Witter. Cette tour du WTC était en effet l'ancien siège de Dean Witter, qui a fusionné en 1997 avec Morgan Stanley. Les activités de banque d'investissement, de gestion d'actifs et de recherche ne sont pas concernées, étant logées au siège de la banque, à Broadway. Même écho chez Merrill Lynch : « C'est la situation humaine qui prime », précise-t-on au siège parisien. « Mais l'activité continue ».

Autre acteur très touché, le courtier Cantor Fitzgerald, un des plus gros intervenants sur le marché des obligations aux Etats-Unis, et pionnier des transactions électroniques, employait environ 1 000 personnes sur quatre étages (du 101^e au 105^e). L'établissement

indiquait « ne pas être en mesure de savoir combien d'employés étaient présents au moment des attentats ou de confirmer s'ils ont pu être évacués », ont déclaré Cantor Fitzgerald et sa filiale Internet eSpeed dans un communiqué commun. L'un des responsables de marché, William Meehan, figurait parmi les victimes, selon l'agence Bloomberg. Le président Howard Lutnick, qui déplorait le nombre de victimes, n'était pas dans les bureaux au moment du drame. Les équipes tentent de rétablir le système de cotation, en utilisant des centres de repli dans le New Jersey et à Londres.

74 salariés du Crédit agricole portés disparus

Le Crédit agricole est la plus touchée des entreprises françaises installées dans le World Trade Center. Soixante-quatorze salariés, essentiellement américains, de sa filiale de courtage Carr Futures, qui travaillaient au quatre-vingt-douzième étage de la tour nord, la deuxième à tomber, manquaient toujours à l'appel, mercredi soir 12 septembre. « Nous avons été extrêmement choqués de ce qui s'est passé aux Etats-Unis (...). Nous avons compris très tôt qu'il s'agissait d'une terrible catastrophe », a précisé Jean Laurent, directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole, très ému, en marge d'une réunion sur les résultats semestriels. « On a essayé d'identifier [les manquants], c'était le matin, quelques-uns ont peut-être eu la chance d'être en retard, mais pas beaucoup (...). C'est une très grande émotion pour le groupe et un moment très difficile », a précisé M. Laurent. Une assistance psychologique a aussitôt été mise en place pour les salariés et leurs familles, envers lesquelles la banque marquera sa solidarité.

Le premier groupe mondial de courtage d'assurance et de conseil Marsh and McLennan (MMC) est lui aussi durement touché. Environ 1 750 personnes travaillaient en temps normal dans l'une des deux tours du WTC. Environ 700 personnes étaient toujours « manquantes » mercredi. Le groupe logeait dans le WTC une partie de ses filiales dont Mercer, Guy Carpenter, et des équipes de maintenance informatique. Dans l'heure qui a suivi, un numéro était mis à la disposition du public sur le site Internet du groupe. Une cellule de crise s'est immédiatement déployée. Les communications Internet devaient être rétablies jeudi matin. Nombre d'activités seront transférées au siège du groupe sur Madison Avenue.

Des centres de secours informatiques délocalisés (back up) ont été pris d'assaut par les sociétés. Même les équipes de Carr Futures, la filiale du Crédit agricole, qui

paient un lourd tribut, ont travaillé toute la nuit de mardi à mercredi, jusqu'à l'aube, pour rétablir partiellement l'activité. Les établissements tentaient de récupérer les données informatiques, qui concernent des centaines de millions de dollars.

La Deutsche Bank, qui employait 360 personnes dans le WTC, a annoncé mercredi avoir transféré la totalité de ses données vers d'autres endroits. Certains locataires des tours du WTC craignaient toutefois de ne pas retrouver toute leur « mémoire ». Ces inquiétudes sont fondées vu l'ampleur de la catastrophe.

Le pôle de gestion d'actifs était partiellement paralysé, en raison de la fermeture des marchés financiers américains. Ainsi l'Association française de la gestion financière (AFG-ASFFI), de même que le gérant de fonds Fidelity Investments, ont fait savoir que les calculs des valeurs liquidatives des Organismes de placements collectifs et de valeurs mobilières (OPCVM), de même que les rachats ou souscriptions étaient gelés.

La liste des entreprises touchées est longue. Les équipes sont en état de choc. Mais la solidarité au sein de la communauté financière et des affaires new yorkaises, un « petit monde », est réelle.

Pascale Santi

★ La liste des entreprises qui occupent les deux tours du World Trade Center peut être consultée sur notre site lemonde.fr

WorldTradeCenter, un nom de domaine très prisé

QUELQUES minutes après l'annonce des attentats, le nom de domaine WorldTradeCenterAtacks.com est déposé par un habitant du Wisconsin, Robert Rohloff, pour 15 dollars. Aussitôt, il le remet en vente sur le site d'enchères en ligne e-Bay : « Cet excellent nom est plein de possibilités. Et, surtout, il attirera beaucoup de trafic vers votre futur site. Les frais de transfert sont à la charge de l'acheteur. » Après des enchères très disputées, le nom est adjugé le jour même pour 21 000 dollars (23 200 euros). M. Rohloff est injoignable pour quelques jours, mais son épouse assure que le but réel de l'opération est de collecter des fonds pour la Croix-Rouge... Le nouveau propriétaire, qui reste pour le moment anonyme, n'a pas encore fait part de ses intentions.

Le nom du World Trade Center est aussi à vendre dans le domaine «.tv » : officiellement, il s'agit du

domaine national des îles Tuvalu, mais il est très prisé par les opérateurs de sites diffusant de la vidéo. Le vendeur, domicilié à Singapour, le propose mercredi matin 12 septembre pour 500 dollars. En quel-

En quelques heures, les enchères atteignent 14 000 dollars, jusqu'à ce que eBay les interrompe

ques heures, les enchères atteignent 14 000 dollars, jusqu'à ce que la direction de e-Bay décide de les interrompre. Le nom est toujours en vente sur le site d'un pres-

Yves Eudes

Les assureurs se préparent à faire face au plus grand sinistre de leur histoire

La profession espère une intervention financière du gouvernement américain

MERCREDI 12 SEPTEMBRE, les compagnies d'assurance étaient unanimes pour juger que les attentats constituaient l'un des plus grands sinistres de l'histoire de la profession. Peut-être même le plus grand. Des plus sages aux plus fantasistes, les estimations de coût livrées par les experts oscillaient entre 15 et 45 milliards de dollars (entre 98 et 295 milliards d'euros), dans l'attente des chiffres définitifs sur le nombre de victimes. Considéré jusqu'ici comme le plus gros catastrophe internationale, l'ouragan Andrew, qui a ravagé les Etats-Unis en 1992, a coûté 20 milliards de dollars aux assureurs.

Même si le marché britannique des assurances, Lloyd's, a déclaré mercredi que le coût global des attentats aux Etats-Unis est « impossible à calculer actuellement », les chiffres qui circulent ont fait plonger toutes les valeurs du secteur de l'assurance. Alors que les deux premiers réassureurs mondiaux Munich Ré et Swiss Ré étaient tombés à leur plus bas niveau de l'année le 11 septembre, en baisse respectivement de 15,7 % et de 17,3 %, c'était au tour de Zurich Ré (-5,2 %), Scor (-11,03 %) ou de l'assureur Axa (-5,3 %) de boire la tasse, mercredi, à la clôture. Les investisseurs doutaient de la capacité des assureurs et des réassureurs - qui prennent en charge une grande partie des risques des assureurs, contre rémunération - à absorber un sinistre d'une telle ampleur, fût-il mutualisé.

Pour rassurer la Bourse, ces intervenants ont rendu public le montant du préjudice attendu. Cette communication de crise a été inaugurée par Munich Ré et Swiss Ré,

les réassureurs parmi les plus impliqués, selon de bonnes sources. Munich Ré, qui contrôle American Ré, attend des demandes d'indemnisation d'une valeur de 1 milliard d'euros. Swiss Ré juge que le coût lié aux futures indemnisations sera voisin de celui des tempêtes de 1999 en Europe (722 millions de dollars). « Notre solidité financière n'est pas menacée », a pourtant estimé une source interne. Pour le réassureur français Scor, à l'assise financière plus modeste, le sinistre coûtera entre 150 et 200 millions de dollars, après protections et couvertures. « Cette catastrophe sans précédent ne remet nullement en cause notre solidité financière ni la capacité à souscrire », assure-t-on chez Scor.

GUERRE OU TERRORISME ?

L'assureur allemand Allianz a annoncé que les attentats allaient entraîner pour le groupe des charges allant jusqu'à 700 millions d'euros (630 millions de dollars).

Toutefois il faudra du temps avant que chacun puisse faire ses comptes, ne serait-ce que parce que la plupart des sociétés touchées ont perdu leurs archives dans l'effondrement des tours du World Trade Center. En outre, dans la société américaine, où tout se règle devant les tribunaux, l'écheveau des responsabilités sera dur à démêler. « Des dizaines de milliers de contrats s'enchevêtrent : accidents, accidents du travail, incendie, responsabilité civile, décès, perte d'exploitation, automobile, aviation, etc. », soulignait le président des AGF, Jean-Philippe Thierry, mercredi à Monte-Carlo, où se tenaient les rencontres annuelles de la réassurance. Zurich Ré et les Lloyd's

britanniques, seraient, dit-on, durement éprouvés par l'indemnisation des dommages subis par American Airlines et United Airlines. On évoque un coût de 6 milliards de dollars pour les quatre avions détournés. En revanche, pour ce qui est de l'effondrement des tours à New York, et des indemnisations en dommages, perte d'exploitation pour les entreprises et assurances-décès, l'assureur AIG, avec son aréopage traditionnel de réassureurs, serait en première ligne.

Un grand débat fera rage, pour savoir si les actions terroristes du 11 septembre relèvent d'actes de guerre ou de terrorisme. En cas de guerre contre les Etats-Unis, comme en cas d'état d'urgence, l'Etat fédéral est amené à indemniser tout ou partie des sinistres. L'enjeu est lourd pour la profession, d'autant que certains contrats dispensent la profession d'indemnisations, en cas de guerre déclarée. Le fait que le président Bush ait déclaré mercredi qu'il s'agissait d'une guerre a conduit certains à anticiper une intervention financière de l'Etat américain. « Il s'agit d'actes de guerre en temps de paix, nous ne sommes plus dans le champ normal de notre métier », a martelé, mercredi, M. Thierry à Monte-Carlo, rappelant qu'à la suite des actions terroristes de 1985 et 1986 en France l'Etat a indemnisé les victimes. Dans un entretien aux Echos, le 13 septembre, Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurance, estime que, « par sa nature, son ampleur et sa résonance, cet événement implique les pouvoirs publics américains ».

Anne Michel

Les secteurs d'activité diversement touchés

DÉJÀ INQUIÈTES des risques de ralentissement de la croissance, les entreprises sont désormais confrontées aux conséquences potentielles des attentats, qui vont de l'impact émotionnel à l'évolution des taux de change, en passant par le moral des ménages. Les analystes du courtier KBC Securities ont tenté de faire des prévisions en fonction des différents secteurs.

● **Banques.** L'activité bancaire risque d'être affectée par le report de certains projets d'investissements ; les établissements spécialisés dans la gestion d'actifs pourraient souffrir d'une désaffection à l'égard des marchés d'actions.

● **Produits de base.** La stabilité probable du prix du baril de pétrole devrait mettre le secteur de l'énergie à l'abri de mouvements défavorables.

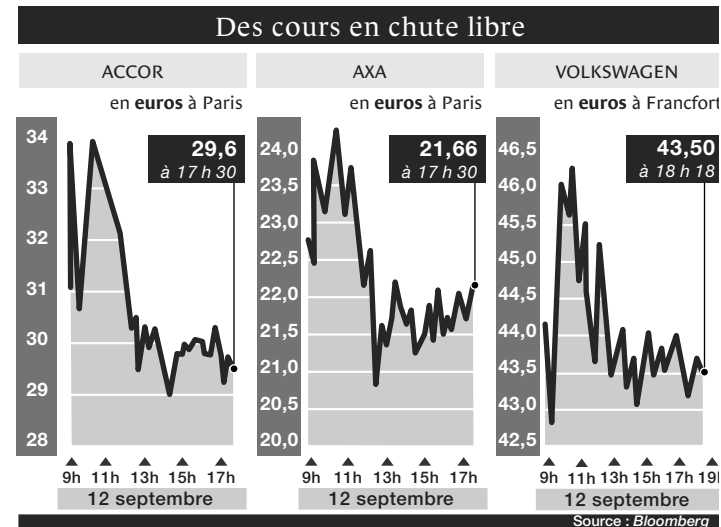
Les entreprises de la chimie pourraient souffrir d'une accentuation du ralentissement de la croissance, ce qui aggraverait la concurrence entre elles. Leur activité aux Etats-Unis, qui pour certaines atteint de 20 % à 30 %, les rend dépendantes de l'évolution de ce marché.

Le secteur de la construction serait affecté par une baisse du dollar et par une baisse de la croissance aux Etats-Unis, en France et en Espagne.

Dans le secteur informatique, le scénario de reprise qui était prévu au quatrième trimestre, notamment dans les semi-conducteurs, est réexaminé, alors qu'il représentait une bouffée d'oxygène indispensable pour ces industries. En ce qui concerne les SSII, la perspective d'une récession américaine amplifie les craintes d'un ralentissement en Europe. Mais la reconstruction des systèmes informatiques détruits par les attentats pourrait provoquer un accroissement de la demande, encore difficile à évaluer.

● **Biens de consommation.** Les industries du luxe sont parmi les plus vulnérables, en raison du ralentissement des flux touristiques et donc des achats en zones hors taxes, de l'effet psychologique et de leur forte activité aux Etats-Unis.

Les entreprises automobiles françaises ont plus lieu d'être inquiètes de la baisse de la croissance que des conséquences des attentats sur l'évolution du marché américain, sur lequel elles



Le tourisme, les assurances et l'automobile font partie des secteurs particulièrement affectés le 12 septembre.

sont peu présentes, à l'exception de Michelin, qui y réalise 40 % de son chiffre d'affaires. Les sociétés japonaises et allemandes, dont les cours de Bourse ont particulièrement chuté, sont les plus fragiles.

Le secteur de l'agroalimentaire est un des moins sensibles aux scénarios de récession et aux variations de taux de change, ce qui n'est pas le cas des vins et spiritueux, plus vulnérables. La distribution est sur la même tendance : protégée dans le domaine alimentaire, plus exposée sur les autres produits.

La pharmacie européenne pourrait souffrir d'un recul du dollar, dont profiteraient les entreprises américaines.

● **Transports et tourisme.** Premières touchées par l'impact émotionnel et par la fermeture de l'espace aérien américain, les compagnies aériennes risquent de souffrir d'une moindre fréquentation et d'une possible augmentation du prix du baril.

Le secteur de l'industrie touristique peut redouter « l'effet ciseaux » d'une baisse de fréquentation et d'une hausse des tarifs aériens. Le Club Méditerranée devrait subir les conséquences négatives de l'importance de son activité aux Etats-Unis.

● **Médias et télécommunications.** Les médias sont exposés à une forte chute de leurs résultats liés aux recettes publicitaires. Dans les télécommunications, les équipementiers européens sont

peu sensibles industriellement à la situation américaine, même si leurs investissements y sont importants. En ce qui concerne les opérateurs, ils sont confrontés à un nouveau coup dur, après la grave crise de confiance dont souffre le secteur des télécommunications depuis plusieurs mois.

MÉDAILLE D'OR 2000
CONCOURS NF AMEUBLEMENT
DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDÉ PAR PARIS PAS CHER

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou redevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Coulon - Dira - Burnas - Drivier etc...
5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19^{ème} - M° Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13^{ème} - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7/7

Les multinationales, en état d'alerte, renforcent leurs mesures de sécurité

Le courrier électronique est plébiscité pour communiquer avec le personnel

MARDI 11 septembre, les icônes du capitalisme américain ont pris peur : Coca-Cola, le numéro un mondial des boissons sans alcool, a évacué d'urgence son siège à Atlanta en Géorgie ; Disney, le leader de l'industrie des loisirs, a interdit l'accès de ses parcs d'attractions en Californie et en Floride ; Procter & Gamble, le premier lessivier de la planète, a fermé ses bureaux sur toute la côte Est... « Nous évacuons notre siège pour maintenir le plus haut niveau de sécurité. Cette décision prend acte immédiatement », a expliqué Doug Daft, le PDG de Coca-Cola, aux 4 000 salariés du siège, une heure et demi après la première attaque terroriste à New York. Une frayeur qui s'est rapidement répandue à d'autres multinationales. Toyota, le premier constructeur automobile japonais décidait, ce même jour, d'arrêter la production dans trois usines aux Etats-Unis. Honda Motor et Mitsubishi Motors annonçaient qu'ils envisageaient de faire de même. Un emballement qui semble retomber après les premières 24 heures. Mercredi, la tour Coca-Cola d'Atlanta était de nouveau occupée et les neufs parcs Disney accueilleraient normalement leur public.

Pour tenter d'apaiser les esprits, les dirigeants des multinationales

n'ont pas hésité à employer les grands moyens. De Michael Eisner (Walt Disney), à Jeffrey Immelt (General Electric), de John Pepper et A. G. Lafley (Procter & Gamble) en passant par Niall Fitzgerald et Antony Burgmans (Unilever), tous ont envoyé à leurs centaines de milliers de salariés un courrier électronique de réconfort. Chez Procter & Gamble et Disney, les employés du monde entier étaient invités, s'ils le désiraient, à rentrer chez eux mardi. Par solidarité envers les victimes, le groupe de loisirs a annoncé la création d'un fonds de soutien alors que General Electric et Cisco promettaient d'apporter respectivement 10 millions et 4 millions de dollars à la mairie de New York.

INFORMÉS HEURE PAR HEURE

Le courrier électronique s'est avéré être un outil précieux pour prendre les premières mesures d'urgence. La majorité des groupes mondiaux ont constitué des cellules de crise qui ont tenu au courant leur salariés par voie électronique. En 24 heures, les 350 principaux dirigeants du groupe pétrolier Shell ont ainsi reçu de multiples messages d'urgence. Depuis Londres, la cellule constituée d'une dizaine d'experts en sécurité, approvisionnement, exploitation et communication les tenait

informés heure par heure des décisions à communiquer au personnel : protection renforcée des sites d'extraction, de raffinage et des dépôts de produits finis, voyages à l'étranger vivement déconseillés... Mercredi 12 septembre à 15 heures heure anglaise, ce dispositif d'urgence était « mis en stand-by », en attendant les prochains développements.

A l'image des mesures prises lors de la guerre du Golfe en 1991, General Electric, Procter & Gamble, Pfizer ou Unilever ont suspendu, jusqu'à nouvel ordre, la majorité des déplacements internationaux de leurs collaborateurs. Certains grands groupes industriels, sous couvert d'anonymat, racontent la mise en place de procédures spéciales de sécurité sur leurs sites de production. Mais la peur d'être pris pour cible a poussé la quasi-totalité des entreprises américaines contactées par *Le Monde* à refuser de s'exprimer plus précisément sur le sujet. A court terme, la préoccupation semble être de s'occuper des expatriés présents dans des pays à risques (*lire ci-dessous*). Tous déclarent attendre la nature de la riposte américaine pour évaluer l'impact de ces événements sur leur activité.

L. Be.

TROIS QUESTIONS À...

CHRISTOPHER GROSE

1 Vous êtes directeur à Londres de Control Risks Group, un cabinet qui aide les multinationales à gérer leur sécurité et leurs risques. Quelles sont les réactions de vos clients depuis la vague d'attentats ?

Nous avons reçu en 24 heures plus de 200 appels d'entreprises clientes, européennes, américaines mais aussi australiennes et japonaises. Banques, sociétés pétrolières, compagnies aériennes, entreprises pharmaceutiques... toutes expriment la même inquiétude. Elles se doutent qu'il y aura une riposte des Etats-Unis et veulent connaître quels sont les pays où leurs activités risquent d'être les plus menacées par des représailles locales. Ces entreprises nous demandent toutes : que devons-nous faire de nos expatriés dans tel ou tel pays ?

2 Quels sont les conseils que vous leur prodiguez ?

A Londres, nos experts ont identifié trois pays à très haut risque : l'Afghanistan, le Pakistan et le Yémen. L'accès aux armes y est très facile. Nous conseillons à nos clients de faire partir immédiatement, avant toute riposte américaine, leurs expatriés et leurs familles. S'il faut à tout prix que l'expatrié reste, la famille doit partir. Nous avons ensuite identifié une douzaine de pays vers lesquels il est préférable de retarder les voyages qui ne sont pas essentiels à l'activité de l'entreprise : l'Egypte, l'Irak, Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, l'Arabie saoudite, le Soudan, la Syrie et le Tadjikistan. Nous suggérons aux entreprises présentes dans ces différents pays de garder un profil bas, de vérifier les plans d'évacuation et de sensibiliser les ressortissants et leur famille aux mesures de sécurité au travail mais aussi à domicile.

3 Ce nouveau type d'attentat signifie-t-il que les entreprises vont devoir changer leur politique de sécurité ?

Nous sommes à un tournant. Face à des personnes qui acceptent de mourir pour atteindre leurs objectifs, il est difficile d'imaginer des parades efficaces. Cependant, certaines choses peuvent être modifiées. Depuis une dizaine d'années, la vie économique s'est énormément accélérée. Par souci de compétitivité et de flexibilité, les entreprises ont été poussées à aller toujours plus vite, à voyager plus, à s'ouvrir davantage technologiquement. Le niveau de sécurité va devoir augmenter fortement, dans les transports aériens, l'accès aux sites industriels ou aux sièges, etc. En conséquence, tout va prendre plus de temps, coûter plus d'argent. Les entreprises devront mieux planifier leurs actions.

Propos recueillis par Laure Belot

Les entreprises françaises cherchent à évaluer les risques

AU LENDEMAIN des attaques suicides perpétrées mardi 11 septembre, en particulier contre les deux tours du World Trade Center, à New York, les entreprises françaises ont évalué, le jour même, le niveau de risque qui pouvait exister pour leur propre installation ou leur personnel aux Etats-Unis et en France, mais également dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Les réactions de leurs dirigeants n'ont pas été uniformes. Les responsables politiques français, qui craignaient des manifestations de psychose, ont été rassurés de constater que la reprise du travail, mercredi 12 septembre, notamment dans les grands centres d'affaires comme à la Défense ou à la tour Montparnasse, à Paris, s'était effectuée dans de bonnes conditions. L'absentéisme ne semble pas avoir marqué de progression notable.

Dès 16 heures, néanmoins, mardi, une heure après les attentats, les responsables de sécurité interne ou externe d'un très grand nombre d'entreprises ont été consultés. Philippe Legorjus, ancien patron du groupe d'intervention antiterroriste GIGN, devenu dirigeant d'une société de conseil dans le domaine de la sécurité, Atlantic Intelligence, a été sollicité par une dizaine d'entreprises clientes - son portefeuille compte notamment dix entreprises du CAC 40. Des cellules de crise ont été organisées dans chacune de ces sociétés. « Nous leur avons indiqué qu'il n'existait pas, pour elles, de menaces terroristes en France, a assuré mercredi au Monde, M. Legorjus, et qu'il ne servait à rien de renforcer la sécurité à l'extérieur des édifices. Le plan Vigipirate joue déjà un rôle de dissuasion suffisam-

ment efficace. Nous leur avons déconseillé toute évacuation des bâtiments et la suspension des voyages à l'étranger. Mais il est clair qu'il existe des inquiétudes sur la sécurisation de sites tels que le tunnel sous la Manche. » Parmi les clients d'Atlantic Intelligence figurent notamment les groupes Axa, Crédit agricole et TotalFinaElf. Après avoir posé, mardi, la question d'une éventuelle évacuation de son siège, à la Défense, la compagnie pétrolière a finalement

Dès 16 heures, mardi, les responsables de sécurité interne ou externe ont été consultés

ment opté pour la poursuite de ses activités, même si certains de ses employés confiaient, mercredi, regarder avec inquiétude les avions ou hélicoptères survoler la tour.

Certaines entreprises, inquiètes de se trouver à proximité de lieux symboliques, ont questionné leur responsable de sécurité. Ce fut le cas, notamment, pour une société qui a souhaité rester anonyme, dont le siège parisien est à mi-chemin entre le palais de l'Élysée et l'hôtel Matignon.

Mais, au lendemain des attentats, les inquiétudes des entreprises françaises semblent se cristalliser sur les déplacements à l'étranger, y compris en Europe. Le président d'EDF-François Roussely, a décidé, mardi soir, d'interdire « jusqu'à nouvel ordre » aux salariés de l'entreprise

tout voyage en dehors des frontières nationales. De même, un groupe pharmaceutique, Sanofi, a rapatrié, en affrétant des avions privés, une partie de ses cadres réunis en séminaire à l'étranger.

Ce sentiment est corroboré par la nature des démarches effectuées par certaines entreprises auprès de la direction de la surveillance du territoire (DST), le service de contre-espionnage français. Les seules véritables craintes recensées par ce service, chargé, notamment, de conseiller et de protéger les secteurs de l'économie les plus sensibles, tels que la défense, l'aéronautique, le nucléaire ou la technologie, portent sur le risque économique et le danger du transport aérien. Air France s'est ainsi attaché les conseils des principaux services de sécurité français afin de connaître le niveau de menace qui pouvait peser sur ses avions. La compagnie a bénéficié d'éléments fournis par la DGSE, le service d'espionnage français.

L'évaluation du risque pour une entreprise résulte du croisement entre la sensibilité du site à protéger et la probabilité qu'un incident y survienne. Ce degré d'occurrence induit la nature de la réaction. Ainsi, pour la tour TotalFinaElf de la Défense, le groupe dépense davantage d'argent pour défendre ses systèmes informatiques que pour protéger l'édifice contre des attaques kamikazes. De même, les agences de sécurité françaises classent les Etats-Unis comme un pays à risque médiatique, informatique et économique. Le danger terroriste étant jugé inexistant, aucun investissement n'a été réalisé contre cette menace.

Jacques Follorou



■ NEW YORK, Conseil de sécurité de l'ONU. La 56^e assemblée générale des Nations unies s'est tenue, mercredi 12 septembre à New York, dans une ambiance morose. Dans une résolution adoptée par consensus, l'assemblée générale a « condamné énergiquement les actes odieux de terrorisme » et exprimé « ses condoléances et la solidarité » des 189 pays membres au peuple et au gouvernement des Etats-Unis. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a lancé « instamment » un appel à une coopération internationale « dans l'objectif de prévenir et d'éliminer les actes de terrorisme ».

Comment les télévisions américaines ont réagi aux attentats

IL N'AURA FALLU qu'une minute à CNN pour réagir. Mardi 11 septembre, à 8 h 48, heure de New York, le premier avion s'écrase sur l'un des deux gratte-ciel du World Trade Center (WTC). Aucun caméraman n'est alors présent sur les lieux. Pourtant, dès 8 h 49, la chaîne américaine d'information en continu est en mesure de diffuser les premières images des dégâts. La clé de cette rapidité : des caméras fixes, enclenchables à distance depuis la rédaction de la chaîne. Comme ses concurrentes, CNN a déployé des dizaines de ces caméras discrètes sur le territoire américain, braquées en permanence sur des lieux symboliques ou stratégiques, telles la Maison Blanche à Washington, la Bourse de New York ou la ligne d'horizon de Manhattan. C'est cette dernière caméra, située à trois kilomètres du WTC, qui « est mise en marche lorsque la première dépêche d'agence, annonçant le crash, est tombée sur les téléscripteurs », explique une porte-parole de la chaîne.

Un dispositif identique permet, peu après, à CBS de retransmettre, grâce à sa chaîne locale, les mêmes plans de la tour en feu, pris depuis le nord de Manhattan. La chaîne a alors déjà interrompu son émission du matin, « *Early Show* », réalisée en direct, pour laisser place à un flash spécial annonçant l'explosion. Chez ABC News, les premières images sont filmées par une chaîne locale affiliée, WABC, depuis les hélicoptères lui servant, d'ordinaire, à surveiller le trafic routier dans et autour de New York. Les appareils sont toutefois rapidement obligés de se poser à la suite de la suspension du trafic aérien. Dans son appartement situé à moins d'un kilomètre du WTC, un reporter d'ABC est en train de s'habiller, lorsqu'il entend le premier choc. Don Dahler appelle aussitôt la rédaction et intervient en direct dans l'émission du matin, « *Good Morning* », pour rapporter ce qu'il vient de vivre à sa porte.

A 8 h 50, un caméraman indépendant, qui circule en voiture à quelques encablures des tours jumelles, est dépêché sur place par la rédaction de CBS News. Il arrive tout juste pour filmer le second avion, un autre Boeing, qui percute la tour Sud à 9 h 06. Deux autres jour-

nalistes sont envoyés par CBS quelques minutes plus tard : ils filmeront l'écrasement des gratte-ciel. Rapidement endommagée, l'antenne dont dispose la chaîne au 110^e étage de la tour Nord du WTC est déjà tombée en panne. Une autre, postée sur l'Empire State Building, prend le relais et assure la transmission des images. Lorsque le deuxième avion détourné s'écrase, une équipe de la chaîne nationale ABC est déjà opérationnelle au sommet d'un immeuble proche et filme le choc, qui se produit sur la façade opposée de la tour. Ce n'est que plus tard qu'ABC et CNN diffuse-

ges, y compris celles tournées par des amateurs. Par ailleurs, les chaînes annulent la diffusion de nombreux spots publicitaires initialement programmés.

Aussitôt commis le deuxième attentat, avant même celui visant le Pentagone à Washington, le mot d'ordre dans les rédactions est à la mobilisation générale. « Toutes les personnes d'ABC équipées de caméras, y compris les caméras vidéo personnelles, ont reçu l'instruction de se rendre sur place pour couvrir l'événement », raconte Todd Polkes. A CNN, la direction décide d'adopter la configuration retenue lors de la

Bertelsmann soutient les victimes

Le géant allemand des médias Bertelsmann va verser 2 millions de dollars (2,20 millions d'euros) aux familles des 265 pompiers et 85 policiers portés disparus. « Il s'agit d'un premier signal et d'un geste d'assistance et de compassion. D'autres mesures de soutien vont suivre », a précisé Thomas Middelhoff, le président du directoire de Bertelsmann, qui réalise un tiers de ses opérations aux Etats-Unis. Le groupe a fait part de sa « solidarité » aux victimes et survivants de la catastrophe, à leurs familles ainsi qu'aux 18 000 salariés de ses sociétés aux Etats-Unis, dont 5 000 à New York. M. Middelhoff a, en outre, appelé l'ensemble de ses employés aux Etats-Unis, et notamment ceux de New York, à participer aux dons de sang. Le bâtiment de Bertelsmann, situé à Times Square, au centre de Manhattan, n'a pas été touché par la catastrophe qui a affecté le sud de l'île new-yorkaise.

ront de nouvelles images, prises par des vidéastes amateurs, montrant clairement l'avion en train de s'imbriquer dans la tour.

ÉCHANGE GRATUIT D'IMAGES

Comme ailleurs, le choc est terrible dans les rédactions. Le premier réflexe des dirigeants des chaînes n'est plus à la concurrence à tout prix. Dans une initiative inédite, ils décident de l'échange gratuit, à titre temporaire, d'images et de vidéos entre leurs télévisions. « A cause de la gravité des événements », commente Todd Polkes, un porte-parole d'ABC. La paternité de cet accord n'est pas clairement attribuable. « CNN a volontairement décidé de donner [ses] images et reportages à toutes les chaînes qui souhaitent les reprendre », assure son porte-parole. Chez CBS News, on rétorque que c'est le président de la chaîne, Andrew Heyward, qui a téléphoné aux directeurs de NBC, Fox, ABC et de CNN pour leur proposer des ima-

guerre du Golfe (1991), qui avait consacré sa notoriété hors des frontières américaines. « Tous les employés ont été mobilisés pour couvrir l'événement », signale-t-elle.

Les différentes versions de la chaîne pour l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient ou l'Asie sont interrompues pour laisser la place au signal de CNN Etats-Unis, diffusé partout dans le monde. Il est aussi repris par les chaînes câblées appartenant à la maison mère de CNN, AOL Time Warner. Même phénomène chez Viacom, propriétaire de CBS : celui-ci a largement approvisionné en images les chaînes musicales du groupe (MTV et CH1). Quant à Peter Jennings, présentateur vedette d'ABC News, il est aussi apparu sur ESPN, autre chaîne du groupe Disney, et diffusée par toutes les stations radio d'ABC.

Florence Amalou, Guy Dutheil et Antoine Jacob

En France, les kiosques sont pris d'assaut

PRESSE

● Selon les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), les quotidiens nationaux ont doublé leur tirage. Elles ont traité plus de 4 millions d'exemplaires mercredi 12 septembre, contre 2 millions habituellement en semaine. Les tournées de livraison ont été multipliées par deux et la structure mise en place a été comparable à celle adoptée le lendemain d'une élection présidentielle. Les kiosques, dévalisés, ont dû être réapprovisionnés dans la journée de mercredi.

● Les news magazines, *L'Express*, *Le Point*, *Le Nouvel Observateur* ainsi que *Paris Match* ont modifié leur « une » et ajouté in extremis de nombreux reportages sur les attentats, en travaillant mardi dans des conditions comparables à celles des quotidiens. *Le Point* a consacré

42 pages à cet événement. Pour *Paris-Match* qui a changé 38 pages et avancé sa sortie sur Paris, c'est le plus fort tirage de l'année (1,62 million d'exemplaires). *L'Express* a modifié 8 pages et *Le Nouvel Observateur* 13.

● *France-Soir* a sorti mardi soir à Paris une édition spéciale de 16 pages (40 000 exemplaires). Après un tirage de 300 000 exemplaires mercredi matin, une nouvelle édition spéciale de 16 pages (45 000 exemplaires) a été mise en vente l'après-midi en Ile-de-France. ● *Libération* : une première édition a été tirée à 500 000 exemplaires mercredi matin (contre 220 000 habituellement), avant un nouveau tirage de 40 000 numéros mercredi en début d'après-midi. ● Le tirage du *Figaro* s'est établi mercredi à 660 000 exemplaires (contre 380 000 habituellement).

● *Le Monde*, daté jeudi, a doublé son tirage à 1 062 526 exemplaires. ● *Le Parisien* : 780 000 exemplaires (contre 440 000). *Aujourd'hui en France* : 410 000 exemplaires (contre 240 000). ● *Ouest France* : 1 020 328 exemplaires (contre 870 000).

AUDIOVISUEL

● Mardi, les chaînes françaises ont fédéré une large audience. Le journal télévisé de 20 heures de TF1 a rassemblé 11,3 millions de téléspectateurs de quatre ans et plus selon Médiamétrie (45,3 % de parts d'audience), tandis que celui de France 2 a réuni 5,33 millions de téléspectateurs (25,1 % de parts d'audience). Entre 15 h 12, début des émissions spéciales et 20 heures, TF1 a rassemblé 5,2 millions de téléspectateurs et France 2, 2,8 millions.

Moscou propose à Washington de coopérer en matière de lutte contre le terrorisme

Le Kremlin veut justifier ses opérations en Tchétchénie

MOSCOU
correspondance

Puisque plus rien ne sera comme avant, pourquoi la Russie n'en profiterait-elle pas pour changer de rôle ? L'éternel détracteur des Etats-Unis a bien compris le bénéfice qu'il pouvait tirer d'une redistribution des cartes. Vladimir Poutine, moins prompt à réagir lors du naufrage de la *Koursk* il y a un an, a réagi au quart de tour. Le président Bush, qu'il a eu deux fois au téléphone mercredi 12 septembre, l'a d'ailleurs remercié d'avoir, le premier, exprimé sa compassion, selon le Kremlin.

Une minute de silence devait être observée, jeudi à midi, en Russie. Le Kremlin a proposé d'envoyer sur place des sauveteurs, de nombreux Russes ont proposé des dons de sang. Les gens « ressentent profondément cette tragédie, parce que, malheureusement, à de nombreuses occasions, nous avons vécu l'horreur des attaques terroristes », a expliqué le ministre des affaires étrangères, Igor Ivanov. Pour audacieux qu'il soit, le parallèle entre les attentats aux Etats-Unis et la guerre en Tchétchénie – qualifiée au Kremlin d'« opération antiterroriste » et lancée à la suite d'attentats dont l'origine n'a jamais été prouvée – est omniprésent dans les commentaires officiels.

Espérant une meilleure compréhension envers sa politique en Tchétchénie, Moscou multiplie les initiatives dans le sens d'« une union internationale contre le terro-

risme ». Selon l'ambassadeur américain à Moscou, la Russie a demandé une réunion d'urgence des pays du G8 et souhaite qu'une « résolution spéciale » sur la lutte contre le terrorisme soit adoptée lors de l'Assemblée générale des Nations unies.

Surtout le Kremlin multiplie les appels au renforcement des relations entre Washington et Moscou. Le nouvel ambassadeur américain, Alexandre Vershbow, a dit espérer que la tragédie conduirait à une coopération renforcée entre les deux pays. « Ça ne veut pas dire que nous avons une opinion identique à 100 % sur les problèmes de la Tchétchénie », a toutefois précisé le diplomate.

MAL DU VINGT ET UNIÈME SIÈCLE

Les dissensions affichées par Moscou sur les dossiers irakien puis serbe semblent lointaines, à en juger par la volonté russe de « s'unir contre le mal du vingt et unième siècle ». Le quotidien *Vremia Novosti* indique, dans son édition de jeudi, que Moscou et Washington ont déjà discuté de l'élimination des bases d'Oussama Ben Laden en Afghanistan. Mais selon l'article « il est encore trop tôt pour parler d'une coopération de principe. Pour lutter ensemble contre le terrorisme, il faut se mettre d'accord sur ce qu'est le terrorisme. (...) Jusqu'à présent, les Etats-Unis proposaient de faire pression sur les pays qui couvrent le terrorisme, or ces pays sont les amis de la Russie –

Iran, Irak, Cuba, Libye, Soudan, etc. »

Si le dirigeant communiste Guennadi Ziouganov a désapprouvé les « bombardements massifs » que pourrait mener Washington en représailles, il s'est aussi déclaré « très inquiet de l'impudence des Etats-Unis », de façon à souligner qu'un nouvel équilibre reste à trouver, dans lequel la Russie pourrait peser. Le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès, a apporté de l'eau au moulin russe, mercredi, en suggérant la création d'« une armée internationale » avec « les forces de l'OTAN, bien armées et bien équipées, et celles de la Russie ».

Moscou et Washington ont toutefois un intérêt commun : le rejet du régime taliban en Afghanistan. Depuis l'attentat contre le commandant Massoud (*Le Monde* du 11 septembre), la sécurité a été renforcée à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, gardée par des gardes-frontières russes. Des officiers russes, iraniens, indiens, ouzbeks et tadjiks doivent se rencontrer prochainement à Douchanbé, la capitale tadjike, afin de déterminer l'aide à apporter à l'Alliance du Nord, qui contrôle la zone tampon entre le territoire tenu par les talibans et le Tadjikistan. Selon l'agence Interfax, qui cite des sources militaro-diplomatiques, des armes et une aide humanitaire seront fournies.

Marie-Pierre Subtil

La montée de l'islamophobie est redoutée par le monde musulman

Le « post-islamisme » pourrait se révéler une illusion

LES « FOUS D'ALLAH », le nouvel « empire du mal » : les tours du World Trade Center venaient-elles à peine de s'effondrer que déjà ressurgissaient les cauchemardesques

ANALYSE
Les plus hautes autorités de l'islam ont tout de suite vu le piège de l'amalgame

clichés de la stigmatisation de l'islam. Alors même qu'aucune certitude n'était encore établie quant à l'implication effective de réseaux islamistes que se mettaient déjà en place les deux imaginaires symboliques – islam et Occident – qui n'en finissent plus d'entretenir, le plus souvent pour le pire, des rapports de fascination et de répulsion.

Si on en juge par le nombre et le ton de leurs condamnations et par leurs professions de sympathie avec le peuple américain, les plus hautes autorités de l'islam, en France et dans le monde, ont tout de suite vu le piège de l'amalgame se refermer sur eux. S'il se confirme que des réseaux islamistes sont bien impliqués dans les attentats de New York et de Washington, ils ne pourront être que largement désavoués par l'ensemble du monde musulman, tant les motivations religieuses de tels actes sont fallacieuses et étrangères à toute lettre sacrée. En dépit des scènes de liesse dans les territoires occupés de Cisjordanie, qu'un intellectuel comme Tariq Ramadan range au compte des « décharges émotives », les responsables musulmans n'ignorent pas que l'amalgame entre ter-

rorisme et l'islam ne profitera à personne, certainement pas aux Palestiniens eux-mêmes.

Nombre de chercheurs en France – Olivier Roy (*L'Échec de l'islam politique*, 1992), Gilles Kepel (*Ille ci-dessous*) – misaient depuis quelques années sur les impasses de l'islamisme comme projet politique. Pour le premier, elles s'expliquaient par l'épreuve du pouvoir et la mise en œuvre d'un programme de gouvernement (Iran) ou par la répression et le verrouillage du champ politique (Syrie, Egypte, Turquie, Algérie), conduisant les acteurs à une reformulation autre que tactique de leur projet de retour à l'islam. Quant à Gilles Kepel, il attribuait cet échec à une sorte de « suicide » de l'extrémisme musulman, à la radicalisation de sa propre violence, notamment en Algérie ou en Egypte, qui a provoqué « un découplage » avec le mouvement social dont il était issu. Autrement dit, la violence des réseaux armés a fini par se retourner contre ses instigateurs. Les groupes sociaux (jeunesse urbaine déshéritée, classes moyennes, intellectuels) entrés dans la mouvance islamiste n'étaient plus en état de s'allier avec les éléments les plus radicaux.

Si elle se confirme, l'implication des réseaux terroristes islamistes d'Oussama Ben Laden dans les attentats de New York et de Washington n'a rien à voir avec ces analyses qui touchaient à l'islamisme classique, doté d'une base sociale, d'une structure politique et parfois militaire. On change ici de registre. Il s'agit de la posture la plus radicale qu'on puisse imaginer de réseaux transnationaux agis-

sant au nom d'un islam falsifié. Ruine-t-elle pour autant cette hypothèse optimiste d'une entrée du monde musulman dans le « post-islamisme » – comme on a pu parler du post-communisme –, et même d'une étape vers la démocratie et la modernité comme l'évoquent les thèses d'Olivier Roy et de Gilles Kepel ? Probablement pas si l'on considère que les réseaux du milliardaire saoudien sont, comme l'assurent nombre d'experts, isolés des appareils étatiques et sans assise sociale large. Il reste que le ressentiment contre les Etats-Unis est largement partagé dans le monde musulman, pas seulement pour sa politique de soutien perçue comme inconditionnelle à Israël, mais aussi pour ses relations avec des pays à la légitimité démocratique jugée douteuse comme l'Egypte ou la Syrie ou pour le maintien de l'embargo contre l'Iraq. De même, on ne peut pas ignorer que, partout dans le monde musulman, l'islam reste convoqué comme « un référent social ou culturel permanent », comme dit au *Monde* Tariq Ramadan, pour des ordres du jour aussi rigoureux, selon les pays, que l'extension de la *charia* ou le port du voile ou l'imposition d'un code de la famille.

C'est dans la mesure où les autorités musulmanes sauront se distinguer publiquement et avec la dernière énergie de toute forme d'entreprise terroriste, où qu'elle se trouve, et pourront s'agréger aux maigres efforts tentés de modernisation et de pragmatisme que l'amalgame entre islam et terrorisme perdra de sa faculté de nuire.

H.T.

Inquiétude et amertume en Algérie

ALGER

correspondance

« Apocalypse. » Ce mot revient sans cesse dans les journaux et les conversations en Algérie pour qualifier le mardi noir de l'Amérique. Chaque soir, les gens désertent les rues pour rentrer chez eux suivre les informations télévisées, tandis que, pendant la journée, les cafés disposant de téléviseurs sont pris d'assaut. Si tout le monde ici est stupéfait par l'ampleur du coup porté à la plus grande puissance mondiale, les commentaires des chaînes de télévision françaises, très regardées en Algérie, alimentent aussi les conversations. Certains y voient « un délire anti-arabe et antimusulman », tandis que d'autres s'inquiètent des jours à venir, se demandant « quel pays sera choisi par George W. Bush comme victime expiatoire ».

L'homme de la rue est ambigu dans ses réactions à l'égard du drame que vit l'Amérique, en dépit de la position officielle – une très ferme condamnation de l'opération. L'un parle de « fiction cinématographique », tandis que l'autre affirme que « ce travail a été trop bien fait pour être l'œuvre d'un Arabe ». Une réflexion qui ne se veut pas de l'autodénigrement mais du réalisme.

HANTISE DE L'ATTENTAT À LA BOMBE

Plus amers, un certain nombre d'Algériens mesurent la tragédie américaine à l'aune de leur propre tragédie : dix ans de terrorisme et de violence, plus de 150 000 morts, et, de nouveau depuis la fin août à Alger, la hantise de l'attentat à la bombe ou de la rafale aveugle d'une kalachnikov. « Nous, on tombe comme des mouches depuis des années, et ça n'émeut personne, souligne un enseignant. Alors, pourquoi serions-nous anéantis par ce qui se passe aux Etats-

Unis ? » De son côté, un commerçant résume en ces termes le sentiment général plus ou moins avoué : « Que Dieu me pardonne de penser ainsi, mais je trouve que l'Amérique avait besoin d'éprouver la douleur de ceux qui se font bombarder avec son aide. Cela fait des mois, sinon des années, que les Palestiniens se font tuer par des missiles tirés par des avions américains. Les Etats-Unis sont les complices d'Israël. »

Si la compassion à l'égard des Américains n'est pas absente, elle reste donc mesurée. La rue algérienne, comme le reste du monde arabe, est très sensibilisée à la question palestinienne et au sort de la mosquée d'Al Aqsa, à Jérusalem. Les chaînes de télévision par satellites arabes, à commencer par Al-Jazeera – très populaire, elle est basée à Qatar et diffuse l'information en continu –, informent en permanence et en temps réel de la situation dans les territoires occupés. L'immense majorité des Algériens reprochent aux Etats-Unis de soutenir aveuglément Israël, d'où leur ressentiment et même leur anti-américanisme latent. Ce sentiment d'injustice est aggravé par la question de l'Irak et du calvaire de sa population, dont les Algériens rendent les Etats-Unis responsables.

A tout cela s'ajoute une forme de crainte résignée à propos des réflexes en Occident : « Ils sont déjà en train d'accuser Ben Laden, ils vont en faire le héros absolu des jeunes musulmans dans le monde arabe... », dit-on ici ou là. Va-t-on, en outre, découvrir, un jour prochain, que des ressortissants algériens sont mêlés à l'opération du mardi noir ? « Ce serait le coup fatal, soupire un universitaire, candidat à l'exil. Nous sommes déjà mal vu dans le monde entier. L'Europe et les autres pays vont se fermer encore davantage, et nous, nous resterons plus seuls que jamais, considérés comme des pestiférés. »

TROIS QUESTIONS À...

GILLES KEPEL

1 Gilles Kepel, islamologue, professeur à Sciences-politiques, comment interprétez-vous les soupçons immédiatement portés sur les réseaux d'Oussama Ben Laden ?

Les informations en provenance des Etats-Unis mercredi matin indiquaient que les pirates de l'air appartiendraient aux réseaux d'Oussama Ben Laden. Ces informations restent à confirmer car, dans le passé, des attentats aux Etats-Unis avaient été attribués à certains activistes avant que cela ne soit démenti.

Toutefois, Ben Laden est le suspect « parfait ». En 1998, il avait créé le « Front international contre les juifs et les croisés », appelant à « tuer les Américains et les civils en tout pays où cela est possible », quelques mois seulement avant l'attentat du 7 août 1998 contre les ambassades américaines du Kenya et de Tanzanie, mais il faut rappeler que cet attentat (224 tués) n'a jamais fait l'objet d'une revendication formelle. De

même peut-on dire que les exécutants de l'attaque à la bombe de 1993 contre le World Trade Center sont ceux qui, comme le cheikh Abdel Rahman, ont été arrêtés, mais on sait que les commanditaires sont encore largement dans l'ombre.

2 Les populations musulmanes ont-elles raison de craindre une nouvelle vague d'islamophobie ?

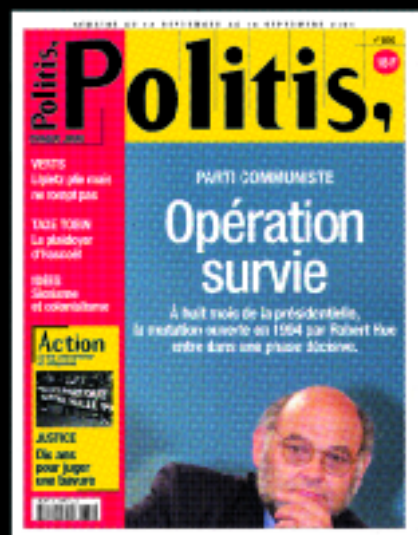
On sait que le contexte régional au Proche-Orient est d'une tension extrême et que le ressentiment anti-américain est croissant dans le monde musulman. Mais il y a loin entre ce ressentiment et la mise en œuvre d'attentats aussi monstrueux. A quelques exceptions près, l'immense majorité des musulmans est aujourd'hui révoltée par ce carnage de populations civiles. Et pour cause : sauf à manipuler les textes dans tous les sens et à faire abstraction du contexte historique dans lequel ils ont été produits, ce type d'action terroriste ne trouve aucune justification d'aucune sorte dans la lettre du Coran et dans la foi musulmane.

3 Vous aviez annoncé il y a un an, dans un ouvrage intitulé *Djihad, expansion et déclin de l'islamisme* (Gallimard, 2000), que le monde était entré dans une sorte de « post-islamisme ». N'avez-vous pas péché par imprudence ?

Ma thèse était que l'islamisme a commencé de « décliner » quand il s'est coupé, par sa violence radicale (Algérie, Egypte, etc.), du mouvement social qui l'avait fait naître, dans les masses urbaines déshéritées ou dans les classes moyennes pieuses des pays musulmans. Or le terrorisme auquel nous assistons aujourd'hui, quel qu'en soit par ailleurs l'origine, est une sorte de suicide social. Il ne peut pas se réclamer, comme le font les mouvements islamistes classiques, d'un projet de transformation de la société. Il est le fait d'un groupe fanatique qui compense son absence d'implantation et d'influence par l'exacerbation d'une violence aveugle, par le basculement dans l'horreur absolue.

Propos recueillis par Henri Tincq

Parce qu'un autre monde est possible



CETTE SEMAINE :

JUSTICE
Dix ans pour juger une bavure

IDÉES
Sionisme et colonialisme

VERTS
Lipietz plie mais ne rompt pas

TAXE TOBIN
Le plaidoyer d'Hascoët

L'accablement des musulmans de France

LE FORUM de discussion du site oumma.com, très fréquenté par les jeunes musulmans, donne le ton. « Je ne comprends pas pourquoi on accuse l'islam alors que l'on ne connaît même pas les coupables », écrit une jeune internaute de Nanterre (Hauts-de-Seine). « Les musulmans seront certainement la cible des médias, déplore un converti de Paris. J'espère qu'ils mesureront leurs propos. (...) Il n'est pas concevable de tuer des innocents, quelle que soit leur religion ! »

« Un sentiment d'accablement gagne les musulmans de France », constate Alain Billon, conseiller pour l'islam au ministère de l'Intérieur. « Ce n'est pas tout à fait la même situation qu'il y a dix ans, pendant la guerre du Golfe, mais ça y ressemble un peu. Les musulmans savent que, désormais, l'opinion sait faire la distinction entre islam et islamisme. » Une réunion des membres de la consultation sur l'islam de France, lancée par le ministère de l'Intérieur pour organiser le culte, était programmée de longue date pour jeudi. Dans les circonstances présentes, Daniel Vaillant pourrait y participer. Le ministère de l'Intérieur souhaite que le climat « d'ur-

gence » créé par les actes terroristes commis aux Etats-Unis accélère le processus qui doit conduire à l'élection d'une instance représentative du culte musulman, à partir des mosquées et des salles de prière.

De leur côté, les représentants des fédérations musulmanes condamnent fermement l'agression commise contre les Etats-Unis. Mais ils dénoncent simultanément l'« amalgame » qui risque de se créer dans l'opinion entre islam et terrorisme. « Un louche soupçon pèse sur l'islam, alors que son implication dans les attentats n'est pas prouvée », insiste Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris. « Toute allusion à une responsabilité islamique nous paraît condamnable, parce qu'elle jette la suspicion sur la communauté musulmane et témoigne d'une profonde méconnaissance de notre religion. » Pour M. Boubakeur, « même si le responsable de ces attentats était un musulman, nous rejetons l'idée qu'il ait pu agir au nom de l'islam ». L'Union des organisations islamiques de France (UOIF), proche des Frères musulmans, dans une lettre de condoléances à l'ambassadeur des Etats-Unis, « s'associe » aux peines du

peuple américain et « réaffirme la condamnation [...] de tout acte de violence qui vise des vies humaines innocentes ». Elle condamne « toute dérive visant à troubler les esprits par l'amalgame entre ces attentats [...] et l'islam et les musulmans. »

Sur le terrain, les spécialistes de l'islam constatent que la « mouvance Ben Laden » est peu présente en France. Moins qu'au début des années 1990, quand les Algériens formés en Afghanistan sillonnaient les banlieues. Et beaucoup moins que dans le monde anglo-saxon. Seules quelques mosquées se distinguent par une sensibilité « salafite », un islam pur et dur d'inspiration wahhabite. Des imams venus d'Egypte, d'Arabie saoudite ou de Jordanie y tiennent à l'occasion des prêches radicaux. C'est le cas de la mosquée Tariq Ibn Ziyad aux Mureaux (Yvelines), de la mosquée Da'wa de la rue Archimède à Roubaix (Nord), d'as-Salam à Stains (Seine-Saint-Denis), ou encore d'at-Touba, dans le quartier de la Duchère à Lyon. Mais « il est difficile de rattacher ces lieux de culte à Ben Laden », soulignent les milieux autorisés.

Xavier Ternisien

CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 18F



KOREN ZIV / CORBIS SYGMA

Ce qu'en dit Ehoud Barak

« Qui, selon vous, a perpétré les derniers attentats en Amérique ? »

– Je ne sais pas. Il est probable que leurs auteurs ont des liens avec Ben Laden, mais je ne crois pas qu'on puisse déjà le dire avec certitude. L'ampleur même de ces actes et le défi qu'ils posent sont tels qu'ils devraient susciter un combat mondial contre le terrorisme. Si nous ne faisons rien, les gens perdront confiance dans les valeurs fondamentales de notre manière de vivre. Il est temps de lancer une guerre mondiale contre le terrorisme, de la même manière que, jadis, l'Europe a combattu la piraterie maritime.

– Quand vous étiez aux affaires, aviez-vous imaginé un tel scénario ?

– Il y a cinq ans, j'ai fait une communication devant un groupe de dirigeants juifs et le directeur adjoint de la CIA. C'était après les attentats d'Oklahoma et de Tokyo, deux ans après le premier attentat contre le WTC. Je leur ai dit : vous rendez-vous compte des ressources et de l'énergie qu'il vous aurait fallu investir si cet attentat avait détruit l'une des tours ? Pourquoi ne pas investir systématiquement 10 % des ressources dans la lutte contre le terrorisme ?

» J'ai l'impression que, dans la foulée de ces tragiques événements, il va y avoir une réaction enfin sérieuse, sans doute menée par les Etats-Unis, l'Europe, et même la Russie. Poutine comprend totalement cette exigence car il a lui-même souffert du terrorisme. Je l'ai trouvé très déterminé à lutter contre le terrorisme. Cette lutte créera une nouvelle et claire ligne de démarcation. Elle ne doit pas être vue comme la lutte du judéo-christianisme contre l'islam, car il y a de nombreux dirigeants modérés et raisonnables qui les abritent et les parrainent : l'Afghanistan, l'Irak, l'Irak, d'une certaine façon la Corée du Nord et la Libye, le Soudan et quelques autres régimes qui jouent un rôle secondaire. Tout le monde devra se déterminer,

Premier ministre israélien de mai 1999 à février 2001, Ehoud Barak se trouvait aux Etats-Unis la veille des attentats anti-américains. De passage à Londres, il a livré au « Monde » son analyse sur ce que devrait être la riposte antiterroriste. Il revient également sur ses contacts avec Yasser Arafat et propose à son pays une séparation unilatérale d'avec les Palestiniens

pas uniquement par la parole, mais aussi par l'action. Un tel effort prendra des années ; il y aura des hauts et des bas, de nouveaux moments pénibles, d'autres actes terroristes, mais nous l'emporterons.

– Pensez-vous qu'un pays précis était derrière les dernières attaques ?

– Ceux qui ont fait le coup ne vivent pas de l'air du temps. Ils ont un patron, et ce patron devra rendre des comptes. Souvenez-vous de la façon dont nos ancêtres ont lutté contre la piraterie. La règle était simple : pas un seul bateau pirate ne pouvait se ravitailler dans un port, et tous ceux qui leur fournissaient du ravitaillement étaient automatiquement écartés de la famille des nations. Souvenez-vous de ce qui est arrivé à Kadhafi lorsqu'il est devenu évident que c'était lui qui avait envoyé deux gentlemen mettre une bombe dans l'avion de la Panam. La Grande-Bretagne et l'Amérique ont tenu ferme durant dix ans, et c'est Kadhafi qui a finalement cédé.

– Encore faut-il identifier les coupables...

– Dans peu de temps, on saura qui est le groupe qui a fait le coup. Peut-être s'agit-il même d'un groupe mercenaire qui vit sous la protection de tel ou tel pays, qu'il s'agisse de l'Afghanistan, de l'Irak, de l'Iran, du Soudan... Mais, compte tenu de l'ampleur de l'attaque et de ses conséquences sur la civilisation occidentale, on ne peut pas attendre. Il ne s'agit pas d'une procédure judiciaire, mais d'une guerre contre la civilisation. Et nous ne pouvons pas attendre que ces messieurs du Hamas, du Hezbollah ou du Jihad lancent une nouvelle opération. Il est temps de rendre des comptes. Chaque nation doit répondre à cette simple question : êtes-vous décidé à coopérer pleinement pour éliminer les terroristes ?

– Vous poserez la même question aux pays arabes ?

– Et comment ! La communauté internationale n'a qu'une simple question à poser : de quel côté êtes-vous, point final. Nous leur dirons : vous pouvez accueillir des terroristes si vous le voulez, mais attendez-vous alors à des réactions. Tout le monde doit comprendre ce qui est en jeu et ne pas attendre que la même chose arrive chez soi avant de réagir.

– Pourquoi les services de ren-

seignement américains se sont-ils laissé surprendre ?

– Je préfère regarder vers l'avenir plutôt que de me poser ce genre de questions. Les Américains feront une enquête interne, mais ces groupes terroristes sont difficiles à pénétrer, surtout s'il s'agit de fondamentalistes. Peut-être aussi y a-t-il eu des erreurs, ce n'est pas le problème. Le véritable problème est de savoir si la civilisation occidentale est prête à relever le défi du terrorisme. Le temps est à l'action, pas à l'introspection.

» Face à une telle tragédie, il ne faut pas se laisser gagner par un sentiment de culpabilité. La seule cause de ce qui arrive, c'est la nature diabolique du terrorisme. Il est temps d'agir de manière collective et concertée ; de collaborer dans les domaines de renseignement autant que dans d'autres : l'opérationnel, l'économie, la diplomatie. Derrière

l'affrontement israélo-palestinien. Bien sûr, nous resterons fermes, nous combattons le terrorisme comme nous l'avons fait pendant des années. Mais je n'ai aucune illusion : même si Israël n'avait jamais existé, les terroristes, eux, seraient quand même là.

– Quel était l'objectif de ses attaques ?

– Ils veulent détruire le style de vie occidental, même s'ils ne le connaissent pas bien, en raison de frustrations diverses. Ils veulent menacer l'Occident, lui dicter ses choix, l'humilier. Aucun ordre mondial n'est possible si le moindre groupe de frustrés armés est à même de dicter son comportement au reste du monde. Notre droit à vivre normalement doit être défendu.

– Veulent-ils provoquer une guerre ?

– Non, je ne le pense pas. Mais

« Compte tenu de l'ampleur de l'attaque et de ses conséquences sur la civilisation occidentale, on ne peut pas attendre. Il ne s'agit pas d'une procédure judiciaire, mais d'une guerre contre la civilisation. »

tout cela, il doit surtout y avoir la volonté politique de mettre fin au terrorisme. Il faut appeler à une réunion internationale pour coordonner toutes les initiatives avec la participation de la Russie. Je connais Poutine. Je lui ai parlé après des attentats commis en Israël et en Russie, et je suis totalement convaincu qu'il comprend parfaitement les liens subtils unissant le terrorisme et le monde du trafic de drogue. Il est prêt à faire face.

– Vous croyez qu'Arafat pourrait participer à une telle réunion ?

– J'ai des raisons d'être très sceptique sur Arafat.

– Ces actions terroristes sont-elles liées à l'échec du processus de paix israélo-palestinien ?

– Le penser est une insulte à la mémoire des victimes. Laissez-moi vous rappeler que le premier attentat contre le WTC a eu lieu alors que le processus d'Oslo était à son apogée. Cette histoire touche à quelque chose de plus profond et de plus large, dépasse de très loin

nous ne devons pas permettre aux ennemis de la démocratie d'utiliser la liberté qu'elle offre pour la détruire.

– Qu'avez-vous pensé en voyant les images d'enfants palestiniens se réjouissant des attentats ?

– C'est consternant. C'est le résultat des incitations à la haine qu'Arafat autorise quotidiennement dans les rues palestiniennes. C'est le résultat de son choix. Il n'est pas surprenant que des gamins agissent de la sorte. La source du problème, c'est Arafat. Il n'a pas le caractère d'un Sadate ou du roi Hussein, sans parler de De Gaulle ou de Ben Gourion. Nous sommes prêts à prendre des risques très importants pour conclure un accord. Si nous n'y parvenons pas, il nous faut garder la tête froide et dire la vérité. Nous n'avons pas le choix, il faut rester ferme jusqu'à ce qu'une nouvelle direction palestinienne émerge et soit disposée à faire face aux réalités. Nous avons même un devoir d'autodéfense.

» Notre stratégie doit être en deux volets inséparables : d'une part, laisser grande ouverte la possibilité, à n'importe quel moment et sans autre condition que l'arrêt des violences, d'une reprise des négociations fondée sur les principes définis à Camp David ; d'autre part, et compte tenu du fait que nous n'avons pas trouvé de partenaire fiable, entamer dans les quatre prochaines années un processus de désengagement progressif qui préservera un Etat juif solide et distinct de l'entité palestinienne. Il faut nous concentrer sur le sort des 80 % des colons qui vivent dans 20 % des territoires et dire sans crainte que nous allons ramener les autres, par étapes, à l'intérieur des frontières d'Israël. Nous signalons ainsi aux modérés palestiniens comme au reste du monde qu'Israël ne souhaite plus gouverner un autre peuple.

» La séparation est le seul moyen d'avoir un Israël juif et démocratique. Faute de quoi nous vivrons sur un volcan, ou dans un pays d'apartheid, ou les deux. Nous séparer réduira aussi considérablement les risques d'attaques-suicides.

– Pourquoi ne pas évacuer tout simplement tous les territoires occupés ?

– Pourquoi devrions-nous récompenser la terreur ? Même s'il ne peut faire autrement que d'accepter l'existence de facto d'Israël, je soupçonne Arafat de n'avoir jamais accepté son droit moral à l'existence. Il ne reconnaît pas l'existence du peuple juif. Il sait qu'il existe une religion appelée judaïsme, mais ne reconnaît pas le droit naturel du peuple juif à une patrie. Il veut une patrie palestinienne et, à côté, un Etat binational qui, par le jeu démographique, deviendra peu à peu une autre Palestine.

» Il y a longtemps que j'avais des doutes sur Arafat. Je les ai gardés pour moi afin de laisser une chance à la négociation, de montrer que nous étions prêts à prendre des risques importants et calculés pour terminer le conflit. Mais nous sommes assez réalistes pour reconnaître que l'autre ne voulait pas. J'ai rencontré Arafat en tête-à-tête une bonne douzaine de fois. J'ai passé des heures et des heures avec lui, chez moi, chez Abou Mazen, chez d'autres. C'est un interlocuteur habile et fuyant. On ne sait jamais s'il agit par tactique pour simplement obtenir plus, ou par stratégie pour ne pas avoir à faire un choix historique.

» Il n'y avait pas de sympathie particulière entre Begin et Sadate, mais ce dernier était décidé à en finir, et il l'a fait. L'intérêt historique, c'est l'élément décisif. C'est une question de caractère : Arafat a refusé de signer car il ne parvient pas à se libérer de son ancienne identité de chef terroriste. C'est comme cela qu'il est devenu célèbre, et il ne parvient pas à affronter la réalité, de s'occuper d'éducation, de chômage ou de problèmes de canalisations. C'est une tragédie, mais c'est un fait.

– Les derniers événements doivent-ils inciter M. Bush à changer de politique au Proche-Orient ?

– Dans l'immédiat, certainement pas. Clinton et moi avons accepté deux fois de prendre des risques pour la paix. Je ne vois pas pourquoi nous accepterions n'importe quoi sous la pression de gens qui ne sont pas élus démocratiquement, mais nous sommes prêts à dire à Arafat : à la seconde où vous renoncez au terrorisme, nous acceptons de reprendre langue avec vous.

– Ce qui vient de se passer aux Etats-Unis jouera-t-il contre Arafat ?

– Je ne vois aucune liaison directe entre ces événements et Arafat. Mais il encourage quand même les siens à recourir au terrorisme. Après l'attentat contre la discothèque à Tel-Aviv, il a crié au complot du Mossad. Mais, le même jour, il envoyait un fax à la famille du terroriste en glorifiant son acte. Arafat, c'est la culture du double langage.

– Comment voyez-vous le futur de votre pays ?

– Il faudra parcourir encore un long chemin avant d'arriver à la paix. Mais, au moment même où une nouvelle direction palestinienne sera capable de prendre des décisions, elle aura en face d'elle un interlocuteur israélien prêt à discuter. »

Propos recueillis par
Jean-Marie Colombani,
Jean-Pierre Langellier
et Georges Marion

L'attaque qui va changer l'Amérique

par Phil H. Gordon

LES attaques terroristes du 11 septembre resteront sans doute dans l'histoire comme la plus atroce agression jamais connue. J'écris ces lignes alors que les équipes de secours sont encore mobilisées – et elles vont l'être longtemps – pour sauver des vies humaines sous les décombres du World Trade Center à New York et sur le site du Pentagone à Washington, là où des dizaines de milliers d'Américains s'étaient rendus, comme à l'accoutumée, à leur travail.

En de pareilles circonstances, la priorité absolue est de tout faire pour les victimes et leur famille et de tenter de rétablir les infrastructures nationales – transports, communications et marchés financiers. Cela risque de prendre plusieurs mois étant donné l'ampleur de la catastrophe.

Il faudra également attendre longtemps avant de pouvoir établir les faits et les responsabilités. Nous pouvons cependant être sûrs d'une chose : dans ce type de crise, les premières informations sont, en grande partie, ultérieurement démenties. Il serait donc dangereux de tirer des conclusions prématurées. Cela dit, alors que nous tentons de démasquer les coupables, nous pouvons avancer quelques éventuelles hypothèses et tout au moins affirmer que le débat politique, la gestion publique et les relations extérieures des Etats-Unis ne seront plus les mêmes.

Une première conclusion semble se dégager : la menace du terrorisme mondial est bien plus dangereuse et organisée que même les spécialistes les plus avisés ne pouvaient le penser. Au sein des agen-

ces de renseignement américaines, certains admettent déjà que, en dépit du travail qu'ils ont accompli durant ces dix dernières années, jamais ils n'avaient imaginé qu'une attaque aussi audacieuse et aussi bien orchestrée fût possible.

Nous ne saurions sous-estimer le savoir-faire, le temps, la préparation et la détermination qui ont dû être nécessaires pour mener à terme cette opération. Que dire en effet du déploiement, sur le territoire américain, de quatre équipes terroristes chargées d'embarquer sur des avions appelés à détruire des symboles de la puissance américaine ?

Une action d'une telle ampleur et d'une telle coordination a dû faire appel à des douzaines d'individus qui ont réussi à déjouer l'attention du contre-terrorisme américain. Il ne s'agit pas là d'un travail d'amateur.

Que l'on songe au groupe d'Oussama Ben Laden – que l'on accuse d'avoir perpétré les attentats contre les ambassades américaines en Afrique en 1998 et l'attaque de l'an dernier contre l'USS Cole au Yémen – ou à toute autre formation, il est clair que quelqu'un nourrit une haine profonde envers les Etats-Unis et dispose de surcroît d'une armée de terroristes formée et dévouée.

Les attaques de mardi auront également de profondes répercussions sur la politique et le budget de la défense des Etats-Unis dont la refonte était déjà à l'étude au Pentagone et au Congrès. D'aucuns diront que les attaques montrent à quel point le projet de défense antimissile du président Bush est déraisonné et qu'il est préférable de consacrer plus de res-

sources à ce qu'il convient d'appeler la « homeland defense », à savoir une meilleure protection des frontières et des transports, le renforcement des équipes de réaction rapide, la mise au point de vaccins contre les armes biologiques et le développement du réseau de renseignement.

D'autres rétorqueront que, si ces mesures sont effectivement nécessaires, le cauchemar de New York et de Washington confirme plus que jamais qu'il faut être en mesure de parer au pire. Alors que l'Amérique tout entière contemple sans discontinuer les scènes de destruction, qui, dans le monde politi-

convaincre. Il faudra surtout renforcer les « ressources humaines », c'est-à-dire les espions qui agissent sur place.

Depuis la fin de la guerre froide, les Etats-Unis n'ont cessé de couper les crédits et de réduire les effectifs, allant même jusqu'à interdire à la CIA de s'attacher les services de ressortissants étrangers plus utiles qu'intègres. Beaucoup n'hésitent pas à parler de « guerre » contre les Etats-Unis, ces restrictions risquent d'être remises en question, au même titre que le décret présidentiel interdisant les « assassinats officiels ».

Hélas, les attentats du 11 septem-

Depuis la fin de la guerre froide, les Etats-Unis n'ont cessé de couper les crédits et de réduire les effectifs dans le domaine du renseignement

que, oserait s'opposer à des mesures destinées à protéger les villes américaines contre des missiles nucléaires ?

La grande majorité des Américains s'accorderont à reconnaître la nécessité de renforcer l'appareil de renseignement de leur pays. Même si l'incomparable capacité des satellites-espions des Etats-Unis, cette fois-ci, n'a pas réussi à détecter l'imminence de l'attaque, il n'en reste pas moins que cet outil demeure indispensable.

Les Européens qui demandent aux Etats-Unis de démanteler leur réseau de stations d'écoute – le fameux « Echelon » – auront désormais encore plus de mal à les

bre obligeront les pouvoirs publics américains à prendre, sur le plan interne, des mesures de sécurité qui risquent de limiter les libertés individuelles de la société la plus ouverte de la planète. Protégés par deux océans et entretenant d'excellentes relations avec leurs voisins, les Etats-Unis n'ont jamais été contraints d'appliquer le genre de restrictions nécessaires dans les pays où le terrorisme et les détournements n'ont rien d'exceptionnel.

Il faudra maintenant s'armer de plus de patience pour prendre l'avion et pour entrer dans les bâtiments publics. Même nos paysages urbains risquent de changer. Le temps où l'on pouvait circuler en

voiture devant la Maison Blanche est peut-être à jamais révolu.

Il est certain que si l'on découvre les auteurs de ces atroces attentats, les représailles ne manqueront pas de se matérialiser énergiquement. S'il s'avère qu'Oussama Ben Laden est bien le commanditaire, comme l'indiquaient les premières informations, l'éventualité d'un ultimatum américain envers les talibans qui l'abritent ne doit pas être écartée. Les Etats-Unis doivent bien sûr garder leur sang-froid et éviter de mener des représailles inappropriées et contre-productives. Cela, cependant, ne doit pas nous empêcher de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour démanteler ce réseau terroriste qui a déjà fait la preuve de son pouvoir criminel de nuisance.

Il est tout aussi certain que, si les terroristes prétendaient plonger l'Amérique dans l'isolement, ils vont échouer. Les Américains parlent déjà d'un « deuxième Pearl Harbor » et rendent hommage à l'héroïsme d'une génération qui a réagi à l'attaque en se lançant dans la guerre. Comme le président George W. Bush l'a rappelé dans l'une de ses allocutions, l'Amérique a vaincu d'autres ennemis par le passé. Elle en fera de même cette fois-ci.

Cette agression contre les valeurs américaines, loin de provoquer le repli des Etats-Unis, ne fera que renforcer leur détermination.

Phil H. Gordon est directeur du Centre sur les Etats-Unis et la France à la Brookings Institution (Washington), ancien directeur des affaires européennes au Conseil national de sécurité.

La pathologie du monde

par Bernard Kouchner

NOUS sommes tous, aujourd'hui, désormais des Américains ; des Américains d'Europe. Les pères des victimes de New York ou de Washington furent à nos côtés contre l'horreur nazie. Nous devons aujourd'hui à leurs enfants, malgré nos divergences, la même solidarité sans faille et sans réserve face à cette nouvelle barbarie.

Il nous faut d'abord ne pas accepter. Ne pas accepter l'inhumanité parce que l'horreur nous submerge, que le nihilisme menace à nouveau, que le terrorisme sans frontière est devenu, pour certains, la règle. Il nous faut aussi ne pas dire « stupéfait », ne pas dire « inimaginable ». Cette horreur fut décrite, répétée, filmée, transformée en séries télévisées et en jeux vidéo pour les enfants du monde. Cette horreur a inspiré les adolescents. Elle a été donnée en modèle. A qui notre monde riche se donnait-il alors en spectacle ?

Le mardi 11 septembre 2001 on a déclaré la guerre à la démocratie. C'est bien aux valeurs de l'humanité que se sont attaqués les criminels. Ce n'est pas aux Américains que l'on s'en prend aujourd'hui mais bien à chacun d'entre nous, nous qui nous estimons démocrates, nous qui nous pensons des hommes libres. L'humanité ne saurait être un pacifisme. Peut-être lui faudra-t-il encore, comme parfois dans l'histoire, assurer sa survie avec force.

Pour autant il ne faut pas nous tromper de danger ni de cible. L'urgence est claire. Elle nous impose de ne pas lâcher les fils, ni celui de l'histoire du monde, de ses massacres et de l'Holocauste, ni celui du Moyen-Orient, de la nécessité d'un Etat d'Israël apaisé et des raisons qui fondent la création d'un Etat palestinien, un jour apaisé. Il nous faut aussi ne pas perdre le fil de la raison qui construira une paix entre les hommes, une mondialisation de la paix après d'autres soubresauts. Ne pas tenter de faire retourner vers l'arrière l'histoire d'un monde qui se transforme sous nos yeux. La Terre est ronde, petite de nos jours, et elle est à nous : richesse et pauvreté mêlées.

Il nous faut refuser le piège tendu vers la régression. Ne nous trompons pas d'ennemi. Ce n'est pas aux pauvres, à ceux qui aspirent au développement, qu'il faut déclarer la guerre. Ne confondons pas tout. Ne rangeons pas la pauvreté aux côtés du terrorisme au motif que tous deux s'enracinent, parfois ensemble, dans le désespoir. C'est le sort fait aux hommes, c'est l'injustice, qui créent les conditions de l'inhumain. La pathologie du monde, sa violence, est extrême. Plus que jamais nous devons faire œuvre de solidarité, d'abord envers les victimes de ce 11 septembre 2001, mais aussi envers tous les damnés de la Terre qui se refusent à emprunter le nouveau chemin de la terreur.

D'un côté le terrorisme, de l'autre la solidarité. Au-delà de la tragédie que nous vivons et traversons, tout demeure possible. Y compris le meilleur.

Bernard Kouchner est ministre délégué à la santé.

Une guerre du III^e millénaire

par Nadia Khouri-Dagher

CE n'est pas d'un acte terroriste – le plus terrible dans l'histoire du terrorisme – que les Etats-Unis ont été la cible le 11 septembre mais d'un acte de guerre. Et l'attaque de la Côte est peut-être considérée comme la première manifestation d'un nouveau type de guerre : celle qui oppose non pas deux Etats, ou deux coalitions d'Etats, mais qui oppose un Etat à la « société civile », représentée ici par des mouvements, groupuscules, associations, localisés ou ligüés entre eux à l'échelle internationale.

Il est symptomatique que l'attaque du 11 septembre survienne en ce moment charnière entre les XX^e et XXI^e siècles, où les organisations non gouvernementales émergent comme acteurs de la vie politique, économique, et sociale internationale. Le chemin de Seattle à Durban, qui a vu des groupements paysans ou des mouvements politiques s'exprimer et faire entendre leur voix au monde entier, aux côtés des gouvernements, passe aujourd'hui, tragiquement, par New York et Washington.

Ironie du sort : ce sont les Etats-Unis eux-mêmes, qui, depuis un quart de siècle, appellent de leurs vœux l'émergence de cette « société civile », et sa « participation » à la prise de décision politique. Tous les experts en développement le savent : la littérature grise sur le développement, depuis le milieu des années 1970, en appelle à un « désengagement de l'Etat » et à une participation accrue de tous les acteurs non étatiques à la vie publique : secteur privé, organisations non gouvernementales, groupements de villageois, associations de femmes, de jeunes, etc.

Cette attaque d'un nouveau type montre aussi que, désormais, ce n'est plus la puissance militaire qui est garante de la suprématie sur les autres nations, et du maintien de la paix et de la sécurité sur son propre territoire, mais la matière grise. L'information, l'organisation, les ressources humaines : voilà les seuls ingrédients qui ont rendu possible la plus terrifiante attaque non militaire à laquelle un pays ait jamais eu à faire face.

Les Etats-Unis ont été attaqués par leur propre flottille civile, et les

sur le matériel jusque dans le domaine militaire.

La guerre filmée en direct : c'est aussi, évidemment, en raison des images que la planète entière a pu voir en direct ou légèrement en différé que l'attaque du 11 septembre acquiert tout son poids. Et l'on peut soupçonner que la seule fonction du deuxième raid sur le World Trade Center n'avait que cette fonction-là : pouvoir être filmé, en direct, par les caméras dont on savait qu'elles seraient déjà sur place, à la suite du premier.

L'information, l'organisation, les ressources humaines : voilà les seuls ingrédients qui ont rendu possible la plus terrifiante attaque non militaire à laquelle un pays ait jamais eu à faire face

soldats malgré eux amenés à leur insu sur le champ de bataille furent, à côté des terroristes kamikazes, de simples civils américains en déplacement dans leur propre pays.

En cela, cette attaque est symptomatique de notre ère, qualifiée d'« ère de l'information et de la communication ». L'on sait que la suprématie économique d'une nation se fonde aujourd'hui non plus sur ses ressources matérielles – réserves en sous-sol, potentiel industriel, ressources agricoles – mais sur sa capacité à innover et à inventer : en un mot, sur l'intelligence humaine, dont les Américains avaient pourtant fait le sigle de leur agence d'espionnage. L'attaque contre les Etats-Unis signe ainsi la revanche de l'immatériel

Neuf heures à New York : le moment fut sans doute choisi pour être vu en direct l'après-midi en Europe et en Afrique, le soir et dans la soirée au Proche-Orient et dans le sous-continent indien, et en fin de soirée en Asie et dans le Pacifique. Cette volonté de donner à voir la guerre en direct, cette utilisation de la télévision à des fins de communication à l'échelle planétaire, reprend la tactique mise en œuvre pour la première fois par les Américains eux-mêmes lors de la guerre du Golfe.

Nul ne sait qui sont les auteurs de cette attaque, et les experts s'accordent à y voir, étant donné le niveau sophistiqué d'organisation qui lui fut indispensable, la participation nécessaire d'une ou de plu-

sieurs puissances ennemies. Le conflit israélo-palestinien, tenu pour alibi de cet acte, ne joue en réalité, au sein du monde arabo-musulman, que le rôle de catalyseur de frustrations et de ressentiments qui le dépassent largement et qui se sont exacerbées depuis la guerre du Golfe, vécue comme une humiliation.

Le ressentiment contre la puissance américaine lui-même dépasse aujourd'hui largement l'aire arabo-musulmane, pour s'étendre à d'autres pays du Sud, à ceux que Frantz Fanon appelait les « damnés de la Terre ». Car le mouvement antimondialisation, qui est l'enfant de la crise économique mondiale, et qui se fait entendre depuis quelques années, peut être lu comme un mouvement anti-américanisation : le modèle économique, social, et politique induit par ce que l'on nomme mondialisation est en réalité le modèle américain, fondé sur le libéralisme économique, le règne de l'individualisme et le retrait de l'Etat des systèmes de protection sociale.

Et l'homogénéisation culturelle induite par la mondialisation est

un autre mot pour dire l'américanisation des cultures locales, de l'alimentation aux programmes télévisés en passant par l'habillement et la musique entendue. Américanisation qui est vécue dans nombre de pays du Sud comme une forme d'agression. Cela ne signifie évidemment pas que de braves ONG paysannes ou féminines soient les commanditaires de cet acte militaire et sanglant. Mais cet acte peut être lu comme une conjonction historique, un moment particulier dans l'histoire.

Les Etats-Unis s'étaient rendus maîtres du monde, durant la seconde moitié du XX^e siècle, par leur puissance industrielle et militaire, et leur capacité à exporter leur modèle de civilisation dans le reste du monde. L'attaque du 11 septembre signe peut-être la fin de cette hégémonie sur le reste du monde, la fin tardive du XX^e siècle.

Nadia Khouri-Dagher, spécialiste du développement et anthropologue (monde arabe et pays du Sud), travaille à l'Agence de la francophonie.

AU COURRIER DU « MONDE »

TOTALITARISME ET MODERNITÉ

L'attentat multiforme du 11 septembre 2001 n'intervient pas contre la politique de soutien à Israël mais contre la société moderne dont les Etats-Unis sont l'emblème. De la même façon, l'attentat à la discothèque de Tel Aviv n'était pas seulement l'expression exacerbée de désespérés plus ou moins manipulés, mais aussi et surtout le signe d'un totalitarisme en marche

qui interdirait toute discothèque, même palestinienne. Les masques sont tombés.

Lucien-Samir Oulhabib

LE RETOUR D'ALIEN

C'est bizarre, la capacité d'ingestion d'une conscience individuelle : comme un boa capable d'ingurgiter des proies géantes, ça peut s'élargir, se dilater jusqu'à absorber un monstre car comment nommer autrement ce qui vient de surgir de toute sa hideur devant la face humaine ? Un monstre à dimension

planétaire, à ramifications innombrables, quelque chose comme un alien perforant les entrailles de l'anthropos occidental et engendrant soudainement l'incalculable. (...) La guerre de Troie a bien eu lieu et la conscience universelle est en train de se régler, de s'adapter à cette chose énorme qui laisse la terre atterrée, elle est en train, comme on dit, de « réaliser », c'est-à-dire de transformer le nouveau en ancien, l'inconnu en connu, l'indescriptible en formulable. (...)

Jean-Michel Couvreur

Do you speak español ?

L'enseignement des langues étrangères à l'école primaire : une priorité pour l'avenir.

Un cahier spécial de 16 pages

vendredi 14 septembre

Le Monde

daté 15

Dans le monde musulman : rage et désolation

AL QUDS AL ARABI (Londres)
L'Etat le plus haï du monde

Les Etats-Unis pointent déjà un doigt accusateur sur Oussama Ben Laden. Et certains parlent d'une vengeance à grande échelle. Mais que vont-ils bien pouvoir faire? (...) Nous sommes désolés de la mort de dizaines de personnes aux Etats-Unis et ne pouvons que condamner cet acte de terrorisme qui ne sert aucune cause, quelle que soit sa justesse. Mais en même temps, nous avons le devoir de demander aux citoyens américains de s'interroger sur les raisons qui font des ambassades, des gratte-ciel et du Pentagone autant de cibles pour les terroristes. La politique extérieure américaine, qui perçoit l'univers à travers un prisme israélien, soutient sans réserve les agressions israéliennes et impose un embargo à des Etats arabo-islamiques. L'Amérique s'expose ainsi à être l'Etat le plus haï du globe. (Editorial)

AS SAFIR (Beyrouth)
L'arrogance de l'Amérique punie par un ennemi sans nom

Hormis Pearl Harbor, les Etats-Unis n'ont connu aucune agression militaire de grande ampleur, ni aucune invasion. Cette « géopolitique de l'insularité », pour reprendre l'expression du politologue Alain Joxe, combinée à une supériorité militaire dans tous les domaines, a créé un sentiment de sécurité absolue chez les Américains, qui débouche sur une vision stratégique selon laquelle il est désormais possible de tout s'approprier, ignorant dès lors que le monde est aussi une association de nations et de peuples qui organisent leurs relations sur la base du respect de la souveraineté nationale de chaque Etat. Cette vision est l'une des causes de l'arrogance qui constitue une caractéristique majeure de la politique étrangère américaine. (...) Cette vision stratégique est aujourd'hui mise au défi. (...) Si la mondialisation signifiait jusque-là la levée des obstacles devant la circulation des biens et des capitaux, elle annonce également une plus grande liberté de mouvement pour les réseaux organisés internationalement, qu'il s'agisse de bandes criminelles ou d'organisations religieuses et politiques. (...) Dès lors, le chef d'un groupe révolutionnaire sud-américain ou bien l'« émir » d'un réseau islamiste, où qu'ils soient, peuvent défier la superpuissance américaine jusque chez elle. Dans un contexte où l'on peut s'attendre à des alliances entre des Etats et des organisations dont l'intérêt réside dans la déstabilisation de l'ordre mondial actuel, on se trouve aujourd'hui dans un cadre international où l'ennemi direct et clairement identifiable a disparu, mais où plane une menace qui n'a pas de nom. (Walid Sharara)

L'hebdomadaire « Courier International » donne une large place, cette semaine, aux réactions des médias des pays arabes et musulmans. Le ton y est souvent très différent des approches occidentales

LE JOURNAL TÉLÉVISÉ IRAKIEN (Bagdad)

Une défaite historique
Le cow-boy américain récolte les fruits de ses crimes contre l'humanité. C'est une journée noire dans l'histoire de l'Amérique qui connaît aujourd'hui le goût amer de la défaite après ses crimes et son mépris pour le désir des peuples de vivre librement et décentement. (...) Ces explosions massives dans les centres de pouvoir des Etats-Unis constituent une gifle douloureuse destinée à obliger les hommes politiques américains à mettre un terme à leur hégémonie illégitime et à leurs tentatives d'imposer leur tutelle aux peuples.

AN NAHAR (Beyrouth)
L'impuissance croissante d'une superpuissance

Selon le président Bush, les attaques terroristes visaient la liberté (...) Il serait plus exact de dire que c'était la force qui était visée, celle de la plus grande puissance du monde (...) Il y a désormais quelque chose dans la nature de cette superpuissance qui la rend impuissante par rapport à ce qui est terrifiant. Elle est non seulement incapable de se défendre, mais elle ne parvient plus (...) à produire des solutions politiques. Cette tragédie illustre le fait que l'incapacité d'une puissance terrifiante augmente en même temps que croît sa grandeur et sa capacité de terreur, au point qu'elle en devient incapable d'assurer sa propre défense. (Ghassan Tuéni)



LA TRIBUNE (Alger)
Israël, premier bénéficiaire de cette agression

Les puissances mondiales sont sur le pied de guerre contre « les commanditaires » de l'apocalypse vécue mardi dernier. Les services secrets américains et ceux de tout l'Occident privilégient officiellement la piste Ben Laden. Manifestement, le paria saoudien est le « coupable » parfait. Ben Laden, qui a financé des mouvements terroristes, y compris algériens, et a commandité des actes ignobles dans différents pays, continue de menacer la stabilité de régions entières. A ce titre, il devient la cible légitime de tout pays menacé par ses agissements sa folie meurtrière (...)

Les effets de l'action terroriste contre les symboles de la puissance américaine n'ont pas tardé à se manifester dans la sphère arabo-musulmane en général et chez les Palestiniens et les mouvements islamistes en particulier. L'autoculpabilisation est si perceptible que l'Intifada semble baisser d'un cran et paraissait hier tétralisée face à la puissance de feu israélienne qui profite de ce sentiment de désarroi. Israël est le premier bénéficiaire des implications militaires et politiques de cette agression. (Abdelkrim Ghezali)

LE QUOTIDIEN D'ORAN
Les Etats-Unis payent vingt ans de liaisons dangereuses

Les attentats terroristes de New York et de Washington signent une

fracture irrémédiable entre les Etats-Unis et l'Internationale islamiste, qui a profité pendant deux décennies de l'appui des administrations américaines. Après avoir bénéficié de l'héritage des services de renseignements britanniques (SAS) durant les années 1940-1950, qui avaient contribué à renforcer les mouvements islamistes en Egypte et dans l'ensemble du Moyen-Orient et après avoir permis à l'Arabie Saoudite d'alimenter financièrement ces mêmes mouvements dont celui des Frères musulmans, afin de contrer la revendication nationaliste arabe, jugée procommuniste, les Etats-Unis ont mis directement la main à la pâte (à la fin des années 1970), en encourageant le mouvement des « Afghans » arabes, qui partaient s'entraîner à Peshawar (Pakistan) afin de « casser du rouge ». Ce processus de maturation avait atteint son plein régime avec l'éminence grise de Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski. (...) Une bonne partie de l'administration américaine, si elle n'instrumentalisait pas directement les mouvements islamistes via Riyad ou Islamabad, tolérait du moins les agissements des principales factions qui ont essaimé le Moyen-Orient, le Maghreb, le Caucase et le Sud-Est asiatique. (...)

Une fracture est intervenue, dès lors que le conflit afghan s'est embourbé dans des luttes de clans, et les Afghans arabes se sont sentis abandonnés par leurs sponsors du golfe

Persique tout comme par les Etats-Unis. Certains d'entre eux trouvent d'autres « causes » à défendre, en Bosnie-Herzégovine, en Tchétchénie ou au Cachemire, alors que d'autres furent réexfiltrés dans leurs pays d'origine pour y mener un djihad local, comme en Algérie, en Egypte ou au Yémen. (...) Les voitures piégées devant les ambassades des Etats-Unis à Nairobi, la capitale du Kenya, et à Addis-Abeba, la capitale de l'Ethiopie, ont focalisé l'attention des services américains contre la menace numéro un qu'est devenue leur ancien sous-traitant, Oussama Ben Laden, [qui] continuait de narguer les Américains depuis son refuge afghan, protégé par un régime taliban, lui-même création de l'Internal Security Intelligence [ISI], les services secrets pakistanais, soutien indéfectible de la CIA. (...) Adeptes des compromis avec l'islamisme, les Etats-Unis paient le prix fort d'un Frankenstein qu'ils ont naguère alimenté jusqu'à l'âge adulte. (...) Samuel Huntington, ce professeur américain qui prédisait une « fracture immense » en ce début de siècle entre l'Islam et l'Occident, aura vu juste. Malheureusement. (Mounir B.)

THE NEWS (Karachi)
Pas de représailles aveugles !

La détermination désespérée des auteurs de ces attentats (...) montre à quel point la fureur de certains individus, groupes et organisations envers les Américains a atteint un

paroxysme. Non seulement ils sont prêts à tous les sacrifices, mais le sort de centaines et de milliers de victimes innocentes leur importe peu. Si l'Amérique se préparait pour l'Apocalypse, elle n'aura pas été déçue (...) Plus d'une fois, lors d'incidents moins graves, les musulmans ont été prématurément désignés comme coupables et pris pour cible (...) Les représailles aveugles doivent à tout prix être évitées. (Editorial)

BUSINESS RECORDER (Karachi)
Washington ne comprend rien

Il est fort possible que les attaques menées contre le World Trade Center et le Pentagone, suivies par une pluie de missiles sur Kaboul fassent partie intégrante d'un vaste plan satanique conçu et mené par des personnes bien placées dans l'administration militaire américaine (...) Nous sommes de tout coeur prêt à lutter contre le terrorisme. Mais les termes utilisés par le président Bush et les moyens envisagés ne serviront qu'à nourrir de nouveaux terroristes. Car les responsables politiques, les intellectuels et les médias américains confondent souvent crime et terrorisme. (Editorial)

YENI SAFAK (Istanbul)

Le mythe de la sécurité s'écroule

Ce n'est pas seulement le World Trade Center ou le Pentagone qui se sont effondrés. C'est également Hollywood qui avait fait croire aux Américains qu'ils vivaient dans un monde en sécurité (...) Les héros qui avaient dédié leur existence à l'existence de leur pays ne se sont pas projetés sur l'écran à la dernière minute pour arrêter les avions kamikazes (...) Mais le sentiment d'horreur répandu est encore plus grand, car cette fois-ci tout est vrai, sans doublages ni effets spéciaux. (Mustafa Karaalioglu)

JOURNAL DU JEUDI (Ouagadougou)

Mondialisation du voyeurisme

La guerre avait inventé, en 1914, la mondialisation avant la date. C'est malheureusement par le biais du pire que Dar es-Salaam, Jérusalem et New York sont logées à la même enseigne. Evidemment, la nouvelle technique des kamikazes est difficilement applicable en Afrique. Imaginez deux terroristes synchronisés qui attendent pendant vingt-cinq heures qu'Air Afrique confirme son décollage. Pourtant, on assiste à une mondialisation des spéculations boursières, des actions terroristes, mais aussi du voyeurisme, via CNN, télé-réalité poussée à son paroxysme. (Damien Glez)

Page réalisée
par Claude Leblanc
(Courrier international),
S. Cypel et P. de Beer

Photos ou vidéos : la catastrophe de New York inaugure un nouveau rapport à l'image

DES vidéos ou des photos ? Les deux. Les genres se complètent mais le match est déséquilibré. Les images télévisées, par leur avance et leur audience, la répétition des catastrophes, leur force extraordinaire, résonnent dans les esprits, deux jours après l'apocalypse new-yorkaise. Il faudra du temps pour que les photos s'affirment, pour se rendre compte que, plus largement, le « mix » d'images fixes et animées, réalisées au World Trade Center ce 11 septembre, constitue une date dans l'histoire du journalisme visuel.

Il est rare qu'une image montre un fait en « flagrant délit ». Certains sont donc catégoriques : « Le siècle est jeune mais, pour nous, c'est l'histoire du siècle », dit Jean-Pierre Pappis, rédacteur en chef du bureau new-yorkais de l'agence photographique Gamma, qui diffusait des photos et un film du drame. A notre connaissance, les images de télévision prises, en quelques heures à peine, des Twin Towers n'ont pas d'équivalent. Elles déjouent la formule selon laquelle « les films passent, les photos restent ». La photo de la petite Vietnamiennepalmée ou celle du chef de la police de Saigon faisant sauter la tête d'un membre du Vietcong sont dans les mémoires. Mais qui se souvient que ces scènes ont aussi été filmées ?

Eh bien, dans dix ans, on se sou-

viendra d'abord des images filmées du World Trade Center. « C'est un événement télévisé contre lequel on ne peut lutter. Tout mon service regardait CNN », dit Jean-François Le Mounier, responsable photo de l'AFP. Le basculement est inédit. Il y a bien sûr les chaînes thématiques, locales et nationales, qui pulvèrent à New York, reléguant le Vietnam télévisé des années 1960 à un bricolage. Il se trouve aussi que les cinq « temps forts » – deux tours touchées, trois tours effondrées – ont été filmés dans des conditions « idéales », par beau temps.

On a cru, dans la journée, et Le Monde a rapporté cette information, que l'impact sur la première tour (nord) n'avait pas été filmé. En fait, un jeune Français, Jules Naudet, a enregistré la scène en contre-plongée, depuis la chaussée. Ce film, confié à l'agence Gamma, n'a été diffusé sur CNN que vers minuit (6 heures du matin en France). « Il y a toujours un témoin qui « tient » l'événement », répétait Roger Théron, ancien patron de Paris Match et disparu il y a peu. La « récup » d'images est une « règle du métier », ajoute Göksin Sipahioglu, le patron de l'agence photo Sipa. Ces films amateurs concernent surtout des accidents – avions qui tombent, explosion de la navette américaine Challenger, en 1986. Là, l'événement est autrement plus important ; l'AFP affirme avoir diffusé en trois heures

plus de « flashes » (les dépêches les plus importantes) que pendant une année.

Parce que les télévisions étaient en alerte, le deuxième avion, celui qui a fait exploser la tour sud, a été filmé sous six angles différents, a-t-on constaté lors d'un reportage de France 2, dans la soirée du 12 septembre, chacun étant digne du plus impressionnant des films-catastrophes. Si l'on ajoute le film tourné par un médecin surpris dans la rue par la chute de la tour nord – « Je vais peut-être mourir... » – avant d'être submergé par une avalanche de décombres, le public a eu accès à une « visibilité » des faits qui se situe à l'exact opposé de la « guerre en direct », en fait opaque, filmée par CNN pendant la guerre du Golfe, en 1991.

L'impact des images télévisées est tel que ces dernières ont concurrencé les photos sur leur propre terrain. Nombre de quotidiens européens, le lendemain du drame, ont publié des documents « capturés » sur l'écran de télévision « griffés » CNN, ABC ou CBS, afin de retenir un « moment décisif » ou de décomposer le déplacement de l'avion jusqu'à l'impact. La photo la plus troublante est ainsi une contre-plongée extrême, où l'on voit la moitié de l'avion encastré dans l'immeuble, tel un montage surréaliste – un film arrêté, en fait. « Une douzaine de ces video grabs nous ont permis de « couvrir » les deux premiè-

res heures en attendant nos photos », explique Jean-François Le Mounier.

Ce phénomène de brouillage par les « captures d'écran » est apparu durant la guerre du Golfe, où le terrain fut sévèrement fermé aux photographes, obligés de braquer leur objectif sur CNN. Le résultat était techniquement médiocre puisqu'il fallait photographier l'écran télé. Grâce aux caméras numériques, le procédé s'est fortement perfection-

né par le nombre et la qualité, sur le drame new-yorkais, et les pages des journaux européens, pour que se définisse une répartition des rôles. La télévision livre des documents, des moments bruts d'histoire, précis et effrayants, sur deux bâtiments de verre et de fer. « Pour l'avion qui s'écrase, la télévision est irremplaçable », confirme Jean-François Le Mounier. Mais les « caméras de surveillance » de CNN, braquées dans les airs, dans

Les images de télévision prises, en quelques heures à peine, des Twin Towers n'ont pas d'équivalent. Elles déjouent la formule selon laquelle

« les films passent, les photos restent »

né au point d'avoir parfois du mal à distinguer, dans un quotidien, l'extrait vidéo de la photo. Le video grab, généralisé à New York, est « incontournable depuis trois ans », dit Jean-François Le Mounier, qui ajoute que des chaînes d'information, comme Visnews (Reuters) et APTN (AP) possèdent des « services spécialisés dans la réalisation de photos à partir d'un film ».

La vraie photographie a pourtant sa place. Il suffit de consulter la production phénoménale des agences,

un temps flottant, sont aussi un œil irréel, méconnaissent cette humanité que les photographes, plus proches du désastre, tentent de traduire.

« La télé, c'est 90 % les avions et les immeubles qui s'effondrent. Il reste au photographe à montrer la ville dans l'apocalypse. Cet événement, c'est le photjournalisme qui repart », dit Cyril Drouhet, rédacteur en chef de Gamma, qui fait référence à la crise économique que traversent les agences photo et

dessine donc un autre enjeu. AP, qui a proposé 290 photos en quelques heures, ce qui est énorme, a monopolisé les publications en Europe. Pour Olivier Nilsson, du service photo à Paris, la production photo est « aussi forte que les vidéos ». Il faudra attendre les hebdomadaires illustrés, les « spéciaux » de Time et de Newsweek, en fin de semaine, pour le vérifier.

Le numéro de Paris-Match, avec trente-quatre photos montées dans l'urgence, est aussi, comme dit Olivier Royant, directeur adjoint de la rédaction, une façon de « montrer que la photo a encore sa chance. On a pris les images de télé en pleine tête, mais, aujourd'hui, ce sont les photos qui nous bouleversent, notamment ces dizaines de personnes qui passent la tête à la fenêtre et appellent au secours ». Raconter le drame en images jusqu'à l'instant où Bush apprend la catastrophe, avec une seule « capture d'écran » (la seconde tour touchée), en offrant ses pages aux agences « magazine » (Sipa, Corbis-Sygma, Gamma), est aussi une façon de donner un peu de confiance à un métier déboussolé. Etaler, pour clore le dossier, une vue nocturne de la baie de Manhattan dominée par les Twin Towers, étincelantes comme des diamants, permet de contempler une dernière fois un paysage que seule une image fixe peut traduire.

Michel Guerrin

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Repenser le terrorisme

LES attaques terroristes menées le 11 septembre à New York et Washington, la riposte promise par le président George W. Bush soutenu par les alliés européens des Etats-Unis vont amener les dirigeants occidentaux à repenser leur idée même du terrorisme. Derrière ce terme se cachent des interprétations différentes, non seulement entre l'Amérique et l'Europe, mais au sein même des Quinze, comme vient de le constater pour le déplorer la Commission de Bruxelles. Comment combattre ensemble un fléau si l'on n'est pas d'accord sur sa définition ?

Force est de constater que, du Pays basque à l'Irlande du Nord, de la Tchétchénie au Proche-Orient, de l'Algérie aux Balkans, les Occidentaux, pour ne s'en tenir qu'à eux, n'ont pas toujours eu la même conception du terrorisme et des rapports se portent sur le milliardaire d'origine saoudienne Ben Laden, il est difficile de ne pas rappeler que ce même Ben Laden a été naguère formé et utilisé par la CIA pour lutter contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Est-ce à dire qu'il y aurait selon les lieux et les moments des « bons » et des « mauvais » terroristes ?

Non sans un certain cynisme, le pouvoir militaire en Algérie feint de regretter que la communauté internationale, justement indignée par les attentats à New York et Washington, se soit posé des questions sur la légitimité de la politique d'« éradica-

tion » menée contre les islamistes algériens. Quant à Vladimir Poutine, il avait déjà arraché à George W. Bush, lors de leur première rencontre en juin, et plus récemment au premier ministre israélien Ariel Sharon, des déclarations communes condamnant le terrorisme islamiste. Il peut estimer aujourd'hui sa rhétorique contre les « terroristes tchétchènes » renforcée par les attentats du 11 septembre et espérer faire oublier que le pouvoir russe a délibérément déclenché, à l'été 1999, une guerre sans pitié contre la petite République indépendante de Tchétchénie.

Slobodan Milosevic, dont les méthodes au Kosovo étaient aussi condamnables mais plutôt moins brutales que celle de Vladimir Poutine en Tchétchénie, n'a pas eu droit à la même indulgence. A juste titre. Mais l'UCK, qui eut son utilité dans la lutte contre le dictateur de Belgrade, n'était pas seulement un rassemblement de combattants pour la liberté. Les métastases de la guérilla kosovare en Serbie du Sud et en Macédoine le montrent.

Autrement dit, il est arrivé à la communauté internationale et aux Etats-Unis de n'être pas toujours très regardants sur les alliés qu'ils se donnaient. Cette remarque n'explique aucun des actes barbares commis au cours des derniers jours et constitue moins encore une esquisse de justification. Elle est là uniquement pour souligner que la lutte contre la terreur, pour être efficace et légitime, ne doit souffrir ni exception ni compromission. Ici moins qu'ailleurs, la fin ne saurait justifier les moyens.

LES MORTS ne sont ni enterrés ni même comptés, New York, Washington et le monde entier tremblent encore sous le choc, mais on pense, forcément, à la suite. Est-ce vraiment la guerre, « la troisième guerre », « la nouvelle guerre », dont le départ a été lancé par un nouveau Pearl Harbor, comme on l'a beaucoup titré et écrit, en Amérique, mais aussi en Europe ? Et les Etats-Unis vont-ils y répondre comme un pays auquel on a déclaré la guerre ? Oui, semblent répondre les responsables américains. « Ce n'est pas seulement une guerre contre les Etats-Unis, c'est une guerre contre la civilisation », a déclaré le secrétaire d'Etat Colin Powell. Et ce général, considéré comme l'un des hommes les plus modérés de l'actuelle administration, ajoute : « Ils veulent que nous agissions comme si nous étions en guerre, et nous allons le faire. » Et tant pis si c'est là, selon sa propre analyse, suivre les plans élaborés par « l'ennemi ».

« Nos forces armées sont puissantes, et prêtes », avait déclaré plus tôt le président Bush, donnant en même temps une idée de ce que pourrait être la réponse américaine : « Nous ne ferons pas la distinction

entre les terroristes et ceux qui leur donnent l'hospitalité. » C'est à peu près ce que réclament divers sénateurs, républicains mais aussi démocrates, sans parler d'Henry Kissinger ou évidemment de William Safire, faucon de toujours, qui appelle, lui, de manière générale, aux frappes préventives. Un autre commentateur, Robert Kagan, remarquant fort justement qu'on ne sait pas encore qui sont les coupables, et donc les ennemis, appelle tout simplement le Congrès à « déclarer immédiatement la guerre ». Sans qu'il lui soit besoin de dire à qui...

« FINIR » LE TRAVAIL DE 1991

En Israël, certains ont déjà franchi un pas de plus. Le quotidien Haaretz rappelle qu'après Pearl Harbor il y a eu Hiroshima, un Hiroshima qu'il semble presque appeler de ses vœux. L'ancien premier ministre Benyamin Nétanyahou pense, lui, qu'il est urgent de « détruire les régimes terroristes, à commencer par l'Autorité palestinienne ». Plus sobrement, le quotidien Yediot Aharonot fait remarquer que désormais « la liberté d'action de ceux qui combattent le terrorisme sera pratiquement absolue aux yeux des Américains »,

autrement dit qu'Israël aura carte blanche. Les dix Palestiniens tués, sans raison très apparente, dans les heures qui ont suivi l'attaque contre les Etats-Unis pourraient être une première illustration de cette thèse.

L'Amérique a été attaquée dans sa chair et ses symboles. Elle a été insultée sur son propre sol pour la première fois depuis près de deux siècles. Le besoin impulsif de répondre, la nécessité « politique » de le faire, semblent presque irrésistibles, pour cette administration comme pour toute autre. On ne défie pas impunément la première, la seule puissance du monde. « Don't mess with the US », « Ne vous frottez pas aux Etats-Unis », proclamaient fièrement des autocollants en 1991, à l'époque où les forces américaines et alliées avaient écrasé une armée irakienne présentée bien abusivement comme la quatrième armée du monde.

Dix ans plus tard, combien forte est la tentation, non pas seulement de recommencer, mais de « finir » le travail, une fois pour toutes. D'éradiquer, définitivement on suppose, les terroristes et les Etats qui les accueillent, ou au moins de faire un exemple avec un de ces « Etats voyous » à la liste desquels on va sans doute ajouter désormais l'Afghanistan, repaire de Ben Laden.

Il y a pourtant, moins fortes, et plus isolées, des voix qui appellent à raison garder. En Europe, elles sont encore timides, tant il est impératif et naturel d'affirmer d'abord sa solidarité dans l'épreuve avec les Etats-Unis, comme vient d'ailleurs de le faire l'Union européenne. Mais le ministre norvégien des affaires étrangères s'est tout de même permis d'espérer qu'il n'y aurait pas « de représailles irrationnelles ».

Aux Etats-Unis aussi – et sans même parler des représentants de la communauté musulmane, placée dans une position plus inconfortable que jamais –, on peut déjà entendre quelques mises en garde. « Il est facile de commencer des guerres, et difficile d'y mettre fin. C'est une règle que les terroristes auraient été sages de garder en mémoire, et c'est une règle qui devrait guider les responsables américains », écrit David Ignatius, un commentateur spécialiste du Proche-Orient. William Pfaff, Américain de Paris et souvent non conformiste, va, lui, beaucoup plus loin. Pour lui, « l'inutilité pratique de la vengeance a été démontrée à de multiples reprises », tout particulièrement au Proche-Orient. Et, dans la mesure où il sera toujours impossible de rendre invulnérable le territoire américain, la seule « réelle défen-

se est un effort sérieux, durable et courageux pour trouver des solutions aux conflits nationaux et idéologiques qui impliquent les Etats-Unis. » Et tout particulièrement celui du Moyen-Orient, où les Etats-Unis n'ont jamais voulu « agir de manière impartiale avec les deux parties ».

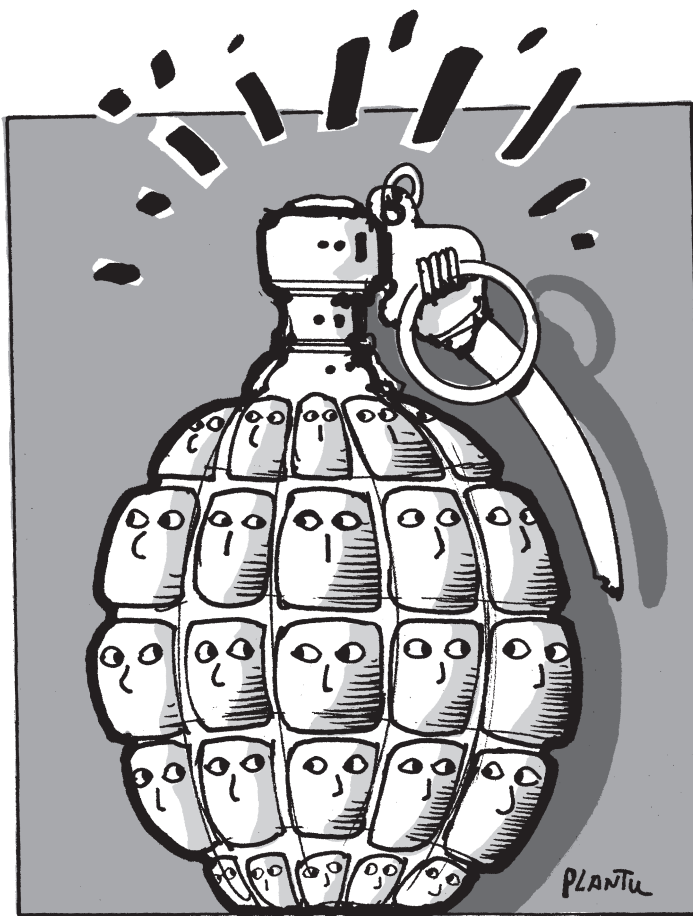
Ce genre d'arguments, serait-il possible, aujourd'hui, de les présenter non pas dans les colonnes d'un journal, mais à la Maison Blanche, au Congrès ? Il est de toute évidence beaucoup plus facile de frapper, même un peu au hasard, que d'essayer de comprendre pourquoi l'Amérique peut être haïe à un tel point que certains Palestiniens se réjouissent ostensiblement, et de manière suicidaire pour leur propre cause, quand elle saigne. Plus facile de s'appuyer, des décennies durant, sur les seules vertus du rapport de forces que d'essayer de trouver, et pas seulement au Moyen-Orient, des solutions au moins à peu près équitables. Plus facile d'appeler de manière hautement sélective à la défense des droits des hommes et des peuples, et de fermer les yeux quand il apparaît qu'il n'y a pas d'inconvénient grave à le faire. Et il est infiniment dangereux de croire que l'on peut, année après année, frapper où on veut et qui on veut, avec ou sans le couvert de l'ONU, sans être un jour, à son tour, touché, fût-ce « lâchement », comme l'a dit M. Bush.

LE TEMPS DE LA RÉFLEXION

Si les attaques contre New York et Washington sont une guerre, il s'agit surtout, et quels que soient le nombre, tragique, des victimes et l'importance symbolique, affective, des lieux visés ou détruits, d'une guerre psychologique. Et donc d'un test de sang-froid et de clairvoyance. George W. Bush, s'adressant à ses compatriotes, a parlé de la « colère inflexible et tranquille » de l'Amérique. Cela peut vouloir dire, banalement, que la vengeance est un plat qui se mange froid, mais aussi, peut-être, qu'au-delà de la rhétorique guerrière, l'administration américaine entend se donner le temps de la réflexion.

Il serait hautement opportun de l'y encourager, en y mettant les formes, et beaucoup d'expression de solidarité, pour ne pas aboutir au résultat inverse. L'Amérique a reçu une terrible giflette, et l'on ne peut lui demander de tendre l'autre joue. Mais on pourrait espérer qu'elle se décide à regarder la réalité en face, et pas seulement à travers une lunette de visée.

Jan Krauze



Yasser Arafat pris au piège

Suite de la première page

Que craignent les Palestiniens ? D'abord une répression immensément accrue (mercredi, 11 Palestiniens ont été tués par l'armée, dans l'indifférence générale). Peut-être l'expulsion d'Arafat. Son assassinat, qui sait ? Jusqu'à la tentation, pour Israël, de « finir la guerre de 1948 », comme l'a récemment revendiqué Ariel Sharon. Les déclarations récentes, à faire frémir, de deux ministres israéliens fascistes sont désormais prises avec plus de sérieux. Le premier, Rehavaam Zévi, propose de « transférer » tous les Palestiniens « à l'est du Jourdain ». Le second, Avigdor Lieberman, a récemment présenté à Ariel Sharon un « plan de cantonisation » des Palestiniens sur 40 % des territoires occupés, proposant d'y envoyer aussi... le million de Palestiniens de nationalité israélienne !

Dans l'ouragan huttingtonien qui emporte commentateurs et politiciens israéliens – « maintenant le monde civilisé a compris à qui nous avons affaire » –, un homme, Shimon Pérès, a résumé, mercredi, ce que pourrait être une offre israélienne « raisonnable » au président Arafat. Ce dernier, a-t-il déclaré, « a une véritable occasion d'abandonner le monde du terrorisme. Le vrai test est maintenant. Il ne peut plus jouer avec la terreur et en même temps être accepté par le monde. Après ce qui est arrivé, il doit choisir. (...) Si les Palestiniens se maintiennent dans le terrorisme, la rage du monde entier s'abattra sur eux ».

Là est, pour Arafat, la menace immédiate. Jusqu'au 11 septembre, le président palestinien a pu espérer que l'Intifada, après bien des souffrances, se terminerait par un succès

politique, comme la précédente. Il pouvait croire que les Israéliens s'useraient avant son peuple (des colons de la vallée du Jourdain ne commençaient-ils pas à rentrer en nombre en Israël ?). Qu'une « internationalisation » du conflit s'imposerait peu à peu, comme s'était imposée la conférence de Madrid à l'orée des années 1990. En secret, les contacts se poursuivaient avec des responsables israéliens. Nabil Shaath a rencontré plusieurs fois ces derniers mois à l'étranger Yossi Beilin, la « colombe » travailliste israélienne, pour « affiner » les aboutissements informels de la conférence de Taba. Car, espérait Yasser Arafat, lorsqu'on reviendra à la négociation, celle-ci repartira « de Taba », ces pourparlers de janvier 2001 dont on sait aujourd'hui qu'Israël s'y montra disposé à aller bien au-delà des propositions de Camp David, sur les frontières, les colonies, Jérusalem et même le « principe » du droit au retour des réfugiés.

ETRE DANS LE « BON CAMP »

Cette perspective-là paraît, dans l'immédiat, balayée. Yasser Arafat est dans la nasse. « Face à la coalition internationale qui se lève contre le terrorisme, nous déclarait hier un responsable palestinien, il ne faudra pas commettre la même erreur que lors de la guerre du Golfe », quand l'OLP avait soutenu Saddam Hussein. Il faudra, cette fois, être dans le « bon camp », quoi qu'il en coûte. Autant dire que Washington et Jérusalem exigeront des gages autrement plus engageants que les quelques mesures prises par l'Autorité palestinienne pour calmer leurs ardeurs agressives, comme le don du sang effectué mercredi à Gaza par le président palestinien, ou encore, plus sérieusement, la collaboration sans réserve des services spéciaux palestiniens avec Washington pour identifier les auteurs des crimes du 11 septembre.

A court terme, Israël joue face à

Arafat un jeu à tous coups gagnant. Soit ce dernier persiste dans le « terrorisme », c'est-à-dire à la fois dans la lutte armée contre l'occupation et dans le refus de « diviser » le camp palestinien en s'en prenant aux fomenteurs d'attentats-suicides. A quel cas il est immédiatement identifié, comme dit Shimon Pérès, aux adversaires « de la civilisation, de la démocratie », et peut craindre, sinon la « rage du monde entier », du moins celle d'Israël, sans que beaucoup s'en émeuvent. Soit, soumis à d'énormes pressions, il choisit le « bon » camp. Il engage la répression contre ses opposants et ses propres militants – pas seulement les islamistes, mais aussi la gauche et les démocrates, qui refuseront, nombreux, sa « capitulation » – et il boit le calice jusqu'à la lie. Car non seulement il passe auprès des siens pour un Quisling, mais les Israéliens, l'Intifada étouffée, n'auraient plus aucune raison de lui accorder la moindre concession.

Impossible dilemme. Par le fait d'un événement hors du commun, qui suscite un consensus contre une « internationale » terroriste aux contours indéterminés, Arafat est, peut-être, parvenu à la limite de ses capacités manœuvrières. Depuis quarante ans, l'homme règne sur le mouvement palestinien en potentat oriental. Son autorité tient au mode de pouvoir qu'il a instauré. Rais intouchable, il est au centre d'un faisceau de tensions internes qu'il est seul à maîtriser peu ou prou. Depuis le début de l'Intifada, il se tait, suscitant l'ire de sa gauche, qui lui reproche de ne donner aucune perspective politique claire à son peuple au-delà de la révolte armée. Aujourd'hui, hic Rhodus hic salta, on lui demande de sauter, d'un côté ou de l'autre du chemin de crête où il se tenait.

L'homme, insubmersible, s'est sorti en quarante ans des situations les plus désespérées (politiquement et physiquement). S'il franchit cette

nouvelle épreuve, celle du court terme, il pourra peut-être envisager de nouveau un hypothétique succès. Car, l'émotion passée, viendra le temps de la réflexion. La revendication à l'autodétermination palestinienne, qui focalise l'hostilité anti-américaine du monde arabo-musulman, la plus légitime comme la plus vile, ne disparaîtra pas par enchantement. Et elle ne se résume pas à la personne de Yasser Arafat. Comme l'explique au Monde Abdel Jaouad (lire page 5), la question est de savoir si, à terme, les Américains se comporteront dans cette région « comme des dinosaures ou comme des sages ». Le dinosaure cherchera à imposer sa puissance, quitte à voir augmenter vertigineusement la haine du Sud contre lui. Le sage tiendra compte des risques d'explosion et cherchera à les résorber. Celui-là comprendra que la stabilité des régimes arabes pro-Occidentaux, depuis ce 11 septembre 2001, dépend plus encore qu'auparavant d'une résorption rapide de l'abcès palestinien, dans un compromis qui tienne compte de la réalité de leur tragédie.

« Si les Palestiniens survivent politiquement aux pressions qu'ils vont subir, juge Dani Rubinstein, la conséquence du 11 septembre pourrait être paradoxale. » La menace pour Israël, dit-il, est que Washington, inquiet par exemple d'un risque d'effondrement de l'Arabie saoudite ou de l'Egypte, juge que si les deux protagonistes israélien et palestinien ne parviennent pas à s'entendre, il faille leur imposer une solution. Viendrait alors l'heure du pire cauchemar d'Ariel Sharon, celle de l'« internationalisation du conflit dont rêve Arafat » – qui est convaincu qu'elle ne pourrait que lui être favorable. Une hypothèse encore bien improbable, mais qui représente le seul et faible espoir d'une sortie par le haut pour le leader palestinien.

Sylvain Cypel

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le mirage du baccalauréat

EN JUILLET DERNIER, 39 % des candidats ont passé avec succès soit la première, soit la seconde partie du baccalauréat. Après la session de septembre il y aura environ huit mille nouveaux bacheliers, huit mille jeunes gens qui disposeront du satisfecit aujourd'hui indispensable pour poursuivre des études ou entrer dans une grande école.

Que deviendront ceux qui ont échoué, ceux qui à dix-huit ou dix-neuf ans se trouveront sans diplôme, toujours déçus, parfois aigris ? L'expérience aura prouvé qu'ils n'ont pas assimilé les éléments de culture générale que se flatte d'apporter l'enseignement du second degré. Les programmes leur auront fait aborder, sans les approfondir, un grand nombre de disciplines. Mais, reconnus incapables à suivre des études supérieures et fourvoyés dans une impasse, ils

sont maintenant en retard de plusieurs années sur ceux de leurs camarades plus réalistes ou moins ambitieux qui ont entrepris plus jeunes des études techniques ou ont déjà un métier.

Victimes d'un mirage, que vont-ils faire ? Ils sont nombreux. Environ dix mille élèves de première abandonnent chaque année leurs études sans avoir obtenu la première partie du baccalauréat ; sept mille élèves de mathématiques et de philosophie renoncent d'autre part à conquérir la deuxième partie. Faire disparaître le préjugé tenace qui fait du baccalauréat la seule porte ouverte sur un avenir décent, rectifier rapidement les erreurs d'aiguillage au cours de la scolarité constituent des remèdes efficaces dont les méthodes d'orientation favorisent l'emploi.

(14 septembre 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

ATTENTATS Jacques Chirac et Lionel Jospin ont consacré une grande part de leur temps, mercredi 12 septembre, aux conséquences, en France et en Europe, des attentats

commis la veille aux Etats-Unis. Le président de la République a annulé son déplacement à Belgrade et à Zagreb, à la fin de la semaine. Il a en revanche confirmé, après s'en être

entretenu avec George Bush, qu'il se rendra à Washington mercredi 19 septembre. ● **LES DRAPEAUX** tricolores placés sur les édifices publics ont été symboliquement mis en ber-

ne jusqu'à vendredi. ● **PAR MESURE DE SÉCURITÉ**, le gouvernement a annulé les Journées du patrimoine, prévues les 15 et 16 septembre. ● **LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE** a

été mise entre parenthèses, les candidats ayant, pour la plupart, annulé leur programme. ● **LES CANDIDATS DÉCLARÉS** ont livré au Monde leur analyse du drame américain.

Le drame américain s'impose dans la vie politique française

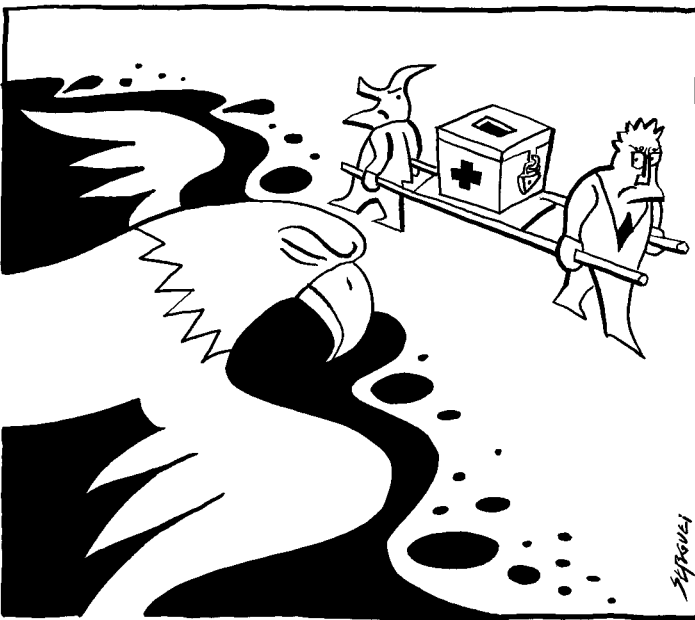
Jacques Chirac et Lionel Jospin se sont mobilisés, mercredi 12 septembre, pour faire face aux répercussions des attentats qui ont frappé les Etats-Unis. L'ensemble des responsables politiques ont momentanément fait taire leurs débats électoraux

PARLER, se montrer, agir... bref, être présent. Tout au long de la journée de mercredi 12 septembre, les services de l'Elysée et de Matignon n'ont pas cessé de rendre compte de l'implication permanente de Jacques Chirac et de Lionel Jospin dans le suivi et les conséquences du drame qui touche les Etats-Unis. Les deux responsables de l'exécutif se sont d'abord retrouvés en tête à tête avant le conseil des ministres pour évoquer la situation. Le conseil a bien évidemment été très largement consacré aux attentats et à l'exposé du ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine. Le président de la République comme le premier ministre ont saisi cette occasion pour renouveler leurs condoléances et leur « *solidarité avec le peuple américain durement touché* », et pour dénoncer l'« *escalade terroriste* ». Ils ont également décidé, ensemble, à titre symbolique, la mise en berne de tous les drapeaux français sur les bâtiments publics jusqu'à vendredi, qui a été déclarée journée de deuil dans toute l'Union européenne.

M. Jospin, qui avait annulé le conseil interministériel de la ville et son déplacement dans les Yvelines, a de nouveau convoqué dans l'après-midi les quatre ministres principalement concernés : Alain Richard (défense), Daniel Vaillant (intérieur), Jean-Claude Gaysot

(transports). M. Védrine, qui participait au même moment à la réunion des Quinze à Bruxelles, était représenté par son directeur du cabinet, Pierre Sellal, mais il a joint M. Jospin pendant la réunion. Il lui a notamment rendu compte, comme il l'avait fait précédemment avec le chef de l'Etat, du débat entre les chefs de la diplomatie européenne sur l'application de l'article 5 du traité de l'Alliance atlantique, qui prévoit une clause de défense mutuelle en cas d'attaque contre un des membres de l'Alliance. M. Vaillant a présenté, pour sa part, la mise en place progressive du plan Vigipirate renforcé dans les lieux publics sur l'ensemble du territoire. Il a insisté sur la nécessité d'éviter les heurts communautaires sur le territoire.

Au cours de cette réunion, le gouvernement a décidé d'annuler les Journées du patrimoine, qui devaient se tenir samedi 15 et dimanche 16 septembre. « *La priorité, à l'heure actuelle, est la protection du plus grand nombre de lieux publics et non pas le soutien de manifestations nombreuses et dispersées* », a expliqué, à l'issue de la réunion, M. Richard. Les ministres s'étaient également interrogés, sans prendre de décision, sur la nécessité de maintenir la Journée sans voiture, prévue le 22 septembre, et la Technoparade. MM. Védrine, Richard et Vaillant ont en outre prévu de se ren-



dre devant les commissions parlementaires de la défense et des affaires étrangères pour répondre à la demande d'information de nombreux députés et sénateurs alors que le Parlement n'est pas en session.

Pendant ce temps, le président, qui avait multiplié les réunions avec les responsables de sa cellule diplomatique, était parvenu à s'entretenir avec le président américain George Bush. M. Chirac a ainsi exprimé de vive voix au président

des Etats-Unis « *la peine et la solidarité de la France* ». M. Chirac voulait aussi s'assurer du maintien de la visite qu'il doit effectuer, mercredi 19 septembre, à Washington. M. Bush l'a engagé à venir, comme prévu, afin, a-t-il dit, de montrer que « *les terroristes ne dictent pas leurs raisons aux démocraties* ». M. Chirac devait décider jeudi matin, en liaison avec les Etats-Unis, de son passage à cette occasion à New York, comme cela était

prévu avant que le sommet de l'ONU sur l'enfance ne soit annulé, afin de rencontrer les représentants de la communauté française.

Présence encore. A l'Elysée comme à Matignon, on insistait sur l'étroite concertation et la cohérence de vue entre le président et le premier ministre : « *Nous sommes en liaison constante comme il se doit, et rien ne vient gêner le fonctionnement de l'Etat en de telles circonstances* », dit-on à l'Elysée ; « *Vous vous doutez bien que c'est ensemble que le gouvernement et le président, dans des circonstances de ce type, agissent* », a souligné M. Jospin.

LE PRÉSIDENT DORT DANS SON LIT

Mais les services des deux « *maisons* » n'ont pas manqué, tout au long de la journée, de rendre compte de chaque initiative prise par leur hôte respectif. Matignon faisait ainsi savoir, mercredi matin, que M. Jospin s'était entretenu avec ses homologues britannique et allemand. La veille, l'Elysée avait signalé que M. Chirac avait joint au téléphone Tony Blair et Gerhard Schröder et que leurs cabinets respectifs restaient en liaison constante. On ajoutait que M. Chirac avait parlé avec Silvio Berlusconi, jeudi, et qu'il s'était enquis « *personnellement* » de l'existence éventuelle de Français parmi les victimes des attentats américains. Quant au président du Crédit agri-

cole, dont la filiale américaine était installée dans l'une des deux tours du World Trade Center, il a été sollicité à la fois par M. Chirac et par Matignon... En fin d'après-midi, les services du premier ministre annonçaient que M. Jospin devait assister, jeudi, à une cérémonie oecuménique à l'église américaine du Quai d'Orsay. Un quart d'heure plus tard, l'Elysée signalait que M. Chirac participerait lui aussi à cet hommage. La présidence tenait également à démentir un rumeur selon laquelle M. Chirac avait passé la nuit de mardi à mercredi dans le bunker de l'Elysée : « *Nous vous assurons qu'il n'en est rien. Le président dort dans son lit !* »

Présence toujours, mais sur les écrans télévisés cette fois. Mercredi soir, M. Chirac s'était adressé aux téléspectateurs en direct de l'Elysée. Jeudi soir, c'est M. Jospin qui s'est invité dans les journaux de 20 heures, via deux entretiens pré-enregistrés à Matignon et accordés à TF1 et à France 2. Selon un sondage CSA publié dans *Le Parisien* du jeudi 13 septembre, 78 % des personnes interrogées font confiance « *aux autorités françaises* » pour empêcher de telles actions terroristes sur le territoire national.

Raphaëlle Bacqué
et Pascale Robert-Diard

www.lemonde.fr/presidentielle2002

Ce qu'en disent les candidats déclarés à la présidentielle

● **François Bayrou** : « Il s'agit d'une guerre mondiale larvée. C'est une page nouvelle qui s'ouvre, dans laquelle aura disparu le mythe de l'invulnérabilité américaine. Tous les concepts de sécurité devront être revus. L'Europe, une Europe opérationnelle, active, un pouvoir européen, est une nécessité vitale et absolue. La solidarité avec les Etats-Unis est dictée par le fait qu'ils nous ont sauvés deux fois en un siècle. »

● **Olivier Besancenot** : « Il n'est pas invraisemblable qu'un Frankenstein se soit retourné contre son créateur, utilisant contre ce dernier ses propres armes, celles du cynisme aveugle, de la force brutale, d'une technicité militaire sophistiquée et de la puissance financière. Ben Laden ne se serait jamais retrouvé à la tête d'une multinationale terroriste sans l'aide initiale de la CIA. »

● **Christine Boutin** : « Je souhaite une union sacrée de tous les responsables français et européens. Il faut que les dirigeants du monde gardent leur sang-froid pour que ces actes monstrueux n'enclenchent pas un conflit international. On peut se dire que la France aussi est concernée. Ces attentats posent la question du fondamentalisme religieux musulman. »

● **Jean-Pierre Chevènement** : « Le terrorisme, sous quelque forme que ce soit et d'où qu'il vienne, doit être combattu. On peut aussi s'interroger sur les soutiens dont certains réseaux ont bénéficié dans le passé. Ben Laden n'a pas surgi du néant. Il faut favoriser le dialogue des cultures plutôt que privilégier la thèse du choc des civilisations. Il faut aider à la modernisation du monde arabo-musulman. Seule une telle

vision, alliée à une fermeté sans faille, peut prévenir la radicalisation épouvantable des relations entre les peuples, avec les flambées de racisme et de violence que l'on peut imaginer. »

● **Robert Hue** : « Il s'agit d'exprimer notre solidarité à tout le peuple américain, à l'ensemble des citoyens de ce grand pays et aux dirigeants qu'ils se sont donnés. Sans retenue, sans réserve d'aucune sorte, la solidarité des communistes français leur est acquise. Une telle opération exigeait sans doute une longue préparation. Cela souligne la responsabilité de tous ceux qui abritent les terroristes. Il convient de résister à ceux qui en appellent déjà à une guerre de l'Occident contre on ne sait qui. »

● **Arlette Laguiller** : « On ne peut entretenir les guerres aux quatre coins du monde sans qu'elles vous rattrapent un jour. Cela suscite le dégoût envers ceux qui ont décidé et organisé ces attentats. La responsabilité [de tels crimes] incombe aussi aux dirigeants de l'Occident, et en premier lieu aux responsables de la politique américaine. George Bush s'est lavé les mains de ce qui se passait en Palestine et en Israël. »

● **Jean-Marie Le Pen** : « On ne peut pas mener une politique de puissance qui soit insolente et parfois criminelle sans s'attirer des haines inexpiables. Il est difficile d'arracher des larmes aux Irakiens qui accusent, à juste titre, les Américains d'avoir tué un million d'enfants par le blocus. »

● **Alain Lipietz** : « L'espèce de génie du mal qui a conçu ces attentats a révolutionné la réflexion sur la guerre au XXI^e siècle. Au lieu de concevoir des armes plus sophistiquées que cel-

les de l'adversaire, il a utilisé ses outils quotidiens : des avions de ligne, lancés sur des tours sans défense. Cela fait apparaître la fragilité colossale de tous nos mégasystèmes productifs. On ne peut pas construire un flot de sécurité dans un océan de misère. Plus personne n'est à l'abri en raison de la fracture Nord-Sud. »

● **Alain Madelin** : « Cette guerre qui ne dit pas son nom est, pour une part, une guerre sainte. Nous sommes désignés comme ennemis. A nous de choisir nos amis. Il faut une nouvelle alliance des nations démocratiques, ouverte aux nouvelles démocraties de l'Est et du Sud. Nous avons besoin de repenser notre politique étrangère. Il faut notamment corriger ce vieux tropisme de la politique arabe de la France, que l'on a eu trop tendance à confondre avec une politique de fourniture d'armes aux dictatures. »

● **Bruno Mégret** : « J'appelle les responsables politiques européens, et tout particulièrement français, à prendre clairement la mesure du danger que fait peser la menace islamiste sur nos pays, et notamment la France. Ces événements ne doivent pas conduire à une dépendance encore plus grande des Etats européens à l'égard des Etats-Unis. »

● **Charles Pasqua** : « Les attentats commis aux Etats-Unis pèseront dans la campagne : la sécurité sera au premier rang des préoccupations des gens. Il faudra bien parler de la poudrière des banlieues. Il faut cependant faire attention à ne pas culpabiliser l'ensemble des musulmans. L'Europe doit avoir un rôle de modérateur vis-à-vis du gouvernement américain, qui va être soumis à une forte pression de son opinion. »

Les antimondialisation redoutent d'être piégés par l'« union sacrée »

D'ABORD, il y a eu ce très renommé professeur du département « affaires internationales » de Paris-Dauphine, Philippe Chalm, qui, invité, mercredi 12 septembre, de la tranche matinale d'information de France-Inter, a émis à voix haute une « *hypothèse* » : celle d'une corrélation éventuelle entre la montée du mouvement antimondialisation et les attentats aux Etats-Unis. « *Il y a eu tout un terreau où l'on a mélangé antimondialisation et anti-américanisme* », a-t-il répété au Monde, en assurant, en outre, que s'y trouve attaché « *un certain antisémitisme* ». La cible choisie, poursuit-il, n'était pas anodine : « *Le World Trade Center est un symbole de la mondialisation économique*. » Et de s'en prendre à Susan George, pourtant sage figure de la contestation, « *dont les articles sur Gènes et Seattle ont pu faire croire qu'on se trouvait dans les plus sombres des Etats policiers* ». Ensuite, le même

jour, il y a eu cet article du *Financial Times* sur la fin du « *cocon* » américain évoquant, au milieu d'un historique des attentats sur le sol des Etats-Unis, les manifestations anticapitalistes devant les sièges du FMI ou de la Banque mondiale.

Ces réactions inquiètent la gauche radicale et les mouvements antimondialisation, qui craignent désormais, comme le souligne Pierre Khalfa, responsable de SUD-PTT, qu'« *au nom de la solidarité nécessaire avec le peuple américain on ait désormais plus le droit de critiquer ni la politique des Etats-Unis ni le système économique dominant* ». Et Pierre Tartakowsky, secrétaire général d'Attac, de souligner qu'« *à chaque acte terroriste la tentation est grande de rogner sur les libertés fondamentales, alors que le monde a plutôt besoin de davantage de démocratie* ».

Les acteurs de la mouvance antimondialisation ont condamné en

des termes très vifs les attentats de New York et de Washington, dit leur « *horreur* » devant l'« *ignominie* » ou « *la barbarie des actes que rien ne justifie* ».

MANIFESTATIONS MAINTENUES

Pour autant, il n'est pas question pour eux de décréter de pause, au nom d'une « *union sacrée* » dont ils contestent le principe. « *On ne s'enfermera pas dans un jeu où l'on autolimiterait les mobilisations. On n'a pas intérêt du tout à annuler nos initiatives, sauf peut-être aux Etats-Unis, si les militants américains le souhaitent* », indique, pour sa part, Christophe Aguiton, chargé des relations internationales à Attac. L'association présidée par Bernard Cassen se rendra ainsi aux manifestations prévues à Washington à l'occasion des assemblées générales annuelles de la Banque mondiale et du FMI, le 29 et 30 septembre, si celles-ci sont maintenues. Et la journée internationale de mobili-

sation contre le système d'écoute américain Echelon, prévue le 21 octobre, n'est pas non plus remise en question.

En attendant, la journée de deuil, vendredi, décrétée par les Quinze membres de l'Union européenne fait grincer les dents de nombreux militants. « *A-t-on décrété une journée de deuil pour le Rwanda* », s'énervent-t-on sur le site internet d'Attac. A la LCR, on s'agace de la « *mobilisation générale en cours au nom de l'attaque contre l'Occident* ». Chez Alternative libertaire, on s'inquiète de « *cette nouvelle croisade* » en refusant l'« *enrôlement* ». « *Ce soir, nous ne sommes pas tous Américains, nous sommes tous contre l'horreur, contre la guerre, pour des solutions politiques aux conflits* », a écrit un militant sur un forum de discussion, résumant le sentiment général de cette mouvance.

Caroline Monnot

La campagne électorale est mise entre parenthèses

PAS DE TOURNÉE en bus à la rencontre des « *vraies gens* » pour François Bayrou. Du moins, pas tout de suite. Le président de l'UDF et candidat à l'élection prési-

RÉCIT

Robert Hue devait faire observer une minute de silence au siège du PCF

dentielle, qui a commencé à faire le « *tour des Français* », a remis à la semaine prochaine les déplacements en Normandie et dans la région Centre initialement prévus du 12 au 14 septembre. Pause. Au lendemain de la catastrophe qui frappe les Etats-Unis, l'heure n'est pas à la campagne. De toute façon, les Français ont la tête ailleurs. La bataille politique est placée entre parenthèses.

On ne verra donc pas Edouard Balladur (RPR) à l'émission de Marc-Olivier Fogiel, « *On ne peut pas plaire à tout le monde* », vendredi 14 septembre, sur France 3. L'ancien premier ministre a renoncé à venir présenter son ouvrage *Les Aventuriers de l'Histoire* (Plon). On n'entendra pas Jean-Pierre Chevènement à Lyon, le 15 septembre, pour ce qui devait être son premier déplacement de campagne. Candidate à l'Elysée, l'ancienne ministre de l'environnement Corinne Lepage a reporté « *d'un mois* » l'université d'été de son mouvement, CAP 21, prévue du 14 au 16 septembre à Vaison-la-Romaine. On n'assistera pas au concert - annulé - du Quatuor Bartok organisé par Bertrand Delanoë, jeudi 13, en l'honneur de la venue de son homologue de Budapest, Gabor Demsky. En revanche, la Mairie de Paris « *se met à la disposition des touristes américains* » pour « *traiter toutes les demandes d'informations* » (08-92-68-31-12).

Certes, les préoccupations électorales n'ont pas disparu, mais elles s'expriment en coulisse. Mercredi matin, les Verts et le PS ont réussi à discuter du partage des circonscriptions en vue des élections législatives de 2002, sans dire un mot des attentats à New York et à Washington ! D'autres ont fait preuve de réactivité. Depuis mer-

credi, le sénateur des Hauts-de-Seine Roger Karoutchi (RPR) porte à son veston un badge du drapeau américain. On anticipe des turbulences économiques ? Mercredi 12 septembre, à l'issue d'une rencontre entre les députés chevènementistes et le ministre des finances, Laurent Fabius, un communiqué du Mouvement des citoyens demandait... le report de l'introduction de l'euro. De même, le site de Démocratie libérale consacre un dossier spécial à la « *barbarie inégalitaire* » du 11 septembre, où l'on peut lire : « *Le bilan sera sans doute lourd et doit inciter les démocraties à renforcer leurs dispositifs en matière de lutte antiterroriste* ». Le président de DL, Alain Madelin, maintient sa réunion publique à Gap (Hautes-Alpes), lundi 17 septembre, mais il y parlera de politique étrangère plutôt que de son programme pour la présidentielle.

On peut faire ce que l'on avait prévu, à condition de s'adapter. Jeudi 13, le conseil national du PCF sera exceptionnellement ouvert à la presse. Le secrétaire national du PCF, Robert Hue, lira une déclaration « *assez solennelle* », puis fera observer une minute de silence « *en solidarité avec le peuple américain* ». La Fête de l'Humour aura bien lieu, du 14 au 16 septembre - Manu Chao est toujours à l'affiche -, dans « *des conditions de sécurité maximales* ». Mais on ne peut pas parler de tout. Mardi 11, en fin d'après-midi, le bureau national du PS a tourné court. La ministre de la justice, Marylise Lebranchu, devait y parler de... sécurité. Après une déclaration solennelle du premier secrétaire du PS, François Hollande, la réunion a pris fin.

Un internaute socialiste est resté sur sa faim. Comme il le raconte sur le site Internet du PS, il est allé devant l'ambassade des Etats-Unis, mardi soir, « *pensant que des gens commencent à réagir et à se réunir* ». Las ! il n'y avait « *personne* », sauf « *quelques CRS* ». Il s'interroge : « *Ne faudrait-il pas manifester silencieusement dans toutes les villes en hommage à toutes ces victimes ?* » Pour certains, ce n'est pas le tout d'annuler.

Service France

Lionel Jospin autorise les petites entreprises à déroger à la loi Aubry sur les 35 heures

Le contingent annuel d'heures supplémentaires sera fortement relevé en 2002

Le gouvernement présentera dans quelques jours les mesures d'assouplissement des 35 heures pour les entreprises de moins de vingt sala-

riés. Il va relever de 130 à 180 heures, en 2002, le contingent annuel d'heures supplémentaires. Ce régime prendra fin en 2004. Nicole Notat (CFDT)

souhaitait que ces ajustements soient négociés par les partenaires sociaux. Bernard Thibault (CGT) a dénoncé un « cadeau » aux entreprises.

L'OPÉRATION a nécessité de nombreuses précautions, mais elle semble prête : dans quelques jours, les mesures d'« assouplissement » des 35 heures promises aux PME par le premier ministre vont être rendues publiques. Toutes les entreprises de moins de vingt salariés, soumises à la loi à partir du 1^{er} janvier 2002, sont concernées par un premier décret. Le gouvernement a finalement renoncé à créer une distinction entre celles qui se sont déjà engagées dans le processus de réduction du temps de travail, ou sont sur le point de signer un accord, et les autres. Aucune condition ne sera donc requise pour bénéficier des dérogations à la loi Aubry. Celles-ci seront, cependant, à durée déterminée.

Le contingent d'heures supplémentaires, actuellement fixé à 130 heures par an, qui n'implique ni droit de regard de l'inspection du temps de travail ni récupération par repos compensateur, devrait être relevé à 180 heures la première année, à 160 heures la deuxième année, avant de revenir, en 2004, à 130 heures. Ce dispositif transitoire donnera une marge de manœuvre aux PME. Certes, la taxation des heures supplémentaires, progressive elle aussi pour les moins de vingt salariés, reste inchangée : entre la 36^e et la 39^e heure, une majoration de 10 %

s'applique en 2002, puis 25 % en 2003 (25 % puis 50 % entre la 40^e et la 48^e heure). Mais l'augmentation du contingent à 180 heures permettra, sans être en contradiction avec la loi, de faire des semaines de 39 heures. Ce seuil a d'ailleurs également été retenu pour les cadres et fera l'objet d'un second décret.

Les allègements de charges sociales, enfin, ne seront pas suspendus en cas de difficultés « avérées » de recrutement, même lorsque les accords prévoyaient explicitement des embauches. Les entreprises peuvent en effet cumuler les allègements sur les bas et moyens salaires, l'aide pérenne aux 35 heures et les aides dites « incitatives » versées quand l'employeur recrutait 6 % de salariés en plus (7 000 F par an et par personne la première année, 6 000 F la deuxième, 5 000 F entre la troisième et la cinquième).

Une telle dérogation existait déjà depuis le début de l'année 2000, pour les entreprises qui font, à titre individuel, la démonstration de leurs difficultés. Cette fois, la procédure pourra être collective et concerner toute une branche, soit par le biais des conventions d'appui-conseil, soit à l'issue d'une démarche, comme celle qu'ont déjà prise les métiers de bouche. En clair, l'administration du travail se montrera

conciliante. Instruction sera donnée en ce sens.

Il aura fallu plus de quinze jours pour mettre au point les « assouplissements » promis le 28 août par Lionel Jospin. Certains commençaient à s'interroger, soupçonnant un éventuel « bogue » juridique. De fait, introduire, sans toucher à la loi, de nouvelles dérogations a suscité quelques inquiétudes au gouvernement. Le contingent de 130 heures ayant été fixé, à l'identique, pour toutes les entreprises, était-il possible de le modifier pour certaines d'entre elles ? Trop tard pour reculer, de toute façon. Du coup, il est devenu impératif de créer un dispositif transitoire, dont l'objectif affiché est cependant le retour au droit commun pour tous en 2004.

« CADEAU » AUX ENTREPRISES

L'avis des experts juridiques consultés est rassurant, indique-t-on au gouvernement, où l'on fait valoir que le seuil de vingt salariés existe déjà dans la loi. Le Medef n'a aucun intérêt à faire annuler des décrets qui intéressent quand même une partie de ses mandants, avance-t-on au ministère de l'emploi. Lors de la présentation des décrets, la date d'application de la loi, inchangée, au 1^{er} janvier 2002, sera mise en avant, tout comme les aides et l'accompagnement dont bénéficient déjà les petites

entreprises. Une communication sur le thème « A quoi ça sert d'attendre ? » a été soigneusement mise au point dans l'espoir de relancer le processus, et donc les créations d'emplois.

Tout obstacle n'est pourtant pas levé. Reçues les unes après les autres, les organisations syndicales commencent à prendre connaissance des mesures. La secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, milite pour que l'initiative des assouplissements revienne aux partenaires sociaux à travers les négociations de branche. Impossible, lui a-t-on répondu, sauf à modifier la loi. Bernard Thibault, son homologue de la CGT, dénonce, lui, un « cadeau » aux entreprises.

Selon une étude du ministère de l'emploi rendue publique mercredi 12 septembre, seulement 5 % des très petites entreprises, de un à neuf salariés, en juin 2000, avaient anticipé l'application de la loi. Et encore, celles-ci, précise le document, ont un « profil particulier ». Ces pionnières se situent en majorité dans les services et emploi plus souvent que les autres des salariés à temps partiel ou en contrat déterminé. Les salaires versés sont moins élevés. Ce n'est pas précisément la tête d'affiche dont pourrait rêver le gouvernement.

Isabelle Mandraud

Sangatte : Daniel Vaillant et son homologue britannique tentent de désamorcer la crise

Le ministre anglais annonce une réforme du droit d'asile

LE RENDEZ-VOUS a été maintenu malgré les événements tragiques survenus aux Etats-Unis. Le ministre français de l'intérieur, Daniel Vaillant, et son homologue britannique, David Blunkett, se sont rencontrés mercredi 12 septembre, place Beauvau à Paris, afin d'évoquer notamment la situation des étrangers clandestins qui tentent chaque nuit de passer, depuis la France, au Royaume-Uni, par le tunnel sous la Manche.

Cette rencontre vient à temps. Depuis quelques semaines, le climat s'était alourdi de part et d'autre de la Manche. La presse britannique s'est déchaînée contre le supposé « laxisme français » à l'égard des clandestins. Le gouvernement de Lionel Jospin est accusé de fermer les yeux sur la situation en hébergeant au centre d'accueil de la Croix-Rouge situé à Sangatte (Pas-de-Calais) plus de 1 600 personnes chaque jour.

Depuis deux mois, les autorités françaises sont en effet confrontées à un afflux important d'étrangers, sans papiers mais inexpugnables, au centre de Sangatte (*Le Monde* du 7 septembre). Ce mouvement a conduit à l'augmentation sensible du nombre de tentatives de passages via le tunnel. Chaque nuit, ils sont des dizaines à tenter de prendre d'assaut les trains de marchandises qui attendent à la gare de fret de Coquelles avant de traverser. Pour le seul mois d'août, 6 500 personnes ont été interpellées, mais des centaines sont parvenues à échapper aux vigiles d'Euro-tunnel et de la SNCF et à monter dans les trains.

NOUVEAUX CENTRES ÉCARTÉS

Estimant que la situation géographique du centre - installé à 2 kilomètres de la gare de Coquelles et 11 kilomètres des côtes anglaises à vol d'oiseau - était une incitation permanente au passage clandestin, M. Blunkett avait réclamé en vain la fermeture du centre dès la mi-juillet. Pour calmer son opinion publique, le ministre anglais avait renouvelé cette demande le 9 septembre, dans un entretien au *Sunday Telegraph*, en expliquant que la présence du centre de Sangatte, si proche du tunnel, « n'aidait pas » la Grande-Bretagne à combattre l'immigration clandestine.

Dans un premier temps, le gouvernement français a tenté de répondre à la « crise de Sangatte » en remédiant à la surpopulation du centre. Construit pour 800 personnes, il en accueille plus du double dans des conditions de cohabitation tendue entre les com-

munautés. Elisabeth Guigou, la ministre de l'emploi et de la solidarité, avait ainsi annoncé, le 3 septembre, qu'elle étudiait la possibilité d'ouvrir plusieurs centres d'accueil pour les familles et célibataires désirant rester en France. Daniel Vaillant faisait savoir le même jour qu'il jugeait cette proposition inopportune. A la veille de la rencontre des deux ministres de l'intérieur, le cabinet de M. Vaillant faisait savoir qu'« il n'était plus question d'ouverture de nouveaux centres ». Le ministère de l'emploi et de la solidarité déclarait toujours travailler sur cette hypothèse « afin de rendre Sangatte viable ».

DOUBLES CONTRÔLES

Place Beauvau, on préfère mettre l'accent sur la discussion « franche » entre M. Vaillant et M. Blunkett. Le ministre français a réitéré le souhait des autorités françaises de voir les officiers de l'immigration et les policiers britanniques participer aux contrôles à la gare de Coquelles, comme le prévoit le protocole de Sangatte. Ce double contrôle est déjà en place au départ des TGV à la gare du Nord à Paris.

Mais, surtout, M. Vaillant a expliqué à nouveau que la situation de Sangatte est due à la différence de législation en matière de droit d'asile entre la France et l'Angleterre. Le gouvernement anglais semble s'être rangé à ce point de vue. Le ministre de l'intérieur anglais a en effet concédé, dimanche, dans un entretien à l'hebdomadaire *The Observer*, que l'Angleterre était « une destination de choix pour les demandeurs d'asile ».

M. Blunkett a annoncé qu'il présenterait prochainement une réforme du droit d'asile qui remettrait notamment en cause le système de délivrance de permis de travail accordé à tout demandeur d'asile au bout de six mois de présence sur le sol anglais. Il a également expliqué qu'une série de mesures renforçant les contrôles dans les ports serait prise.

Les organisations non gouvernementales britanniques et françaises avaient fait entendre leurs voix avant cette rencontre. Elles ont demandé, mardi 11 septembre, à Paris et à Londres, « d'établir des conditions d'accueil élevées et identiques pour les demandeurs d'asile ». Le Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés a, lui, dénoncé « l'hypocrisie des deux gouvernements, qui diabolisent les demandeurs d'asile ».

Sylvia Zappi

Le casse-tête de Philippe Debouzy, garagiste

PHILIPPE DEBOUZY n'aborde pas les 35 heures comme une partie de plaisir, mais comme un casse-tête. Il sait qu'il doit s'y résoudre, mais, pour son garage

REPORTAGE

Ce petit patron songe à moduler les horaires mais n'envisage pas de recrutements

de Noisieu (Val-de-Marne), la réduction du temps de travail est un exercice complexe. Avec onze salariés, ses marges de manœuvre sont étroites : chacun a ses compétences spécifiques, et il n'est pas question de réduire les heures d'ouverture de l'atelier, assure-t-il, car la concurrence est vive dans la profession. Embaucher ? Sans même parler du surcoût, en partie compensé par les aides gouvernementales, il faudrait « trouver le mouton à cinq pattes », qui sache aussi bien travailler la carrosserie, la peinture, faire de la mécanique, contrôler les circuits électriques et électroniques... Le personnel quali-

fié dans chacun de ces corps de métier se fait déjà rare aujourd'hui, alors trouver un employé multicompétent, M. Debouzy n'y songe même pas. « Pour embaucher, il faudrait que notre clientèle se développe et un accroissement significatif de l'activité de l'atelier. Mais ce ne sont pas les 35 heures qui me conduiront à recruter », dit-il.

Ce petit patron n'a pas d'autre solution que de jouer sur l'organisation du travail et les gains de productivité. Relativement linéaire sur l'année, son activité se prête peu à une annualisation. Mais, sur la semaine, il est sans doute possible de moduler le temps de travail et de limiter ainsi les surcoûts en faisant mieux coïncider les heures de présence et les heures facturées. « En dehors des tâches d'entretien rapide, les grandes réparations s'étalent en général sur une semaine, explique M. Debouzy. Le peintre intervient sur un véhicule une fois celui-ci réparé, sa présence n'est donc peut-être pas incontournable en tout début de semaine. A l'inverse, le vendredi après-midi, le carrossier n'a en principe plus à

intervenir. Nous allons ainsi essayer de découper le processus de réparation et regarder où nous pouvons gagner quelques heures. » Il envisage aussi d'amener les salariés à être plus polyvalents. « Cela suppose une évolution de notre culture d'entreprise », reconnaît-il.

« UNE DEMI-HEURE DE GAGNÉ »

Dans l'entreprise de M. Debouzy, on travaille 41 h 30, et son objectif est de ramener la durée hebdomadaire de travail à 38 ou 39 heures. « En dessous, ce ne sera pas viable », assure-t-il, tenant à ne pas réduire les salaires dans un secteur où ils ne sont déjà pas très élevés. Les employés ont accepté de revenir sur la traditionnelle pause du matin et de l'après-midi, au cours de laquelle ils posaient leurs outils et se réunissaient pendant un quart d'heure autour d'un café. « C'était sympa, mais on peut s'en passer. Et c'est déjà toujours une demi-heure de gagné », disent Christophe et Frédéric, jeunes mécaniciens, qui se réjouissent de pouvoir gagner quelques heures de temps libre dans la semaine.

Tous sont prêts à « booster » un

peu pour gagner ces quelques heures. « Mais il ne faudrait pas que l'on soit amené à faire deux journées en une », prévient Jean-Claude. Et aucun ne se fait d'illusion : leur patron ne pourra porter leur temps de travail à 35 heures du jour au lendemain. S'il ne songe pas à faire appel à un conseil, M. Debouzy a demandé à ses employés, avant leur départ en vacances, de réfléchir à la meilleure façon de réduire le temps de travail. C'est « avec eux » qu'il veut trouver les solutions. « Je ne tiens pas à faire une simple application arithmétique des 35 heures, explique-t-il. Si les salariés ne vivent pas bien la nouvelle organisation, cela ne marchera pas. »

Il n'a pas l'intention, pour autant, de signer un accord en bonne et due forme avec eux. « Il faut que nous gardions de la souplesse pour pouvoir nous ajuster », insiste-t-il. La souplesse, le gouvernement lui en a donné un peu en augmentant le contingent d'heures supplémentaires. Une aide pour venir à bout de son casse-tête.

Laetitia Van Eeckhout

Les personnels de nuit hospitaliers obtiennent le passage aux 32 heures

Elisabeth Guigou et Bernard Kouchner relèvent à 45 000 le nombre de créations d'emplois

À MARCHÉ FORCÉE, le gouvernement et les représentants des personnels hospitaliers ont tenté, mercredi 12 septembre, lors d'une troisième séance de négociations, de trouver un terrain d'entente sur la mise en place des 35 heures. D'un côté, la majorité des huit syndicats souhaitait éviter une décision unilatérale, par décret ; de l'autre, Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, étaient décidés à conclure cette négociation avant que ne s'ouvre, jeudi, celle avec les médecins hospitaliers.

Mais, si la volonté d'aboutir était partagée, tous les protagonistes n'estimaient pas réaliste de conclure dans la nuit, en urgence. Pour la plupart des syndicats, à l'exception de la CFDT, la poursuite des négociations paraissait inéluctable. « Trop d'inconnus subsistent », déclarait, à 23 heures, Nadine Prigent, secrétaire générale de la fédération CGT. « Trop de choses sont renvoyées à des décrets. Cela revient à donner carte blanche à l'administration sur les modalités d'organisation du travail », renchérisait Irène Leguay, responsable

de SUD-CRC. Ce n'est qu'une heure plus tard que le gouvernement s'est décidé à faire des concessions, en abaissant notamment à 32 h 30 le temps de travail hebdomadaire du personnel de nuit, contre 35 heures actuellement. Il devait, un peu plus tard, abattre la carte des emplois, en relevant à 45 000 le nombre de postes supplémentaires créés sur trois ans. Soit une augmentation, attendue, par rapport aux 40 000 emplois annoncés le 31 août. M^{me} Guigou avait alors prévenu que sa « marge de manœuvre » serait limitée...

Autre sujet délicat, le décompte annuel du temps de travail. Le gouvernement a arrêté celui-ci à 1 600 heures pour le personnel aux horaires fixes et 1 575 pour les agents soumis à des horaires variables. Cette référence tombera à 1 540 pour ceux qui travailleront plus de 22 dimanches et jours fériés et qui prendront leurs congés en trois périodes distinctes.

Commencée au matin, peu après 9 heures, la discussion a traîné. Jusqu'au dernier moment, les ministres ont en effet gardé en réserve les arbitrages les plus lourds. « Nous avons vraiment le

sentiment que le gouvernement fait traîner en longueur », protestait la délégation FO. Il a fallu en effet plusieurs heures pour que la discussion entre, selon les syndicats, « dans le concret ». En début de soirée, un seul point semblait faire l'objet d'un relatif consensus. « Nous avons enfin obtenu une définition du temps de travail effectif », a souligné M^{me} Prigent. M^{me} Guigou et M. Kouchner ont en effet précisé que, lorsque le port d'une tenue de travail est « obligatoire », les temps d'habillage font partie du temps de travail. Le texte soumis aux organisations syndicales a également proposé quatre jours de repos toutes les deux semaines, dont deux jours consécutifs et « au moins un dimanche ». Pour la CFDT, comparé à la pratique actuelle d'un dimanche de repos sur trois, cette proposition constitue une « avancée ». La CGT et SUD-CRC, en revanche, ont réclaté un « vrai week-end » (samedi-dimanche) sur deux. Au sujet des heures supplémentaires, le gouvernement avait mis en avant, dans un premier temps, un nombre maximum de 20 heures par mois, entre 2002 et 2004, puis de 15 heu-

res au-delà. Ce niveau, pour la période transitoire, est quasi incontournable aux yeux des syndicats en raison de la mise en route, forcément progressive, des 35 heures dans les établissements. Mais, après 2005, ont-ils estimé, le quota mensuel d'heures supplémentaires ne devrait pas dépasser 10 heures. Au cours de la nuit, le gouvernement a modifié son projet en s'engageant à atteindre ce palier de 10 heures le 1^{er} janvier 2006.

Les ministres ont fait marche arrière sur les catégories d'agents concernés par le régime des cadres. Désormais, celui-ci ne devrait plus s'appliquer qu'aux « personnels de direction », la notion, plus large, des « membres de l'équipe de direction » ayant disparu du texte. Pour les premiers, la réduction du temps de travail devrait se traduire par dix-huit jours de congé supplémentaires. C'est insuffisant, ont répliqué les organisations syndicales. Ils ont finalement obtenu vingt jours. Pour l'heure, le principe d'une journée nationale de mobilisation, le 20 septembre, était maintenu.

I. M. et L. V.E.

LE MONDE

diplomatique

La communication

contre la culture

Par Armand Mattelart
Michel Serres
et Joost Smiers

Egalement au sommaire :

Baisses d'impôt, retour aux fortunes d'antan, par *Thomas Piketty*
Cuba entre lassitude et fierté, par *Françoise Barthélemy*
La France des « sans-religion », par *Dominique Vidal*
Logique de guerre au Proche-Orient, par *Paul-Marie de La Gorce*
Union européenne : une crise salutaire ? par *Yves Saless*

NUMÉRO DE SEPTEMBRE 2001

En vente chez votre marchand de journaux 25 F - 3,81€

Le gouvernement annonce des mesures destinées à renforcer la protection de l'enfance

Pour lutter contre la prostitution des mineurs, des foyers seront créés pour les jeunes errants étrangers

Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, et la ministre déléguée à la famille et à l'enfance, Ségolène Royal, ont présenté, mercredi

12 septembre, en conseil des ministres, des mesures destinées à renforcer la protection de l'enfance. Un groupe interministériel de lutte

contre la prostitution des mineurs isolés sera créé et deux foyers, l'un à Taverny (Val-d'Oise) et l'autre à Paris, permettront de les héberger.

MALGRÉ le report du sommet mondial de l'ONU consacré à l'enfance, qui devait réunir 80 chefs d'Etat et de gouvernement à New York, du 19 au 21 septembre, les ministres des affaires étrangères et de la famille ont annoncé, mercredi 12 septembre, en conseil des ministres une série de mesures destinées à démontrer l'engagement de la France en faveur de la protection de l'enfance.

Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, a présenté deux projets de loi autorisant la ratification de protocoles facultatifs à la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, du 20 novembre 1989. Le premier protocole concerne « la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ». Ce texte, à vocation répressive, comprend des dispositions relatives à la compétence pénale des Etats, à la coopération entre Etats et aux mesures de prévention et de protection des droits des victimes mineures. Le second protocole concerne « l'implication des enfants dans les conflits armés ». Les Etats parties s'engagent à prendre toutes les mesures utiles pour que les membres de leurs forces armées qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans ne participent pas directement aux hostilités et ne fassent pas l'objet d'un enrôlement obligatoire.

RATIFICATION DES TEXTES

Ces deux protocoles, adoptés le 25 mai 2000 par l'assemblée générale de l'ONU, n'ont été ratifiés que par cinq pays. Il en faut dix pour qu'ils entrent effectivement en vigueur. Si, comme l'a annoncé mercredi Hubert Védrine, la France ratifie ces deux textes « avant la fin de l'année », cet engagement sera une première en Europe.

Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille et à l'enfance, a par ailleurs présenté une série de mesures concernant la protection de l'enfance. D'abord, la création en octobre d'un site Internet (internet-mineurs.gouv.fr), géré par le ministère de l'intérieur. Les internautes seront invités à signaler les sites à caractère pédophile qu'ils auraient rencontrés lors de leurs navigations sur la Toile. « Les grandes opérations de démantèlement de réseaux criminels pédophiles, com-

tion souterraine, d'autant plus difficiles à appréhender qu'ils ne sont détectés ni par la police ni par les juges pour enfants. Afin de mieux cerner ce nouveau phénomène de prostitution, M^{me} Royal a annoncé, sans donner plus de détails, son intention d'« initier un groupe de recherches ».

La prostitution enfantine frappant plus fréquemment les jeunes étrangers isolés, le gouvernement a décidé de mettre en place un groupe interministériel de lutte contre la

clients qui abusent de ces enfants, et proposer des nouvelles mesures de protection.

Enfin, la ministre déléguée à la famille et à l'enfance entend plus généralement améliorer la prise en charge des mineurs étrangers isolés en ouvrant un « lieu d'accueil et d'orientation » à Taverny (Val-d'Oise). Il s'agira d'héberger et d'offrir une aide à ces jeunes arrivés clandestinement sur le territoire, dont le nombre, depuis trois ans, ne cesse de progresser. Selon les chiffres du ministère de l'intérieur, ils étaient 332 arrivés à Roissy en 1998, 602 en 1999 et 849 en 2000. Pour certains juges pour enfants, ces chiffres sont sous-évalués. Ces enfants, souvent traumatisés par les persécutions qu'ils ont vécues, se retrouvent dans des foyers de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) ou de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), inadaptés à leurs besoins.

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) avait préconisé, dans un avis remis le 9 juillet au premier ministre, la création de centres d'accueil d'urgence pour ces mineurs étrangers. Le site de Taverny doit ouvrir ses portes « dans les semaines qui viennent » selon le ministère. Par ailleurs, l'ouverture à Paris d'un centre d'accueil et d'hébergement pour jeunes errants étrangers – qu'ils soient victimes de réseaux de prostitution ou de réseaux de délinquance organisée – est prévue. Cette mesure figurera dans le projet de réactualisation du contrat local de sécurité (CLS). Installé dans des locaux fournis par la Mairie de Paris, le centre serait géré par la préfecture de police et le parquet de Paris. La localisation de cette structure n'est pas encore décidée.

Pascal Kremer et Sylvia Zappi

La pédophilie, principal thème d'inquiétude

La pédophilie et les violences sexuelles viennent en tête des préoccupations des Français en matière de politique de l'enfance, selon un sondage Sofres rendu public, mercredi 12 septembre, par le ministère délégué à la famille. Quelque 72 % des 978 personnes interrogées ont placé cette thématique au premier rang des « sujets dont il faudrait s'occuper en priorité ». La violence à l'école (64 %), la maltraitance (58 %), la pornographie impliquant des enfants (56 %) viennent ensuite.

Cependant, la violence des adolescents et préadolescents entre eux inquiète également (52 %). Le développement des modes de garde n'est prioritaire que pour un Français sur quatre, tout comme l'accès à l'éducation et les inégalités sociales. Une large majorité des personnes interrogées (64 %) estime plus globalement que les droits des enfants sont bien respectés en France. Mais une personne sur quatre seulement estime que la France est plutôt en avance dans ce domaine par rapport aux autres pays industrialisés.

me l'opération « Cathédrale » ou « Forum 51 » plus récemment, ont été rendues possibles grâce à des signalements de citoyens internautes », rappelle M^{me} Royal.

Deuxième domaine abordé, la lutte contre la prostitution des mineurs. Encore mal connue, la prostitution enfantine, qui touche les jeunes Français comme les jeunes étrangers, semble progresser dans les grandes villes et les banlieues. Dans les quartiers populaires, les éducateurs déclarent être confrontés à des faits de prostitu-

tion des mineurs isolés. En août, la brigade des mineurs de Paris a ainsi été confrontée à un groupe d'une dizaine de jeunes Roumains qui se vendaient sur les trottoirs du 16^e arrondissement de la capitale. Le même phénomène a été constaté dans les rues de Marseille.

LUTTE CONTRE LES RÉSEAUX

Le groupe de travail devrait coordonner la lutte contre les réseaux de prostitution, réfléchir à la politique de répression à l'encontre des

La grève du zèle d'Hubert Dujardin, nouveau coup de tête d'un magistrat obstiné

LE TRIBUNAL d'Evry (Essonne), qui a plus d'une fois défrayé la chronique ces dernières années, est le théâtre d'un nouveau psychodrame. Le premier procureur adjoint, Hubert Dujardin, refuse, depuis le 1^{er} septembre, de rendre compte de ses activités à sa hiérarchie, inaugurant ainsi une inédite « grève du zèle ». M. Dujardin, qui réclame – en vain – depuis des mois que la garde des sceaux, Marylise Lebranchu, s'engage par écrit à ne pas exercer de poursuites disciplinaires à son encontre, avait averti son supérieur, le procureur Jean-Michel Durand, dans un courrier du 6 juillet. « Il est dans mes intentions (...) si la chancellerie persistait dans sa position actuelle (...) de m'abstenir, à partir du 1^{er} septembre 2001, de tout contact, oral ou écrit, de nature administrative avec le parquet général et le ministère de la justice », annonçait Hubert Dujardin, qui a donc mis ses menaces à exécution.

L'initiative de M. Dujardin trouve pour partie sa source dans une rocambolesque affaire politico-judiciaire passée à la postérité. En novembre 1996, profitant des vacances du procureur d'Evry – à l'époque, Laurent Davenas –, son adjoint avait délibérément contrevenu à ses instructions en ouvrant une information

judiciaire visant Xavière Tiberi. La décision de M. Dujardin avait provoqué la panique au sommet de l'Etat : le ministre de la justice (RPR), Jacques Toubon, était allé jusqu'à affréter un hélicoptère dans l'Himalaya, où séjournait M. Davenas, afin que ce dernier mette un terme aux velléités de son subordonné. L'opération tourna au fiasco politique, mais elle laissa des traces durables au parquet.

PASSES D'ARMES PUBLIQUES

Furieux d'avoir été trahi par son second, Laurent Davenas lui retira une bonne partie de ses attributions. Désormais à couteaux tirés, les deux hommes s'offrirent plusieurs passes d'armes publiques qui incitèrent le ministère de la justice à dépêcher l'inspection générale des services judiciaires (IGSJ) au tribunal d'Evry. Les inspecteurs stigmatisèrent les dysfonctionnements du parquet, reprochant notamment à M. Dujardin d'avoir manqué « aux devoirs de son état de magistrat ». « Le comportement de M. Dujardin paraît devoir être soumis à l'appréciation du conseil supérieur de la magistrature », concluait le rapport de l'IGSJ, en janvier 1999.

Cette recommandation n'avait été suivie ni par Elisabeth Guigou ni par Marylise Lebran-

chu, qui lui a succédé place Vendôme en octobre 2000. La chancellerie avait au contraire choisi de promouvoir les deux magistrats : M. Davenas a ainsi été nommé, en avril, avocat général à la Cour de cassation. M. Dujardin, à qui un poste d'avocat général à la cour d'appel de Versailles avait été proposé, a en revanche refusé de quitter Evry. « Il n'est pas question que j'accepte une promotion tant que la ministre ne se sera pas engagée, par écrit, à ne pas me poursuivre disciplinairement », martèle, tête, le magistrat.

Au cabinet de M^{me} Lebranchu, on observe, mi-amusé, mi-inquiet, les « dernières frasques » d'Hubert Dujardin. Ce magistrat atypique avait déjà provoqué un tollé, en novembre 1974, lorsqu'il avait ouvert les portes de son cabinet – il était alors juge d'instruction – au *Nouvel Observateur*. « La ministre ne peut évidemment pas rédiger la lettre que M. Dujardin réclame », affirme un conseiller de la garde des sceaux. « Si M^{me} Lebranchu, qui avait promis de me recevoir, ne tient pas sa promesse, elle se discréditera définitivement », réplique Hubert Dujardin, qui envisage déjà « d'autres formes d'action ».

Fabrice Lhomme

Française des jeux : huit mois de prison avec sursis pour Gérard Colé

GÉRARD COLÉ, un ancien conseiller en communication de François Mitterrand, a été condamné, mercredi 12 septembre, à huit mois de prison avec sursis et 400 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine), dans le cadre de l'affaire de la Française des jeux, une société qu'il a présidée de 1989 à 1993. « Si je suis innocent, c'est sévère, si je suis coupable, c'est donné », a réagi l'intéressé, qui était poursuivi pour entrave à la fonction des commissaires aux comptes et pour des abus de biens sociaux de 765 000 francs.

Un an de prison avec sursis et 1 million de francs d'amende avaient été requis lors de l'audience (*Le Monde* du 2 juin). Gérard Colé, 59 ans, était poursuivi pour des faits mineurs par rapport aux soupçons de détournements et de corruption qui avaient pesé sur lui durant l'enquête. Les deux principaux chefs d'entreprise poursuivis pour avoir surfacturé leurs prestations, Alain Carré et Yves Morgen, ont été condamnés à huit mois avec sursis et 120 000 francs d'amende, les neuf autres responsables à des peines d'amende symboliques.

Le PS et les Verts négocient pour les élections législatives

LE PARTI SOCIALISTE et les Verts ont commencé, mercredi 12 septembre, leurs négociations en vue d'un accord pour les élections législatives de 2002. Les deux partis doivent se retrouver le 2 octobre, les discussions devant être bouclées au plus tard « avant la fin de l'année », a précisé Bruno Le Roux, secrétaire national aux élections du PS. La discussion a porté essentiellement sur les principes, l'accord électoral devant être accompagné d'un accord programmatique. Les Verts ont insisté sur leur volonté d'avoir un groupe de 30 députés, a indiqué Jean Desessard, secrétaire national adjoint chargé des élections. Le PS se situe, quant à lui, « sur la base de 20 » députés écologistes, M. Le Roux considérant cette proposition comme une « fourchette haute, difficile à atteindre ».

Le Parti socialiste propose de supprimer le divorce pour faute

LE GROUPE SOCIALISTE de l'Assemblée nationale a décidé, mardi 11 septembre, d'inscrire la réforme du divorce dans sa « niche » parlementaire du 9 octobre. La proposition de loi de François Colcombet (Allier) vise à supprimer le divorce pour faute, qui représente 40 % des 170 000 procédures annuelles de divorce. En revanche, le texte ne prévoit pas le divorce sans juge. A l'origine, la réforme devait faire l'objet d'un projet de loi du gouvernement qui, outre le divorce, traitait de la filiation et de l'autorité parentale. Un avant-projet avait été présenté dans ce sens, en avril, par la ministre de la justice, Marylise Lebranchu, et par la ministre déléguée à la famille et à l'enfance, Ségolène Royal (*Le Monde* du 5 avril).

CGT et FO s'émeuvent des annonces de plans sociaux

LA CGT a réuni, mercredi 12 septembre, plusieurs dizaines de représentants de syndicats d'entreprises touchées par des plans sociaux ou menacées par des projets de restructurations. Maryse Dumas, secrétaire confédérale, a estimé, à l'issue de la réunion, que « le terrain est aujourd'hui plus favorable pour accueillir les propositions de la CGT ». Elle a notamment insisté sur la « pérennité du contrat de travail », indiquant que cette « pérennité » constituait un des principaux éléments d'une nouvelle « sécurité sociale de l'emploi ». Evoquant une « période offensive d'actions et d'initiatives tous azimuts », la centrale s'est gardée d'en préciser les modalités, attendant notamment de connaître les intentions de Force ouvrière.

FO, de son côté, qui réunissait, mercredi 12 septembre, son comité confédéral national, « exige des pouvoirs publics une véritable stratégie industrielle ».

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : le Front national a été débouté, mercredi 12 septembre, par la cour d'appel de Paris du procès en diffamation qu'il avait intenté à Thierry Meyssan, dirigeant de l'association le Réseau Voltaire. M. Meyssan était poursuivi pour avoir diffusé en 1997 auprès des députés un dossier plaçant pour une commission d'enquête sur le service d'ordre du FN.

■ **L'ancien maire de Laguiole (Aveyron) a été condamné, mercredi 12 septembre**, à huit mois de prison avec sursis par le tribunal de Millau pour « homicide involontaire » à la suite d'un accident de luge mortel en 1996. L'ancien directeur de la station et le conducteur d'un engin de damage ont été respectivement condamnés à huit et quatre mois avec sursis.

■ **HANDICAPÉS** : la commission des lois de l'Assemblée nationale a donné son feu vert, mercredi 12 septembre, à la création d'une commission d'enquête sur la situation des handicapés en France. La proposition émane de Jean-François Mattei, président du groupe DL à l'Assemblée, et a été signée par les députés des trois groupes de l'opposition. Elle sera soumise au vote en séance publique à une date non précisée. L'enquête analyserait les conditions de vie des handicapés, les conditions de leur prise en charge et l'efficacité des aides qui leur sont allouées.

■ **ALCOOLISME** : l'augmentation des prix des boissons alcoolisées et la réglementation publicitaire sont nécessaires pour réduire la consommation d'alcool chez les jeunes, a estimé le Comité régional européen de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), mercredi 12 septembre. L'OMS estime que, dans cette zone Europe qui compte 51 pays, un décès sur quatre serait lié aux boissons alcoolisées chez les hommes de 15 à 29 ans.

Une nourrice relaxée du chef de « mauvais traitements à enfants »

UNE NOURRICE, poursuivie pour avoir gardé jusqu'à vingt enfants simultanément, a été relaxée, mardi 11 septembre, par la cour d'appel de Versailles (Yvelines) du chef de « mauvais traitements à enfants », mais condamnée à six mois avec sursis et 60 000 francs d'amende pour « travail clandestin ». Cet arrêt confirme la condamnation prononcée en première instance, en septembre, par le tribunal de Pontoise (Val-d'Oise). Le parquet avait fait appel (*Le Monde* du 22 juin). Sophie Marie est cependant interdite d'exercer en raison du non-respect de l'agrément qui lui autorisait la garde de trois enfants seulement à Viarmes (Val-d'Oise). Les parents de plusieurs enfants qui réclamaient des indemnités ont été déboutés. « Ma cliente se faisait aider par des salariées au noir et hébergeait beaucoup trop d'enfants, mais la maltraitance n'apparaît nulle part », a affirmé son avocat M^{me} Jean-Marie Chaussonnière. Sophie Marie avait été dénoncée par l'une de ses employées non déclarées dont elle s'était séparée.

CALVITIE
Le choix de la compétence.



Sécurité physique :
Première clinique en France par le nombre d'interventions esthétiques, cotée en bourse.

Sécurité esthétique :
toutes les techniques modernes permettant la repousse naturelle de vos cheveux, entre des mains spécialisées.

Prix étudiés et application stricte des règles de sécurité.

Résultat rapide, efficace.

Conseil et documentation au

01 53 77 26 00

Clinique d'esthétique
du Rond-Point
des Champs-Élysées

61, avenue Franklin D. Roosevelt 75008 PARIS - www.crpce.com

Restitution des biens juifs aux Pays-Bas

Vous, ou votre père, votre mère, votre mari ou votre femme avez survécu à la Seconde Guerre mondiale, avez habité pendant une partie de la guerre aux Pays-Bas et vous, ou votre père ou votre mère êtes d'origine juive?

Si c'est le cas, vous avez peut-être droit à une indemnité du Maror Desk Netherlands.

Prenez contact avec nous le plus rapidement possible!
Si vous avez déjà fait une demande, vous n'avez pas à la refaire.



Maror
Maror Desk Netherlands,
P.O. Box 19008, 2500 CA The Hague, Pays-Bas
Téléphone +800 62767 123 (numéro d'appel gratuit) ou +31 70 3382 344;
fax +31 70 3382 456 www.maror.nl

DISPARITIONS

Bernard Huet

Une figure d'exception dans l'urbanisme

LA DISPARITION, à soixante-neuf ans, de l'architecte et urbaniste Bernard Huet, mort dimanche 9 septembre à Paris des suites d'un cancer, a provoqué une grande émotion chez tous ceux, qui, en France, se préoccupent des questions urbaines, au sens le plus large du mot.

Peu connu du grand public, les médias ayant trouvé en Roland Castro une personnalité plus fracassante pour parler de la ville, il était en revanche l'une des personnalités les plus respectées, les plus écoutées, les plus engagées en faveur d'une nouvelle pensée architecturale et urbaine, et, par voie de conséquence, l'un des principaux réformateurs de l'enseignement en France. « C'était un très bon pédagogue, qui a réhabilité l'histoire, la sociologie et la pensée dans l'enseignement de l'architecture, a ainsi déclaré l'architecte Henri Gaudin, résumant la pensée générale. Il a aussi beaucoup contribué à ce que moins de violences soient faites à la ville. »

La carrière de Bernard Huet, né à Quinhon (Vietnam) le 14 janvier 1932, aura été couronnée notamment par l'Académie d'architecture en 1954, par le Grand Prix de la critique architecturale en 1983, et par le Grand Prix national de l'urbanisme et de l'art urbain en 1993, témoignant de l'extrême diversité de son travail, de son exceptionnelle richesse intellectuelle. Interrompues pendant trois ans par la guerre d'Algérie, ses études à l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris s'achèvent par son diplôme d'architecte en 1962, mais on le voit suivre les cours de Jean Prouvé aux Arts et Métiers entre 1953 et 1956, faire un crochet par le Politecnico di Milan en 1960, puis dans le cabinet de Michel Ecochard avant de reprendre ses études à l'université de Pennsylvanie, à Philadelphie, sous la direction de l'illustre Louis Kahn, avec qui il obtient le titre de Master of Architecture en 1964, et à nouveau au Japon, à l'université de Tokyo, en 1965. D'où il part encore pour un long voyage à travers toute l'Asie, de l'Extrême au Proche-Orient.

De 1967 à 1998, Huet passe de l'autre côté de l'étranger. Il enseigne la théorie et le projet à l'école d'architecture de Paris-Belleville, tout en étant invité dans de nombreuses écoles étrangères, en Italie, en Suisse, aux États-Unis ou en Belgique, et en assurant plusieurs missions d'expertise auprès de l'Unesco : pour la construction d'établissements scolaires en Côte d'Ivoire avec Michel Ecochard (1970), pour la sauvegarde de Venise (1978-1980), pour l'aménagement de la zone portuaire de Rotterdam (de 1991 à 1993). De son expérience d'observateur engagé, il retire une rare capacité de critique qui, de 1974 à 1977, le conduira à assurer la rédaction en chef de la prestigieuse revue *Architecture d'aujourd'hui*. C'est alors un tournant fondamental pour la profession qui se trouve confrontée à la critique souvent acerbe d'un des leurs, ce que n'autorise théoriquement pas la loi, mais

pis encore, peut-être, qui découvre à quel point elle s'est peu à peu éloignée de ses origines et de sa raison d'être culturelle. Les abonnements s'effritent, la promotion n'apprécie guère qu'on joue ainsi dans sa cour et la publicité se raréfie. Alors que la revue est au meilleur de sa qualité, Bernard Huet est remercié.

Il ouvrira sa propre agence en 1982 et réalisera de très nombreux projets d'aménagement urbain : la place Stalingrad ou l'avenue des Champs-Élysées à Paris, la place de la Liberté à Brest, l'aménagement des Lices et du Vigan à Albi, la piazza Verdi à Trieste (Italie), les jardins de Bercy à Paris. En 1998 et 1999, il assurera encore les fonctions d'architecte-conseil de la ville de Lyon.

UN EXCELLENT CRITIQUE

En architecture, on lui doit le centre d'art et de culture de la Ferme du buisson à Noisiel, la restructuration du Collège de France à Paris, des logements à Burano (Italie), le parvis de la cathédrale à Amiens ou encore une résidence étudiante à Orléans. En règle générale, Bernard Huet se montre meilleur urbaniste, ou paysagiste, qu'architecte : ses préoccupations fondamentales se trouvent presque exclusivement de la recherche sinon d'un style, du moins d'une écriture contemporaine qui assure le lien avec le passé. Excellent critique, il devient ainsi plus ombrageux, parce que toujours inquiet, lorsque ses interlocuteurs viennent à lui montrer leur scepticisme. C'est aussi parce qu'il juge avec rigueur la pensée volatile de beaucoup de ses contemporains, les modes, les forts en gueule. Il voit dans tout cela autant de danger pour la ville et les hommes. Sa pensée, remarquablement construite et articulée, et dont il nous livrait une partie en 1993 (*Le Monde* du 23 novembre 1993), ne s'accroît pas des « paillettes », des visions éphémères dont quelques morts s'étaient alors fait une spécialité.

Était-il pessimiste ? Laissons-lui la conclusion de son exceptionnelle aventure, telle qu'il nous l'avait lui-même formulée : « Des solutions latentes, cachées, il y en a, mais il faudra probablement passer un certain seuil de catastrophe, que la société se croie réellement menacée, pour qu'elle s'en saisisse. Le symptôme de la catastrophe se profile à travers la dangerosité urbaine. Ce n'est pas tant la violence, mais ce qu'elle présuppose, l'émergence de nouvelles "sauvageries" engendrées par l'exclusion. On est bien loin de la culture folklorique des banlieues. La périphérie, même théorisée par certains, ne se définit que par la discontinuité, la fragmentation, donc l'exclusion dans un non-lieu. Or des êtres humains y vivent et ce sont les plus fragiles. Ce pur produit d'un urbanisme de secteur correspondant parfaitement aux avancées de la modernité, avec sa logique de fragmentation, de spécialisation, nous n'en sommes pas tout à fait débarrassés, il faut maintenant penser autre chose. Or, penser autre chose, ce n'est pas penser l'utopie, mais le possible. »

Frédéric Edelmann

NOMINATIONS

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Le conseil des ministres réuni mercredi 13 septembre a approuvé les nominations suivantes : **Dominique Varangot**, sous-préfet de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), a été nommé préfet hors cadre, chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement ; **Patrice Magnier**, préfet hors cadre, a été nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire.

[Né le 18 juillet 1938 à Paris, Patrice Magnier a intégré le ministère de l'intérieur à sa sortie de l'ENA en 1966. Il a été directeur du cabinet du préfet de la Corse (1966-1969), de la Meurthe-et-Moselle (1969-1974), sous-préfet de Provinces (1974-1976), secrétaire général de la préfecture de la Réunion (1976-1980), avant de devenir sous-directeur des affaires politiques au secrétariat d'Etat chargé des DOM-TOM (1980-1982), puis sous-directeur des personnels et de la formation à la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur (1982-1985). Il a ensuite été préfet des Alpes-de-Haute-Provence (1985-1987), de la Dordogne (1987-1990), de l'Aisne (1990-1992), de la Loire (1992-1993), de la région Auvergne et du Puy-de-Dôme (1993-1996), de la région Alsace et du Bas-Rhin (1996-1998), puis préfet de la région Centre, de la zone de défense Centre-Ouest et du Loiret (1998-2001). Patrice Magnier était préfet hors cadre en juillet dernier.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Elvire et Daphné COLLOMBEL

sont nées le 28 août 2001.

Karine Siboni, Philippe et Octave Collombel, 20, rue Oudinot, 75007 Paris.

Catherine et Paul de BRANCION, Anne-Sophie, Mathilde, Alice et Pierre, ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Grégoire,

le 31 juillet 2001.

Jean-Pierre et José-Marie PIQUARD sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille,

Kyra,

le 10 septembre 2001, à Ottawa (Canada), au foyer de **Cécile et Matthew CHARLTON.**

9B, allée d'Honneur, 92330 Sceaux, 198, Latchford, Ottawa, Ontario K1Z 5W2.

Baptêmes

– Nous sommes très heureux d'annoncer, avec

Johanna et Jérémie, Joane et Grégory,

leurs marraines et parrains, le baptême de

Camille et Marguerite PERBOST,

le 8 septembre 2001, en l'église Saint-Michel des Batignolles.

Mariages

Joëlle CINQ-FRAIX et Stéphane DELANOË

ont la joie de faire part de leur mariage, le 14 septembre 2001, à Paris.

14, rue Jean-Robert, 79, rue de Bagnolet.

Sonia FEERTCHAK et Sven ORTOLI

sont heureux de faire part de leur mariage, qui aura lieu le 15 septembre 2001, à Barie (Gironde).

43, rue Boissonade, 75014 Paris.

Alexandra MOREIRA DA SILVA et Franck MÉDIONI

se sont mariés, le 8 septembre 2001, à Paris. Ils sont heureux.

« Mème la musique la plus raffinée, chinoise, résolument solitaire, présente dans ses légendes les plus radicales l'idée de groupe : au minimum la rencontre de deux amis indéfectibles. Un couple. » Pascal Quignard.

Décès

– Alain Fantapié, président, Et les sociétaires de l'Académie Charles-Cros, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Pierre d'ARQUENNES, membre fondateur de l'Académie Charles-Cros,

à laquelle, tout au long de sa vie, il n'a cessé d'apporter une contribution éclairée et généreuse.

– Anie et Jean-Henri Dollfus, Edith Eissen, Jacques et Françoise Manen, Bertrand et Anny Manen, ses enfants, Ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Henri MANEN, née Alice BERTRAND, Juste des nations,

survenu le 12 septembre 2001, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le 14 septembre, à 11 heures, au temple de Saint-Chaptes (Gard), et l'ensevelissement dans l'intimité familiale à Saint-Julien-du-Gua (Ardèche).

Ni fleurs ni couronne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Heureux l'homme qui met en l'Éternel son attente. » Psaume 146 v. 5.

48110 Sainte-Croix-Vallée-Française, 3, rue de Boston, 67000 Strasbourg, 2, rue Alfred-de-Musset, 30190 Saint-Geniès-de-Malgoirès, 31, avenue François-Mas, 34300 Le Grau-d'Agde.

– Wanda Diebolt, directrice de l'Architecture et du Patrimoine, Et l'ensemble du personnel de la direction, ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard HUET, architecte, fondateur de l'école d'architecture de Paris-Belleville,

et s'associe à la douleur de la famille et des proches.

(Lire ci-contre.)

– Munster. Paris.

Mme Halina Kern, son épouse, Anne-Brigitte et Jacques Seiler, Pascal Kern et Ghislaine Vappereau, Hippolyte et Raphaëlle, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Alfred KERN,

le 12 septembre 2001, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 18 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Léger, à Munster (Haut-Rhin), suivie de l'inhumation, à Strasbourg.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

– Mme Bénédicte Mamaliga, ses enfants, et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Leonid MAMALIGA, « L.M. Arcade »,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le 4 septembre 2001.

L'inhumation a eu lieu à Hennebont (Morbihan), dans l'intimité familiale.

Une cérémonie commémorative orthodoxe sera célébrée par Mgr Joseph, le dimanche 7 octobre, à 12 h 30, en la crypte de l'église Saint-Sulpice, Paris-6^e.

– L'université Pierre-et-Marie-Curie, Et l'UFR de chimie, ont la tristesse de faire part du décès soudain de

M. François MILLOT, maître de conférences à l'université.

– « Le mont Ventoux, miroir des aigles, était en vue » pendant l'enterrement de

Robert MUS, peintre,

au cimetière de Saint-Didier (Vaucluse), lundi 10 septembre.

Nous l'aimions.

– Un culte d'action de grâces après le décès de

Pierre RENARD, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale,

aura lieu au temple réformé, 58, rue Madame, à Paris-5^e, le samedi 22 septembre 2001, à 11 heures.

De la part de Geneviève Renard, Ses enfants et petits-enfants.

La Colinière, 89300 Joigny.

– Eric Sinz, son époux, Patrick Sinz et sa famille, Kadidja Sinz-Cailleaux et sa famille, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Dagmar SINZ, journaliste,

survenu le 6 septembre 2001.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le 11 septembre, en la cathédrale de Sens.

– Alice et Vincent, ses enfants, Lucette et Michel, ses parents, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Gilles STEINEBACH, architecte, urbaniste en chef de l'Etat,

survenu dans sa cinquantième année, à la suite d'un cancer.

Ses obsèques auront lieu le samedi 15 septembre, à Paris, à 10 h 15, au cimetière du Père-Lachaise. Rendez-vous à la grande porte.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, rue Edouard-Vaillant, 93170 Bagnolet.

Rectificatifs

– Dans l'avis de décès de

Salvatore ROMEO,

paru dans le Carnet daté 12 septembre 2001, il fallait lire :

La bénédiction a eu lieu, à 10 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux, le jeudi 13 septembre, 18 bis, rue de Fontenay, Sceaux (Hauts-de-Seine).

Conférences

Cycle de conférences sur les religions du monde

ESPACE LAÏQUE DES RELIGIONS, 37, rue Tournefort, Paris-5^e.

Connaître les religions pour mieux comprendre le monde et se comprendre les uns les autres, sans prosélytisme. Lundi, 10 heures-12 heures, ou jeudi, 20 heures-22 heures. Renseignements, tél. : 01-43-27-72-71.

– En introduction au cycle de conférences 2001-2002 sur le thème « Commentaire biblique et interprétation philosophique », Maurice-Ruben Hayoun traitera de : « Exégèse et philosophie dans le judaïsme : comment les juifs ont lu et pensé la Bible des origines à nos jours », le jeudi 20 septembre 2001, à 20 h 15, mairie du XVI^e arrondissement (71, avenue Henri-Martin, Paris-16^e). Renseignements et inscriptions : Tél. : 01-40-82-26-02. E-mail : mhr@consistoire.org

Les Mardis de la Philo reprennent le 2 octobre 2001

Au programme cette année, dix-sept thèmes de six conférences, **Le matin, à 9 h 30 et à 11 heures** – « Le Bien, le Mal. Le regard des philosophes », *O. Tellio-Gazalé*. – « L'individu contemporain face à ses contradictions morales », *O. Tellio-Gazalé*.

– « Y a-t-il une vérité dans l'art ? », *J. Stassin*.

– « Les nouvelles idéologies : New Age, écologie, retour au passé », *M. Lacroix*.

– « Les philosophes de l'Antiquité et la modernité naissante », *A. Akoun*.

– « La philosophie dans le monde contemporain (I et II) », *A. Akoun*.

– « Les philosophes modernes, de Kant à Heidegger », *A. Akoun*.

L'après-midi à 16 heures – « Découvrir et comprendre l'art contemporain », *B. Blistène*.

L'après-midi à 18 heures – « Le judaïsme face à la modernité : la pensée juive au XX^e siècle », *F. Rausky*.

– « Le christianisme, cette religion inconnue », *R. Nouailhat, F. Boespflug, J.-P. Willaime*.

– « Islam et modernité sont-ils compatibles ? », *A. Guiderdoni*.

– « Les grands courants ésotériques en Occident », *J. Rousse, Lacordaire, R. Goetschel, A. Guiderdoni*.

En soirée, à 20 heures – « Les philosophes de l'Antiquité et la modernité naissante », *A. Akoun*.

– « Les pensées fondatrices du XX^e siècle », *O. Tellio-Gazalé*.

– « L'héritage des trois monothéismes et le destin de l'Occident », *C. Geffré*.

– « Les philosophes et l'art », *J. Stassin*.

– « Introduction aux sagesse orientales : le bouddhisme », *E. Martini, T.M. Courau*

Les conférences ont lieu le mardi, 4, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6^e.

Renseignements au 01-47-22-13-00 ou à www.lesmardisdelaphilo.com

Formations

DEA

« Risques et inégalités : territoires en mutation et enjeux géographiques », **Université Paris-VIII,**

2, rue de la Liberté, 93200 Saint-Denis.

Renseignements : 01-49-40-64-65 (64-66). E-mail : ecanobbio@univ-paris8.fr Candidature avant le 24 septembre 2001.

Diplômes

UNIVERSITÉ PARIS-X - NANTERRE DEA de géographie de la santé Directeur : Pr Gérard Salem

Nouveau DEA, rentrée scolaire 2001

Dans les pays du Nord et du Sud, analyse géographique des inégalités de santé, du système de soins, modèles d'allocation de ressources, système de santé et aménagement du territoire. Formation méthodologique : épidémiologie spatiale, cartographie informatique et système d'information géographique.

Renseignements pédagogiques : geosante@wanadoo.fr

Tél. : 01-43-54-13-87.

Renseignements administratifs : christiane.marquis@u-paris.10.fr

Tél. : 01-40-97-41-20.

Communications diverses

Atelier d'écriture poésie-prose poétique : explorer et tisser les fils du mouvement poétique de l'écriture.

Bi-mensuel, Paris 13.

Françoise Neveu : 06-72-67-07-30.

Tous les jours dans le « Carnet du Monde » **NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS** 600 F TTC - 91,47 € FORFAIT 10 LIGNES TARIF ABONNÉS 491 F TTC - 74,85 € FORFAIT 10 LIGNES **La ligne suppl. : 60 FTTC - 9,15 €** ☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42 Fax : 01.42.17.21.36 e-mail : carnet@mondepub.fr

DEBARRAS integral, tous locaux, récupérations. **BIGUES BENNES** 01 49 95 95 42 **Service rapide tous les jours**

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS LES CLES DE L'INFO

numéro de septembre

Plein-emploi : le mythe et la réalité

Après trois années de croissance riche en emplois, le chômage repart à la hausse. Renversement de tendance durable ou accident de conjoncture transitoire ?

Un dossier pour faire le point sur l'évolution de l'emploi, les nouveaux métiers, les conditions de travail, les stratégies d'embauche et les défis pour demain.

13 F / 1,98 €

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

+ les clés de l'info

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS LITTÉRAIRES

En voyageant, en écrivant

« Si vous coupez un écrivain-voyageur en deux, vous n'aurez pas, d'un côté, un écrivain et, de l'autre, un voyageur, mais deux moitiés d'écrivain-voyageur. » (Jacques Meunier)

Mais quoi de commun entre Segalen et Twain, Stevenson et Michaux, Melville et Stendhal, Nerval et Cendrars ? Peut-être, simplement, une certaine idée de « l'usage du monde ». Et de la littérature...

13 F / 1,98 €

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Val-d'Oise met les bouchées doubles pour ses jeunes

Le département le plus juvénile de la métropole doit consacrer d'importants moyens aux équipements scolaires ou culturels. Redoutant une aggravation des difficultés sociales, le conseil général demande un plan d'urgence

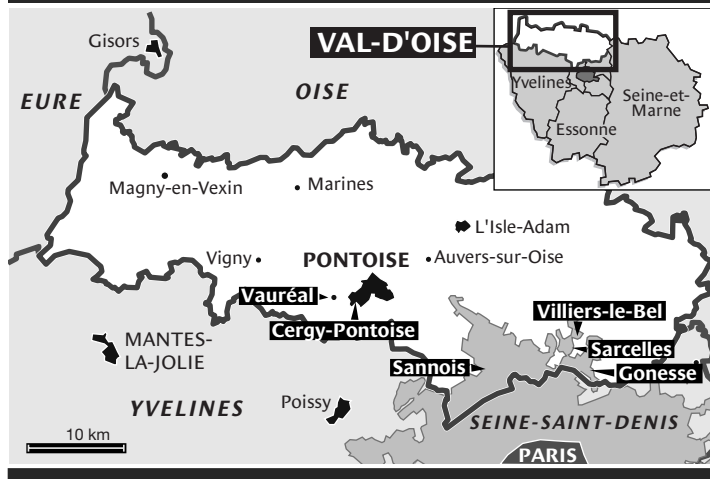
DES MILLIERS de maisonnettes entourées de jardins, des rues verdoyantes, des parcs, des pistes cyclables... Vauréal, à une trentaine de kilomètres de Paris, est la concrétisation d'une utopie : celle de la ville à la campagne. Rien ne laisse imaginer qu'on se trouve là dans une cité de près de 17 000 habitants. Rien, sinon la présence, et même l'omniprésence des enfants et des adolescents. Ils envahissent les allées des lotissements à la sortie des écoles, quelques jours après une rentrée sans anicroches.

Avec la moitié de la population âgée de moins de 25 ans, Vauréal est une des villes les plus jeunes de France. Au cœur d'un département, le Val-d'Oise, dont l'Insee a confirmé, qu'il reste lui aussi, d'un recensement à l'autre, le plus jeune de métropole.

Cette explosion démographique de la troisième couronne de la région parisienne a complètement transformé ce qui n'était, en 1984, qu'un petit bourg rural de 800 personnes. En une quinzaine d'années, les aménageurs de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise ont construit, au milieu des champs, un des pôles d'une agglomération qui compte aujourd'hui 185 000 habitants. Des milliers de jeunes couples ont trouvé à Vauréal le moyen d'accéder à bon marché, pour la première fois, à la propriété.

Mais, pour scolariser les centaines d'enfants qui sont arrivés chaque année dans la commune - 470 naissances en 1985, 140 encore en 2000 -, l'établissement public d'aménagement (EPA) de la ville nouvelle a dû bâtir neuf groupes scolaires de 18 classes en quelques années, puis deux collèges et un lycée. La construction des écoles achevée, la gestion d'une population aussi jeune reste le problème numéro un de la municipalité de Vauréal : près de cent personnes travaillent sur le secteur jeunesse, les deux tiers du budget de la commune leur sont consacrés. « Aujourd'hui, ce n'est plus la petite enfance qui est notre principal souci, mais ces adolescents qui grandissent, explique Bernard Morin, maire (PS) de la ville. Le problème n'est pas tant de créer des structures d'animation, des lieux de rencontre, que de faire cohabiter deux générations. »

Une troisième couronne dont la démographie a explosé



Car Vauréal, conçue comme un rêve d'aménageur, met face à face deux modes de vie complètement antagonistes. D'un côté, des adultes, qui veulent profiter au maximum d'un environnement protégé quand ils ne travaillent pas sur la ville nouvelle ou à Paris ; de l'autre, des milliers de jeunes qui n'ont quasiment que la rue pour se retrouver... souvent aux heures où leurs parents dorment. « Nous organisons en quelque sorte une véritable thérapie entre les générations, dit M. Morin. Les situations conflictuelles sont mises en scène dans les collèges, dans les maisons de quartier, une fois par mois aussi dans un "café-famille" où les parents peuvent parler de leurs problèmes avec les jeunes. »

Il n'y a pas que dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise que la jeunesse s'ennuie. C'est pour remplir le vide des longues soirées loin de Paris que la municipalité de Sannois s'est donné les moyens de faire vivre une salle de concerts dans cette ville de 26 000 habitants. Une première ouverture entre 1992 et 1994 s'était soldée par un échec : « Nous avions voulu confier la salle aux jeunes d'une cité. Ils ont rapidement été débordés », explique Lucienne Faujas, adjointe au maire. Aujourd'hui géré par des professionnels « autour d'un projet culturel », l'Espace Michel-Berger reçoit 13 000 jeunes par an. « Mais

le vide des longues soirées loin de Paris que la municipalité de Sannois s'est donné les moyens de faire vivre une salle de concerts dans cette ville de 26 000 habitants. Une première ouverture entre 1992 et 1994 s'était soldée par un échec : « Nous avions voulu confier la salle aux jeunes d'une cité. Ils ont rapidement été débordés », explique Lucienne Faujas, adjointe au maire. Aujourd'hui géré par des professionnels « autour d'un projet culturel », l'Espace Michel-Berger reçoit 13 000 jeunes par an. « Mais

Une moyenne d'âge de 34,6 ans

Après celui de 1990, le recensement de 1999 a conforté le Val-d'Oise comme le département le plus jeune de la France métropolitaine. Selon l'Insee, la moyenne d'âge y est en effet de 34,6 ans (33 en 1990) et les moins de 20 ans représentent 29,1 % de la population. Cette particularité s'explique par un taux de natalité annuel moyen de 15,4 pour mille, beaucoup plus élevé que celui de la France métropolitaine (12,7). Malgré une forte immigration étrangère, le solde migratoire est cependant devenu déficitaire entre les deux recensements, comme dans tous les départements d'Ile-de-France, à l'exception de la Seine-et-Marne. Les communes les plus jeunes sont principalement situées au sud-est du département (Sarcelles, Garges-lès-Gonesse, Villiers-le-Bel), et dans la ville nouvelle : près de 32 % de la population de Cergy-Pontoise a moins de 20 ans, alors que les personnes de plus de 60 ans y représentent seulement 8 %.

nous avons du mal à faire venir les populations difficiles, reconnaît Arnaud Monnier codirecteur de l'EMB. Ce n'est pas ici qu'ils veulent écouter du rap. »

Sur un territoire aussi vaste que le Val-d'Oise, les problèmes que pose la jeunesse de la population sont très différents : ainsi, entre le Vexin rural, où les cadres installent leur famille dans des villages préservés, et le sud-est du département, en bordure de la Seine-Saint-Denis. A Villiers-le-Bel, « près des trois quarts des jeunes de seize à vingt-cinq ans sont marqués par l'échec scolaire, explique Michèle Pisani, directrice de la mission locale pour l'emploi. Et pourtant, nous trouvons des solutions professionnelles ou de formation pour une grande partie d'entre eux, parce que le secteur offre de nombreux emplois. » Mais les difficultés sont ailleurs. « Plus du tiers sortent du collège avec des problèmes de santé et d'accès au droit, dit M^{me} Pisani. Et le plus dur est encore de leur trouver un logement pour qu'ils puissent prendre leur indépendance. »

Les grandes cités du secteur, comme Sarcelles, ont en effet été conçues pour accueillir essentiellement des familles. Résultat, ces villes construites à la hâte concentrent aujourd'hui des populations

en difficultés. En arrivant, il y a sept ans, à la tête du collège François-Truffaut, à Gonesse, Evencio de Paz, avait trouvé un établissement à feu et à sang, avec des résultats catastrophiques. « Nous ne nous sommes pas contentés de rétablir la discipline, raconte M. de Paz. Nous avons ouvert l'établissement sur son environnement, c'est-à-dire sur des cités où vivent cinq mille per-

« Le problème n'est pas tant de créer des structures d'animation que de faire cohabiter deux générations »

sonnes, en valorisant les cultures de près de quarante nationalités différentes. » Avec, aussi, d'importants moyens matériels et humains, M. de Paz a obtenu des résultats spectaculaires, parfois supérieurs à la moyenne nationale, et quatre élèves acceptés dans les meilleurs lycées de Paris.

« Toute la jeunesse du département est évidemment une chance pour l'avenir, constate François Scellier, président (UDF) du conseil général du Val-d'Oise. Mais il faudra avant tout régler les problèmes sociaux et les questions d'insécurité. Nous devons apporter des réponses à tous ces jeunes qui ne cessent de nous interpeller, eux aussi, sur leur avenir. » Inquiet des mauvais résultats dans les collèges, le conseil général demande ainsi un plan d'urgence pour le département, à l'image de ce qu'a obtenu la Seine-Saint-Denis.

Christophe de Chenay

DÉPÊCHES

■ **DÉCHETS** : la production des déchets ménagers par habitant continue à augmenter malgré d'importants progrès en termes de recyclage et de traitement, ont souligné les participants des 6^{es} Assises nationales des déchets, qui se tiennent depuis mardi 11 septembre à La Baule (Loire-Atlantique). « En 2000, plus de 40 millions de Français pouvaient trier leurs déchets, soit quatre fois plus qu'en 1997 », a souligné le ministre de l'environnement, Yves Cochet. Mais « la réduction à la source est essentielle », a-t-il ajouté, interpellant notamment « les producteurs, les distributeurs et les industriels », qui détiennent « la réponse à ce problème essentiel ».

■ **BLÉ** : la récolte de 31,1 millions de tonnes de blé en France permettra d'approvisionner « l'ensemble de nos marchés » lors de la campagne de commercialisation 2001-2002, a assuré Pierre-Olivier Grege, directeur général de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC), mercredi 12 septembre. La récolte est en baisse de 4,8 millions de tonnes par rapport à 2000, notamment à cause des intempéries subies au printemps. Mais les stocks permettront de satisfaire les besoins des acheteurs des marchés français, européens et des pays tiers.

■ **ORLY** : Christian Favier, président (PCF) du conseil général du Val-de-Marne, demande le transfert du siège social d'Aéroports de Paris (ADP) de la capitale à Orly, qui souffre des problèmes d'AOM et du départ d'Air France sur Roissy. Il estime « incohérent » que la fiscalité d'ADP profite à Paris alors que « son activité se situe en banlieue, qui subit les nuisances sans en retirer aucun bénéfice ».

■ **PARIS** : le conseil du 8^e arrondissement de Paris, à majorité de droite, vient de repousser le projet de couloirs d'autobus présenté par le maire de la capitale, Bertrand Delanoë (PS). Le maire de l'arrondissement, François Lebel (RPR), a dénoncé à cette occasion « le manque total de concertation, de démocratie, et l'autoritarisme de la mairie de Paris ». Une partie importante des rues du centre de cet arrondissement devait être équipée de ces couloirs.

La caserne de Pontoise, « lieu de fabrique pour les artistes »

LES BARBELÉS sont toujours là, le gardien aussi. Mais la caserne du quartier Bossut, à Pontoise, s'est vidée de ses militaires. A leur place, des jeunes gens très décontractés. Ce qui s'appelle maintenant La Caserne, en un seul mot, est devenu « un lieu de fabrique pour les artistes ». Un an après le départ des régiments, l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise a racheté, en août 1999, les 14 hectares de terrain et les 44 000 mètres carrés de bâtiments. Avec l'aide de l'association Usines éphémères, qui se consacre à des réaffectations provisoires de bâtiments industriels laissés vacants, les magasins de munitions sont devenus des studios de musique, les chambrées des ateliers, les hangars et les écuries des espaces de répétition.

Plasticiens, groupes de musique, une dizaine de compagnies théâtrales et deux cirques, ce sont en tout deux cents jeunes artistes, en majorité originaires du Val-d'Oise, qui occupent ces locaux volontairement laissés dans leur état d'origine dans l'attente d'une destination définitive. « Il y avait un vrai besoin de lieu comme celui-ci dans le département, explique Frédérique Magal, directrice de La Caserne. Nous avons été connus en quelques semaines sans

faire de publicité, et nous refusons sans cesse des candidats. » La réputation de certains groupes a déjà largement dépassé les frontières du département, comme les Ogres de Barback ou K2R Riddim.

Les artistes ne restent pas cantonnés dans leurs murs : des partenariats sont mis en place avec les différentes structures culturelles du département. Ils vont également dans les écoles, les collèges et les lycées. Des projets éducatifs sont mis en place pour étudier les grands problèmes d'urbanisme. Artistes et élèves ont travaillé ensemble sur un programme de tri sélectif des déchets. D'autres ont photographié les rues de la ville nouvelle sous toutes les diagonales. « On rencontre à la fois des jeunes très créatifs, et d'autres qui n'ont ni les moyens ni le goût de s'exprimer, raconte M^{me} Magal. Mais quand on leur demande de raconter leur cadre de vie, une image revient sans cesse : celle d'un désert. » Pour éviter que les tagueurs ne continuent à décorer de leurs graffitis les murs de leurs rues et de leurs cités, Usines éphémères a accepté de prendre en charge un stage de « socialisation des graffeurs ».

C. de C.

CULTURE
Publicités
EN
RÉGIONS

Pour communiquer dans cette rubrique, vous pouvez nous contacter au :

01.42.17.39.65
Fax : 01.42.17.39.24

THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE TNP UNION DES THÉÂTRES EUROPE

Saison 2001/2002

Le chant du cygne et autres histoires d'Anton Tchekhov adaptation et mise en scène Roger Planchon

Le retour au désert de Bernard-Marie Koltès mise en scène Thierry de Peretti

Cymbeline de William Shakespeare mise en scène Philippe Calvario

Le malade imaginaire de Molière mise en scène Gildas Bourdet

Le pupille veut être tuteur de Peter Handke mise en scène Jean-Claude Berutti

Approches de Hölderlin d'après Un lourd destin de Charles Juliet mise en scène Roger Planchon

Mère Courage et ses enfants de Bertolt Brecht mise en scène Christian Schiaretti

Histoires de famille de Biljana Srbljanovic mise en scène André Wilms CREATION

Arlecchino servitore di due padroni de Carlo Goldoni mise en scène Giorgio Strehler

La femme gauchère de Peter Handke mise en scène Grzegorz Jarzyna

La princesse Maleine de Maurice Maeterlinck mise en scène Yves Beaunesne

L'école des femmes de Molière mise en scène Didier Bezace

Le gardeur de troupeaux de Fernando Pessoa mise en scène Hervé Pierre

Fellag Un bateau pour l'Australie

ABONNEMENT
TNP-Villeurbanne
8 place Lazare-Goujon
69100 Villeurbanne
04 78 03 30 00

L'ESPACE collectivities

PARC D'EXPOSITIONS PARIS-LE BOURGET
LES 14, 15, 16 SEPTEMBRE 2001

l'espace collectivities / l'odyssée de la ville

LA VILLE IMAGINONS
DEMAIN, POUR VOIR...

FINANCE Le gouvernement cherche toujours des solutions pour alléger les 64,9 milliards d'euros (425,7 milliards de francs) de dette de France Télécom. ● LE SECRÉTAIRE

d'Etat à l'industrie, Christian Pierret, avait laissé entendre, mercredi midi, que le rachat d'une participation de 11 % dans le groupe franco-italien STMicroelectronics par le nouveau

pôle nucléaire Areva était acquis, avant de se rétracter un peu plus tard dans un communiqué ● AREVA, dirigé par Anne Lauvergeon, a précisé que rien n'était fait et que

les éventuelles modalités n'avaient même pas été abordées. ● FRANCE TÉLÉCOM, qui a décidé de vendre ses actifs non stratégiques, espère retirer de 3 à 3,5 milliards d'euros de

cette participation, valorisée 2,7 milliards d'euros au cours de Bourse actuel de STMicroelectronics. ● LA BOURSE, elle, s'impatient de voir l'opérateur tarder à réduire sa dette.

Areva résiste aux pressions du gouvernement pour aider France Télécom

Le groupe nucléaire est pressenti par l'Etat pour participer au désendettement de l'opérateur public, en rachetant les 11 % détenus par le groupe de télécommunications dans STMicroelectronics. Mais ses dirigeants rechignent, trouvant le prix demandé trop élevé

LE DÉSENETTEMENT de France Télécom ne va décidément pas de soi. Malgré les déclarations volontaristes des dirigeants de l'opérateur historique de télécommunications et de son actionnaire majoritaire, l'Etat, la diminution des 64,9 milliards d'euros (425,7 milliards de francs) de dettes s'annonce difficile. L'objectif de réduire son poids de moitié a été reporté à la fin 2003, et un programme de cessions d'actifs non stratégiques, pour un montant de 13 milliards à 17 milliards d'euros, a été engagé (*Le Monde* du 7 septembre). Dans l'intervalle, France Télécom, qui a déjà encaissé le produit des cessions de ses participations dans la société Sema, dans l'opérateur néerlandais KPN, compte sur l'aide de l'Etat pour participer à l'allègement de sa dette.

Dernière escarmouche en date : la polémique, mercredi 12 septembre, entre le secrétaire d'Etat à l'industrie, Christian Pierret, et le groupe nucléaire public Areva, fortement pressenti par l'Etat pour l'aider à désendetter l'opérateur, mais dont les dirigeants, Anne Lauvergeon et Pascal Colombani, se font tirer l'oreille. A Bercy, on avait imaginé faire racheter par Areva, le nouveau pôle regroupant la Cogema, Framatome et CEA-Industrie (*Le Monde* du 5 septembre), la part de 11 % du capital de STMicroelectronics, le fabricant franco-italien de semi-conducteurs, détenue par France Télécom. Cette participation est logée dans une holding commune,



FTICI, détenue à 51 % par CEA-Industrie et à 49 % par France Télécom, et qui contrôle au total un peu moins de 22 % du fabricant de microprocesseurs. Finmeccanica, la holding industrielle publique italienne cotée, détient également 22 % de STMicroelectronics.

La semaine dernière, Jean-Louis Vinciguerra, le directeur financier de l'opérateur téléphonique, estimait pouvoir obtenir entre 3 milliards et 3,5 milliards d'euros de cette participation. Les dirigeants d'Areva tiquent sur le prix réclamé par l'opérateur, qui représenterait une prime de 10 % à 30 % par rapport au dernier cours de l'action

STMicroelectronics, alors que, selon la logique boursière, « cette participation devrait au contraire subir une décote de holding de 10 % à 30 % », souligne un proche du dossier. En effet, les marchés jugent qu'une participation détenue par une holding vaut moins qu'une participation directe dans une entreprise. « Nous prendrons une décision d'entreprise », avait assuré M. Colombani et M^{me} Lauvergeon début septembre.

Côté politique, la décision de principe semblait pourtant bouclée. Interrogé par la presse sur le sujet, mercredi 12 septembre en milieu de journée, M. Pierret a

répondu d'un ton sans réplique : « La question est résolue dans son principe. » Il ajoutait même, ironique : « J'ai le sentiment que nous avons été très convaincants. » Titillé sur les réticences manifestées par Areva, le secrétaire d'Etat à rétorqué, martial : « L'actionnaire principal des deux entreprises a pris sa décision, elle sera appliquée. » Bref, l'affaire semblait entendue.

Rebondissement dans l'après-midi : le secrétariat d'Etat à l'industrie publiait un communiqué revenant complètement sur les déclarations du ministre quelques heures plus tôt. « France Télécom est effectivement en discussion avec Areva, en vue d'établir les modalités de la reprise de sa participation dans STMicroelectronics », explique le texte. Mais l'opérateur « examine également d'autres marques d'intérêt reçues ». Et le secrétariat d'Etat de conclure : « Sans remettre en cause l'objectif d'une cession de ces titres d'ici à la fin de l'année, il serait en revanche prématuré de préjuger de l'issue finale de ces discussions. »

Pour enfoncer le clou, Areva publiait à son tour un communiqué très sec en fin d'après-midi. « Les instances de direction du groupe Areva ont découvert avec surprise les propos du secrétaire d'Etat à l'industrie concernant la reprise par Areva de la participation de France Télécom dans STMicroelectronics », écrit le groupe, en ajoutant qu'« aucune décision de principe n'a été prise » à ce propos. Areva précise par ailleurs que « s'agissant d'éventuelles modalités, celles-

ci n'ont même pas été abordées ». Interrogée par *Le Monde*, mercredi soir, M^{me} Lauvergeon, présidente du directoire d'Areva, s'est refusée à ajouter d'autres commentaires, rappelant seulement qu'« il existe des actionnaires minoritaires dans

La posture du groupe nucléaire apparaît surtout tactique. Il s'agit d'amener France Télécom à revoir à la baisse ses prétentions

Areva et des règles de gouvernement d'entreprise ».

La posture du groupe nucléaire apparaît surtout tactique. Il s'agit d'amener France Télécom à revoir à la baisse ses prétentions. « A moins de 2 milliards d'euros, ils peuvent commencer à discuter », note un observateur. La cession des 11 % dans STMicroelectronics, annoncée aux marchés par France Télécom pour la fin 2001, devait initialement rapporter 4 à 5 milliards d'euros...

Pour l'heure, donc, chacun campe sur ses positions. Et il n'est pas sûr que le temps joue en faveur de France Télécom. Evincé de l'indice

Stoxx 50 des valeurs boursières européennes vedettes, le géant français des télécommunications doit impérativement envoyer des signaux de nature à rassurer les marchés sur sa capacité à juguler son endettement record. Dans la conjoncture actuelle, et malgré les bons résultats financiers de l'opérateur, les analystes doutent que le groupe présidé par Michel Bon, confronté à la chute sans précédent de son cours de Bourse, tienne le calendrier qu'il s'est fixé pour réduire sa dette. La vente, fin mai, des 9,9 % de France Télécom dans Sprint FON, la branche fixe de l'opérateur américain Sprint, n'a rapporté que 1,7 milliard d'euros, soit 415 millions d'euros de moins que prévu. Celle de ses 5,7 % dans Sprint PCS (mobile) n'est plus à l'ordre du jour pour l'instant.

Quant à STMicroelectronics, il affecte jusqu'ici la plus grande indifférence à l'égard des désaccords de ses actionnaires. Son PDG, Pasquale Pistorio, table sur une reprise du marché des semi-conducteurs au quatrième trimestre 2001 pour faire remonter son cours de Bourse. « Je suis sûr que les données fondamentales de STMicroelectronics sont très fortes, a-t-il expliqué récemment à des analystes. Le groupe a toutes les caractéristiques pour faire mieux que la moyenne de [ses] concurrents et le marché en prendra acte. » La meilleure façon de mettre enfin d'accord ses actionnaires.

Pascal Galinier

Leclerc assoit sa domination sur la distribution en France

LECLERC est en train de s'installer confortablement dans le fauteuil de numéro un de la distribution en France. Le groupement de supermarchés a creusé l'écart avec le numéro deux, Carrefour, pénalisé par les débuts difficiles de sa fusion avec Promodès (Continent, Champion, Shopi, etc.). Les centres Leclerc détiennent 16,9 % du marché national contre 16,2 % pour les hypermarchés Carrefour. Cette progression a été réalisée grâce à une bonne tenue des ventes sur les sept premiers mois de l'année. Le chiffre d'affaires est en hausse de 5,5 %, à 11,2 milliards d'euros (73,5 milliards de francs). « Cette croissance est nettement supérieure à celle de la concurrence », a affirmé, mercredi 12 septembre, Michel-Edouard Leclerc, patron du groupement de supermarchés, devant la presse. Toutes enseignes confondues, sur la même période, les ventes n'ont progressé que de 2,2 % pour les hypermarchés et de 4,4 % pour les supermarchés, selon la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD).

Dans ce contexte, de juin 2000 à juin 2001, Leclerc a gagné 0,7 point de parts de marché, alors que dans le même temps Carrefour perdait 1,4 point. 60 % des gains de parts de marché de Leclerc ont été réalisés au détriment du leader européen. Certes, Carrefour repart à la conquête du terrain perdu en relançant sa dynamique commerciale, en adoptant une politique de

prix plus agressive. Mais la reconquête des clients désorientés par les changements d'enseigne, avec la disparition des supermarchés Continent, prendra du temps. D'autant que Leclerc a décidé de ne pas relâcher la pression sur les prix.

LE DISCOUNT, L'ARME FAVORITE

« L'écart de prix avec notre concurrent le plus proche est encore supérieur au rythme annuel d'inflation », se targue Michel-Edouard Leclerc, qui a décidé de profiter du passage à l'euro pour accentuer son avance. « C'est une véritable aubaine pour nous. Tout le monde sera focalisé sur les étiquettes, c'est le moment de bien se positionner en termes de prix pour les trois ou quatre ans qui viennent », explique M. Leclerc, qui affirme que le groupement est entré « dans une phase de mobilisation » pour « creuser le trou avec la concurrence ». Le groupe s'est en outre engagé à « faire obstacle au dérapage des prix », répondant ainsi aux soupçons de hausse anticipée des tarifs des distributeurs dans plusieurs enquêtes (*Le Monde* des 4 et 5 septembre). « Nous avons pris l'engagement d'arrondir nos prix à deux décimales en dessous », a annoncé M. Leclerc.

Les concurrents auront la tâche d'autant plus difficile que les centres Leclerc bénéficient d'un très bon taux de fidélité de leurs clients. Le groupement recueille ainsi les fruits de son concept « ticket Leclerc », lancé en mars 2000. Chaque

ticket de caisse donne droit à des réductions sur un prochain achat. Ce dispositif est une réponse à la loi Galland, qui avait privé Leclerc, depuis 1996, de son arme favorite, le discount, en interdisant la pratique des marges arrière – des ristournes accordées par les fournisseurs pour rémunérer les volumes ou la mise en avant des produits, et que le distributeur défalquait par avance de ses prix pour les baisser en deçà du prix d'achat initial. Leclerc a trouvé un moyen astucieux de réitérer ces fameuses marges arrière dans le jeu commercial. Le ticket Leclerc combine les avantages du discount et de la carte de fidélité. Quelque 6,5 millions de personnes ont déjà adhéré à ce programme. 42 % des clients de Leclerc disposent d'une carte de fidélité et génèrent 60 % de son chiffre d'affaires.

Dernier axe de dynamisme, les marques propres au réseau de distribution. Celles-ci occupent environ un quart du marché. Leclerc a d'ailleurs décidé d'élargir son offre sur ce créneau en proposant des produits textiles sous sa marque de distributeur dès 2002. Leclerc compte aussi lancer de nouveaux services comme une offre de billetterie et de location de voitures. Parallèlement, le groupement envisage d'agrandir son parc : 150 magasins devraient passer en hypermarchés au gré des autorisations.

Stéphane Lauer

Les constructeurs automobiles allemands veulent rester optimistes

FRANCFORT

de notre correspondant

Le Salon de Francfort devait ouvrir ses portes au public jeudi 13 septembre dans un état de choc. Après la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le chancelier Gerhard Schröder a annulé la visite qu'il avait prévue pour l'inauguration de ce grand rendez-vous. Mercredi, lors des journées réservées aux professionnels, plusieurs conférences ont été supprimées, dont celle du constructeur germano-américain DaimlerChrysler. La Messeturm, le gratte-ciel qui domine le palais des expositions, a même fait l'objet d'une fausse alerte à la bombe... Les conséquences de la tragédie survenue outre-Atlantique viennent d'ores et déjà alourdir le climat de morosité qui pèse sur le secteur.

Néanmoins, à domicile, les constructeurs allemands entendent profiter de l'occasion pour conforter leur position sur leur terrain de

prédilection : le haut de gamme. La compétition entre les principales marques germaniques doit en effet être relancée dans les prochains mois par l'arrivée sur le marché d'un modèle commercialisé par Volkswagen. Le lancement officiel de la D 1, l'un des projets phares de la fin de règne de Ferdinand Piëch, le président du directoire de Volkswagen sur le départ (*Le Monde* daté dimanche 9-lundi 10 septembre), est prévu pour le début de 2002. Pour la première fois, le numéro un européen, spécialiste des voitures de masse, et célèbre pour la Coccinelle et la Golf, se lance sur le créneau qui fait la réputation de l'industrie automobile allemande. Sa D 1, assemblée dans une usine ultramoderne à Dresde (Saxe), sera en concurrence frontale avec Mercedes et BMW. Elle pourrait même poser des problèmes à l'une des filiales de Volkswagen, Audi – qui pointe en troisième position, loin derrière les deux leaders –, ce qui a

suscité de vives tensions. La sortie de son nouveau modèle – l'A 8 – aurait été quelque peu perturbée par les projets « concurrents » de Volkswagen.

DYNAMISER LA GAMME

Les concurrents allemands veulent donc profiter du rendez-vous francfortois pour bomber le torse. BMW, qui présente à Francfort la nouvelle version de sa série 7, veut « être à la tête des constructeurs (...) dans le segment haut de gamme », selon le président de son directoire, Joachim Milberg. Débarrassé du fardeau Rover, cédé en 2000 dans une situation désespérée, le groupe bavarois a de nouveau les moyens d'investir pour dynamiser sa gamme.

Pour l'instant au coude à coude, BMW et Mercedes enregistrent tout deux des records de vente. Particulièrement, les deux constructeurs, tout comme Porsche, sur la niche plus réduite des voitures de sport, ne semblent pas trop souf-

frir du ralentissement économique mondial. Ces derniers mois, leurs ventes ont même progressé aux Etats-Unis, et en Allemagne, où le marché est pourtant déprimé. En dépit de la conjoncture, BMW espère toujours dépasser le seuil des 900 000 véhicules vendus cette année, ce qui constituerait une première – ses ventes mondiales ont progressé de 9,5 % sur les huit premiers mois (soit 596 000 unités).

Le lancement de la nouvelle série 7 est censé compliquer la vie à Mercedes, qui domine toujours dans le haut du segment. Mais Mercedes se veut confiant. Sur huit mois, les ventes ont grimpé de 11 % dans le monde (à 749 000 unités). Elles progressent de 10 % au Japon, de 12 % en Europe. Fleuron du groupe DaimlerChrysler, la marque à l'étoile lance à Francfort son premier modèle de voitures de sport : la SL.

Philippe Ricard

L'assureur Groupama se désengage du CIC

L'ASSUREUR mutualiste Groupama (et sa filiale GAN) et le Crédit mutuel, propriétaire du CIC, vont dénouer leurs liens capitalistiques de bancassurance pour 1,372 milliard d'euros (9 milliards de francs), indiquent-ils, mercredi 12 septembre, dans un communiqué commun. L'accord prévoit la cession par GAN de sa participation de 23 % dans le CIC, de 45 % dans Socapi (assurance-vie) et de 55 % dans Sérénis (assurance-non-vie) à la Banque fédérative du Crédit mutuel (BFCM).

La BFCM détient déjà 70,62 % du CIC ; le CIC 55 % de Socapi et 45 % de Sérénis. Les 23 % dans le CIC sont valorisés à 1,154 million d'euros, soit 143 euros par action CIC, précise le communiqué. Cette opération était en discussion entre les deux parties depuis plusieurs mois. Depuis la privatisation du CIC (racheté par le Crédit mutuel en 1998) et du GAN, acquis par Groupama la même année, le GAN, ancienne maison mère du CIC, avait conservé 23 % dans celui-ci. Mais « les accords antérieurs n'avaient plus de sens pour les deux groupes », avait récemment expliqué Jean Azema, directeur général de Groupama. – (AFP.)

Valeo cède plus d'activités que prévu

L'ÉQUIPEMENTIER automobile français Valeo a l'intention de céder ses activités non stratégiques à hauteur de 15 % de son chiffre d'affaires, soit 5 % de plus que son objectif initial annoncé au printemps, a souligné mercredi 12 septembre à l'AFP son président, Thierry Morin. « Je tiendrai mon objectif de 10 % : nous atteindrons même 15 % », a-t-il affirmé en marge d'une conférence de presse au salon automobile de Francfort.

L'entreprise, frappée de plein fouet par le ralentissement du marché automobile aux Etats-Unis, avait annoncé il y a quelques mois qu'elle allait intensifier sa restructuration et céder des activités à hauteur de 10 % de son chiffre d'affaires. Le président du directoire de Valeo a par ailleurs reconnu que les attentats aux Etats-Unis risquaient d'affecter le marché automobile. L'équipementier a enregistré au premier semestre 2001 une perte nette de 185 millions d'euros (1,2 milliard de francs), contre un bénéfice de 170 millions d'euros un an plus tôt.

Castorama poursuit son développement

LE GROUPE français de bricolage Castorama a affiché, mercredi, son intention de poursuivre son développement au second semestre, notamment à l'international, a indiqué son président, Jean-Hugues Loyez.

Castorama, qui a ouvert vingt-huit magasins au premier semestre, prévoit d'accroître son parc de vingt-huit autres entités d'ici à la fin de l'année, dont quinze au Royaume-Uni sous l'enseigne B & Q Warehouse, six en France et sept dans d'autres pays, a précisé M. Loyez, lors de la présentation des résultats semestriels de Castorama. La société, numéro trois mondial de la distribution d'articles de bricolage, a annoncé un bénéfice net part du groupe de 177,3 millions d'euros au premier semestre 2001, en baisse de 3,5 % par rapport à la même période de 2000.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **CIAPEM : la filiale du groupe Moulinex-Brandt (1 100 salariés) qui fabrique, à Lyon, des machines à laver Brandt, Vedette et Thomson, a déposé son bilan mercredi 12 septembre.**

● **TOYOTA : le premier constructeur automobile japonais pourrait fournir des moteurs Diesel au constructeur allemand BMW. Un accord officiel devrait être signé en octobre, selon le quotidien japonais Yomiuri du jeudi 13 septembre. 30 000 moteurs de 1,4 litre équiperont la Mini de BMW.**

● **GENERAL ELECTRIC : le conglomérat américain et Honeywell ont déposé mercredi des plaintes auprès de la cour de première instance de Bruxelles afin de contester la décision prise par la Commission européenne de s'opposer à leur projet de fusion, selon le Financial Times de jeudi.**

● **ENEL : le groupe électricien italien a remporté, mercredi, l'appel d'offres sur 100 % du capital de la société de production et distribution d'électricité Viesgo (1 000 salariés), filiale d'Endesa, pour 1,87 milliard d'euros.**

● **HENKEL : le chimiste allemand a vendu sa filiale Cognis, spécialisée dans la chimie des spécialités, à un groupe financier regroupant Schroeder Ventures et Goldman Sachs Capital Patners, pour 2,6 milliards d'euros.**

● **MERCK : le deuxième pharmacien américain a ouvert, mercredi, une usine de fabrication de médicaments à Singapour pour laquelle il a investi 400 millions de dollars.**

● **KNOLL : le laboratoire pharmaceutique, repris par le groupe américain Abbott, va fermer son usine de Valenciennes (163 salariés) et en transférer l'activité en Allemagne et en Italie.**

SERVICES

● **LYCOS EUROPE : le portail Internet européen et fournisseur de services Web, contrôlé par l'espagnol Terra Lycos et l'allemand Bertelsmann, a annoncé, mercredi, la suppression de 300 emplois (près d'un quart de ses effectifs).**

● **MIDWAY AIRLINES : la**

compagnie aérienne américaine a cessé ses activités mercredi. Les 1 700 salariés ont été licenciés.

● **CANAL + : l'autorité italienne de la concurrence a annoncé mercredi l'ouverture d'une enquête sur le projet de fusion entre les bouquets de chaînes Telepiù, filiale de Canal + (groupe Vivendi Universal), et Stream, détenue par le groupe de Rupert Murdoch et Telecom Italia.**

● **SEAT PG : Lorenzo Pellicoli, le président du groupe Seat Pagine Gialle (pages jaunes, Internet, télévision), filiale de Telecom Italia, a donné sa démission, à la suite du changement de propriétaire du groupe Olivetti-Telecom Italia.**

FINANCES

● **AGF : l'assureur, filiale française de l'allemand Allianz, envisage de céder au Crédit lyonnais sa filiale bancaire brésilienne, Banco AGF Brasag SA, ont annoncé mercredi les deux groupes.**

RÉSULTATS

● **CRÉDIT AGRICOLE : le groupe mutualiste affiche un résultat net en baisse de 31,3 %, à 961 millions d'euros, pour le premier semestre 2001, du fait d'une provision de 457 millions d'euros, constituée en vue de son introduction en Bourse. Celle-ci est annoncée pour la fin de l'année ou le début de 2002.**

● **LVMH : compte tenu des attentats aux Etats-Unis mardi, le groupe de luxe qui a accusé, au premier semestre 2001, une baisse de 14,9 % de son résultat net, à 318 millions d'euros, a révisé sa prévision de hausse de son bénéfice sur 2001 qui devrait se situer entre 5 % et 10 %.**

● **SUEZ : le groupe français a enregistré une hausse de 11 % de son bénéfice net au premier semestre 2001, à 1,408 milliard d'euros contre 1,268 milliard d'euros au premier semestre 2000.**

● **TF1 : la chaîne privée a annoncé, mercredi, un résultat net semestriel de 160,8 millions d'euros, en baisse de 4,3 % par rapport à la même période en 2000.**

● **M6 : la télévision généraliste a communiqué, mercredi, un résultat net semestriel en hausse de 34,3 %, à 80,2 millions d'euros.**

● **SAS : la compagnie aérienne scandinave devrait réaliser en 2001 un bénéfice avant impôts en recul d'au moins 25 %.**

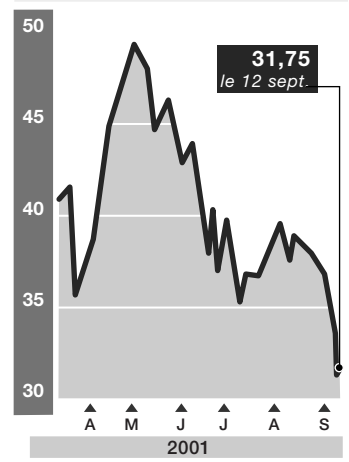
VALEUR DU JOUR

Martin Bouygues et François Pinault prolongent leur pacte d'actionnaires

SANS ATTENDRE l'échéance de décembre, Martin Bouygues et François Pinault ont décidé de prolonger le pacte d'actionnaires qui les lie depuis décembre 1998. Mercredi 12 septembre, Artemis, la holding personnelle de François Pinault, et SCDM, la société qui regroupe les parts de Martin et Olivier Bouygues, ont signé un avenant qui prolonge leur accord jusqu'au 4 décembre 2004. Les deux sociétés, qui détiennent de concert 28,4 % du capital et 29,6 % des droits de vote du groupe Bouygues, reconduisent leur accord dans les mêmes termes. Artemis, qui possède 12,9 % du capital, ne peut aller au-delà de 15,5 %. SCDM, qui en détient 15,5 %, ne peut dépasser 17,5 %. Chacun a un droit de préemption sur la participation de l'autre en cas de cession. Ce renouvellement accéléré témoigne « des excellentes relations entre Artemis et SCDM », selon le communiqué. Repreneur de la participation de Vincent Bollore, qui contestait violemment la stratégie de Martin Bouygues, François Pinault a analysé les plus grands engagements du groupe : le maintien de Bouygues dans le téléphone mobile, la non-candidature du groupe à une licence UMTS de troisième génération, et même la montée en puissance des salariés, qui détiennent désormais 6,9 % du capital et

Action Bouygues

en euros à Paris

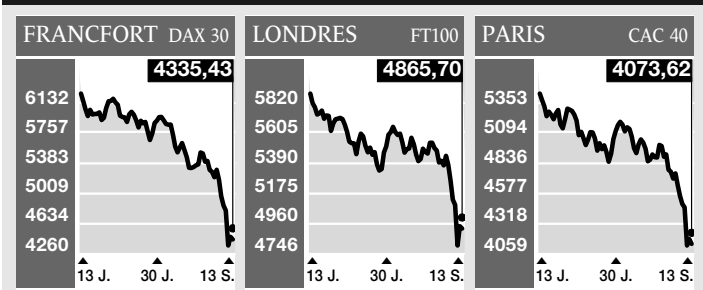


10,2 % des droits de vote de leur groupe. En revanche, les coopérations entre des sociétés de François Pinault comme la Fnac et des firmes comme TF1, évoquées un moment, sont restées dans les limbes.

La prolongation du pacte d'actionnaires marque la fin de la période des turbulences pour le groupe Bouygues. Même Bernard Arnault, le PDG de LVMH, qui était entré subrepticement dans le groupe et détenait fin mars 9,8 % du capital, risque d'abandonner son rôle de trublion depuis qu'un accord a été trouvé sur Gucci avec François Pinault. Un seul obstacle pourrait freiner sa sortie définitive : le cours de l'action Bouygues. Depuis le début de l'année, elle a perdu plus de 36 % pour tomber à 31,75 euros.

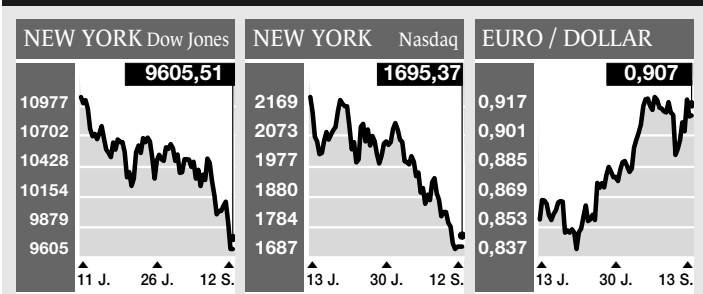
Martine Orange

EUROPE



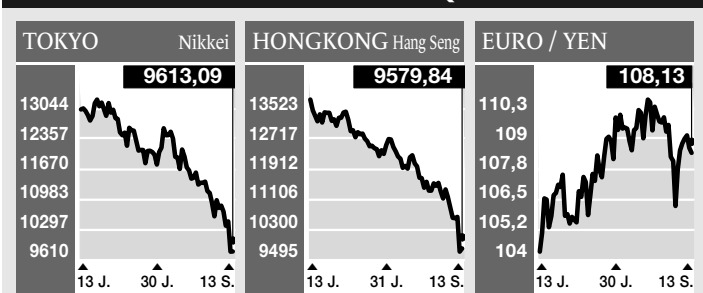
Europe 9h57	Indices sélection	cours 13/09	Var. % 12/09	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3226,39	-1,06	-32,39
EUROPE	STOXX 50	3222,60	-1,02	-29,28
EUROPE	EURO STOXX 324	271,49	-1	-30,71
EUROPE	STOXX 653	264,21	-0,81	-26,57
PARIS	CAC 40	4073,62	-0,99	-31,26
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	2784,27	-0,90	-30,78
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	451,63	-0,28	-29,17
BRUXELLES	BEL 20	2584,27	-0,49	....
FRANCFORT	DAX 30	4335,43	0,01	....
LONDRES	FTSE 100	4865,70	-0,34	-21,80
MADRID	STOCK EXCHANGE	7247	-1,22	-20,45
MILAN	MIBTEL 30	29157	-0,68	-33,31
ZURICH	SPI	5817,70	-0,35	....

AMÉRIQUES



Amérique 9h57	Indices sélection	cours 12/09	Var. % 11/09	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	....	....	....
ÉTATS-UNIS	S&P 500	....	....	....
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1695,37	....	-31,38
TORONTO	TSE INDEX	....	....	....
SAO PAULO	BOVESPA	11113,50	....	-27,17
MEXICO	BOLSA	306,67	....	-2,95
BUENOS AIRES	MERVAL	....	....	....
SANTIAGO	IPSA GENERAL	109,35	0,67	13,91
CARACAS	CAPITAL GENERAL	7243,28	-2,27	6,12

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9h57	Indices sélection	cours 13/09	Var. % 12/09	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	9613,09	0,03	-30,27
HONGKONG	HANG SENG	9579,84	0,91	-36,54
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1437,43	-0,90	-25,40
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	61,58	5,10	-2,79
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3069,40	0,59	-2,70
BANGKOK	SET	20,26	-7,15	8,75
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3016,11	-0,55	-24,07
WELLINGTON	NZSE-40	1894,45	1,12	-0,38

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 a ouvert en baisse de 0,59 %, à 4 089,83 points, jeudi 13 septembre, après avoir fini la veille en hausse de 1,34 %, à 4 114,26 points, au terme d'une séance désorientée. Alors que les marchés avaient fortement chuté après la catastrophe américaine, les investisseurs ont manqué de repères, en raison de la fermeture des marchés américains. L'indice du Nouveau Marché a perdu, mercredi, 5,77 %, à 785,44 points.

FRANCFORT

LE DAX gagnait 0,57 % à 4 358,53 points, jeudi matin. Il avait gagné la veille 1,44 %, à 4 335,2 points. Le gouvernement allemand s'est dit déterminé à « s'assurer du fonctionnement sans heurt des marchés financiers et internationaux ».

LONDRES

L'INDICE Footsie qui avait gagné, mercredi, 2,87 %, restait stable à l'ouverture jeudi à 4 887,3 points.

TOKYO

LES VALEURS japonaises se sont légèrement ressaisies, jeudi, après une perte de 6,6 % de l'indice Nikkei, qui avait plongé à son plus bas niveau depuis dix-sept ans. Cet indice a ouvert une demi-heure plus tard que de coutume, jeudi, en hausse de 0,7 %, à 9 679,32 points, malgré les incertitudes sur le sort de l'économie américaine. Il a terminé en repli de 0,03 %, à 9 613,09 points.

NEW YORK

L'ENSEMBLE des marchés américains sont restés fermés mardi 11 et mercredi 12 septembre à la suite des attentats aux Etats-Unis. La date de leur réouverture reste inconnue.

TAUX

LE MARCHÉ obligataire européen était hésitant en tout début de séance, jeudi 13 septembre. Évoluant à l'inverse des cours, le taux de rendement de l'emprunt d'Etat en France se situait à 4,938 %, soit au même niveau que la veille en clôture. Mercredi, les taux longs s'étaient tendus, au lendemain d'une forte baisse s'expliquant par le transfert des capitaux des marchés d'actions vers les produits de taux d'intérêt.

MONNAIES

LE DOLLAR restait stable face à l'euro sur le marché des changes, dans les premières transactions, jeudi matin. L'euro, qui était passé au-dessus du seuil de 0,91 dollar quelques heures après les attentats américains, était revenu s'échanger autour de 0,90 dollar mercredi. Jeudi matin, il se négociait à 0,9069 dollar. Face au yen, le billet vert évoluait aussi très peu, jeudi matin. Il cotait 119,31 yens, soit quasiment au même niveau que sa clôture de la veille. Mercredi, il avait évolué dans des marges étroites autour de 119,5 yens après avoir chuté de 122,04 yens à 118,54 yens.

ÉCONOMIE

L'emploi salarié progresse, en France, au deuxième trimestre

L'EMPLOI SALARIÉ dans les secteurs privé et semi-public a augmenté en France de 0,4 % (+ 64 700) au deuxième trimestre 2001 par rapport au premier trimestre, et de 3,2 % (+ 467 700) sur un an, ce qui reflète un fléchissement du rythme de croissance de l'emploi, selon les résultats définitifs du ministère de l'emploi publiés jeudi 13 septembre. Cette progression trimestrielle, la dix-neuvième consécutive depuis fin 1996, fait suite à une hausse de 0,8 % au premier trimestre 2001 et de 1 % au dernier trimestre 2000. D'un trimestre l'autre, l'emploi a stagné dans l'industrie et faiblement progressé dans le tertiaire (+ 0,6 %) et la construction (+ 0,7 %), selon l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. En un an, la construction réalise la meilleure progression (+ 4,3 %, + 51 200 postes supplémentaires), suivie du tertiaire (+ 3,8 %, + 347 700 postes) et de l'industrie (+ 1,7 %, + 68 800 emplois).

● **FRANCE : Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité, a annoncé aux syndicats dans la nuit de mercredi à jeudi au terme de la négociation sur les 35 heures à l'hôpital qu'elle « portait de 40 000 à 45 000 les créations d'emplois dans la fonction publique hospitalière à partir du 1^{er} janvier 2002 ». L'arbitrage est qualifié de « définitif ».**

● **Le déficit budgétaire en 2002 devrait être limité à 200 milliards de francs (30,5 milliards d'euros), selon le projet de loi de finances qui doit être présenté le 18 septembre par Laurent Fabius, ministre des finances. Le budget table sur un rebond de l'économie.**

● **BCE : la banque européenne a rappelé, mercredi 12 septembre, que les budgets de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Portugal seraient « surveillés de près ». Selon les termes du traité de Maastricht, le déficit public français, tombé à 1,3 % en 2000, remonterait à 1,5 % en 2001 et resterait, d'après les prévisions, à ce niveau en 2002.**

● **AUTOMOBILE : les immatriculations en Europe (incluant la Suisse, la Norvège et l'Islande) se sont comptées 889 547 en août, soit 1,6 % de moins qu'en août 2000, a annoncé jeudi l'Association des constructeurs euro-**

péens d'automobiles (ACEA). Pour les huit premiers mois de 2001, les immatriculations de voitures neuves, de 10,29 millions de véhicules, sont en baisse de 1,0 %, par rapport à 2000.

● **ALLEMAGNE : le chiffre d'affaires du commerce de détail a augmenté de 3,4 % en valeur nominale et de 0,9 % en valeur réelle en juillet 2001 par rapport au même mois de l'année précédente, selon des chiffres provisoires diffusés mercredi par l'Office des statistiques. Cette progression est la meilleure enregistrée depuis janvier 2001.**

● **ESPAGNE : les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % en août. Sur un an, la hausse s'inscrit à 3,7 %.**

● **ÉTATS-UNIS : la balance des comptes courants des Etats-Unis a accusé un déficit de 106,5 milliards de dollars au deuxième trimestre 2001, contre 111,8 milliards de dollars au trimestre précédent, a annoncé mercredi 12 septembre le département du commerce.**

● **JAPON : le gouvernement ne changera pas son objectif de limitation à 30 000 milliards de yens (278 milliards d'euros) par an des émissions d'obligations de l'Etat malgré les attentats, a annoncé jeudi le secrétaire général du gouvernement, Yasuo Fukuda.**

● **L'excédent de la balance des paiements courants a baissé de 28,2 % en juillet par rapport la même période de 2000, pour tomber à 775,6 milliards de yens (7,1 milliards d'euros), selon le ministère des finances jeudi 13 septembre. L'excédent commercial sur les marchandises a, lui, fondu de 50 %, à 579,8 milliards de yens.**

● **BRÉSIL : le pays « n'est pas en crise et n'entrera pas en crise », a assuré, mercredi, le ministre brésilien des finances Pedro Malan lors d'une audition dans un commission parlementaire. Après avoir souscrit fin 1998 un accord avec le FMI pour l'octroi de 41,5 milliards de dollars de crédit afin de sortir de la crise financière, le Brésil, en proie à une crise énergétique et au ralentissement de l'économie mondiale, a dû, en juillet, souscrire un nouvel accord pour obtenir des prêts de 15 milliards.**

● **PÉTROLE : le président en exercice de l'OPEP, Chakib Khelifi, ministre algérien de l'énergie, a confirmé mercredi que le cartel pétrolier souhaitait la « stabilisation du marché ». Il a réaffirmé l'objectif de l'OPEP de maintenir les prix du brut autour de 25 dollars le baril.**

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37603	SCHILLING AUTR. (10).....	4,76703
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,97660
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503
		ZLOTY POLONAIS.....	3,8405

Hors zone Euro

Euro contre	12/09	Cours	Var. % 11/09
COURONNE DANOISE.....	7,4433		
COUR. NORVÉGIENNE.....	7,9870		
COUR. SUÉDOISE.....	9,5769		
COURONNE TCHÈQUE.....	34,1910		
DOLLAR AUSTRALIEN.....	1,7568		
DOLLAR CANADIEN.....	1,4151		
DOLLAR HONGKONG.....	7,0599		
DOLLAR NÉO-ZÉLAND.....	2,1212		
FORINT HONGROIS.....	256		
LEU ROUMAIN.....	27339		
ZLOTY POLONAIS.....	3,8405		

Cours de change croisés

13/09 9h57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR.....	....	0,83910	0,90740	1,13832	1,46595	0,60255
YEN.....	119,17500	....	108,13500	16,48500	174,68000	71,78500
EURO.....	1,10205	0,92477	....	0,15245	1,61560	0,66400
FRANC.....	7,22980	6,06730	6,55957	....	10,59815	4,35600
LIVRE.....	0,68215	0,57260	0,61895	0,09440	....	0,41095
FRANC SUISSE.....	1,65960	1,39310	1,50640	0,22965	2,43340	....

Taux d'intérêt (%)

Taux 12/09	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	4,29	4,04	4,95	5,64
ALLEMAGNE.....	4,33	4,13	4,83	5,55
GDE-BRETAG.....	6,25	4,80	4,87	4,71
ITALIE.....	4,33	4,07	5,23	5,94
JAPON.....	0,03	....	1,43	2,44
ÉTATS-UNIS.....	4,25	3,27	4,85	5,37
SUISSE.....	2,60	2,85	3,22	3,91
PAYS-BAS.....	4,25	4,07	4,99	5,61

Matif

Cours 9h57	Volume 13/09	dernier prix	premier prix
Notional 5,5			
DÉCEMBRE 2001	842	90,09	89,88
Euribor 3 mois			
JANVIER 2001	NC	NC	NC

Pétrole

En dollars	Cours 12/09	Var. % 11/09
BRENT (LONDRES).....	27,75	-0,96
WTI (NEW YORK).....	0,28	....
LIGHT SWEET CRUDE.....	27,64	-0,04

Or

En euros	Cours 12/09	Var. % 11/09
OR FIN KILO BARRE.....	10000	+1,52
OR FIN LINGOT.....	10400	+5,69
ONCE D'OR (LO).....	266,40	....
PIÈCE FRANCE 20 F.....	61,80	+10,16
PIÈCE SUISSE 20 F.....	58,60	+5,40
PIÈCE UNION LAT. 20.....	59	+3,76

VALEURS EUROPÉENNES

Les valeurs de l'énergie, les seules épargnées par la chute consécutive aux attentats aux Etats-Unis, ont à leur tour été touchées, mercredi 12 septembre, sur les places européennes. La Deutsche Bank a estimé que la suspension du trafic aérien américain réduirait la demande pétrolière des Etats-Unis d'environ 1,8 million de barils par jour. A Londres, l'action Shell a terminé la séance de mercredi en baisse de 5,71 %, à 512 pence.

Le secteur du tourisme a lui aussi affiché de nets reculs en raison du contexte actuel et des annulations de vols. A Francfort, le numéro un européen, Preussag, a perdu 5,67 %, mercredi, à 28,30 euros.

Parmi les valeurs refuges figurent celles des groupes pharmaceutiques. Au moins deux banques d'investissement ont revu leurs recommandations à la hausse pour ce secteur, le considérant défensif en cas de récession mondiale. Mercredi, le titre GlaxoSmithKline a gagné 10,70 %, à 1 800 pence, et AstraZeneca a augmenté de 7,98 %, à 3 165 pence.

L'action Heineken a terminé la séance, mercredi, à Amsterdam, en hausse de 4,09 %, à 44 euros. Le groupe brassicole a annoncé un bénéfice net de 350 millions d'euros au premier semestre 2001, en hausse de 40 % par rapport à la même période de 2000.

Table of stock prices for the Automobile sector, including companies like AUTOLIV SDR, BASF AG, and BMW.

Table of stock prices for the Banques sector, including BANK OF IRELAND, ABBEY NATIONAL, and ABN AMRO HOLDING.

Table of stock prices for the Télécommunications sector, including ATLANTIC TELECOM, BRITISH TELECOM, and CABLE & WIRELES.

Table of stock prices for the Construction sector, including ACCIONA, ACS, and AGGREGATE IND.

Table of stock prices for the Produits de Base sector, including ACERIALIA, ACERINOR, and ALUMINIUM GREC.

Table of stock prices for the Chimie sector, including AIR LIQUIDE, AKZO NOBEL, and BASF AG.

Table of stock prices for the Conglomérats sector, including D'IETTEREN SA, AZEO, and GBL.

Table of stock prices for the Pharmacie sector, including ACTELION N, ALTANA AG, and AMERSHAM.

Table of stock prices for the Biens d'équipement sector, including ABB N, ADECCO N, and AGGREGO.

Table of stock prices for the Energie sector, including BC GROUP, BP, and CEPSA.

Table of stock prices for the Services Financiers sector, including 3I GROUP, ALPHA FINANCE, and AMVESCAP.

Table of stock prices for the Consommation Cyclique sector, including ACCOR, ADIDAS-SALOMON, and AGFA-GEVAERT.

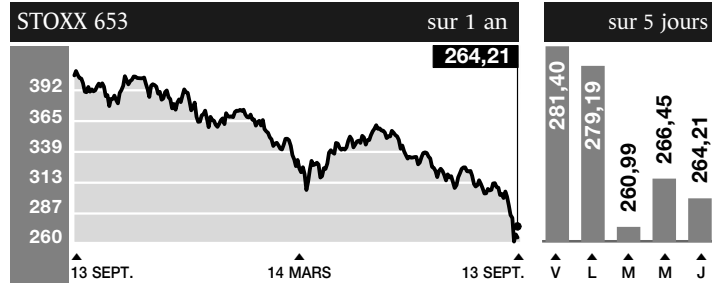


Table of stock prices for the Alimentation et Boisson sector, including ALLIED DOMECQ, ASSOCIAT BRU-F, and BBAG OE BRAU-BE.

Table of stock prices for the Biens d'équipement sector, including ABB N, ADECCO N, and AGGREGO.

Table of stock prices for the Assurance sector, including AEGION GROUP, AEGION NV, and AGF.

Advertisement for Volkswagen, featuring the text 'Votre concession Volkswagen s'engage à vous fournir, sur simple demande, toutes les explications sur votre facture...' and the Volkswagen logo.

Table of stock prices for the Energie sector, including BC GROUP, BP, and CEPSA.

Table of stock prices for the Services Financiers sector, including 3I GROUP, ALPHA FINANCE, and AMVESCAP.

Table of stock prices for the Consommation Cyclique sector, including ACCOR, ADIDAS-SALOMON, and AGFA-GEVAERT.

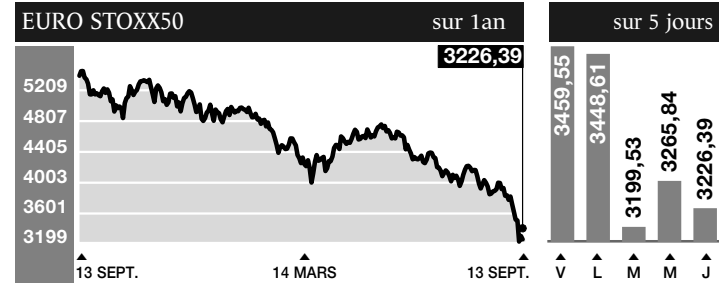


Table of stock prices for the Assurance sector, including AEGION GROUP, AEGION NV, and AGF.

Table of stock prices for the Haute Technologie sector, including AIXTRON, ALCATEL-A, and ALTEC SA REG.

Table of stock prices for the Médias sector, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and CAPITAL RADIO.

Table of stock prices for the Biens de Consommation sector, including AHOLD, ALTADES, and AMADEUS GLOBAL.

Table of stock prices for the Services Collectifs sector, including ACEA, AEM, and BRITISH ENERGY.

Table of stock prices for the Services Collectifs sector, including ACEA, AEM, and BRITISH ENERGY.

Table of stock prices for the EURO Nouveau Marché, listing various companies and their current prices and percentage changes.

Table of stock prices for the Commerce Distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HANDG, and BOOTS CO PLC.

SCIENCES En augmentant la quantité d'oxygène contenue dans l'atmosphère grâce à la photosynthèse, les plantes ont permis l'expansion de la vie sur notre globe.

● NUL ne sait exactement quand les premiers végétaux sont sortis de l'eau pour s'adapter à la vie terrestre. L'âge des plus anciens végétaux fossilisés dont on a mis au jour les

restes ne dépasse pas 420 millions d'années. ● UNE ÉQUIPE américaine vient de remonter le temps en étudiant les divergences génétiques de différents groupes de champignons.

A partir de ce matériel, ils ont pu établir que les premières plantes terrestres étaient apparues il y a 700 millions d'années. ● CETTE DATATION semble un peu optimiste à certains

spécialistes français qui estiment qu'elle doit être validée par l'âge de fossiles à encore découvrir. Mais ils reconnaissent que ce travail est un coup de fouet à leurs recherches.

L'oxygène émis par les plantes a permis l'expansion de la vie sur terre

Les plus anciens fossiles de plantes terrestres datent de 420 millions d'années. Une équipe de chercheurs américains pense avoir repoussé cette limite de 300 millions d'années environ, grâce à des travaux menés sur des protéines de champignon

SANS LES PLANTES, la vie terrestre telle que nous la connaissons n'existerait pas. En augmentant considérablement, grâce à la photosynthèse, la part de l'oxygène dans l'atmosphère, elles ont joué un rôle considérable dans l'explosion des différentes formes de vie. Cependant, personne ne peut dire avec certitude à quelle date les premières plantes, issues des algues vertes marines, sont sorties de l'eau pour s'adapter à la vie sur terre. Les plus anciennes spores de mousses fossilisées ont de 440 à 500 millions d'années, alors que les plus anciens fossiles connus de plantes terrestres plafonnent à 420 millions d'années. Il s'agit de végétaux gracieux mais déjà évolués, qui ont réussi à lutter contre la pesanteur en construisant une tige dotée d'éléments conducteurs de sève.

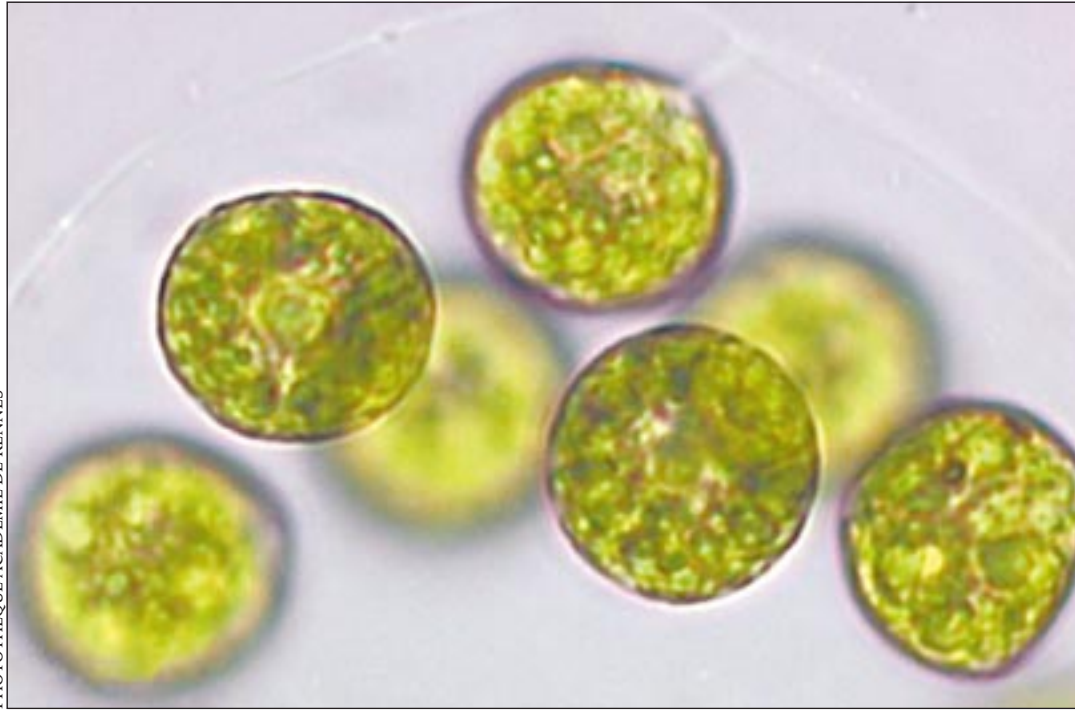
Faute de trouver des restes fossilisés pour remonter le temps, les scientifiques interrogent le message laissé dans les protéines par les processus évolutifs. La séquence d'acides aminés qui les compose est directement dépendante du code génétique. Aussi, toute modification dans cette séquence peut signaler une possible divergence génétique.

Une équipe américaine du département de pathologie des plan-

tes (université d'Etat de Pennsylvanie), dirigée par Daniel Heckman, a utilisé ce moyen en étudiant 119 protéines de champignons provenant du National Center for Biotechnology Information (Etats-Unis). En examinant leurs divergences, ces chercheurs concluent, dans la revue *Science* du 10 août, que « les algues vertes et la plupart des lignées de champignons étaient sans doute présentes il y a un milliard d'années, et que les plantes terrestres sont apparues il y a 700 millions d'années, avec une action possible sur l'atmosphère terrestre, le climat et l'évolution animale pendant le précambrien ».

UN FORMIDABLE DÉFI

L'équipe américaine a travaillé sur des champignons, car elle estimait, et beaucoup de chercheurs pensent de même, que l'installation des eucaryotes (plantes et animaux) sur terre a été rendue possible grâce à une association symbiotique entre un champignon et un organisme photosynthétique. L'association des algues vertes avec des champignons a donné naissance aux lichens, qui sont les candidats les plus probables au titre de premiers organismes terrestres. La symbiose des plantes avec des champignons du sol – les mycorhizes – leur a permis et leur permet encore d'obtenir



Eudorima, une algue verte microscopique, mesurant environ un centième de millimètre.

PHOTO THÉRIQUE ACADEMIE DE RENNES

les éléments minéraux qu'elles sont incapables d'extraire seules.

Les paléobotanistes sont intéressés par ces résultats, qui constituent pour eux un formidable défi. « C'est pour nous très stimulant, mais cela nous laisse sur notre faim », insiste Jean Galtier, directeur de recherche au CNRS (université Montpellier-II). Dario de Franceschi, du Muséum national d'histoire naturelle, estime, quant à lui, que « l'époque de conquête des milieux terrestres est peut-être surestimée par cette étude. Mais les lacunes de fossiles ne signifient pas forcément une absence de ces organismes durant toute la période où ils sont attendus. Cela nous réserve sûrement d'autres découvertes à faire dans les sédiments anciens ».

Pourtant, cette recherche en laisse d'autres perplexes, car elle s'appuie sur l'hypothèse de l'horloge moléculaire. « Cette dernière

suppose que les gènes évoluent à la même vitesse quels que soient les organismes. Or, depuis cinq ans, on sait que cette vitesse n'est pas constante. Il y a des périodes pendant lesquelles la vitesse d'évolution ralentit, et d'autres pendant lesquelles elle s'accélère », explique Hervé Le Guyader, professeur de biologie évolutive à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris). De plus, « l'étude américaine, même si elle est très fine du point de vue statistique, ne tient pas compte des données fortes de la classification », souligne le chercheur.

Jean-Yves Dubuisson, botaniste et spécialiste de phylogénie moléculaire sur les plantes à l'Institut d'écologie fondamentale et appliquée (CNRS et université Pierre-et-Marie-Curie), considère que « la méthode de travail utilisée par l'équipe américaine est peut-être bonne. Mais elle est sensible à un échantillon-

nage déséquilibré et restreint ». Selon le chercheur, il contient beaucoup de champignons, peu de plantes, peu d'animaux, et l'ancêtre commun des champignons et des animaux n'apparaît pas. De plus, il manque de nombreux grands groupes, dont les algues rouges, qui sont supposées être des proches parentes des plantes vertes.

Le dernier mot restera de toute façon aux paléobotanistes, « car ce sont eux qui ont la main », rappelle Hervé Le Guyader. « Ce sont leurs résultats qui priment. Ils ont conçu un scénario de sortie des eaux parfaitement cohérent, qui peut parfaitement être repoussé de quelques millions d'années. » Un scénario qui veut que, il y a quelque trois milliards d'années, les cyanobactéries présentes dans les océans aient inventé la photosynthèse et un pigment, la chlorophylle. C'est cette « machinerie biologique » qui a per-

mis (et permet encore) aux végétaux d'utiliser l'énergie solaire et de la transformer en énergie chimique pour leur développement.

REPRODUCTION PAR LES SPORES

Plus tard, vers 800 millions d'années, sont nées les algues vertes planctoniques, « qui se sont adaptées à la vie sur terre et ont commencé à vivre en partie dans l'eau, en partie en bordure de plage pour résister à la déshydratation », explique Jean Galtier. Très vite, elles ont dû développer plusieurs composants, dont la cuticule, une sorte de cire qui leur a permis de se protéger des rayons ultraviolets. Elles ont aussi inventé la reproduction par les spores, de petits corpuscules qui résistent à tout, même à des acides aussi agressifs que l'acide fluorhydrique, utilisé pour dissoudre les sédiments.

Plus tard, ayant réussi à lutter contre la pesanteur, les plantes se sont redressées et ont construit la tige et ses éléments conducteurs de sève. Toutes ces innovations du monde végétal se sont faites à peu près en même temps, il y a environ 400 millions d'années, et ont permis la colonisation des continents. Les premières plantes terrestres étaient petites et ressemblaient à des joncs minuscules terminés par des renflements (organes reproducteurs ou sporanges contenant les spores). Plus tard, elles ont « inventé » les feuilles et la graine.

L'expansion des végétaux a contribué à augmenter le taux d'oxygène dans l'atmosphère. Une condition propice à la mise en place, à la fin du dévonien (365 millions d'années), des premières forêts avec des arbres aux racines profondes ancrées dans de véritables sols. Ces forêts ont ensuite pris de l'extension pendant le carbonifère, et leur décomposition a produit les grands gisements de houille que nous connaissons aujourd'hui.

Christiane Galus

« Une grande révolution pour la biosphère »

La photosynthèse a été « une grande révolution pour la biosphère », estime Hervé Le Guyader, professeur de biologie évolutive à l'université Pierre-et-Marie-Curie. « Inventée » il y a trois milliards d'années par les cyanobactéries, elle permet aux plantes, aux algues et à certaines bactéries de transformer l'énergie solaire en énergie chimique. C'est ce processus qui a fourni à l'atmosphère terrestre l'oxygène – inexistant à l'origine – sans lequel l'expansion de la vie et la naissance des organismes supérieurs n'auraient pu avoir lieu. Il est en effet « plus facile aux organismes vivants de trouver de l'oxygène dans l'air que dans l'eau », précise le spécialiste. Au fil des millénaires et avec l'expansion des plantes terrestres, la quantité d'oxygène a considérablement augmenté dans notre atmosphère, pour atteindre le taux actuel de 21 %. Entre-temps, une part de l'oxygène produit a contribué à la formation de la couche d'ozone qui protège les êtres vivants des rayons ultraviolets du Soleil.

Récifs coralliens : un milieu en péril

LES NATIONS UNIES viennent de publier un atlas attendu sur l'un des plus singuliers et des plus fascinants habitats de la planète. En un peu plus de 400 pages, Mark D. Spalding, Corinna Ravilious et Edmund P. Green ont, à l'initiative du United Nations Environmental Program (UNEP), passé en revue dans le *World Atlas of Coral Reefs* le monde fragile des coraux, menacé et détruit par la pollution, les sédiments, la prolifération des algues, la surpêche, le tourisme, le climat, mais aussi par les explosifs et le cyanure utilisés par certains en Asie du Sud-Est pour faire des pêches miraculeuses (www.ucpress.edu). Contrairement à ce qu'on pensait, ce milieu, qui abrite de très nombreuses espèces, est moins étendu qu'on ne le croyait : 284 000 km², la moitié du territoire français, contre le double estimé auparavant. La raison de cette révision : une meilleure analyse des données acquises sur ces fragiles écosystèmes.

Reste que les menaces existent. Les spécialistes témoignent des atteintes faites à ces animaux primitifs à squelette de calcaire, qui vivent en symbiose avec des algues

unicellulaires, les zooxanthelles, dans les eaux des mers chaudes situées entre 30 degrés de latitude nord et 30 degrés de latitude sud. Pour les experts consultés dans le cadre de l'UNEP, 80 % des récifs coralliens de l'Indonésie seraient en danger de surpêche et d'empoisonnement. En Australie, les coraux, en particulier ceux de la Grande Barrière, vaste ensemble situé à l'est du pays, souffriraient de l'apport massif des sédiments et des fertilisants rejetés par les rivières. Un peu partout dans le monde, en 1997 et 1998, des phénomènes inquiétants de blanchiment des coraux ont été observés.

UNE SOURCE DE VIE

Et l'on se demande déjà comment, et jusqu'où, ces colonies pourront supporter une possible élévation de température de leur milieu à la suite d'une possible modification du climat. Aussi primitifs soient-ils, ces espèces doivent être absolument protégées, rappellent les auteurs de l'atlas. Au même titre que les forêts, ajoutent certains en insistant sur le fait que ces animaux ne sont pas de simples

objets aux formes et aux couleurs fascinantes. Les coraux sont sources de vie et de nourriture pour des millions de gens, insistent les responsables de l'UNEP, dont l'atlas s'est notamment appuyé sur des travaux de cartographie engagés dès 1994 par l'Environment Program's World Conservation Monitoring Center (WCMC, Cambridge, Grande-Bretagne).

Mais c'est aussi, insistent les chercheurs, un formidable réservoir à molécules pharmaceutiques – des drogues prescrites pour lutter contre le sida ou le cancer en sont issues – dans la mesure où prospèrent dans les récifs coralliens pas moins de 100 000 espèces répertoriées (et plus vraisemblablement, selon les experts, entre un million et demi et deux millions). De ce point de vue, la somme de l'atlas, publié par l'UNEP et le WCMC, devrait être, avec ses textes, ses avertissements, ses cartes et ses photos, un précieux ambassadeur à l'intention d'une humanité qui doit se convaincre qu'elle vit sans doute sur un trésor.

J.-F. A.

Le successeur du mp3 double l'efficacité de la compression

THOMSON MULTIMEDIA a annoncé, lundi 10 septembre, le lancement d'une gamme de logiciels utilisant le nouveau format de compression de la musique baptisé mp3PRO. Ce dernier est présenté comme une amélioration majeure du très populaire mp3 développé essentiellement par l'institut Fraunhofer et son successeur potentiel.

La nouvelle technique permettrait de diviser par deux la taille des fichiers musicaux sans perte de qualité. Les morceaux codés en 128 kbps pourront l'être en 64 kbps. D'où une plus grande vitesse de téléchargement sur Internet ainsi que la possibilité de stocker environ 300 titres sur un CD enregistrable de 650 Mo de capacité, contre 150 aujourd'hui.

Cette performance a été obtenue grâce aux travaux de la société suédoise Coding Technologies. Cette entreprise, créée en 1997, « a d'abord travaillé sur l'amélioration des prothèses auditives », indique Henri Linde, vice-président des nouveaux secteurs à la division brevets et licences de Thomson Multimedia.

Le résultat de ces développe-

ments, la technologie SBR (Spectral Band Replication), a été appliqué au format mp3 par une équipe d'une douzaine de chercheurs du Fraunhofer IIS d'Erlangen, en Allemagne. Ce groupe, croyant plus au succès du mp3PRO qu'à celui du format concurrent, le AAC (Advanced Audio Coding), a quitté l'institut pour rejoindre la filiale allemande de Coding Technologies, à Nuremberg.

FONCTIONNE AVEC UN CODEUR

« Le système SBR de Coding Technologies dissocie les basses et les hautes fréquences », explique Henri Linde. Ensuite, un algorithme de codage crée une corrélation entre ces deux bandes permettant de reconstituer la seconde à partir de la première. Le décodeur ne reçoit que les basses fréquences et le code permettant de créer les hautes fréquences. » Ce principe étant indépendant du mode de compression du son, les chercheurs du Fraunhofer se sont attachés à « l'affinage de l'association entre le SBR et le mp3 », le format le plus utilisé.

Le mp3PRO fonctionne avec un codeur qui compresse les basses

fréquences en mp3 classique et lui associe le SBR. La taille du fichier obtenu est fonction du seuil de filtrage. Plus ce dernier est bas, plus la compression sera forte. Mais la qualité s'en ressentira. Le compromis conseillé par les concepteurs désigne 64 Kbps comme le débit nominal du nouveau format et 128 Kbps pour l'obtention d'une haute qualité.

« Le grand avantage du mp3PRO sur le AAC réside dans sa compatibilité ascendante avec le mp3 actuel », note Henri Linde. Cette caractéristique permet à un lecteur équipé du mp3PRO de lire les fichiers mp3 classiques. Par ailleurs, Thomson Multimedia réaffirme sa stratégie de séparation de la technique d'encodage de la musique de celle de gestion des droits d'auteur (DRM). L'entreprise annonce la commercialisation en fin d'année d'un lecteur portable mp3PRO, le Lyra Personal Jukebox, doté d'un disque dur de 10 Go pouvant contenir plusieurs milliers de morceaux de musique.

Michel Alberganti

★ www.codingtechnologies.com

Festival d'automne à Paris

Théâtre, musique, danse, art et cinéma :
30 ans de festival au service de l'avant-garde

Programmes et entretiens dans un cahier spécial de 12 pages

vendredi 14 septembre

Le Monde

daté 15

Temps frais, agité sur l'Est

VENDREDI. L'anticyclone s'étend du sud du Groenland au large du Portugal. Une vaste zone dépressionnaire se situe de l'Islande au Danemark.

La France se trouve entre les deux dans un flux de nord ouest instable et frais avec de la pluie ou des averses Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. Le ciel est partagé entre nuages et éclaircies. Le vent de nord ouest se fait sentir. Les températures sont comprises entre 18 et 20 degrés en général avec 22 degrés à Nantes.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le matin le ciel est souvent nuageux avec quelques averses plus nombreuses sur les Ardennes. Dans l'après-midi les averses s'estompent. Le vent de nord ouest renforce l'impression de fraîcheur. Le thermomètre ne dépasse pas les 16 à 17 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Les nuages sont très nombreux et donnent de la pluie ou des averses parfois orageuses. Dans l'après-midi les

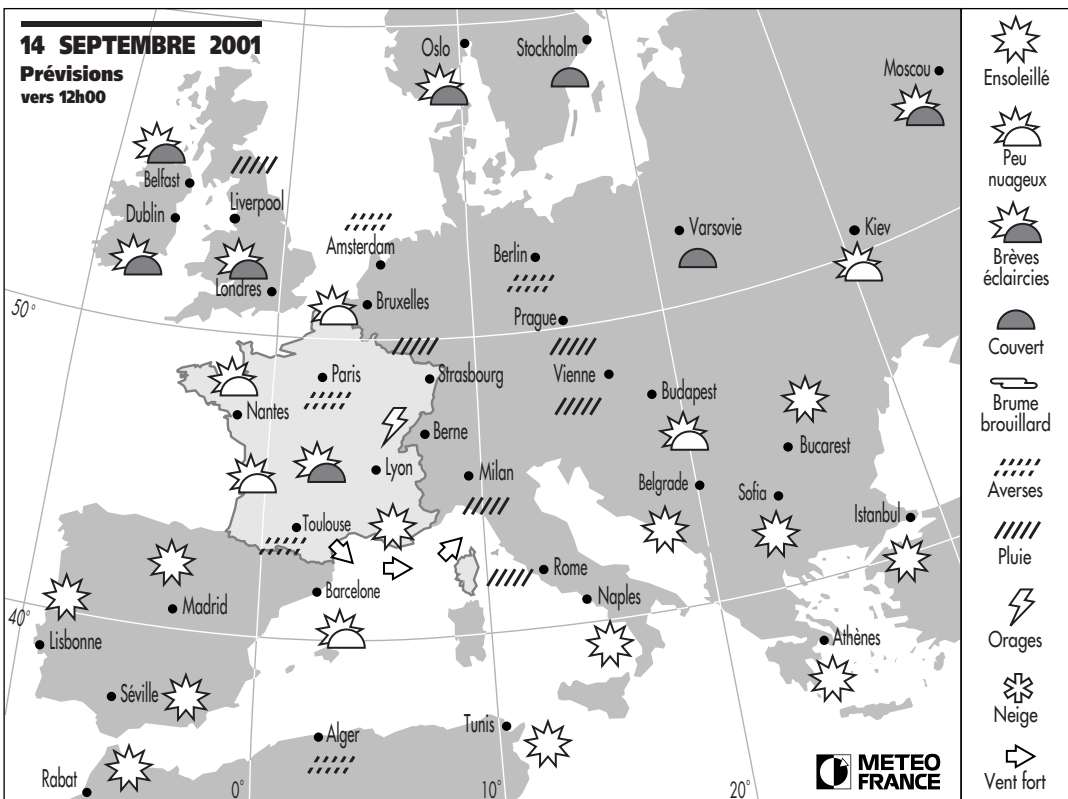
précipitations s'estompent. Le thermomètre indiquera entre 13 et 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Près des Pyrénées les nuages restent nombreux avec quelques pluies.

Ailleurs, nuages et éclaircies alternent avec un risque d'averse sur Midi-Pyrénées à la mi-journée. Les températures sont comprises entre 19 et 21 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Sur le Limousin les nuages assez nombreux donnent des averses le matin. Sur l'Auvergne et Rhône-Alpes le ciel est souvent couvert avec de la pluie ou des orages le matin et quelques averses l'après-midi. Le thermomètre indique 13 à 17 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. En Corse le temps va être agité avec des orages. Sur le pourtour méditerranéen les éclaircies vont revenir et le soleil va dominer. Les températures seront fraîches comprises entre 21 et 23 degrés.



- Ensoleillé
- Peu nuageux
- Brèves éclaircies
- Couvert
- Brume brouillard
- Averses
- Pluie
- Orages
- Neige
- Vent fort

PRÉVISIONS POUR LE 14 SEPTEMBRE 2001

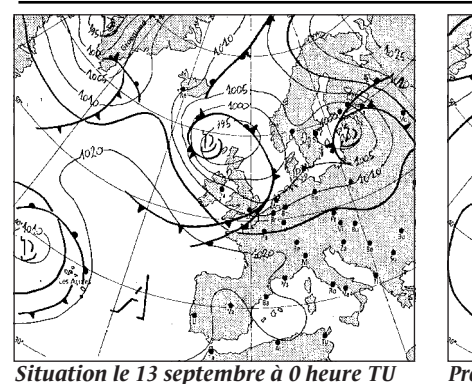
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	10/14 P
AJACCIO	15/23 P	NANTES
BIARRITZ	14/18 C	NICE
BORDEAUX	15/20 N	PARIS
BOURGES	10/16 P	PAU
BREST	11/17 S	PERPIGNAN
CAEN	13/15 N	RENNES
CHERBOURG	11/17 N	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	10/14 P	STRASBOURG
DIJON	11/14 P	TOULOUSE
GRENOBLE	10/15 P	TOURS
LILLE	10/16 P	FRANCE outre-mer
LIMOGES	11/14 N	CAYENNE
LYON	12/16 N	FORT-DE-FR.
MARSEILLE	16/22 S	NOUMEA

PAPEETE	24/30 S
POINTE-A-PIT.	24/31 S
ST-DENIS-RE.	21/27 S
EUROPE	
AMSTERDAM	11/16 S
ATHENES	20/28 S
BARCELONE	10/19 S
BELFAST	17/24 S
BELGRADE	11/16 N
MUNICH	12/24 S
BERLIN	11/16 C
BERNE	17/22 S
OSLO	9/13 P
BRUXELLES	10/15 S
BUCAREST	10/17 P
STRASBOURG	11/15 P
COPENHAGUE	14/18 N
DUBLIN	9/17 N
FRANCFORT	10/16 P
GENEVE	10/15 P
HELSINKI	11/16 S
ISTANBUL	20/25 S

KIEV	10/20 S
LISBONNE	18/23 S
LIVERPOOL	10/17 S
LONDRES	10/18 S
LUXEMBOURG	9/13 P
MADRID	15/28 S
MILAN	14/24 P
MOSCOW	9/16 C
LOS ANGELES	9/12 P
MEXICO	17/25 S
MONTREAL	8/13 C
NEW YORK	17/26 S
SAN FRANCISCO	9/15 P
SANTIAGO/CHI	18/24 P
TORONTO	18/33 S
WASHINGTON	8/24 S
WASHINGTON	10/18 S
ALGER	11/16 C
DAKAR	22/27 S
VARSOVIE	12/21 C

VENISE	14/19 P
VIENNE	10/22 C
AMERIQUES	
BRASILIA	19/32 S
BUENOS AIR.	9/15 S
CARACAS	25/31 P
CHICAGO	12/17 C
LIMA	15/17 C
LOS ANGELES	16/24 S
MEXICO	10/19 S
MONTREAL	10/15 S
NEW YORK	15/22 P
SAN FRANCISCO	13/20 S
SANTIAGO/CHI	4/19 S
TORONTO	10/18 S
WASHINGTON	15/21 C
AFRIQUE	
ALGER	19/29 S
DAKAR	27/31 S
KINSHASA	21/29 S



VENTES

De la vaisselle de poupées proposée à Chartres

L'UNIVERS des jouets anciens n'en finit pas d'ouvrir aux amateurs de nouveaux filons. Après les poupées, leurs vêtements, les accessoires, les meubles de petites maisons, ce sont maintenant les dinettes qui ont les honneurs des salles des ventes. Ainsi un ensemble, qui sera présenté dans une vente de poupées à Chartres samedi 29 et dimanche 30 septembre, offre-t-il un bel exemple de ce qui

circulait sur le marché avec des pièces datées de la fin du XIX^e siècle aux années 1930.

Reflète fidèles de la vaisselle de ces époques, les dinettes sont en porcelaine, en faïence, en étain, en cuivre, en métal ou en argent. Il s'agit de services de table, de services à thé ou à café, d'accessoires de toilette et de batteries de cuisine réalisés soit à l'échelle de la poupée, soit à celle de l'enfant.

Le prix de ces objets est lié au matériau, à la beauté du décor, au nombre de pièces, à l'état de conservation, à la présence ou non de la boîte d'origine et à l'ancienneté qui se signale par une grande qualité d'exécution. Parmi les modèles en céramique, les marques de fabrique, généralement absentes, apportent un élément apprécié. Les plus belles pièces, estimées autour de 3 000 à 4 000 francs (460

à 610 €), sont toutes présentées dans leur coffret en carton gainé. Un service à thé en porcelaine au décor japonais avec personnages et fleurs datant de 1920 compte six tasses et leurs soucoupes, des couverts et des serviettes (2 000 à 3 000 F, soit 300 à 460 €). Un service à café en porcelaine à décor de fleurs polychromes est signé Faugier, un fabricant de la fin du XIX^e siècle actif à Niort (3 000 à 4 000 F, soit 460 à 610 €). Une dinette, datée vers 1930, équipée de serviettes et couverts, déploie des décors de jeux d'enfants sur la plage (3 000 à 4 000 F, soit 460 à 610 €).

annoncée 1 500 à 2 000 F (230 à 300 €). La vaisselle en aluminium, zinc, fer blanc ou même métal argenté est encore moins chère : service à orangeade en métal argenté avec un plateau triangulaire, une carafe et deux coupes (700 à 1 000 F, soit 106 à 150 €), ensemble de blanchisserie constitué de deux lessiveuses, deux bassines et un broc en zinc (300 à 500 F, soit 46 à 76 €), batterie de cuisine en fer blanc munie d'un moulin à café mural à décor de Bécassine, vers 1920 (700 à 1 000 F, soit 106 à 150 €).

L'étude de Chartres, qui organise la vente, reconnue comme un des spécialistes mondiaux des jouets anciens, a fait construire un nouveau local pour faire face à la concurrence anglo-saxonne bientôt sur le terrain.

Catherine Bedel

★ Galerie de Chartres, du samedi 29 au dimanche 30 septembre. Exposition vendredi 28 de 15 à 22 heures, samedi 29 et dimanche 30 de 10 à 12 heures. Etude Lelièvre-Maiche-Paris, ZA du Coudray, 28000 Chartres, tél. : 02-37-88-28-28.

Adjudications

Résultats de la vente d'armes au château de Sully samedi 8 et dimanche 9 septembre (Le Monde du 7 septembre).

● **Grand couteau de chasse** à poignée en bois de cerf, pommeau en tête de chien, fourreau en cuir d'origine, vers 1820, 7 500 F, 1 145 €.

● **Dague de vénerie** à poignée en corne, monture en laiton ciselé, fourreau d'origine recouvert de chagrin, vers 1820-1830, 8 000 F, 1 221 €.

● **Epée de duel** dans le style du XVIII^e siècle, fabrication du XIX^e, 1 200 F, 183 €.

● **Sabre d'officier de cavalerie légère**, à poignée en cuivre filigrané, fourreau en cuir à deux garnitures en laiton découpé, époque consulat, 7 500 F, 1 145 €.

● **Sabre d'officier volontaire révolutionnaire**, à poignée entièrement filigranée, fourreau en fer peint, garniture en laiton découpé, époque révolutionnaire, 12 000 F, 1 832 €.

● **Couteau de vénerie**, à poignée en ivoire et monture en argent, fourreau postérieur en cuir à deux garnitures en laiton découpé, vers 1780, 4 000 F, 610 €.

● **Dague de vénerie à poignée en bois de cerf**, monture en fer, vers 1820, 1 500 F, 229 €.

Calendrier

- ANTIQUITES BROCANTES**
- **Paris** (Vincennes), jusqu'au dimanche 16 septembre, tél. : 02-33-47-56-57.
 - **Bourg-en-Bresse** (Ain), du jeudi 13 au lundi 17 septembre, tél. : 04-74-22-12-33.
 - **Saint-Jean-Cap-Ferrat** (Alpes-Maritimes), du vendredi 14 au dimanche 16 septembre, tél. : 04-93-76-07-09.
 - **Saumur** (Maine-et-Loire), du vendredi 14 au dimanche 16 septembre, tél. : 02-41-38-60-00.
 - **Bar-le-Duc** (Meuse), du vendredi 14 au dimanche 16 septembre,

- tél. : 03-29-79-11-13.
- **Rouen** (Seine-Maritime), du vendredi 14 au dimanche 16 septembre, tél. : 02-35-18-28-28.
- **Cogolin** (Var), du vendredi 14 au dimanche 17 septembre, tél. : 04-94-54-44-68.
- **Castelnaudary** (Aude), samedi 15 et dimanche 16 septembre, tél. : 04-68-91-25-16.
- **Vienne** (Isère), samedi 15 et dimanche 16 septembre, tél. : 04-74-78-30-86.

- COLLECTIONS**
- **Paris** (Maison de la radio), disques. Jusqu'au dimanche 16 septembre, tél. : 02-38-30-45-02.

- **Paris** (Bercy), « Numi-Carta », vendredi 14 et samedi 15 septembre, tél. : 01-43-36-23-01.
- **Requista** (Aveyron), véhicules anciens, samedi 15 et dimanche 16 septembre, tél. : 05-65-71-99-94.
- **Villerville** (Calvados), livres anciens, samedi 15 et dimanche 16 septembre, tél. : 02-31-87-21-49.
- **Senlis** (Oise), armes anciennes, samedi 15 et dimanche 16 septembre, tél. : 03-44-54-66-06.
- **Ottmarsheim** (Haut-Rhin), disques et fossiles, samedi 15 et dimanche 16 septembre, tél. : 03-89-26-16-43.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 216

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

I. Stratégie en noirs et blancs. Autre stratégie en noirs et blancs. - II. Beaucoup moins importante qu'elle ne paraît. Lettres d'espoir. - III. Dérèglement. Incapable. - IV. Vallées encaissées. Familiers mais pas aimés pour autant. - V. Fermeture à l'intérieur. Cake mal tranché. - VI. Progression sonore. Dans la gamme. - VII. Pour aller bien droit. Moins fatigant quand il roule. - VIII. Bordé de pointes. Romains dans Venise. - IX. Déco-

ration en façade. Voyelles. Transversé par le Rhône. - X. Pierre, Maurice, Aristide et leurs copains. Coule du fût.

VERTICALEMENT

1. Entrée interdite. - 2. Pousser dans le bon sens. Convient parfaitement. - 3. Qui fait plaisir à voir. Fait ses premiers pas. - 4. Lancées sur le marché. - 5. Sigle européen. En dehors du théâtre, elles ne font pas bon ménage. - 6. Que l'on avait donc appris. Plaisante pour ceux qui la font. -

7. Soupins dans les fosses. - 8. Refus qui aura des conséquences. Rincée dans la descente. - 9. Toutes proches. - 10. Quand le lion et les chevrons roulent ensemble. Fait tout à moitié. - 11. Départ quotidien. Capitale pour les Arméniens. - 12. Fait les présentations.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 215

Horizontalement

I. Agenda. Jours. - II. Rogue. Bernée. - III. Guai. Patient. - IV. Élysée. OE. Fi. - V. Nue. Biennale. - VI. Té. Do. Esther. - VII. Taule. Eue. - VIII. Ria. Ee. Ber. - IX. Incrusté. ISF. - X. Entortillées.

Verticalement

1. Argenterie. - 2. Goulue. Inn. - 3. Egayé. Tact. - 4. Nuis. Da. Ro. - 5. Dé. Eboueur. - 6. Pei. Lest. - 7. BA. EEE. Ti. - 8. Jetons. Bel. - 9. Orientée. - 10. Une. Ahurie. - 11. Renflée. Se. - 12. Setier. Ifs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

L'ART EN QUESTION

N° 239

En collaboration avec la

Réunion des Musées Nationaux

Cinéma sous influences

AUTEUR de plus de cinquante films, Alfred Hitchcock (1899-1980) est probablement le cinéaste le plus légendaire, le plus mythique et le plus secret à la fois. L'exposition « Hitchcock et l'art » contribue à enrichir la connaissance de l'œuvre du cinéaste en s'attachant particulièrement à montrer les influences, les inspirations et les héritages de celui qui fut amateur d'art et collectionneur. A côté de la découverte de documents d'archives inédits et de nombreux extraits de films, le principal intérêt de l'exposition réside dans les liens tissés avec les différents mouvements artistiques qui ont marqué l'œuvre de Hitchcock. On y découvre que de nombreux thèmes iconographiques de ses films sont empruntés au symbolisme et au surréalisme, et que d'autres évoquent les œuvres préraphaélites rencontrées par le cinéaste pendant ses années de formation en Angleterre, ou encore

l'expressionnisme allemand. Des femmes peintes par Rossetti ou Burne-Jones aux sphynxes symbolistes, des villes « métaphysiques » de Giorgio De Chirico aux visions urbaines d'Edward Hopper, les œuvres choisies par les commissaires de l'exposition pour accompagner le parcours du cinéaste l'ont été suivant la méthode préconisée par Robert Bresson : « Rapprocher les choses qui n'ont jamais encore été rapprochées et ne semblaient pas prédisposées à l'être. »

Dans *Complot de famille*, son dernier film tourné en 1976, Hitchcock, qui fait une brève apparition sur l'écran sous forme d'ombre chinoise, a choisi l'actrice Karen Black, qui avait interprété l'un de ses premiers rôles en 1969 dans :



« *Complot de famille* », Apparition d'Alfred Hitchcock en ombre chinoise, 1976. Photogramme, collection Cinémathèque royale de Belgique, Bruxelles. Centre Pompidou, exposition « Hitchcock et l'art : coïncidences fatales », jusqu'au 24 septembre.

- A la recherche de Gregory, de Peter Wood ?
 - Easy Rider, de Dennis Hopper ?
 - La Horde sauvage, de Sam Peckinpah ?
- Réponse dans *Le Monde* du 21 septembre.

Solution du jeu n° 238 paru dans *Le Monde* du 7 septembre. En 1884, Henri Le Sidaner entra dans l'atelier du vieux maître d'Alexandre Cabanel, qui a soutenu son jeune élève jusqu'à sa mort.

ARTS Le Centre Georges-Pompidou, à Paris, organise, jusqu'au 31 décembre, une rétrospective consacrée à Jean Dubuffet (1901-1985). ● CHRONOLOGIQUE, cette exposition dévoile

avec profusion des œuvres rarement vues et privilégie chez l'artiste polémiste une activité : la peinture. ● ÉCRIVAIN, poète et philosophe, ce pamphlétaire a été, de son vivant, plus

connu comme défenseur de l'art brut, pourfendeur des institutions, héros de nombreuses mésaventures administratives et juridiques, que comme peintre de talent. ● L'EXPOSITION du

centenaire comble avec éclat et détermination ce retard. ● DÉCOUVERT en 1944 par Jean Paulhan, Jean Dubuffet a entretenu des rapports étroits avec la littérature et avec des écri-

vains comme Michaux, Artaud et Céline. ● LA FONDATION dont il avait décidé la création a beaucoup contribué à défendre l'intégrité d'un œuvre multiple.

Dubuffet au Centre Pompidou, portrait de l'artiste en peintre

A Paris, une exposition fête le centenaire de cet artiste (1901-1985) mieux connu pour son rôle de polémiste et sa défense de l'art brut. Elle fait découvrir un patrimoine pictural de premier plan et replace, contre son gré, le créateur parmi ses contemporains plasticiens

JEAN DUBUFFET (1901-1985), L'EXPOSITION DU CENTENAIRE. Centre Georges-Pompidou, place Georges-Pompidou, 75004 Paris. Galerie 1, niveau 6. Tél. : 01-44-78-12-33. Tous les jours, sauf le mardi, de 11 heures à 21 heures. Nocturne le jeudi jusqu'à 23 heures. Jusqu'au 31 décembre. Entrée : 56 F (8,54 €). Catalogue sous la direction de Daniel Abadie : 500 pages 28 x 28, 370 illustrations couleur, 130 noir et blanc, 360 F (54, 88 €).

Dubuffet aurait cent ans cette année. Une grande exposition salue l'événement au Centre Pompidou avec une profusion d'œuvres rarement vues, choisies aussi parce qu'elles sont fortes et que leur regroupement fait poids. La pratique de la peinture s'y avère particulièrement jubilatoire. Daniel Abadie, le directeur de la Galerie du Jeu de paume, à qui a été confié le commissariat de l'exposition, connaît Dubuffet comme sa poche, et, il l'a prouvé, aime la peinture et sait la montrer.

On ne s'étonnera donc pas que l'exposition montre le peintre. Dubuffet écrivain, poète, philosophe, théoricien, défenseur de l'art brut, pamphlétaire et pourfendeur des institutions, n'est pas dans l'exposition, mais alors pas du tout. Si ce n'est à travers ce rappel rigolard confronté aux dessins cochons de *Labonfam abeber*, au temps où Dubuffet travaillait à la mise à plat des *Corps de dames*. Daniel Abadie aurait pu aussi opter pour *La Fleur de barbe*, un poème accompagnant une théorie de barbus plus ou moins philosophes, plus ou moins guerriers, le système pileux pouvant parer les uns et les autres, et coller à la figure de *La Volonté de puissance*, si magistralement incarnée dans un personnage à poil, debout, de face, aux dents carnassières, et pas trop riche là où on l'attend.

RAPPROCHEMENTS INTERDITS

Dubuffet s'est toujours défendu d'être dans les courants convenus de l'art moderne, il n'empêche qu'il sait ce qui s'y fait et qu'il réagit à ce qui se fait. En l'absence de textes intimidants où il explique si brillamment sa démarche, on est tenté de faire les rapprochements interdits. Sa « sauvagerie » voulue paraît rejoindre la flambée des artistes du groupe Cobra, ou les rages d'un De Kooning, quand il n'est pas dans un « *All over* » à la Pollock. C'est un des résultats de l'exposition, qui limite le champ



« Dramatique XVI », de Jean Dubuffet, 30 août 1984, acrylique sur papier entoilé, 67 x 100 cm. Centre Georges-Pompidou/Musée national d'art moderne, Paris, datation, 1986.

du créateur. Ses détracteurs, s'il en reste, pourront toujours dire qu'il a décidément pris de tous les côtés, et pas seulement chez les irréguliers de l'art, ou les malades mentaux, empruntés à Gaston Chaissac, et d'une manière générale aux enfants : sa façon de bagarrer contre « *l'asphyxiant culture* ». On pense à Picasso pompant Braque et d'autres. Picasso avec lequel Dubuffet a plusieurs points communs, notamment le rythme

d'une production à rebondissements.

Dubuffet n'a pas cessé de bouger, de couper, de relancer, de donner suite, d'épuiser, en allant du plus savant au plus chaotique, du terre-à-terre au métaphysique, du magma de papier mâché à la vision cosmique, du plus fruste au plus intellectuel, de la figuration à l'abstraction. Entre mouvement et monument, selon les humeurs, l'esprit du temps, les événements du

quotidien, les hasards et les accidents du travail dont l'artiste tire parti, à longueur de temps, de vie.

Comme la vie, son œuvre s'inscrit entre terre et ciel, entre ville et campagne, avec une prédilection particulière pour le bistrot parisien et le désert de cailloux. Entre images et non-images. La production est énorme, les thèmes traités par grandes séries dûment comptabilisées, drôlement titrées.

L'exposition est strictement chronologique, dans le respect du cours de l'œuvre, des séries, des retournements, fidèle à son opulence, à sa truculence, à sa convivialité. On y jubile beaucoup, d'emblée. Face aux incontournables, face aux tableaux oubliés venus de collections privées américaines qui n'ont pas souvent retraversé l'Atlantique depuis leur entrée en Amérique, grâce au marchand Pierre Matisse. On y découvre quelques peintures des années 1920 annonçant déjà les grands thèmes des années 1950 et 1960, notamment ce *Fond de rivière* de 1927 avec ses cailloux bruns, comme vu

par un saute-ruisseau. Des vrais débuts, sous l'Occupation, on voit les *Gardes du corps*, moquant la plastique de la statuaire antique, mi-flics à moustaches, mi-kouroï, et naître dans le métro les figures de tout le monde, en couleurs avant d'être en hautes pâtes. Son premier corps de dame, allongé comme une *Olympia*, sa première vache, aussi rouge que celle-qui-rit, ses premiers murs couverts de graffitis sont de cette période où l'artiste se décide enfin à devenir créateur à plein temps. De ce moment datent aussi les *Messages* du genre « *Dubuffet est un sale con, un foireux, un enculé* », dont l'un est déjà biffé comme un des *Non-lieux*, titre générique des derniers tableaux, sans images, sans figures, seulement faits de traces blanches, rouges et bleues, dans le noir.

Les portraits d'écrivains, peintures et dessins, sont un des grands moments de l'exposition : Drouin, Artaud, Paulhan, Ponge... tous donnés comme « *plus beaux qu'ils croient* », plâtres, charbonneux,

dentus, chauves, de face, et bien là, avec autant de présence que les portraits du Fayoum qui ont impressionné le jeune Dubuffet. La ressemblance après coup est là, irrespectueuse, née de la maçonnerie épaisse et grenue des surfaces, jusqu'à montrer les couches de couleurs vives ou claires selon les personnages, leur morgue, leur vivacité.

HOMMAGE À LA TERRE

Une salle est bien fournie en *Corps de dames*, féroce ment ouverts et aplatis comme des steaks à faire hurler les féministes autant que les *Women* de De Kooning. Leurs chairs, nuancées de tons de rose, de mauve, couleur de vin, de sang, de sève, sont sillonnées de traits qui les flétrissent comme des terrains arpentés, beaucoup labourés. Les *Corps de dames* ne participent-ils pas justement de cet hommage à la terre que Dubuffet célèbre dans tous les moments de sa carrière, aux temps austères des matériologies et des texturologies, des échantillons de trottoirs d'asphaltes, sans image, sans narration, à portée cosmique ?

En contraste avec des paysages pleins regorgeant de figures prises dans le relief des sols en plans rabattus haut dans les tableaux viennent des exercices légers, à la Bettencourt, de collage d'ailes de papillons. Après la table rase des *Texturologies*, les figures font leur réapparition dans *Paris-Circus*, et avec elles les traces en puzzles longtemps sous cap que Dubuffet exploitera à mort dans le grand cycle de *L'Hourloupe*, ses personnages, ses objets, ses monuments, tous logés à la même enseigne : un dessin net, cloisonné sur fond blanc, des surfaces striées, de traits rouge ou bleu, au fond vidé de toute substance comme le pire des minimalismes, la vie donnée par le trait et ses méandres. Écriture plastique qui s'est avérée efficace, par contraste, contre la géométrie urbaine, d'abord, dans la nature après, avec quelques monuments.

L'Hourloupe, c'est Dubuffet peintre débordant dans l'espace à trois dimensions et public où l'artiste a subi beaucoup de déboires. Le grand cycle est passionnant mais bien connu, nécessitant certes pas mal d'espace, mais mieux dehors que dedans. La place accordée au cycle, alors que ce qui vient après paraît un peu négligé, peut s'expliquer à l'aune des largesses de LVMH, à qui l'on doit la restauration des personnages de *Coucou Bazar*, un essai théâtral d'animation cinématique de l'écriture de *L'Hourloupe*.

Passé ce cap, l'exposition paraît plus relâchée, les *Théâtres de mémoire*, des grands collages récapitulants toutes les manières de peindre de l'artiste, ses *Psychosites*, surtout, auraient besoin de plus d'espace, et les *Mires solaires*, et les *Non-lieux* d'être mieux partagés. Ces deux dernières séries témoignent de la vigilance d'esprit et de l'extraordinaire vitalité de l'artiste, et de sa capacité à se renouveler à l'intérieur de la peinture, jusqu'au bout, même au bord du trou de la mort.

Geneviève Breerette

Un vernissage endeuillé

Le vernissage de l'exposition Dubuffet a bien sûr été endeuillé par les événements américains. Bernard Arnault, dont la société LVMH parraine l'exposition, a ainsi annulé le dîner de gala qui devait se tenir mardi soir. Dans une lettre à ses invités, il explique que « *de très nombreux amis venant tout spécialement des Etats-Unis devaient se joindre à nous ce soir (...). Mais, face aux événements tragiques qui viennent de se dérouler aux Etats-Unis, nous éprouvons tous une profonde émotion. Aussi, afin de marquer combien nous partageons leur peine et celle des familles des victimes, je suis au regret de devoir renoncer au dîner auquel j'étais si heureux de vous convier ce soir.* » Pour sa part, le président du Centre Pompidou, Jean-Jacques Aillagon, a qualifié les attentats d'« *actes de barbarie révoltante* », et a associé son établissement « *à la douleur du peuple américain qui a tant donné pour la liberté du monde* ».

L'artiste et son pays, une relation pleine de malentendus

« *LE JOUR* où Dubuffet sera inscrit au programme des concours de l'école du Louvre, il y aura quelque chose de changé au royaume du Danemark. Mais l'ennui c'est que

PORTRAIT

On se prend à rêver du succès que le peintre rencontra à New York, très tôt

précisément cela n'est pas invraisemblable et signifierait tout simplement que la passion et l'irrespect auraient perdu leurs vertus et sombré dans la banalité de la mode. » François Mathey, qui a tenu ces propos, était le directeur du Musée des arts décoratifs, à Paris. un conservateur rebelle, l'un des rares à apprécier Dubuffet et son esprit subversif, à une époque, les années 1960, où l'ouverture des musées à l'art contemporain était très limitée.

Dubuffet y était mal vu, et il le leur rendait bien. Il n'aimait pas les institutions d'Etat. Il l'a dit au moment de la donation qu'il faisait, au musée de la rue de Rivoli, dépendant d'une association, orga-

nisme privé, un lieu, le pavillon de Marsan, où avait déjà eu lieu en 1960 sa première rétrospective, par amitié pour Mathey. « *Je me plais - on le trouvera, je pense, légitime - à remettre mes ouvrages entre les mains de ceux qui leur portent estime.* »

Le malentendu, sinon le divorce, entre Dubuffet et les institutions françaises a été particulièrement évident deux fois. La première fois autour du sort de la formidable collection de l'art brut que Dubuffet enrichissait depuis la guerre. Elle était à Paris, installée au 137, rue de Sèvres. Les musées n'ont pas su l'attraper, et, en 1971, Dubuffet annonçait (dans les colonnes du *Monde*) son intention de céder la collection à la Suisse. Il venait notamment d'écrire (à Jacques Berne) : « *Lausanne m'a fait plaisir, et aussi les Suisses.* » Aujourd'hui, c'est un des fleurons de ville de Lausanne, où elle fut inaugurée en 1976, au château de Beaulieu.

L'autre grand différend entre Dubuffet et la France est l'affaire du *Salon d'été*, la fameuse commande de la Régie Renault, entermée alors que plus qu'avancée dans sa réalisation. Le Jardin, fait dans le style de *L'Hourloupe* pour le

repos des employés des usines de Boulogne-Billancourt, avait été entrepris en 1975, et était en effet bien avancé quand la Régie, qui venait de changer de patron, décidait de démolir le travail. Procès, jugement, cour d'appel, pétitions pour la défense de Dubuffet et, plus généralement, pour la défense du droit moral des artistes. Finalement Dubuffet a gagné et eu le droit de reconstruire le Jardin. Ce qu'il ne fit pas, lassé de cette affaire qu'il avait fait durer justement pour que son cas fasse jurisprudence.

GROGNE DE RIVERAINS

S'il n'y avait eu la Closerie Falbala, construite dans le même temps à Périgny-sur-Yerres (voir ci-contre), nous n'aurions pas d'exemples d'œuvres monumentales réalisés du vivant de l'artiste à Paris et dans la région parisienne. La *Tour aux figures*, que l'on peut visiter dans l'Île-Saint-Germain, à Issy-les-Moulineaux, a été réalisée en 1988, non sans complications, les sites prévus dans Paris, jardins, ou place, suscitant la rogne et la grogne de riverains.

On se prend à rêver du succès que le peintre rencontra à New



Jean Dubuffet et Asger Jorn : expériences musicales en 1961.

York, très tôt. Il y était très bien introduit par son marchand, Pierre Matisse. Il y était très apprécié par le directeur du Musée Guggenheim, Thomas Messer, qui l'a exposé. La première grande commande urbaine de l'artiste a été pour la Chase Manhattan Bank : quatre arbres « *hourloupés* » dans Manhattan. Les mésaventures de Dubuffet en France et le retard qui y a été pris quant à la reconnais-

sance de son art pourraient expliquer, d'une certaine manière, le parti pris de l'exposition, cette initiative s'étant donné pour mission de montrer le peintre, l'artiste, comme un peintre encore inconnu.

Domage, pour un centenaire, c'est quand même Dubuffet qu'on aurait aimé voir.

G. B.

Théâtre de la Ville
PARIS

DU 25 SEPT. AU 13 OCT.

AUX ABBESSES

MADAME KA

NOËLLE RENAUDE

m.e.s. Florence Giorgetti

une chronique intime aux allures d'épopée pour rire

31 RUE DES ABBESSES PARIS 18

01 42 74 22 77

www.theatredejaville-paris.com

Avec et contre la littérature

Découvert par Jean Paulhan, Dubuffet n'a cessé d'écrire et d'avoir des rapports avec les lettres, tout en cherchant à les détruire

LE 7 OCTOBRE 1947, dans la galerie René Drouin, à lieu la troisième exposition personnelle de Dubuffet. Il faut en donner le titre entier : « Les gens sont plus beaux qu'ils croient. Vive leur vraie figure. Portraits à ressemblance extraite, à ressemblance cuite et confite dans la mémoire, à ressemblance éclatée dans la mémoire de M. Jean Dubuffet peintre. » Voilà ce qu'on peut appeler un titre littéraire, à effet rhétorique. Les œuvres sont flanquées d'un texte de l'artiste écrit avec la même ironie, « Causette ». Les sujets des portraits se nomment Artaud, Michaux, Cingria, Superville, Paulhan, Léautaud, Dhôtel, Limbour, Jouhandeau : tous écrivains. Beaucoup sont venus dans l'atelier de Dubuffet avec Paulhan, qui conduisit aussi le peintre aux déjeuners de la mécène américaine Florence Gould. Il y rencontre, a-t-il raconté, « quelques convives permanents qui étaient Pierre Benoit, Paul Léautaud, Marcel Jouhandeau, des personnalités du monde des lettres (...). Elle insistait pour que je fasse de ses amis des portraits ». L'exposition vient de là. En un an, Dubuffet réunit sa galerie d'auteurs contemporains.

Galerie dans laquelle il pourrait figurer, car il publie beau-

coup. Tantôt, il lance des essais polémiques qui défendent ses positions anticulturelles : en 1946, le *Prospectus aux amateurs en tout genre*, en 1949 *L'Art brut préféré aux arts culturels*. Tantôt il fabrique des livres avec textes « en jargon » et images : *Ler dla campane* en 1948 et, en 1950, *Anvouaijé et Labonfam abeber*, tous repris ensuite dans *Plu kifekler mouikon nivoua*. La langue y est renouvelée par l'invention d'un argot qui exige une lecture phonétique de même que le dessin y est renouvelé par l'archaïsme. Dans la même période encore, il illustre Ponge, Guillevic et Paulhan. De ce dernier, il est demeuré l'ami jusqu'à sa mort. Il est aussi celui de Céline : « De celui-ci, dont j'admire fort les écrits, j'avais fait connaissance (...) à son retour du Danemark. Très désireux de lui être utile, je lui faisais de fréquentes visites à sa maison de Meudon (...). »

EXTRÊME SCEPTICISME

Séparer Dubuffet l'écrivain de Dubuffet le peintre serait donc absurde : l'un ne se comprend pas sans l'autre. Et ceci du début à la fin, jusqu'aux *Non-lieux* de 1984. Une page de philosophie les accompagne, l'une des plus remarquables qu'il ait laissées. Il

y pousse le scepticisme à son extrême : « Nier que soit possible aucune connaissance de quoi que ce soit, aucune connaissance d'un être par un autre être. » Ses peintures ont pour conséquence d'« invalider la notion de vérité ». Au même moment, il rédige, en « jargon », *Bonpiet beau neuille* et, en français littéraire, la *Biographie au pas de course*, ultime écrit aussi noir que les ultimes tableaux.

Cette double activité n'a, en elle-même, rien d'exceptionnel. Nombreux sont les modernes qui se sont essayés à la théorie, de Matisse à Klee, Kandinsky ou Malevitch. Picasso a écrit pour le théâtre, Picabia la poésie. Quant à ceux qui ont laissé des pensées, aphorismes ou conversations sur leur art, on ne les compte plus. La fréquentation des écrivains n'est pas plus une rareté : cubistes réunis par Apollinaire, surréalistes fédérés par Breton.

Mais, avec Dubuffet, les relations sont plus contradictoires. Il y a, d'une part, le volume de ses écrits – quatre tomes auxquels il faudrait encore ajouter la somme énorme des lettres échangées – et la qualité du style. Gombrowicz – un autre de ses correspondants – l'a défini : une « façon de dire à la fois nonchalante, aisée et quand même violente et agressive qui permet de deviner toute une réalité intérieure extrêmement personnelle ». Et il y a, d'autre part, le mépris des littérateurs et de tout ce qui serait tradition classique, la volonté de casser la grammaire et de brutaliser l'orthographe. Les portraits de 1947 sont des caricatures méchantes : expressions de stupidité, d'hystérie, de morgue ou d'ennui. Les ressemblances sont « cuites » ou « éclatées » jusqu'au grotesque. Non moins significatives est l'amitié pour Céline et Gombrowicz, deux révoltés, deux sacrilèges. Dubuffet adore la littérature et veut lui faire la peau.

Il n'est ni le premier, ni le seul. Pas le premier : les dadaïstes le précédent de trente ans, ce qu'il a



THOMAS POWELL, NEW YORK

« Antonin Artaud aux houppes », de Jean Dubuffet, 3 janvier 1947, huile sur toile (peinture émulsionnée), 130 x 97 cm, Morton G. Neumann Family Collection.

du reste reconnu : « Ma défiance (...) s'était développée dans le vent d'écrits exaltant l'action comme ceux de Dos Passos et des manifestations dada », note-t-il. Pas le seul : sa mise en pièce de la langue châtiée et de la narration en ordre fait songer au Céline de *Normance*, au Calaferte de *C'est la guerre* et à tous ceux qui, à partir des années 1940, cherchent du côté de la langue parlée, des argots populaires, des graffitis que photographient Brassai et Claude Simon et qui inspirent à René de Solier un *Traité* dont il offre le manuscrit à Dubuffet.

CULTIVER L'INCULTURE

Ce qui revient à dire que le dégoût affiché de l'art et de la culture, l'apologie de l'ignorance et de la spontanéité sont, après 1945, un phénomène artistique français qui s'applique autant aux lettres qu'à la peinture et que

Dubuffet participe de ce mouvement, de manière raisonnée, qu'il écrive ou qu'il peigne. En ce sens, la proximité de Michaux, d'Artaud et de Céline sont des données probablement essentielles de son œuvre. Il y cultive l'inculture, il y fait de l'art en le niant.

Et c'est donc un écrivain, Gombrowicz, qui l'a le plus gravement attaqué, en novembre 1968, après la parution d'*Asphyxiante culture* : « Vous mentez puisque vous êtes artiste. Quelle race mensongère, les artistes ! L'artiste ne cherche pas la vérité, ce qu'il lui faut c'est faire un bon tableau, un bon poème, aboutir dans son œuvre. Tout lui est bon pour arriver à ce but (...). Je perçois donc le vent qui vous emporte quand vous dites : "C'est à ce point que prend départ mon nihilisme", etc. Vous êtes nihiliste par nécessité. »

Philippe Dagen

René Drouin, marchand exemplaire

René Drouin a été, pour Dubuffet, un homme capital. Né en 1905, il ouvre en 1939 une galerie place Vendôme, avec pour associé le futur galeriste new-yorkais Leo Castelli. En 1943, il fait la connaissance de Jean Paulhan, qui lui présente peu après deux peintres, Fautrier et Dubuffet. Très vite, il les expose, comme il expose Wols, qui lui est recommandé par Henri-Pierre Roché. Il défend aussi des abstraits, alors peu connus à Paris, et montre Mondrian et Kandinsky en 1945. Jusqu'à la faillite de la galerie, en 1951, elle est le quartier général de Dubuffet et de l'art brut, qui a son foyer au sous-sol. Fin 1953, rue Visconti, René Drouin a ouvert une deuxième galerie. Plus petite, elle n'a pas joué le rôle majeur qui avait été celui de la première. Aux Sables-d'Olonne, une exposition et un catalogue racontent la vie et les travaux de ce galeriste plus soucieux d'art que d'argent.

★ « René Drouin, le spectateur des arts », abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100 Les Sables-d'Olonne. Tél. : 02-51-32-01-16. Du mardi au dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 7 octobre.

Une fondation cachée et une closerie pour accéder au monde secret du peintre

FONDATION DUBUFFET, 137, rue de Sèvres, Paris-6^e. M^o Du-roc. Tél. : 01-47-34-12-63. Internet : www.dubuffetfondation.com/ Ouvert du lundi au vendredi de 14 heures à 18 heures. CLOSERIE FALBALA, ruelle aux Chevaux, sente des Vaux, 94520 Périgny-sur-Yerres. Visites sur rendez-vous.

Les fondations heureuses sont peut-être les fondations cachées. Celle qu'a créée Jean Dubuffet en 1974 a ses bureaux au fond d'une cour fleurie du 6^e arrondissement de Paris, protégée de la rue de Sèvres par un portail, signalée par une simple plaque. Son « annexe », si on peut dire, puisqu'elle abrite le siège social de la fondation, est installée tout au bout de la ruelle aux Chevaux, au creux d'une vallée, à Périgny-sur-Yerre. On peut y visiter, sur rendez-vous, la curieuse et fabuleuse Closerie Falbala, dont les 1 610 m² d'enceinte souple et sinieuse entourent le *Cabinet logologique*, que d'aucuns comparent, pour la sérénité et la spiritualité du lieu, à une moderne grotte de Lascaux. A deux pas, séparés par une allée plantée d'arbres, des bâtiments modernes abritent la collection personnelle de Dubuffet, dont il a doté sa fondation : plus de mille œuvres – peintures, sculptures, dessins, estampes, maquettes d'architectures –, plus les costumes et les décors du spectacle *Coucou Bazar*, dont une partie est actuellement montrée au Centre Pompidou.

La fondation est un témoignage de l'extrême précision dont était

capable Dubuffet : très tôt, il avait entamé le recensement de son travail. Rue de Sèvres, dans l'immeuble acquis en 1962 pour abriter les collections de l'art brut, aujourd'hui déposées à Lausanne, un bureau est consacré aux fichiers : toute l'œuvre, plus de 10 000 numéros, sans compter les estampes et les multiples, y est répertoriée. Chaque dossier comporte les renseignements de base sur le tableau, une photographie, la bibliographie le concernant, et l'historique de ses propriétaires.

Car la fondation est responsable du droit moral de l'artiste. A ce titre, elle est habilitée à délivrer les certificats d'authenticité, et, le cas échéant, à réclamer la saisie et la destruction des faux. La tenue rigoureuse de la documentation est donc essentielle. Sophie Weibel, qui a rédigé le catalogue raisonné des gravures de Dubuffet (éditions Beaudoin Lebon, 1991), en a la responsabilité. « Il y a très peu de Dubuffet qui nous sont inconnus, dit-elle. Par contre, certains ont disparus. Nous cherchons par exemple l'actuel propriétaire des Gardes du corps, une œuvre majeure de 1943, que le Centre Pompidou voulait emprunter. » Car la fondation participe, par ses prêts ou ses recherches, à la plupart des expositions Dubuffet.

Prévoyant, Dubuffet l'a correctement dotée. Rien de somptuaire, cependant : le budget de fonctionnement annuel n'excède guère le million et demi de francs. Il est alimenté par les expertises, la vente des fascicules du catalogue raisonné, les honoraires perçus pour l'organisation d'expositions, les entrées à la

Closerie Falbala, et les commandes. Ces dernières sont irrégulières, mais précieuses : Dubuffet a en effet donné à la fondation la totalité de ses maquettes d'architecture, et le droit de les réaliser en grand pour les collectionneurs, publics ou privés, qui le souhaitent. N'importe qui, un peu argenté tout de même, peut ainsi faire installer un Dubuffet dans son jardin.

« Il s'agit d'emboîter le pas de l'artiste et de partager un peu de son intimité »

Louis Deledicq, directeur de la Fondation Dubuffet

Arn Glimcher, le propriétaire de la Pace Gallery de New York, s'est offert il y a quelques années un kiosque tourné de 7 ou 8 mètres de haut. Plus récemment, la Banque Audi de Beyrouth en a commandé un autre pour son nouveau siège. Tous les agrandissements sont supervisés par la fondation, qui contrôle chaque étape, du moulage à l'installation, réalisée par des praticiens comme Richard Dhoedt, qui a travaillé plus de quinze ans avec Dubuffet : « Nous sommes d'autant plus fidèles, dit-il, que les matériaux que nous utilisons, résines ou peinture, ont très peu évolué depuis la mort de Dubuffet. » Lui-même ne participait guère aux réalisations finales, préférant travailler sur les maquettes d'origine : « Il disait que ce serait comme d'avaler un steak déjà mâché », précise Dhoedt qui, pour l'heure, se consacre à la restauration de la Closerie Falbala, classée au titre de monument historique le 17 novembre 1998.

Mais Louis Deledicq, le directeur de la fondation (*Le Monde* du 27 juillet 2000), n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin. A l'oc-

casation de la publication d'une nouvelle édition de la *Biographie au pas de course* de Dubuffet (Gallimard), il organise du 5 octobre au 12 janvier 2001 une exposition éponyme articulée autour d'extraits choisis du texte. Les épisodes charnières de la vie de Dubuffet seront ainsi illustrés par des documents d'archives, correspondance et carnets d'atelier. « Il s'agit, explique Louis Deledicq, d'emboîter le pas de l'artiste et de partager un peu de son intimité. » Son collaborateur Frédéric Jaeger, véritable mémoire d'une fondation où il travaille depuis plus de douze ans, saisit également l'occasion pour présenter un CD-ROM (édition Fondation Dubuffet/Telimage). « Il s'intitule *Le Spectacle de la vie, parce que Dubuffet définissait son art ainsi* », dit-il. On y trouve 600 œuvres clas-

sées par thèmes, une biographie illustrée, des interviews de l'artiste.

Comme à la Closerie Falbala, dont il offre une visite virtuelle, il faut franchir une série de portes pour pénétrer au cœur du royaume de Dubuffet. On y découvrira un monde légèrement différent de celui de la rétrospective du Centre Pompidou, que permet le classement thématique. Cliquer sur « Portraits », par exemple, puis sur « Coupes » emmène le visiteur dans une sarabande de personnages enlacés, sur un fond musical composé par Dubuffet lui-même, décidément un étrange homme-orchestre qui n'en finit pas, avec l'aide de sa fondation, de se dévoiler.

Harry Bellet, Elodie Jauneau et Emilie Guyonnet

Abt^e de Hautecombe
Aix-les-Bains
www.francefestivals.com
MUSIQUE EN FESTIVALS

Théâtre National de Strasbourg
Écoles supérieures d'art dramatique

PROMTHÉE ENCHAÎNÉ d'Eschyle
Mise en scène S. Braunschweig
Du 14 au 29 septembre 2001

LÉGENDES DE LA FORÊT VIENNOISE de Ö. von Horvath
Mise en scène L. Gutmann
Du 5 au 27 octobre 2001

LA MOUETTE d'A. Tchekhov
Mise en scène S. Braunschweig
Du 8 au 30 novembre 2001
Création troupe TNS

UBU ROI d'A. Jarry
Mise en scène B. Sobel
Du 6 au 20 décembre 2001

QUAI OUEST de B.-M. Koltès
Mise en scène J.-C. Sais
Du 22 janvier au 2 février 2002
Création

LE NOM de J. Fosse
Mise en scène C. Colin
Du 23 janvier au 7 février 2002
Création

L'EXALTATION DU LABYRINTHE d'O. Py
Mise en scène S. Braunschweig
Du 21 février au 1^{er} mars 2002

NANNIE SORT CE SOIR de S. O'Casey
Mise en scène M. François
Du 6 au 17 mars 2002

I GIGANTI DELLA MONTAGNA de L. Pirandello
Mise en scène D. Iodice
Du 21 au 28 mars 2002

LA GÉNISSE ET LE PYTHAGORICIEN Spectacle de J.-F. Peyret et A. Prochiantz
Mise en scène J.-F. Peyret
Du 17 avril au 4 mai 2002
Création troupe TNS

L'OTAGE de P. Claudel
Mise en scène B. Sobel
Du 17 au 28 avril 2002

LILIOM de F. Molnar
Mise en scène M. Thalheimer
Les 14, 15 et 16 mai 2002

OD OMBRA OD OMO Visions de Dante
Mise en scène L. Hemleb
Du 15 au 26 mai 2002

LE FESTIN DE PIERRE d'après Dom Juan de Molière
Mise en scène G. Barberio Corsetti
Du 30 mai au 15 juin 2002
Création troupe TNS

Saison 2001 - 2002
Direction Stéphane Braunschweig
03 88 24 88 24 • www.tns.fr

DÉPÊCHES

■ **INDUSTRIE MUSICALE** : pendant le premier semestre de 2001, le marché du disque hexagonal a atteint 3,6 milliards de francs (542 millions d'euros) contre 3,3 milliards de francs en 2000, soit une croissance de 9,2 %. Le Syndicat national des éditeurs phonographiques (SNEP), qui publie ces chiffres, souligne la vitalité des ventes d'albums et de la variété française. Le répertoire national représente 58,2 % des ventes, loin devant la variété internationale (36,4 %). Le répertoire classique (5,4 % des ventes) est en baisse, les vidéos musicales (cassettes vidéo et surtout DVD) en nette progression. Parmi les meilleures ventes d'albums dans cette période, huit sont francophones dont 2001 : *L'Odyssée des enfoirés*, Garou, Henri Salvador, *Roméo et Juliette*. Gérard de Palmas (*J'en rêve encore*) a été l'artiste francophone le plus diffusé en radio. Sur les ondes FM, la diffusion de titres francophones, garantie par quota, atteint 39 % en moyenne, 1 % de plus qu'au premier semestre 2000, mais 2 % de moins qu'en 1999, selon Ipsos-Music.

■ **CINÉMA** : la fréquentation des salles a augmenté de 10 % au cours des huit premiers mois de 2001. Les films français représentent 42,5 % des entrées, contre 31,2 % l'an dernier. La part des films américains est passée de 60,8 % à 48,9 %. Selon les premières estimations du service des études du CNC, la fréquentation cinématographique atteindrait 13,8 millions d'entrées au mois d'août, soit 15,6 % de plus qu'en août 2000.

■ **Le Placard, de Francis Veber, est l'un des plus gros succès étranger, de l'année aux Etats-Unis**. Sortie le 29 juin par Miramax, la comédie avec Daniel Auteuil vient de dépasser les 5 millions de dollars (5,5 millions d'euros) de recettes en 10^e semaine sur le territoire nord-américain. La carrière internationale du film continue avec sa sortie à la mi-octobre en Espagne et le 15 novembre en Allemagne.

Une pharaonique « Aïda » s'installe au Stade de France

Les 76 000 places ont été vendues en moins d'un mois

Le Stade de France à Saint-Denis accueille, le 14 septembre, une gigantesque production d'*Aïda*, l'opéra de Verdi, avec 40 danseurs, 300 figurants, 160 choristes, 120 musi-

ciens, des chevaux, des dromadaires... Ce spectacle est la première pierre d'une collaboration entre le stade et les orchestres, le chœur et les antennes de Radio France.

LES AFFICHES avaient prévenu : « Stade de France. *Aïda* de Giuseppe Verdi. Opéra pharaonique. » Il suffisait de lire : « 40 danseurs, 300 figurants, 160 choristes, 120 musiciens », sans compter les 30 chevaux, 6 dromadaires, chèvres et flamants roses, et le faucon. Aujourd'hui, c'est trop tard : envolé en moins d'un mois, le pharaonique qu'on a vu des 76 000 places mises en location début avril !

Pas besoin d'être Ismaïl Pacha, grand khédive d'Égypte (et commanditaire de l'œuvre créée au Caire le 24 décembre 1871 pour l'ouverture du canal de Suez) pour subodorer qu'une affaire comme celle-ci allait faire couler beaucoup de sable. A commencer par les 800 tonnes déversées sur la pelouse et la piste d'athlétisme. Quant aux 40 tonnes de copeaux de bois, 2 500 mètres carrés d'étendue d'eau du Nil, 23 tonnes de matériel de sonorisation, aux 800 exécutants : pyramidal !

Pour le directeur de la musique à Radio France, René Koering, cette *Aïda* inaugure une collaboration au long cours : « Nous avons passé une convention triennale pour une série d'événements à laquelle participeront les deux orchestres et le chœur de la radio, ainsi que nos antennes. France-Inter sera donc en direct du Stade, tandis que France-Info, France-Musiques et France Bleu retransmettront des extraits de la soirée. » On parle déjà, pour 2002, d'une *Carmen* et d'un *Requiem* de Verdi.

Cette année, c'est donc l'Orches-

tre philharmonique dirigé par le jeune et talentueux chef italien Marco Guidarini qui s'y colle. « C'est la première fois que je suis confronté à pareille situation. Mais je reste confiant, car les conditions sont réunies pour que tout soit d'un grand professionnalisme. La partition originale de Verdi sera respectée à la note près. D'autre part, l'orchestre et les chanteurs sont de niveau international. Quant aux moyens techniques, ils dépassent quasiment l'entendement. »

« SPECTACULAIRE ET RÉALISTE »

L'entendement, ou plutôt la diffusion, c'est l'affaire d'Yves Desrochers, l'ingénieur du son de la société néerlandaise Companions BV, spécialisée dans la production de spectacles à grande échelle. « Pour moi, le principal défi est de réussir à préserver le naturel des voix et la richesse des couleurs instrumentales », dit-il. L'orchestre sera donc équipé de 60 micros, les chanteurs de 2 micros HF.

La palme reviendra sans doute à la mise en scène « spectaculaire et réaliste » du Roumain Petrika Ionesco, expérimentée à Rotterdam. « J'ai bien sûr respecté le contexte historique de l'Égypte ancienne. Mais la musique suggère de grandes respirations, j'ai choisi d'inclure des scènes parallèles à l'action principale en les intégrant au spectacle », affirme-t-il. Ainsi, tandis que se nouera l'amour impossible entre Aïda l'Éthiopienne et Radamès

l'Égyptien, les femmes vaqueront aux travaux domestiques, les soldats à l'entraînement, les ouvriers à la construction des tombeaux. Il est vrai que les 360 degrés offerts à la visibilité des spectateurs et l'ouverture d'un espace scénique grand comme la place de la Concorde exigent un travail spécifique.

Reste le temps. « En cas de pluie, des dais se tendront automatiquement sur l'orchestre et sur certaines parties du décor... et puis septembre est beau à Paris », explique Peter Kroon, directeur de Companions BV. Et le report au lendemain est prévu. Ce qui n'est pas le cas de l'engouement suscité par l'opération, lequel reste pour Jean-Christophe Giletta, directeur des grands événements au Stade de France, une énigme. « Nous assistons à la naissance d'un public qui couvre une frange très inhabituelle de la population. Car, en dehors des comités d'entreprise, c'est essentiellement dans les magasins Carrefour que s'est effectuée la vente des billets. Or les places tournent en moyenne autour de 320 F ! »

Après les Rolling Stones, Johnny Halliday, Céline Dion, Tina Turner et AC/DC, Aïda et Verdi sauront-ils à leur tour allumer le feu ?

Marie-Aude Roux

★ **Festival de Saint-Denis** : *Aïda*, opéra de Verdi. Stade de France, le 14 septembre à 20 heures. Complet.

Les Journées du patrimoine sont annulées

LA 18^e ÉDITION des Journées du patrimoine, prévues samedi 15 et dimanche 16 septembre dans toute la France, est annulée. « Le gouvernement a décidé de renoncer aux Journées du patrimoine qui devaient se dérouler samedi et dimanche parce que le plan Vigipirate mobilise les forces de sécurité », a indiqué, mercredi 12 septembre, la ministre de la culture Catherine Tasca. A l'issue d'une réunion à Matignon sur l'ensemble des mesures de sécurité prises à la suite des attentats aux Etats-Unis, le ministre de la défense, Alain Richard, avait d'abord annoncé que la manifestation pouvait être reportée. Ce qui n'a pas semblé possible.

Créées par Jack Lang en 1984, les Journées du patrimoine ont été depuis traduites par des actions similaires dans une quarantaine de pays d'Europe. Elles ouvrent au public durant deux journées les portes des palais nationaux d'habitude occupés par des administrations, ou des édifices peu connus, et de nombreux monuments privés. L'édition 2001 devait mettre l'accent sur le rôle joué dans la défense et la mise en valeur du patrimoine architectural par les associations de citoyens dont on célèbre également cette année un anniversaire, celui de la loi de 1901 qui régit leur statut et leur mode d'intervention.

Bêtes de scène au Théâtre Tristan-Bernard

THÉÂTRE SANS ANIMAUX, de Jean-Michel Ribes (Ed. Actes Sud Papiers, 96 pages, 15 € [98,39 F]). Mise en scène : Jean-Michel Ribes. Avec Lionel Abellanski, Annie Gregorio, Sarah Haxaire, Philippe Magnan, Christian Pereira. Théâtre Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, Paris-8^e. M^e Villiers. De 21,34 € (140 F) à 33,54 € (220 F). Tél. : 01-45-22-08-40. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures.

Un titre lancé comme ça, *Théâtre sans animaux*, y va de sa petite énigme adressée aux enfants de la balle, aux bêtes de scène, aux pistards de cirque. Et puis non. C'est l'animal humain qui s'expose, l'humain qui ne tourne pas rond car il n'est pas dans son assiette. Alors il cherche son animal à lui du dedans, du dehors, son lointain, son ascendant, son père, qui est aussi son enfant, celui qu'il était, sa famille, sa protection, sa différence, tout. L'animal l'a abandonné à son égoïsme rêveur, privé de bonnes manières, et contraint à la veulerie quand il n'est pas soumis, paré pour la fuite à la première occasion.

Des « mammifères évolués » de cette façon, Jean-Michel Ribes en a plein son sac. Il ont poussé sur un vieux terreau populiste qui a fait ses preuves, entretenu par la détestation des épouses, l'exécration du théâtre de Racine (rires) et des belles-sœurs, le mépris des provinciaux (la Creuse), surtout vus de Châtillon (re-rires), et bien sûr les

coups de coude devant les homosexuels (re-re-rires). Un maréage en place de pelouse alors que nous sommes au temps du football français roi du monde et du pas – un mot plus difficile à prononcer que Conforama, mais moins qu'Alzheimer.

Comment s'extraire du maréage ? Mais aussi, pourquoi le maréage ? Jean-Michel Ribes joue des coudes et des bons mots (« Mais qui conduit chez Internet ? »), quitte à replonger au suivant (« Tu plisses les yeux devant un Goya et ça fait un Renoir »). Mais, entre deux mouvements de crawl, sans qu'il y paraisse, il s'est hissé assez haut pour dénicher la clef de jardins secrets, où tout fleurit beau chez les coiffeurs, les auteurs, les golfeurs, où ça vole et ça nage dans le genre d'allégresse que les tordus de tous bords savent entretenir. Aux dépens des autres. Et chacun comprend, hoche et partage.

Les mise en sketches facilite le partage. Le prédécoupage est de saison. Le décor, exemplaire de souplesse accordéonnesque (Jean-Marc Stehlé), permet de passer les envies à toute vitesse entre les portes. Le plateau est ouvert aux folies ordinaires. Les acteurs n'ont pas à prendre leurs personnages avec des pincettes. Ils peuvent sauter droit dedans. Et jouer comme à la maison, en robe de chambre et en chaussons. En forçant juste un peu le ton, pour éviter la confusion. La perspective de cinq ou six premiers rôles en une seule soirée suffit à faire sauter les cœurs.

Jean-Louis Perrier

SORTIR

PARIS

Maraca & Afro Cuban Jazz Project

Ancien membre du groupe Irakere, le flûtiste et compositeur cubain Orlando « Maraca » Valle aime les réunions informelles, les jam-sessions ébouriffantes qu'à Cuba on appelle « descargas ». Dans son très dansant Afro Cuban Jazz Project, il a encore rassemblé autour de lui quelques musiciens et chanteurs de premier plan, dont deux percussionnistes au talent sûr, Tata Guïnes et Changuito (ex-Los Van Van), et le joueur de guitare tres Coto. *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M^e Châteaueau-d'Eau. 21 heures, les 13 et 14. Tél. : 01-45-23-51-41.

Martine à la plage

Sarah (contrebasse, archet, école François Rabbath), Sylvaine (flûte, tuyau d'arrosage à effet Doppler), Alice (vocalise, roucoulements, accordéon), soit Martine à la plage, soixante-douze ans à trois : le trio le plus créatif, le plus drôle, le plus aimable à voir jouer. Public : enfants en bas âge, couples illégitimes, intellos de choc, passants très ordinaires. D'un comique indémodable, et musicalement très au point. Sans faute. *Kiosque à musique, parc Georges-Brassens, rue des Morillons, Paris-15^e*. M^e Convention. 15 heures, les 14 et 15. Entrée libre.

SEINE SAINT-DENIS

Lancelot du lac

Ce récit des aventures du plus connu des chevaliers de la Table ronde est l'un des six textes dramatiques du Graal Théâtre (éditions Gallimard), écrits par Jacques Roubaud, poète-mathématicien, et Florence

Delay, prix Femina 1983. Pour Olivier Besson, le metteur en scène, « c'est mieux que la chevauchée fantastique ». Sa mise en scène, entre *Il était une fois dans l'Ouest* et 2001, *l'odyssée de l'espace*, est servie par onze comédiens, dont Dimitri Storoge (Lancelot du lac), Didier Barrer (le roi Arthur), Frédérique Van Dessel (la reine Guenièvre), Franck Leberquier (Merlin), et un chœur d'amateurs. *Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), 59, boulevard Jules-Guesde, M^e Saint-Denis-Basilique. Du 14 septembre au 11 octobre. 20 h 30, du mardi au samedi ; 16 heures, le dimanche ; relâche le lundi.*

MAINE-ET-LOIRE

L'Orchestre national des Pays de la Loire fête ses trente ans

Trente ans d'existence et une semaine de concerts en liesse pour l'Orchestre national des Pays de la Loire fondé à l'initiative de Marcel Landowski et mené à la baguette par le chef d'orchestre Pierre Dervaux, auquel a succédé Marc Soustrot, son actuel directeur musical. Au programme, les grands airs du répertoire et les autres (Mozart, Cavanna, Ruggero, Tchaïkovski, Schumann, Ravel, Beethoven) et des solistes comme David Grimal, Augustin Dumay (violon), Grégoire Lefebvre (alto), Valéry Afanassiev, François-René Duchable (piano), Juan José Mosalini (bandonéon), Jian Wang (violoncelle), Hubert Soudant (direction). *Angers (Maine-et-Loire), Centre des congrès, 33, boulevard Carnot. 20 heures, les 15 et 20 ; 16 heures, le 16. Nantes (Loire-Atlantique), Cité des congrès, 5, rue de Valmy. 20 heures, les 18, 19 et 21. Tél. : 02-41-24-11-20. De 120 F à 160 F.*

GUIDE

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGE

Pierre-Etoiles Exposition photographique de Michel Chassat sur le patrimoine artistique (œuvres d'art présentes dans les mairies, les églises, l'espace public extérieur, les musées et autres bâtiments) de la Seine-Saint-Denis. *Seine-Saint-Denis. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri, Saint-Denis. De 10 heures à 17 h 30, du lundi au vendredi ; nocturne jusqu'à 20 heures le samedi ; de 14 heures à 18 h 30, les samedi et dimanche. Tél. : 01-42-43-37-57. 20 F ; gratuit pour les scolaires ; groupes sur rendez-vous.*

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures le dimanche.

Emy's View

de David Hare, mise en scène de Bernard Murat. *Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris-17^e*. M^e Rome. A partir du 14 septembre. 20 h 30, du mardi au vendredi ; 17 heures et 20 h 30, le samedi ; 15 heures, le dimanche. Tél. : 01-43-87-23-23. De 100 F à 260 F. Jusqu'au 30 décembre.

Monsieur de Pourceaugnac

de Molière, mise en scène de Philippe Adrien. *Comédie-Française, Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e*. M^e Saint-Sulpice. 20 heures, les 14 et 15 ; 16 heures, le 16. Tél. : 01-44-39-87-00. De 85 F à 165 F. Jusqu'au 3 novembre.

Haute Fréquence

La Maroquinerie, 23, rue Boyer, Paris-20^e. M^e Gambetta. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-40-33-30-60. Entrée libre.

Claude Tissendier

Petit Journal Saint-Michel, 71, boulev-

ard Saint-Michel, Paris-5^e. M^e Luxembourg. 21 heures, le 14. Tél. : 01-43-26-28-59. 100 F.

La Maison des rendez-vous électroniques

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris-4^e. M^e Rambuteau. 17 h 30 et 21 h 30, le 14. Tél. : 01-44-78-12-33.

United

Cabaret sauvage, parc de La Villette, Paris-19^e. M^e Porte-de-La-Villette. 20 heures, les 14 et 15. Tél. : 08-92-68-36-22. De 100 F à 220 F.

Kabul Workshop, Pti Dave

La Flèche d'or, 102, rue de Bagnolet, Paris-20^e. M^e Alexandre-Dumas. 21 heures, le 14. Tél. : 01-43-72-04-23. 30 F.

Housesound

Gibus, 18, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11^e. M^e République. 23 heures, le 14. Tél. : 01-47-00-78-88. 100 F.

Zig Zag

Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, Paris-6^e. M^e Odéon. 20 h 30, les 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 27, 28 et 29. Tél. : 01-44-07-37-43. De 90 F à 130 F.

Fest-noz géant

La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Espace Fêtes, Parc départemental, avenue Waldeck-Rochet. M^e La Courneuve-8-Mai-1945. 20 heures, le 14. Tél. : 01-49-22-73-86. 60 F.

RÉGIONS

Ramonville festival de rue n° 14

Avec les compagnies : Délices Dada ; Il était une foire ; 12 balles dans la peau ; Karl Ludovic ; Déviation ; Paco ; Les Piétons ; 26 000 couverts ; Fred Touch ; Le Samu. Et des apéro-concerts avec Les Madeleines ; Jim Murphy Memorial.

Ramonville (Haute-Garonne). Cinéma L'Autan, place Jaurès. Les 15 et 16 (horaires variables). Tél. : 05-61-73-00-48.

Ensemble XVIII-21

Repons, de Couperin, musiques de traditions hazamout et soufie. Jean-Christophe Frisch (direction), Dominique Houdart (mise en scène).

Belfort (Territoire de Belfort). Cathédrale Saint-Christophe. 20 h 30, le 15. Tél. : 03-81-82-08-72. 130 F.

Et le 26 à 20 h 30, à la collégiale de Dole, et le 28 à 20 h 30, en la cathédrale Saint-Jean de Besançon.

OPERA NATIONAL DE PARIS

La Petite Fille aux allumettes
Helmut Lachenmann

Création en France
Nouvelle production
Orchestre et Chœurs du Staatsoper Stuttgart

du 17 au 22 septembre 2001
Palais Garnier

0 892 69 78 68
www.opera-de-paris.fr

ALTERNATIVE LYRIQUE
12-19 septembre 2001
Biennale européenne de compagnie lyrique

Ce Soir, Gala, Richard Dubelski
Création

Khoom et autres pièces, Giacinto Scelsi
Christine Dormoy

Girando la giraffa, Jacques Rebotier
Création

From the Grammar of Dreams, Kaija Saariaho
Création française

Kantan and Damask Drum, Alexander Goehr
Création française - David Parry / Tim Hopkins

BendelSchlemihl, Lucia Ronchetti
Création française

Carnet d'un disparu, Leoš Janáček
Alain Planès / Claude Régy

Autour des spectacles
Cartes blanches et rencontres

Réservations : 01 40 03 75 75
Programme complet et informations : 01 55 79 09 09

Une production d'Ile de France Opéra et Ballet, créée à l'initiative du Conseil Régional d'Ile-de-France.

Le Monde ECONOMIE
LES ENJEUX • LES INITIATIVES

Professeurs de lycée

▲ Donnez à vos élèves la synthèse de l'économie !

▲ Pour compléter vos cours et vos séances de TPE ou d'ECJS.

▲ Un nouveau service, une offre exceptionnelle !

POUR TOUT RENSEIGNEMENT :
grandscomptes@lemonde.fr
Tél. : 01 42 17 32 93

JEUDI 13 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00** Procès télévisés, pour l'exemple. **Forum**
- 21.30** et **22.40**, **23.35** Théma. Les Faces cachées de l'extrême droite en Europe. Invités : Marek Halter ; Pascal Perrineau ; Michael Knapé ; Cornélie Sonntag-Wolgast. **Arte**
- 22.00** Télévision, un service public, pour quoi faire ? **Forum**
- 23.00** Presse régionale et télévision de proximité. **Forum**

MAGAZINES

- 20.55** Envoyé spécial. Emission spéciale attentats. **France 2**
- 21.50** Boléro. Nadine de Rothschild. **TMC**
- 23.05** Campus, le magazine de l'écrit. L'engouement pour le bouddhisme en Occident. Invité : Jean-Claude Carrière. **France 2**
- 23.10** Le Club. Invité : Michel Serrault. **Ciné Classics**

- 0.10** Rien à cacher. Invité Roger Hanin. **RTL 9**

DOCUMENTAIRES

- 19.10** Loin d'Asmara. **Planète**
- 20.00** Pilot Guides. La Norvège. **Voyage**
- 20.05** Watergate. Les plombiers. **Histoire**
- 20.15** Reportage. Dessine-moi la guerre. **Arte**
- 20.45** Théma. « ... et demain le monde entier ». **Arte**

Le Monde TELEVISION

ARTE

20.45 Théma : Les faces cachées de l'extrême droite en Europe
Si on enregistre un reflux de l'extrême droite en France, ce n'est pas le cas dans plusieurs pays d'Europe, comme le montrent les différents documentaires (tous allemands) proposés au fil de cette soirée thématique. Un débat réunira, à 21 h 30 et 22 h 50, plusieurs spécialistes et personnalités parmi lesquels l'écrivain Marek Halter et Pascal Perrineau, politologue.

- 21.20** Au fil du fleuve Amazone. **Planète**
- 21.35** Août 1942, raid sur Dieppe. **La Chaîne Histoire**
- 21.45** Huit secondes en enfer. **Odyssee**
- 22.25** L'Invincible Armada. [1/3]. La dernière croisade. **Histoire**
- 22.30** Biographie. Le destin de Laszlo Rajk. **La Chaîne Histoire**
- 22.30** Correspondances. Aux frontières du sport. **Voyage**
- 23.05** Théma. Tout le monde peut se tromper. **Arte**
- 23.10** Lonely Planet. Philippines. **Planète**
- 23.40** Sujet tabou. L'homme par qui le scandale arrive. **France 3**
- 23.45** Le Dossier Aïda. **Mezzo**
- 0.00** Le Mystère Lee Harvey Oswald. **Planète**

- 0.30** Les Mystères de l'Histoire. Les enfants du III^e Reich. **La Chaîne Histoire**

SPORTS EN DIRECT

- 22.30** Golf. Championnat du monde professionnel. 3^e manche (1^{er} jour). **Canal + vert**

MUSIQUE

- 20.35** et **23.30** Mozart. *Sonate pour piano en mi bémol majeur KV 282*. Daniel Barenboïm, piano. **Mezzo**
- 20.20** Mascagni. Intermzzo de « L'Amico Fritz ». Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan. **Mezzo**

FRANCE 2

20.55 Envoyé spécial « spécial »
C'est une émission spéciale, consacrée à la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis dans la journée du 11 septembre contre les tours du World Trade Center et le Pentagone, que nous proposons ce soir Guillaume Chenu et Françoise Joly. Sept reportages et enquêtes sont au sommaire (parmi lesquels un reportage exclusif sur les Talibans), complétés par des directs depuis les bureaux de France 2 à Washington et Jérusalem.

- 21.00** Voice of Firestone. Concert. Archives en noir et blanc de Jussi Bjoerling, Ferruccio Tagliavini, Lauritz Melchior, Nicolaï Gedda, Richard Tucker, James McCracken et Franco Corelli. **Muzzik**
- 21.30** Le Voyage à Lille. Enregistré en 1998. Par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesu. **Mezzo**
- 23.05** Brahms. *Sonate pour violon et piano n° 3*. Avec Ju-Jung Baek, violon ; Yoko Kanako, piano. **Mezzo**
- 0.15** Elvin Jones Jazz Machine. Jazz à Vienne 2000. **Muzzik**
- 1.00** Bach. *Variations Goldberg* BWV 988. Enregistré en 1985. Avec Dmitry Sitkovetsky, violon ; Misha Maisky, violoncelle ; Gérard Caussé, alto. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

- 20.50** Soleil de sang. Harley Cokliss. **Canal +**
- 21.50** Acte de vengeance. John Mackenzie. **Festival**
- 22.35** Une proie idéale. Howard McCain. **TF 1**

SÉRIES

- 18.55** Le Caméléon. [2/2]. Donoteras. **M 6**
- 19.25** Hill Street Blues. Des gâteaux indigestes. **TMC**
- 20.50** Les Cordier, juge et flic. Née en prison. **TF 1**
- 22.15** La Crèche. La faute des autres. Une place en crèche. **TV 5**
- 0.55** Chapeau melon et bottes de cuir. L'oiseau qui en savait trop. **Série Club**

CINÉTOILE

22.30 Le Coup de l'escalier
Sur le scénario assez classique de la préparation et de l'exécution d'un cambriolage, Robert Wise a greffé une remarquable étude de caractères et de comportements. Le racisme à l'égard des Noirs (tel qu'on l'envisageait alors à la fin des années 1950 aux Etats-Unis) trouve sa condamnation dans une catastrophe finale haussant cette œuvre au niveau d'une fable tragique. Les interprètes sont tous excellents.

FILMS

- 16.00** La Grande Course autour du monde. Blake Edwards (Etats-Unis, 1965, 150 min). **TCM**
- 16.05** Beau-père. Bertrand Blier (France, 1981, 120 min). **Cinéfaz**
- 17.40** Mamma Roma. Pier Paolo Pasolini (It., 1962, v.o., 105 min). **Cinétoile**
- 18.25** Deux. Claude Zidi (France, 1988, 95 min). **Ciné Cinémas 3**
- 20.30** Le Temps retrouvé. Raoul Ruiz (Fr. - It. - Port., 1999, 160 min). **Ciné Cinémas 1**
- 20.45** Merci la vie. Bertrand Blier (France, 1991, 115 min). **Cinéfaz**
- 20.45** Cocoon. Ron Howard (Etats-Unis, 1985, 125 min). **RTL 9**
- 20.50** La Fille seule. Benoît Jacquot (France, 1995, 90 min). **Cinéstar 1**
- 20.55** Le Maître de guerre. Clint Eastwood (Etats-Unis, 1968, 130 min). **France 3**
- 22.10** Tout l'Or du Monde. René Clair (France, 1961, 105 min). **Disney Channel**
- 22.20** Je suis un évadé. Mervyn LeRoy (Etats-Unis, 1932, v.o., 100 min). **TCM**
- 22.30** Le Coup de l'escalier. Robert Wise (Etats-Unis, 1959, v.o., 95 min). **Cinétoile**



- 22.40** Un, deux, trois, soleil. Bertrand Blier. Avec Anouk Grinberg, Myriam Boyer, Olivier Martinez (France, 1993, 105 min). **Cinéfaz**
- 0.00** L'Intrus. Clarence Brown (Etats-Unis, 1949, v.o., 90 min). **TCM**
- 0.05** Mille milliards de dollars. Henri Verneuil (France, 1982, 125 min). **Cinétoile**

VENDREDI 14 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00** Le Foot, roi d'Afrique. **Forum**
- 22.00** Foot, une ville, deux clubs. **Forum**
- 23.00** Sportifs, la gloire... et après ? **Forum**

MAGAZINES

- 14.25** Boléro. Invitée : Nadine de Rothschild. **TMC**
- 15.05** Domus 5, C'est comment chez vous ? Les petites surfaces. **La Cinquième**
- 19.00** Tracks. Tribal : Rave en Zambie. Dream : NTM. Backstage : Nigeria / Fela. Live : Badmarsh & Shri. **Arte**
- 20.50** Thalassa. 70 jours sous les mers. **France 3**
- 20.50** Les Sept Péchés capitaux. Invité : Michel Leeb. **TF 1**
- 21.00** Rock Press Club. Jimi Hendrix. **Canal Jimmy**
- 21.00** Recto Verso. Avec Mathilde Seigner. **Paris Première**
- 22.45** On ne peut pas plaire à tout le monde. **France 3**
- 23.10** C'est quoi l'amour ? Que sommes-nous prêts à sacrifier par amour ? **TF 1**
- 23.40** Art Attack. **Disney Channel**
- 0.30** Ombre et lumière. Invités : Julien Clerc et Agnès B. **France 3**

DOCUMENTAIRES

- 17.00** Les Grandes Batailles. Rorke Drift. **La Chaîne Histoire**
- 17.00** Le Zoo, toute une aventure. Stuttgart. **Monte-Carlo TMC**
- 17.00** Les Refrains de la mémoire. L'idole des jeunes. **La Cinquième**
- 17.25** Renée Saint-Cyr. Profession : vedette. **Ciné Classics**
- 17.25** Au-delà des mers, l'héritage portugais. Langues et dialectes. **Planète**
- 17.30** Les Légendes marines. La saison des Dinga Dinga. **TMC**
- 18.00** Hollywood Stories. Paris Première
- 18.00** Les Légendes vivantes. Ta Peshala, les rois nomades. **Voyage**
- 18.00** Quand les Etats-Unis jouent la carte chinoise. Nixon et Mao. **La Chaîne Histoire**
- 18.05** La Route des éléphants. **La Cinquième**
- 18.10** Journal d'un globe-trotter. Le Laos. **Odyssee**
- 18.15** Science-fiction, le futur au présent. Les enfants de Frankenstein. **CinéCinemas**
- 18.20** Cinq colonnes à la une. [137 volet]. **Planète**

Le Monde TELEVISION

ARTE

20.45 Un nouveau départ
Sur un thème - une nouvelle vie amoureuse est-elle possible après la quarantaine et un divorce ? - qui peut paraître d'une extrême banalité, le réalisateur Michael Klier a réussi, dans ce téléfilm allemand intimiste, le portrait d'une femme qui peine à renouer avec l'amour et ses sortilèges. Un personnage pudiquement incarné par Katrin Sass, toute de blondeur inquiète.

- 19.00** Biographie. Théodore Roosevelt. **Chaîne Histoire**
- 19.15** Mystérieuses civilisations disparues. L'énigme de l'obélisque. **Planète**
- 19.45** Les Mystères de l'Histoire. Les dossiers secrets de Léoline. **La Chaîne Histoire**
- 20.00** Pilot Guides. Corse, Sardaigne et Sicile. **Voyage**
- 20.10** Un regard sur la tradition japonaise. Les friandises de Kyoto. **Odyssee**
- 20.15** Reportage. Harlem sur Seine. **Arte**
- 20.30** Energie nucléaire. Le grand mensonge. **Planète**
- 20.35** Patrick Henry, un procès capital. **Chaîne Histoire**
- 20.45** Spécial Chili. Donde estan ? Elle danse avec l'absent. **Odyssee**
- 21.00** Cyd Charisse. **Mezzo**
- 21.00** L'Invincible Armada. [2/3]. La forteresse flottante. **Histoire**
- 21.45** Spécial Chili. Images d'une dictature. **Odyssee**
- 21.50** It Just Happened. **Mezzo**
- 21.50** La Grande Famine. [1/3]. **Histoire**
- 22.00** Le Phénomène Queen. **Canal Jimmy**
- 22.00** Sur la route avec Calvin Russell. Le rebelle d'Austin. **Muzzik**
- 22.00** Sous la mer. La Grande Barrière de corail. **Voyage**
- 22.15** Grand format. Fragments sur la misère. **Arte**
- 22.15** Les Silences de Spilliaert. **RTBF 1**
- 22.30** Tueurs en série. Henry Lee Lucas, confessions en série. **13^{ème} RUE**
- 22.45** Histoire des inventions. [1/6]. Inventer pour vivre. **Histoire**
- 22.50** Sur la route avec Ray Brown. Entre les lignes. **Muzzik**
- 23.25** Les Aventuriers de l'altitude. [5/6]. Les montagnes roses de Wadi Rum. **Planète**
- 23.35** Mir, chronique d'une vie dans l'espace. **Histoire**
- 23.55** Histoires d'avions. Les avions-cargos russes. **Planète**
- 23.55** Biographie. Joseph MacCarthy. **La Chaîne Histoire**
- 0.00** Pilot Guides. La Norvège. **Voyage**

SPORTS EN DIRECT

- 14.30** Cyclisme. Tour d'Espagne (7^e étape) : Torrelavega - Torrelavega. **Eurosport**
- 20.00** Basket-ball. Euro féminin 2001. France - Roumanie. **Pathé Sport**
- 20.00** Football. Championnat D 2. Caen - Nice. **Eurosport**
- 22.30** Golf. Championnat du monde professionnel. 3^e manche. **Canal + vert**
- 1.30** Football. Championnat du monde des moins de 17 ans. France - Nigéria. **Eurosport**

ODYSSEE

20.45 Spécial Chili
Inlassablement, les Chiliens ne cessent de demander des comptes après avoir subi l'une des plus implacables dictatures. Pour mieux comprendre ce besoin de vérité, qui ne se limite évidemment pas au Chili, Odyssee a retenu deux documentaires particulièrement instructifs et évocateurs : *Donde Estan (Où sont-ils ?)*, coproduit par la chaîne, et *Images d'une dictature*, montages de séquences filmées par Raul Cuevas.

MUSIQUE

- 17.30** et **18.20** Säul (Première partie). Festival de La Chaise-Dieu 1994. Par le Gabrieli Consort Choir and Players, dir. Paul Mc Creesh. **Muzzik**
- 17.45** et **20.35**, **23.30** Chtchedrine. *Sonate pour piano*. Enregistré en 1983. Avec Nicolas Economou, piano. **Mezzo**
- 19.30** Classic Archive. Avec Galina Vichnievskaia, soprano ; Boris Christoff, basse ; Mstislav Rostropovitch, piano. **Mezzo**
- 19.45** Dizzy Gillespie. Montréal, 1981. **Muzzik**
- 21.00** McCoy Tyner à Montréal. **Muzzik**
- 21.55** Aïda. En léger différé du Stade de France. Opéra de Verdi. Par l'Orchestre Philharmonique de Radio France, dir. Marco Guidarini. Avec Olga Romanko, Ignacio Encinas. **Paris Première**
- 23.00** Queen « Live in Rio ». Rio de Janeiro, 1985. **Canal Jimmy**
- 23.00** Schumann. *Etudes symphoniques* op. 13. Avec Andras Schiff, piano. **Muzzik**
- 0.00** Arturo Sandoval. Montréal, 1991. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

- 17.30** Scrupules. Alan J. Levi et Robert Day. [2/2]. **Téva**
- 19.05** Savant en herbe. Rod Daniel. **Disney Channel**
- 19.10** Retour vers le passé. Tom Moughlin. **CinéCinemas**
- 20.30** Les Bâtisseurs d'eau. François Labonté. [1/2]. **Festival**
- 20.45** Lethal Justice. Christopher Reynolds. **RTL 9**
- 20.50** Le Cerveau artificiel. Peyton Reed. **TF 6**
- 20.50** Pour une poignée de diamants. Michael Karen. **M 6**
- 20.50** Alien Nation, Futur immédiat 4. Kenneth Johnson. **Série Club**
- 20.55** Le Drame de Ted Kennedy junior. Delbert Mann. **Monte-Carlo TMC**
- 23.45** Gesualdo, le prince. Colin Nears. **Mezzo**

SÉRIES

- 18.05** Lain. Psyché. **Canal +**
- 18.30** Les Simpson. Homer perd la boule. **Canal +**
- 18.55** Le Caméléon. Le monde change. **M 6**
- 19.25** Hill Street Blues. Une journée difficile. **TMC**
- 20.50** La Crim'. Quartier réservé. **France 2**
- 21.45** Central nuit. Nuit de chien. **France 2**
- 22.25** The Simple Life. Episode pilote (v.o.). **Téva**
- 0.55** Chapeau melon et bottes de cuir. Le vengeur volant. **Série Club**

CANAL+

23.00 Harry, un ami qui vous veut du bien
Sur l'autoroute des vacances, Michel est abordé dans les toilettes d'un restoroute par un certain Harry, qui prétend être un camarade de lycée. Aimable, jovial et riche, il s'invite, avec sa maîtresse, dans la ferme que Michel retape avec sa femme et ses trois filles. Une mise en scène originale de Dominik Moll, bien servie par quatre acteurs rigoureux, parmi lesquels l'inquiétant Sergi Lopez.

FILMS

- 13.10** Tombe les filles et tais-toi. Herbert Ross (Etats-Unis, 1971, v.o., 80 min). **Cinétoile**
- 13.45** En haut des marches. Paul Vecchiali (France, 1983, 95 min). **Festival**
- 14.25** La Famille Fenouillard. Yves Robert (France, 1960, 80 min). **Ciné Classics**
- 14.45** L'île aux baleines. Cleve Rees (Grande-Bretagne, 1989, 95 min). **Ciné Cinémas 1**
- 16.05** African Queen. John Huston (Etats-Unis, 1951, v.o., 100 min). **Cinétoile**
- 16.20** Deux. Claude Zidi (France, 1988, 95 min). **Ciné Cinémas 1**
- 16.45** L'Or et l'Amour. Jacques Tourneur (Etats-Unis, 1956, v.o., 95 min). **TCM**
- 18.20** Prisons de femmes. Roger Richebé (France, 1938, 100 min). **Ciné Classics**



- 18.20** Les Frères Karamazov. Richard Brooks. Avec Yul Brynner, Maria Schell (Etats-Unis, 1958, 145 min). **TCM**
- 19.20** La Bandera. Julien Duvivier (France, 1935, 100 min). **Histoire**
- 20.30** Jeux d'été. Ingmar Bergman (Suède, 1951, v.o., 100 min). **Ciné Classics**
- 21.00** La Charrette fantôme. Julien Duvivier (France, 1939, 90 min). **Cinétoile**
- 22.25** La Fille seule. Benoît Jacquot (France, 1995, 90 min). **Cinéstar 2**
- 22.30** Le Parrain. Francis Ford Coppola (EU, 1972, v.o., 170 min). **Cinétoile**



- 23.00** Harry, un ami qui vous veut du bien. Dominik Moll. Avec Sergi Lopez, Laurent Lucas, Mathilde Seigner (France, 2000, 109 min). **Canal +**
- 23.45** La Danse du vent. Rajan Khosa (Inde - All. - GB, 1997, v.o., 85 min). **Arte**
- 0.25** Beau-père. Bertrand Blier (France, 1981, 120 min). **Cinéfaz**
- 1.20** Mamma Roma. Pier Paolo Pasolini (Italie, 1962, v.o., 100 min). **Cinétoile**
- 1.30** Contre-enquête. Sidney Lumet (Etats-Unis, 1990, v.o., 125 min). **Cinéstar 2**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 18.15** Exclusif. **18.55** Le Bigdil. **19.45** Météo. **19.50** Vivre com ça. **20.00** Journal, Météo. **20.50** Les Cordier, juge et flic. Née en prison. **22.35** Une proie idéale. Téléfilm. Howard McCain. **0.25** Exclusif.

FRANCE 2

- 18.10** Hartley, cœurs à vif. **19.00** On a tout essayé. **19.50** Un gars, une fille. **20.20** Question ouverte. Avec Valéry Giscard d'Estaing. **20.00** Journal, Météo, Point route. **20.55** Envoyé spécial. Emission spéciale attentats. **23.05** Campus, le magazine de l'écrit. L'engouement pour le bouddhisme en Occident. **0.40** Journal, Météo.

FRANCE 3

- 18.20** Questions pour un champion. **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo. **20.15** Tout le sport. **20.25** Tous égaux. **20.55** Le Maître de guerre. Film. Clint Eastwood. **23.05** Météo, Soir 3. **23.40** Sujet tabou. L'homme par qui le scandale arrive. **0.15** La Loi de Los Angeles. Une victoire dangereuse.

CANAL +

- **En clair jusqu'à 20.44**
- 18.30** Les Simpson. **18.55 + de cinéma.** **19.30** Le Journal. **19.45** Le Zapping. **19.55** Les Guignols de l'info. **20.05** Burger Quiz. **20.50** Soleil de sang. Téléfilm. H. Cokliss. **22.20** Le Monde des ténébres. Amnésie. **23.05** Star Wars Episode 1, La Menace fantôme. Film. George Lucas (v.o.). **1.15** Le danger vient de l'espace. Film. Paolo Heusch (v.o.).

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 14.45** Pacte criminel. Téléfilm. M. Zinberg. **16.35** Passions. **17.25** Beverly Hills. **18.15** Exclusif. **18.55** Le Bigdil. **19.45** Météo, Journal, Météo. **20.50** Les Sept Péchés capitaux. **23.10** C'est quoi l'amour ? Que sommes-nous prêts à sacrifier par amour ? **0.30** Les Coups d'humour.

FRANCE 2

- 14.40** Commissaire Lea Sommer. **15.35** Mort suspecte. **16.20** Un livre. **16.30** Des chiffres et des lettres. **17.00** Qui est qui ? **17.40** et **0.45** CD aujourd'hui. **17.45** Le Groupe. Sport time. **18.10** Hartley, cœurs à vif. **19.00** On a tout essayé. **19.50** Un gars, une fille. **20.00** Journal, Météo, Point route. **20.50** Une soirée, deux polars. La Crim'. Quartier réservé. **21.45** Central nuit. Nuit de chien. **22.50** New York 911. Dure journée. **23.35** A la Maison Blanche. Minimum obligatoire. **0.25** Journal, Météo.

FRANCE 3

- 15.00** Tremblement de cœur. Téléfilm. Thomas Schlamme. **16.35** MNK. **17.35** A toi l'actu. **17.50** C'est pas sorcier. **18.15** Un livre un jour. **18.20** Questions pour un champion. **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo. **20.10** Tout le sport. En direct. **20.20** Tous égaux. **20.50** Thalassa. Soixante-dix jours sous les mers. **22.20** Météo, Soir 3. **22.45** On ne peut pas plaire à tout le monde. **0.30** Ombre et lumière.

CANAL +

- 14.00** Stand-By. Film. Roch Stéphanik. **15.55** Stick. Herd. Court métrage (v.o.). **16.15** Simpatico. Film. M. Warchus. **18.05** Lain. [3/3]. **► En clair jusqu'à 20.45** **18.30** Les Simpson. **18.55 + de cinéma.** **19.30** Le Journal, Le Zapping. **19.50** Les Guignols de l'info. **20.05** Burger Quiz. **20.45** Encore + de cinéma. **21.00** Le Quatrième étage. Film. Josh Klausner. **22.25** Seinfeld. La voix. **22.50** Minute en +. **23.00** Harry, un ami qui vous veut du bien. Film. Dominik Moll.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

- Tous publics
○ Accord parental souhaitable
○ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
○ Public adulte
○ Interdit aux moins de 16 ans
⊗ Interdit aux moins de 18 ans

ARTE

- 19.00** Voyages, voyages. Estrémadure. **19.45** Météo, Arte info. **20.15** Reportage. Dessine-moi la guerre. **20.45** Théma. De quoi j'me mêle ! Les Faces cachées de l'extrême droite en Europe. **20.45** « ... et demain le monde entier ». **21.30** et **22.40**, **23.35** Les

Le quotidien des enfants

par Pierre Georges

ON POURRAIT toujours méditer sur cette étrange inconnue, la destinée. Dire par exemple l'histoire incroyable de cette famille d'origine irlandaise frappée par le plus insensé des hasards. Deux femmes, une mère et sa fille, étaient dans un des avions-projectiles qui s'en vint exploser contre une des tours-jumelles. Elles sont mortes. Le mari et père, ou beau-frère et oncle peut-être, pardonnez l'imprécision, travaillait et était dans la tour. Il est vivant.

Incroyable et vrai. Tant il est vrai justement, nous le savons tous depuis près de deux jours maintenant, que la réalité a remporté une victoire par chaos sur la fiction, fût-ce dans l'anecdote que le plus cruel.

Incroyable et vrai. Ce qui frappe le plus, c'est ce sentiment d'irréalité réelle, d'incrédulité devant le pire, comme un réveil d'après-cauchemar pour constater que ce n'était pas simplement un cauchemar. On imagine assez que bien des New-Yorkais doivent lever la tête, encore maintenant, pour faire leur travail de vide autant que de deuil devant ces tours disparues et ces vies happées.

On l'imagine d'autant plus facilement que les tours de New-York, les bâtiments du Pentagone à Washington, ces images d'avions-missiles, ces centaines de photos de survivants sortis, comme statues de poussière fantomatiques des entrailles du faux film, ces commentaires, ces mots même de guerre, de terrorisme, du Bien, du Mal peuvent être dévastateurs.

Ecoutez les enfants. Ils sont bien le baromètre, ou plutôt l'appareil enregistreur permettant de constater que l'impact, plus encore que le deuil a été univ-

sel. En tout cas universel dans l'univers médiatisé.

C'est aux enfants, aux boulimiques enfants gavés d'images que l'on pense ce matin. Et à l'immense travail pédagogique qu'il va falloir faire, pas seulement aux États-Unis, pour leur ôter de la tête l'idée familière désormais qu'ils vivent dans un monde de mort, de peur et de terreur comme tombées du ciel.

Une autre génération, jadis, fut élevée dans l'idée que le danger et la désolation pouvaient venir de l'apocalypse atomique, du feu nucléaire s'il prenait aux mondes, aux mondes des adultes et des pays la folie de jouer avec ce feu. Mais, comment dire, cette idée d'un monde sans autre perspective que la vitrification et la fin du monde justement, si elle fit des dégâts, relevait, encore, de la guerre-fiction.

Tout autre est l'irruption, l'éruption si l'on ose dire, du feu, de la mort, de la violence extrême dans l'univers, quotidien, réel, des enfants, et pas seulement d'eux. On a souvent reproché à la fiction de véhiculer des images d'une violence extrême. Cette fois c'est la réalité qui s'en est chargée, au-delà de toutes limites et de toute raison pour faire irruption dans le quotidien le plus concret. Les enfants du monde occidental et pas seulement, pouvaient ne pas savoir ce qu'étaient les Twin Towers. Ils savent parfaitement ce qu'est une tour, un avion, une catastrophe, un attentat. Ils le savaient par la fiction. Ils le savent maintenant par le réel. Et on imagine, à leurs questions déjà, la nature de leur traumatisme et l'ampleur de leurs angoisses. Qu'ils jouent déjà, ou non, au terrorisme ou au contre-terrorisme.

Le parquet de Gênes notifie sept nouvelles mises en examen dans l'enquête sur les violences lors du G8

Le comité d'enquête parlementaire doit rendre ses conclusions le 20 septembre

ROME

de notre correspondante

L'enquête sur les violences policières lors du G8 à Gênes du 20 au 22 juillet a pris un tournant significatif avec la mise en examen, lundi 10 septembre, de sept hauts fonctionnaires chargés du commandement de l'ordre public. La liste des inculpés ressemble de plus en plus au Who's who de la fonction publique : le préfet Arnaldo La Barbera, ex-directeur de l'antiterrorisme envoyé à Gênes par le directeur national de la police et limogé au lendemain des événements ; son second, Gianni Luperi, le chef de la police criminelle Francesco Gratteri et son adjoint Gilberto Caldarozzi ; Spartaco Mortola, ex-dirigeant de la Digos (équivalent de la DST) génoise ; le dirigeant de la Digos bolognaise Lorenzo Murgolo et le chef de la garde mobile de La Spezia Filippo Ferri : tous doivent répondre devant la justice de « concours à blessures graves et très graves, et abus de pouvoir ».

Ces mises en cause sont d'autant plus significatives que les magistrats ont découvert qu'il y avait eu

probablement préméditation dans l'assaut extrêmement brutal mené dans la nuit du 21 au 22 juillet contre l'école Diaz (soixante-trois blessés et quatre-vingt-dix-sept arrestations). Jusque-là, la hiérarchie policière avait justifié cette intervention par une réaction à chaud à des jets de pierre des manifestants sur certains de ses véhicules.

C'est Ansoino Andreassi, ex-vice-chef de la police nommé préfet fin juin, et représentant le ministère de l'intérieur dans la structure de mission pour le G8 à Gênes qui, semble-t-il, a vendu la mèche. M. Andreassi a révélé, devant le comité d'enquête parlementaire créé début août, que cette descente nocturne à l'école Diaz avait été préparée à froid dès le samedi 21 dans l'après-midi.

Ce comité a clos ses investigations vendredi 7 septembre et devrait transmettre d'ici le 20 son rapport définitif. Mais les contradictions entre les interrogatoires sont telles que l'on peut redouter qu'il ne soit pas suivi d'effets.

Sans attendre, les réactions à ces nouvelles mises en examen et à ces

révélations en cascade se sont multipliées. Dans la majorité de centre-droite, les plus fermes à justifier sans réserve l'action des forces de l'ordre à Gênes se trouvent dans les rangs d'Alliance nationale, le parti post-fasciste de la coalition au pouvoir qui s'est dit ouvertement partisan d'un maintien musclé de l'ordre public à Gênes et compte des membres dans les rangs des forces de l'ordre.

MANIFESTATION À NAPLES

Dans l'opposition, on affirme qu'« on ne baissera la garde ni sur les faits retenus par le comité ni sur les carences de commandement et d'organisation ». De son côté le secrétaire général du SAP, principal syndicat autonome de policiers, s'indigne de ce que « le parquet frappe uniquement les forces de l'ordre », alors que les actes violents des manifestants ont été établis.

Pourtant, en fin de semaine, on a appris que Luca Casarini, le leader des Tute bianche, un des mouvements antiglobalisation les plus déterminés, a été lui aussi mis en examen pour instigation au crime.

Mais depuis aucune confirmation n'est arrivée, et l'intéressé dément, s'indignant du rôle de bouc émissaire que lui assignaient les autorités.

C'est dans ce contexte de crise que le gouvernement, par l'intermédiaire de son ministre de la défense Antonio Martino, a décidé de tenir le sommet de l'OTAN prévu pour les 26 et 27 septembre prochains dans une caserne, à l'académie militaire de Pozzuoli aux environs de Naples, et non pas en ville comme cela avait été initialement envisagé. Sept mille agents sont prévus pour veiller à cette réunion de quatre-vingt-dix chefs d'État. Le principal groupement des mouvements antiglobalisation, le GSF, devenu « Forum social italien », vient d'annoncer une manifestation « pacifiste » contre l'OTAN le 27 dans les rues de Naples. Le département d'État américain recommande sans attendre à ses ressortissants d'éviter de se rendre à Naples à ce moment-là.

Danielle Rouard

► www.lemonde.fr/genés

L'emploi salarié a augmenté de 0,4 % au deuxième trimestre

L'EMPLOI SALARIÉ dans les secteurs privé et semi-public a augmenté de 0,4 % (+ 64 700) au deuxième trimestre 2001 par rapport au premier trimestre et de 3,2 % (+ 467 700) sur un an, selon les résultats définitifs du ministère de l'emploi publiés jeudi 13 septembre. Entre avril et juin, l'emploi a stagné dans l'industrie, mais il a faiblement progressé dans le tertiaire (+ 0,6 %, 57 300 postes créés) et la construction (+ 0,7 %, 8 100 postes supplémentaires), selon l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO). Ces chiffres marquent un fléchissement du rythme de croissance de l'emploi qui avait progressé de 0,8 % au premier trimestre 2001 et de 1 % au dernier trimestre 2000. Cette évolution illustre la dégradation de la conjoncture économique liée au ralentissement américain.

DÉPÊCHES

■ **VIGIPIRATE** : la Technoparade qui devait avoir lieu au Champ de mars à Paris samedi 15 septembre a été annulée jeudi 13 septembre, en raison de l'application du plan Vigipirate et en solidarité avec les victimes des attentats aux États-Unis.

■ **MINES** : le nombre de victimes de mines antipersonnel a pour la première fois diminué l'année dernière, affirme l'Observatoire des mines dans son rapport pour 2001 publié mercredi 12 septembre par l'association Handicap international. Selon l'Observatoire, mis en place par les associations membres de la campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel (ICBL), entre 15 000 et 20 000 personnes ont été touchées par ces engins, alors que les années précédentes le chiffre de 26 000 victimes était « généralement cité ». - (AFP.)

■ **RUSSIE** : le compartiment avant du sous-marin russe Kursk, immergé par 100 mètres de fond en mer de Barents suite à son naufrage en août 2000 avec 118 membres d'équipage à bord a été séparé, jeudi 13 septembre, du reste du bâtiment. C'est une étape-clé en vue du renflouage du sous-marin. Ce compartiment enferme les missiles et les torpilles dont l'explosion inopinée a probablement provoqué le naufrage. Les Russes ont préféré, pour des raisons de sécurité, détacher ce compartiment grâce à une scie et ne le remonteront que l'an prochain. La barge Giant-4 doit procéder, le 25 septembre, au relevage du sous-marin et commencer à le tirer jusqu'au port de Severomorsk. - (AFP.)

■ **LOTO** : résultats des tirages n° 73 effectués mercredi 12 septembre. Premier tirage : 12, 13, 14, 23, 34, 35 ; complémentaire : 7. Rapports pour 6 numéros : 2 766 085 F, 421 723 € ; 5 numéros et le complémentaire : 71 865 F (10 956 €) ; 5 numéros : 6 035 F (920 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 312 F (47,56 €) ; 4 numéros : 156 F (23,78 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 30 F (4,57 €) ; 3 numéros : 15 F (2,28 €). Second tirage : 3, 15, 30, 43, 46, 47 ; complémentaire : 31. Pas de gagnants pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 140 945 F (21 488 €) ; 5 numéros : 9 145 F (1 394 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 380 F (57,93 €) ; 4 numéros : 190 F (28,96 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 36 F (5,48 €) ; 3 numéros : 18 F (2,74 €).

3e cycle du CNAM
MARKETING INDUSTRIEL
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS
Cours et séminaire d'études de cas (150 h. sur 9 mois : soirs et samedis) coût : 1 400 F/an.
Brochure sur demande écrite au : CNAM Marketing Industriel 292, rue Saint-Martin - 75003 PARIS Tél. : 01 40 27 22 24 mail : nehme@cnam.fr
PRÉSENTATION DU CYCLE SAMEDI 22 SEPT 11h MARDI 25 SEPT 18h30 Limite d'inscription : 5 OCT



CMD-MZ5

Si vous n'imaginez pas la vie sans musique, avec le nouveau téléphone portable CMD-MZ5 de Sony, emportez avec vous le meilleur de vos CD. Connectez votre téléphone sur n'importe quelle source audio (Walkman CD, chaîne Hi-Fi...) et enregistrez directement jusqu'à 2 heures de vos morceaux favoris sur un Memory Stick de 64 Mo. Pendant que vous vous évadez, vous restez néanmoins connecté au monde grâce aux fonctions Wap** et e-mail. Et pour vous guider parmi ses nombreuses fonctions, le Jog Dial 5 dimensions, véritable mini souris, vous offre tout le confort de navigation dans les menus. Avec le nouveau CMD-MZ5 de Sony, vous êtes tellement libre que vous n'êtes pas prêt de raccrocher.

Aors n'attendez plus... il est temps de passer à un Sony !

Tirage du Monde daté jeudi 13 septembre 2001 : 1 062 526 exemplaires. 1-3 Nos abonnés trouveront associés au numéro d'aujourd'hui nos suppléments Festival d'automne et Langues étrangères.

www.sony.fr/MZ5

* Potentiel d'accès à l'Internet mobile. Sony est une marque déposée de Sony Corporation, Japon.



go create

SONY

*A tout d'abord

Le Monde

DES LIVRES

LITTÉRATURE ● ESSAIS

VENDREDI 14 SEPTEMBRE 2001

DOSSIER

L'expérience du deuil à travers les livres de Laure Adler, Brigitte Giraud, François Bon, Jayne Anne Phillips... pages II et III



WILL SELF
page III



DOSSIER
Guerre d'Algérie pages IV et V

ÉDUCATION

L'éternelle querelle des savoirs et des inégalités scolaires au menu de la rentrée page VI

PHILOSOPHIE

page VII



Algérie, du témoignage à l'histoire

Faut-il rappeler qu'il y eut un temps où, lorsqu'on parlait de la torture en Algérie, on se heurtait, infailliblement ou presque, à la déni-gation, à la minimisation, au mensonge ? Dès le début de la guerre d'Algérie, les témoignages ont fleuri sur ce que faisaient bien des policiers dans les villes, sur les pratiques de nombre de militaires dans le bled. Claude Bourdet, Colette et François Jeanson, André Mandouze, François Mauriac furent de ceux qui tirèrent la sonnette d'alarme. Parmi les gouvernants, seul ou presque Pierre Mendès France s'inquiéta. On le sait depuis longtemps, les autorités étaient au courant de tout par des informateurs qu'elles pouvaient difficilement récuser. Mais les voix officielles ne parlaient que des crimes de ceux que nous combattions.

Le recueil posthume rassemblé par Denise et Robert Barrat et publié par leurs enfants montre ce qu'il était possible de savoir en 1956, pour peu qu'on s'en donnât la peine. Si des rappelés ont témoigné en 1957, c'est sur ce qu'ils avaient vu en 1956, au temps où Guy Mollet dirigeait le pays et Robert Lacoste l'Algérie. Chacun y allait de son slogan ; ainsi René Coty le 17 juin à Verdun :

« Nos gens [quel langage féodal !] font là-bas l'admiration de tous par leur vaillance comme par leur discipline et aussi par cette humaine gentillesse qui, de ces guerriers, fait vraiment des pacificateurs. » Ainsi encore Guy Mollet : ces « actes répréhensibles (...) pourraient presque se compter sur les doigts de la main » (14 avril 1957).

Que reste-t-il aujourd'hui de ces dénégations ? Hélas, on les rencontre encore sous la plume de Charles Pot, dans une revue intitulée *Histoire(s) socialiste(s)*. On y lit par exemple que, si plusieurs dizaines d'Algé-

Pierre Vidal-Naquet

riens sont morts asphyxiés dans des chais à vin, c'est parce que, « pour échapper à la justice, ils se cachaient dans les cuves à vin, vides bien entendu, mais, asphyxiés (sic) par les émanations fixées (sic) d'alcool éthylique (sic), méthylé et l'acide carbonique (sic). Ils ne pouvaient plus ressortir ». Voilà ce que même M. Faurisson n'avait pas découvert !

Est-on pour autant passé aujourd'hui du temps des témoins à celui des historiens ? Nous avons été quelques-uns à témoigner en pensant à ce que pourrait être l'histoire de demain, à nous livrer à un travail de juges d'instruction, à publier des documents que le gouvernement possédait mais ne révélait pas. Nos petits journaux (*Témoignages et Documents*, *Vérité-Liberté*) réimprim-

maient et diffusaient. Bien sûr, nous touchions essentiellement des vaincus, mais il y eut des exceptions, dont la plus retentissante fut *La Question*, d'Henri Alleg (Minuit), dont la diffusion fut massive, avant et après la saisie par les pouvoirs publics.

Il serait injuste de mettre tous les gouvernants dans le même sac. Certains tentèrent d'agir, ainsi Robert Lecourt, garde des sceaux du gouvernement Félix Gaillard, ou Edmond Michelet, qui occupa les mêmes fonctions dans le gouvernement Debré et parla à propos de la torture des « séquelles de la vérole nazie », mais leur action

se révéla peu efficace. Entre les pouvoirs publics et une fraction de l'opinion, ce fut donc un combat inégal. Nous n'avions accès ni à la radio ni à la télévision, et celles-ci gardaient un silence total. Et après 1962, l'éclatement du FLN, les débuts chaotiques de l'Algérie indépendante, le silence s'étendit à tous. Les uns voulaient oublier, les autres n'avaient jamais eu envie d'entendre. Il y eut, certes, avant le choc lié à la publication dans *Le Monde* du 20 juin 2000 du témoignage de Louissette Ighilahriz, suivi des aveux mêlés, de mensonges, des généraux Massu et Aussaresse, et de la campagne de Charles Silvestre dans *L'Humanité*, des petits retours, ainsi en 1971, avec et après la publication de *La Vraie Bataille d'Alger* du général Massu. Le point le

Après des années de silence sur les exactions de l'armée française en Algérie, rompu par quelques dénonciations isolées, une nouvelle génération d'historiens s'emploie à croiser documents et récits

plus bas de la courbe a probablement été atteint en 1980, à la fin du septennat de M. Giscard d'Estaing, alors que Maurice Papon était ministre. Jean-Pierre Vittori publie alors chez Ramsay les *Confessions d'un professionnel de la torture*. Rééditant son livre en 2000, il écrit. « *Le silence a été quasi général.* » Une lente remontée s'esquisse à partir de l'élection de François Mitterrand en mai 1981, qui suscita un appel d'air. Des hommes devinrent ministres qui avaient combattu la guerre. La télévision se libéralisa, diffusant, par exemple, le film de Harris et Sédouy, *Français, si vous saviez*. De nouvelles générations se mirent à interroger parents et grands-parents. D'autres témoignages sortent aujourd'hui des tiroirs comme les carnets de Jean Faure (Flammariion). Un père jésuite, Pierre Gibert, grand spécialiste de l'exégèse biblique, publie un témoignage admirable *Il ne se passe rien en Algérie* (Bayard).

Reste que le fait majeur depuis 1990 et la publication du colloque édité par Jean-Pierre Rioux, *La Guerre d'Algérie et les Français* (Fayard), est l'intervention massive des historiens. « Professionnels » ou « amateurs », comme Jean-Luc Einaudi qui, avec *La Bataille de Paris* (Seuil, 1991) ressuscita une journée portée disparue, le 17 octobre 1961. Dans ces travaux, les thèses de doctorat tiennent une telle place qu'on est tenté de dire qu'en France les tragédies historiques ne finissent pas par des chansons mais devant des jurys universitaires, à la Sorbonne, à Nanterre ou à Reims. Ainsi, pour ne mentionner que ces trois « *Jeunes femmes intrépides* » (Robert Bonnaud), Claire Mauss-Copeaux (*Appelés en Algérie*, Hachette, 1999), Sylvie Thénault (*Une drôle de justice*) et Raphaëlle Branche (*La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie*).

Ne nous masquons pas les yeux. Ces historiennes ont des valeurs. Elles ne sont pas indifférentes à leur sujet, pas plus que Mohammed Harbi, ancien dirigeant du FLN devenu historien du FLN (1), ce qui suppose un changement radical de perspective, pas plus que Gilbert Meynier qui achève une *Histoire intérieure du FLN* qui montrera la double figure

de ce mouvement, structure autoritaire et instrument de libération, pas plus qu'Annie Rey-Goldzeiguer qui publie en novembre, à La Découverte, *Aux Origines de la guerre d'Algérie*, un livre centré sur la journée, joyeuse en France, tragique en Algérie, du 8 mai 1945, qui vit disparaître tout espoir de maintenir un contact réel entre Européens et musulmans. Reste que ces hommes et ces femmes sont des historiens, c'est-à-dire qu'ils sont capables de croiser les sources, les témoignages bien sûr, mais aussi les documents d'archives, français ou algériens, de les faire parler les uns par les autres, de susciter les interrogations et les dialogues. J'ai participé au jury des thèses de Sylvie Thénault et Raphaëlle Branche. Mon jugement sur la première est reproduit en postface et je n'y reviendrai pas. Qu'on me permette de dire que le livre de Raphaëlle Branche est, sur un sujet difficile, un chef-d'œuvre de précision, de questionnement, d'utilisation de toutes les techniques pratiquées par les spécialistes des sciences humaines, et notamment de l'anthropologie, avec un hommage mérité à Pierre Clastres.

L'apparition de tels livres témoigne dans la conscience des historiens mais aussi, je le crois, dans celle de nombre de Français, d'une lucidité croissante. A mon sens, trois procès ont contribué à cette évolution :

le procès Barbie en 1987, qui frappa un tortionnaire allemand mais inévitablement rappela qu'il existait aussi des tortionnaires français (même si l'Algérie n'était pas Auschwitz), celui de Paul Touvier (1994), accusé d'avoir fait tuer des juifs uniquement parce qu'ils étaient des juifs (mais les ratonnades ne faisaient pas le détail), le procès Papon (1998), qui permit de rappeler que l'homme qui avait mis des juifs dans les trains en partance pour Auschwitz était aussi celui du massacre du 17 octobre 1961. Pouvait-on juger une moitié de Papon, en oubliant l'autre ?

En 2001, les temps sont donc mûrs. Mais, en histoire, rien n'est jamais achevé. Il s'en faut, par exemple, de beaucoup qu'on sache tout sur la tragédie des harkis, sur le sort exact des pieds-noirs enlevés par le FLN après les accords d'Évian. L'ouverture récente des archives a donné un formidable signal. Puisse-t-il être entendu par d'autres.

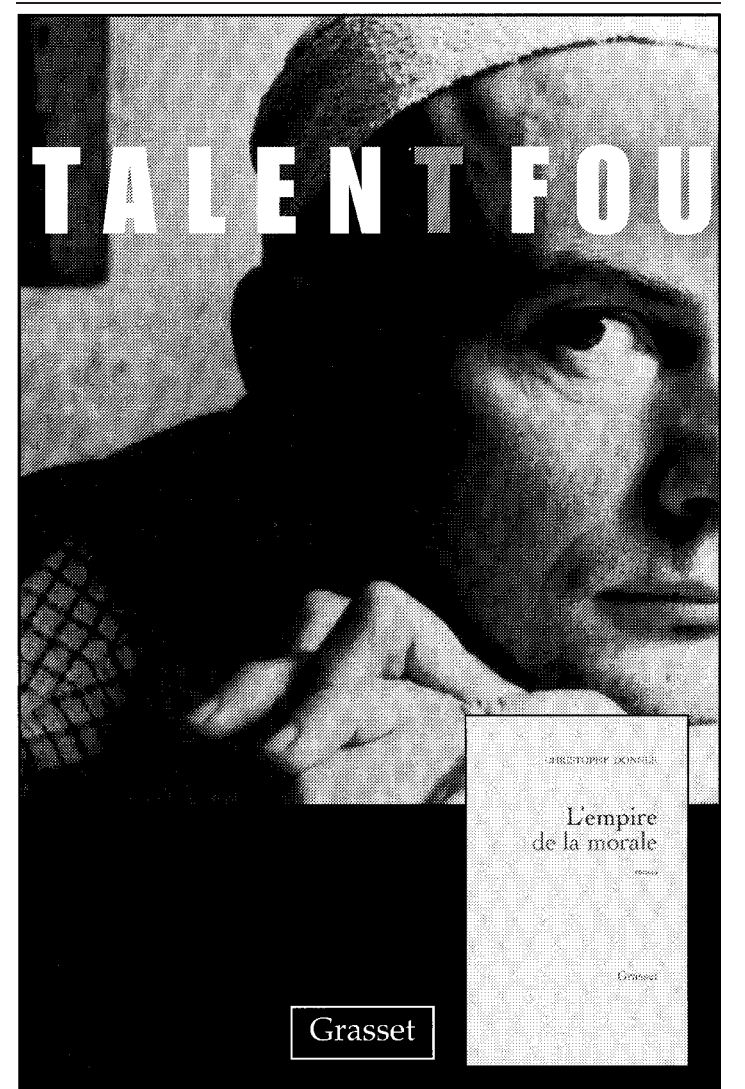
(1) Le premier tome de ses Mémoires politiques (*Une vie debout*) paraît en octobre à La Découverte.

★ La Découverte Poche a récemment réédité le dossier réuni par Pierre Vidal-Naquet, *Les Crimes de l'armée française en Algérie 1954-1962*, paru en 1975 et augmenté d'une préface inédite de l'historien (184 p., 6,40 € [42 F]).



M. DESJARDINS/TOP/GRAPHY

Opération militaire française contre les fellaghas (1955)



Peut-on conjurer la mort par l'écriture ? L'expérience du deuil a toujours nourri la littérature, et inspiré aux écrivains les récits les plus dépouillés ou les romans les plus baroques. Hantée par le décès d'un enfant, Laure Adler opte pour l'évocation en fragments d'une vaine lutte pour la survie. Avec une sèche sobriété, Brigitte Giraud relate la disparition brutale de son compagnon. François Bon sonde la mémoire des images. Avec Philippe Besson, auteur d'un lumineux chant funèbre, on passe du récit au roman. Jayne Anne Phillips dépeint sur un ton clinique le cycle immuable de l'accouchement et de l'agonie. Tandis qu'inspiré par le Livre des morts tibétain, Will Self signe un texte insolite et dérangeant

Au milieu de l'absence

Avec une extrême sobriété, Brigitte Giraud relate les quelques jours qui ont suivi la mort de son compagnon

À PRÉSENT
de Brigitte Giraud.
Stock, 110 p., 12 € (78,70 F).

Juin 1999. Brigitte Giraud vient de terminer *Nico* (1), un deuxième roman qu'elle portait en elle depuis longtemps, bien avant *La Chambre des parents* (2) qui l'a fait connaître du public. Dans quelques jours, elle et Claude, son compagnon, prendront enfin possession, sur les hauteurs de Lyon, d'une maison bien à eux avec « plusieurs pièces et surtout un jardin ». Tout est prêt, programmé, planifié, les vacances mises entre parenthèses le temps du déménagement et des travaux. Tout, sauf cette journée où elle est montée à Paris signer les premiers exemplaires de son roman, et, pen-



Brigitte Giraud

Née en 1960 à Sidi Bel-Abbès (Algérie), Brigitte Giraud réside, depuis l'enfance, dans la banlieue de Lyon. Après des études d'anglais et d'allemand, cette admiratrice de Calaferte a travaillé dans différentes librairies avant de s'occuper de la programmation de la Fête du livre de Bron. En 1997, elle publie *La Chambre des parents*, qui, sous la forme d'un monologue, revient sur le parcours d'un parricide. Deux ans plus tard, avec *Nico*, elle explore à nouveau la « cellule familiale » sous l'angle d'une fraternité contrariée. A travers les trajectoires opposées d'un frère et d'une sœur, elle met somptueusement en lumière les « rouages destructeurs » de la famille et aussi les fractures du temps, de l'âge et de l'adolescence.

dant qu'elle a « le dos tourné », lui va se tuer en moto. Sans un signe ni un adieu.

« Ce soir, Claude est mort. Je l'aimais. Ma vie s'arrête et commence en même temps. Pour éviter de nommer l'événement, je dis avant et à présent. » C'est dans cet entre-deux incertain, mouvant, presque « intemporel », que Brigitte Giraud a choisi d'inscrire ce récit « impossible ». Entre les heures d'attente fébrile à l'hôpital sanctionnées par un laconisme « On n'a rien pu faire » et les quelques jours qui vont suivre, jusqu'à l'enterrement. Entre deux vies, deux histoires : l'une de vingt ans construite autour d'un « nous » insouciant, fébrile, orgueilleux, insatisfait, vivant dans l'attente d'un bonheur parfait ; et une autre qui s'entrouvre sur un « je » désemparé, vacillant au bord du vide. « Je » suffoquant d'une femme et aussi d'une mère qui doit tenir, s'accrocher à cet autre « nous » « bancal » qu'elle forme avec son fils. Un petit garçon à qui il lui faut annoncer la mort de son père. « Je sais que c'est la dernière fois que je verrai ce visage-là, d'avant l'inquiétude et la peur. » Moment profondément émouvant, ramassé

mots : « Être à la hauteur de notre histoire d'amour, à la hauteur de la douleur. Ne pas dire la douleur, apprendre à écrire simple, très simple surtout. Pas joli, pas voyant, écrire sans panache, sans ambition. Pas littéraire. Pas de phrase bien torchée. Trouver le ton. Pouvoir dire : oui, c'est ça, arriver à cette évidence-là. C'est ça, exactement. Sa vie et sa mort, c'est ça en dix lignes (...) Écrire sans métaphore, éviter les mots "chemin", "destin", "quitter", "au-delà", "paix". »

Christine Rousseau

- (1) Fayard.
(2) Stock.

SON FRÈRE

de Philippe Besson.
Julliard, 158 p., 16,60 €
(108,89 F).

Le premier roman de Philippe Besson (1) continue de marquer nos esprits alors que, neuf mois après, paraît le deuxième : *Son frère*. Gageure réussie. On retrouve avec bonheur ce romancier authentique et sensible. Le thème – la mort d'un être jeune – portait d'emblée une telle violence que le romancier, fort judicieusement, s'est focalisé sur l'écriture et la structure du récit. Il maîtrise ainsi les débordements émotionnels et trouve la note juste pour ce chant funèbre. Thomas va mourir et c'est Lucas, son frère, qu'il réclame près de lui. Réfugiés dans la maison des vacances, Thomas meurt et Lucas écrit le journal de cette mort annoncée, alternant les épreuves cruelles de l'hospitalisation – finalement vaines – et les jours de répit au bord de la mer, dans l'île de Ré, décor-mémoire d'une adolescence heureuse. Un vieillard (fantôme ou passeur ?) s'assoit près d'eux et leur raconte l'océan.

A l'abri des fausses parades, le lecteur se doit d'entrer dans les replis secrets d'un roman dont le titre n'est pas anodin. Pourquoi *Son frère*, alors que le récit est à la première personne et semble autobiographique ? L'adjectif possessif est extérieur. Ce sont les autres qui s'empressent de préciser leurs liens de sang, pour détourner dans la légende une relation singulière et subversive, entre enchantement et jalousie. La mère a fait peser sur Lucas l'ombre lourde d'un premier fils, mort à la naissance. Elle a préféré Thomas, né dans le calme d'une paix retrouvée. Les voisins, les amis s'entêtent à déceler chez les deux enfants une gemellité

Survivre à son enfant

Par fragments, Laure Adler recompose le souvenir de la lutte perdue de son petit garçon contre la mort. Et reste au seuil de l'après

À CE SOIR
de Laure Adler.
Gallimard, 186 p.,
14,95 € (98,07 F).

Il suffit de prêter l'oreille, d'écouter telle jurée de prix littéraire déclarer, péremptoire, que le livre de Laure Adler la laisse impassible, il suffit de lire la charge de tel journaliste branché dans le non moins branché magazine de la Fnac, *Epok*, pour comprendre qu'A ce soir n'a pas les faveurs du milieu littéraire.



La raison principale est simplement simple. Quand on a un statut social (Laure Adler dirige France-Culture), on n'aurait pas le droit de dire sa douleur et même on ne devrait pas s'autoriser à souffrir... sous-entendu « parce qu'on n'est pas à plaindre : on est connu, on gagne correctement sa vie, etc. » Pour penser de telles choses, il faut vraiment croire que tout est social, que les individus ont à jamais disparu. Ce n'est pas très réjouissant.

En outre, le texte de Laure Adler aggrave son cas. Rien à voir avec ce qu'on lit habituellement et que chacun s'accorde à trouver tellement émouvant : on perd un enfant – accident, maladie – et dès qu'on peut décentement le raconter, on le fait. Une belle narration, avec montée de la tension au fur et à mesure que la mort approche, un appel à toutes les mères et tous les pères à « s'identifier » à cette douleur et une sorte de mépris envers ceux qui n'ont pas voulu proclamer : vous ne pouvez rien comprendre, fermez donc ce livre. Comme si ne pas avoir d'enfant préservait de la souffrance, du deuil, de l'absence.

Chez Laure Adler, pas de récit. Des fragments. Des détails. Des moments. Des sentiments. Son

fil Rémi est mort depuis longtemps lorsqu'elle commence un texte, pour elle-même, sans savoir si elle osera le rendre public, si elle sera autre chose qu'« une tentative de raccommodement avec le monde » destinée à demeurer secrète. Un jour, elle échappe à un accident. Elle s'aperçoit qu'on est le 13 juillet. Tout juste dix-sept ans après la mort de Rémi. Le soir, elle se met à écrire. C'est devenu nécessaire. Et, toutes les nuits, elle tente, non pas de comprendre l'incompréhensible, mais de le cerner, de le rendre lisible pour d'autres.

Rémi était un enfant désiré, symbole d'une nouvelle vie, pour elle et l'homme qu'elle aimait (qui lui-même avait déjà deux enfants). « Bleus, les yeux. Bleue, la nuit avec lui. Bleu, le drap de son lit. Bleue, la boîte à musique au-dessus de son lit. Bleue, la couverture du lit de la grande chambre où, entre son père et sa mère, il aimait, tôt le matin, se caler entre les oreillers, riait quand il tombait, tirait les cheveux, mettait ses doigts dans sa bouche. » Il aura vécu à peine une année. Les nourrissons qui disparaissent « de mort subite » ne sont malheureusement pas rares. Mais pour lui ce fut une « mort subite différée ». Sa mère était au travail (la culpabilité ne peut s'effacer) quand c'est arrivé. Insuffisance respiratoire grave. Pourtant le bébé était encore

vivant. Hôpital, machines, aide respiratoire, espoir... Un mois, deux mois, on veut y croire, les médecins comme les parents. Puis un jour « le professeur (...) a levé les yeux et, le regard embué de larmes, nous a annoncé que c'était fini ».

Bien que Laure Adler ait écrit *A ce soir* parce que tout s'est terminé ce jour-là, parce que Rémi n'a pas survécu, son livre n'est pas le récit d'une mort. C'est le souvenir d'une lutte pour la vie, du courage d'un tout petit garçon qu'on imagine sans conscience de la mort, d'une détermination qui étonne le personnel médical et donne aux parents l'idée qu'il va « s'en sortir ». Le regarder, être avec lui, c'est repousser les limites, se laisser aller à « cette impression magique, cette croyance absolue qu'être à côté de l'enfant le protège de la mort ». Laure Adler ne construit pas une histoire autour des derniers mois de Rémi. Elle n'en fait pas un objet de littérature, ne se dit pas écrivain, ce qui déplairait ou au contraire bouleverserait selon le rapport de chacun à la perte et au discours qu'on peut, ou non, tenir sur le deuil. Elle laisse en suspens ce qu'est « vivre après... Car il y a une suite après la fin... ». Chacun est libre de chercher sa propre réponse, et c'est sûrement cette liberté que certains n'aiment pas.

Josyane Savigneau

extra it

« Je me place dans la zone d'ombre. Pourquoi écrire aujourd'hui alors que chacun tente d'oublier, de ne pas dire ? Parce que le temps ne fait rien à l'affaire, n'efface aucune blessure. Parce que la souffrance peut aussi devenir une morale. Parce que la douleur n'est pas une compagne, mais une ennemie sans fierté qui tente toujours de vous séduire par le bas.

Vivre avec la mort de l'enfant. Ne plus la cacher. Ne pas l'exhiber non plus. Comment trouver la mesure ? Stupéfaction des gens qui me connaissent quand quelqu'un me demande combien j'ai d'enfants. Certains osent. Ils disent : mais il y en a un de trop. Avoir, au temps présent. Mon fils mort est le fils de mes enfants vivants.

(...)

Dès l'accident, je m'en suis sentie coupable. Il m'a fallu du temps pour oser l'avouer, et, comme aujourd'hui, pour le revendiquer. » (pp. 127, 128 et 129)

Un tombeau près de la mer

Deux frères s'enferment dans le huis clos de la mort.

Un superbe et lumineux chant funèbre signé Philippe Besson

d'apparence qui excuserait l'exclusivité de leur connivence. « Thomas n'était pas né. Je suis l'aîné. Je suis Lucas, l'aîné des Andrieu. Je suis né le 29 juillet 1972... Il y en a eu un autre avant moi, un qui a poussé dans le ventre de ma mère, mais qui n'a pas vu le jour (...). Thomas est



Philippe Besson

Dans son premier roman, *En l'absence des hommes*, un jeune homme de seize ans séduisait... Marcel Proust. Philippe Besson abordait d'emblée, avec une audace tranquille, l'énigme des vies qui se perdent et se retrouvent dans la littérature : « Mon existence disparaît derrière l'écriture », affirmait-il par la voix de l'illustre écrivain. Dans son deuxième roman, *Son frère*, Philippe Besson prend à son compte cette profession de foi qui est maintenant au cœur de sa propre vie : « L'écriture du premier livre a été merveilleuse. Cela a été le plus grand bonheur. Un bonheur incomparable, je veux dire : à quoi rien ne se compare... »

venu au monde le 19 octobre 1973. »

Lucas jouera donc son rôle de frère, jusqu'à ce qu'il comprenne (et écrive) qu'ils partagent un amour sans fissures, à l'abri du temps : « Nous savons ce qu'ils ne savent pas, nous avons cette intuition fabuleuse, un désespoir intégral, très pur. » Lucas souffre de regarder souffrir puis mourir un homme de son âge. Il assiste, impuissant, aux progrès foudroyants de la maladie. Il en décrit avec sobriété, mais lucidité, les assauts successifs comme il le pointe du doigt avec précision, mais sans agressivité, la neutralité douloureuse (l'indifférence nécessaire ?) du milieu médical. N'est-ce pas lui qui méritait la mort ? « Frère » redevient le mot-clé du roman. La mer et la maison d'été leur appartiennent : « Il faut être saisi de cette merveilleuse obsession de la mer pour comprendre ce que je raconte. » Les parents ne sont plus que des figurants.

Le narrateur aime les garçons, son frère aime les filles : « C'est là, au moment où nos routes se sont disjointes pour la première fois, que nous avons compris véritablement que rien ne nous séparerait jamais, que le lien qui nous unissait résisterait à tout... » Lorsque la maladie prend

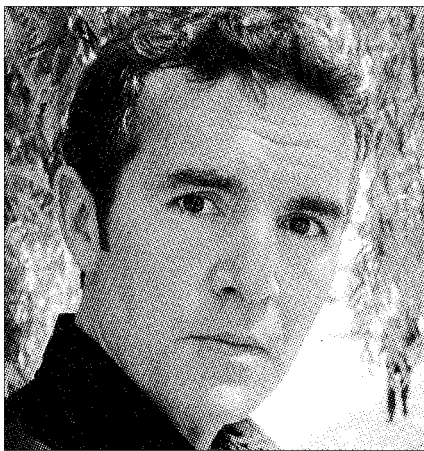
Philippe Besson a eu la sagesse de respecter un thème romantique, au risque d'être démodé. Il affronte les pièges de la confession avec sincérité, mais il renouvelle avec talent ce qui pourrait être un conte de fées pour adolescents. Le lecteur est certes confronté aux affres d'une maladie récalcitrante puis mortelle, mais l'évocation constante du bord de mer, où les frères se sont toujours sentis heureux et isolés, garde ses mirages jusqu'à l'ultime tragédie. Ce choix permet d'éviter tout pathos. « On ne va pas contre la volonté de l'océan », dit Thomas quelques jours avant de mourir, ramené par le frère dans la maison de l'enfance.

Sous cette simplicité de surface se dissimule un pari monstrueux. Lucas remplace la mère (se venge ?), lui vole son fils préféré, s'approprie « l'histoire d'une mère et de son fils, cette relation que nul ne peut approcher, qui a à voir avec la chair, avec l'éternité ». Ce sacrilège (l'envers obscur de l'homosexualité) donne une tout autre dimension à ce roman iconoclaste.

Hugo Marsan

(1) *En l'absence des hommes* vient d'obtenir le prix Emmanuel-Robès (Julliard, 195 p., 18,14 € [119 F]).

ALAIN SEVESTRE



Le slip

roman

« Alain Sevestre invente un ton, une voix, une écriture... Il transforme avec une exigence nonchalante nos petites turpitudes en bonheur. Chapeau. »

Jean-Baptiste Harang, *Libération*



GALLIMARD

art et littérature & Gallimard

vous invitent à rencontrer
Guy Goffette
autour de son livre

Un été autour du cou
le jeudi 20 septembre 2001
à partir de 19h.

Au cours de la soirée, Guy Goffette lira des extraits de son roman et quelques uns de ses poèmes.

Art et Littérature
120, Bvd du Montparnasse, 75014 Paris
Tél. 01.43.20.63.70 - artetlitt@wanadoo.fr
Parking face à la librairie

Le requiem de Will Self

Dans un faubourg de Londres, quartier du non-être, une vieille dame indigne conte son passage de vie à trépas.

Un Monologue grinçant depuis l'au-delà

AINSI VIVENT LES MORTS

(How The Dead Live)

de Will Self.

Traduit de l'anglais par Francis Kerline, éd. de l'Olivier, 448 p., 21,34 € (140 F).

Après la vie, la vie continue. Non pas dans le Tartare ou dans l'Erèbe. Non pas dans les limbes métaphysiques d'un hypothétique au-delà, mais ici-bas, sous nos yeux – à Londres en l'occurrence –, dans une sorte de faubourg du non-être, bordé de maisons victoriennes où les morts fument, dansent, suivent l'actualité à la radio, militent ou font des rêves érotiques... : comme dans un immense club du « *énième âge* » dont les membres désincarnés feraient « *tout comme les vivants* », mais de manière si évidente que, bien sûr, ceux-ci ne les verraient pas.

Tel est le point de départ romanesque du huitième livre de Will Self. Après ses élucubrations simiesques – une *Planète des singes* revisitée sous le signe de ses angoisses obsessionnelles, mais qui laissait un peu le lecteur sur sa faim (1) –, voici en somme le *Livre des morts* de ce grand trublion des lettres anglaises. Un roman puissant et dérangent, réaliste et fantastique à la fois, insolite pour le moins. Un grand roman.

Tout de noir vêtu, en Charon post-moderne, Will Self accepte de guider ses interlocuteurs à travers les labyrinthes de son royaume des ombres. Dans le salon d'un hôtel parisien où il enchaîne en souriant les interviews, il semble paisible, délivré de ses dérives anciennes. Livre des morts ? Il acquiesce : « Le Livre des morts tibétain, en particulier, m'a beaucoup influencé. Je l'ai découvert il y a vingt ans lorsque j'étudiais la philo à l'université. Ce fut un choc,

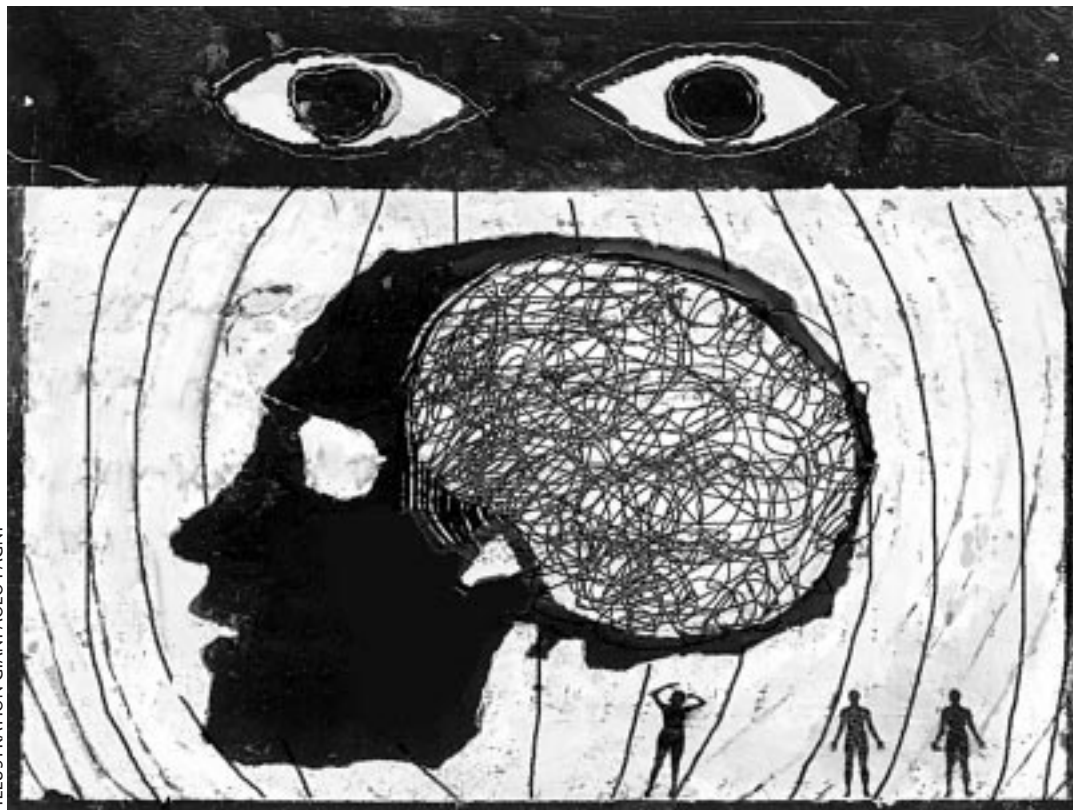


ILLUSTRATION GIANPAOLO PAGNI

une excitation intense, de celles que vous ressentez dans pareil cas lorsque vous êtes jeune. » De là est née une nouvelle, d'abord, dans *La Théorie quantitative de la démente* (2) et puis ce roman dont la structure ternaire – « *Mourante* », « *Morte* », « *Encore plus morte* » – est précisément celle des grands guides de l'au-delà. Celle que l'on retrouve aussi dans *Le Livre des morts égyptien*, par exemple : marche vers le trépas, régénération du défunt, transfiguration...

Mais cette analogie abstraite rend mal compte d'un livre qui s'ancre d'abord dans une émotion personnelle. « C'est en voyant s'éteindre ma

mère que j'ai décidé d'aborder ce thème, explique Will Self. Cela m'a aidé à démêler mes propres sentiments face à la mort. » Accro à l'alcool dès quinze ans, à l'héroïne à dix-neuf, le jeune Will Self n'a alors que des rapports distants avec ses parents qu'il considère un peu comme des morts en sursis. Son père, citoyen de Sa Gracieuse Majesté, est enseignant à la London School of Economics. Sa mère, juive américaine, travaille dans l'édition. « C'était quelqu'un d'extrêmement négatif, note-t-il. Elle avait de la haine pour tout. Mais sa disparition nous a réconciliés. »

C'est cette femme indigne – abusive, autoritaire, égocentrique, mais

d'une trempe hors norme – qui lui a inspiré ici le magnifique portrait de Lily Bloom (sans rapport avec la Molly Bloom de Joyce). A soixante-cinq ans, Lily est en train de mourir d'un cancer dans un hôpital londonien. Tout au long du livre, c'est elle qui parle, observant méticuleusement son passage de vie à trépas, comme déjà détachée d'elle-même. « *M^{lle} Smith, une de ces Antillaises aux proportions phénoménales (...), m'emballa dans un cocon de plastique avec ses larges bras d'otarie sauteuse, puis s'assoit lourdement à côté de mon sein mutilé. (...)* Là, dit-elle, et je prends le Valium » (...) « *Pour la première fois, j'arrive à ressentir, tota-*

lement et irrévérablement, ce que c'est que ne pas être moi. Ce que c'est qu'être moi avec la conscience de ne pas l'être. Quelle solitude. Oh, merde, comme je suis seule. (...) O mon Moi, mon Moi, pourquoi m'as-tu abandonnée ? »

Il y a de la véhémence, de la peur, de l'autodérision, il y a de la férocité grinçante dans cet ultime monologue qui pourrait s'intituler « Tandis que j'agonise ». « *Je ne connais pas d'ouvrage qui décrive ainsi, pendant 180 pages, un mourant à la première personne. N'est-ce pas une première littéraire ?* » demande Will Self fausement candide. Pour avoir maintes fois frôlé la mort de près, l'homme sait de quoi il parle : « *L'impression de crever, évidemment, je la connais par cœur. L'existence d'un toxicomane est très semblable à celle d'un patient en phase terminale. Une force extérieure vous propulse vers la destruction, mais, en même temps, on s'accroche à la dernière part de son être que l'on reconnaît encore. D'où cette distance énorme entre la conscience que l'on a de soi et la réalité organique de la vie.* »

Will Self n'a pas de mots assez durs pour dénoncer « *la médicalisation et l'immaturation d'une société qui s'obstine à nier l'imminence de la mort* ». A 3 heures 28, l'horloge digitale cligne des yeux. Lily Bloom pousse un dernier « *heugh* », « *un soupir inachevé comme un fond de verre oublié* », puis plus rien. Rien ou plutôt une autre histoire qui commence, une chronique d'outre-tombe, suffisamment sibylline pour que le lecteur tâtonne, devine, s'interroge jusqu'à la révélation finale – laquelle éclaire d'un coup la structure du livre, et en particulier cet épilogue abscons que Will Self a placé en tête de son roman et qu'il est important de dépasser sans se laisser rebuter. Mais n'en disons pas plus.

Saluons seulement le brio avec lequel Will Self entrelace dès lors ses trois thèmes : la « *mort honnête* » menée par le fantôme de Lily Bloom, les nombreux flash-back sur son existence passée – son mari honni, ses filles névrosées... – et la critique en règle d'un XX^e siècle idiot dont les grands événements défilent comme en surimpression. Laissons aussi au lecteur la surprise des trouvailles willselfiennes (les « *trois Grâces* », le « *lithopédion* »...) qui sont d'autres clin d'œil au *Livre des morts tibétain* (« *lorsque la psyché se désintègre en ses différents éléments, colère, jalousie... et que ceux-ci deviennent des personnages à part entière* »). Applaudissons enfin cette langue singulièrement vigoureuse, verte et savante à la fois, émaillée d'anglais et de yiddish, où perce le plaisir communicatif de l'auteur comme celui du traducteur.

Comme tous les grands livres, *Ainsi vivent les morts* se prête à de nombreuses lectures, philosophique, psychanalytique, sociologique, satirique... Celle qui tient le plus à cœur de Will Self est évidemment la plus intime. « *Ma mère est morte avant de voir ce que j'étais devenu, sans connaître ni mes livres ni mes enfants* », dit-il en baissant la voix. Il confie qu'il s'agit là pour lui d'une « *grande tristesse* ». Cette femme n'aura jamais connu de lui que l'ancien toxicomane, dont le tatouage au bras droit, un drapeau noir, est le dernier signe de son passé d'anarchiste. Elle n'aura pas connu, certes, l'écrivain starifié, porté aux nues par Salman Rushdie ou Doris Lessing. Mais il est fort probable que, depuis l'intermonde décrit par Will Self, elle entendra ce requiem, ou plutôt ce kaddish foisonnant d'un fils à sa mère.

Florence Noiville

(1) Ed. de l'Olivier, 1998.

(2) Ed. de l'Olivier, 2000.

Chambre noire

François Bon réactive la mécanique de la mémoire familiale. En hommage au père

MÉCANIQUE

de François Bon.
Verdier, 128 p., 10,37 € (68 F).

Tours et détours, ronds-points anonymes où l'orientation se brouille face aux girations répétées et aux panneaux signalétiques hermétiques. Deux frères roulent en quête d'un hôpital où leur père les attend. Non, l'homme couché n'attend plus rien ni personne, retranché déjà du monde ordinaire. Et une voix intérieure de déplorer déjà : « *Il ne vous contredira plus jamais.* »

L'espace de *Mécanique*, le lecteur suit les méandres de la pensée du narrateur, les arcanes de sa sensibilité, réveillée brusquement par cette échance imprévue, prématurée, qui laisse le goût de détresse caractéristique des pudeurs trop longtemps respectées, retenues décentes qui finissent par ressembler à un impardonnable gâchis.

Même les contacts les plus anodins n'ont pas permis de tisser tout à fait le fil de la filiation. Pas même le simple commentaire d'une photo. Le père avait toujours un goût marqué pour les mécaniques optiques, du Kodak à soufflet aux Hasselblad, d'un antique Nikon à ces appareils ultraperfectionnés, tout automatiques, qui font presque oublier qu'il faut prévoir la pellicule. « *Photo : la route, la terre, le ciel. La route est droite, la terre plate, le ciel grand.* » Un tracteur, sa remorque à la suite, et sur la remorque une pelleteuse à chenilles. Et trois hommes en bottes et salopettes. Un message ; pas un cliché. Exhumée et affichée, scannée et agrandie sur l'écran d'un ordinateur, cette photo, c'est le père qui l'a prise. Une image composée comme une allégorie masquée, conflit du ciel et de la terre, avec, imperceptible et là pourtant, dans l'oreille de celui qui fait le cadre comme dans celle des figurants, la mer invisible. Le triple engin, tracteur, pelle et remorque, dressé tel un dragon flanqué de ses servants, cheva-

liers d'une autre ère, machinistes et mécanos, détenteurs d'un savoir aussi précis que précieux, splendide dans une nature réduite à sa plus sobre expression, la ligne d'horizon partageant seule les éléments immenses et violents.

Le narrateur aurait voulu pénétrer le mystère de l'image. La démonter comme un mécanisme caché d'une imparable efficacité dont nul ne s'inquiète de comprendre le fonctionnement. Comme un moteur sagement ausculté, démonté, réglé et entretenu. Essence de la mécanique – car la mécanique, métier repris de père en fils, façonne moins une dynastie qu'un univers avec ses galaxies et ses planètes : pour les Bon, c'est Citroën.

Ily a de cette application minutieuse dans les lambeaux de mémoire et la kyrielle d'indices matériels que convoque le fils, archéologue d'un territoire impalpable, où les bâtiments et les cours, pareillement désaffectés, les chambres vides et les portails rouillés, les matériaux employés et les blessures que le temps leur inflige, livrent les indices ténus d'une chaleur compromise. Avant l'insoutenable écart entre un front désormais glacé et une urne brûlante, un autre abîme guette le narrateur, qui poursuit des fragments de correspondance en listes établies sur d'antiques bottins, de modèles de voiture dont le nom obsolète préserve une poésie inentamée à la géographie brouillée des maisons et garages successifs, un temps immobile qui retiendrait le père déjà sur le départ. La tension cherche une résolution. Là où la photo échoue, la géométrie descriptive manque réussir, puisque l'« *idée intérieure* » que François Bon se fait de la matière préférée de son père devait l'aider, « *depuis vingt ans, pour tenter d'avancer dans la logique complexe des formes qu'exige la composition d'un livre.* »

Puisque seule l'écriture peut conjurer la mort : « *Lamento : temps que s'ébauchent les rêves (ils viennent maintenant, parfois énigmatiques, parfois horribles), pas de voix encore mais sa présence, là-bas de l'autre côté d'une rive et qu'il nous faudrait rejoindre, on ne peut pas, par ces paysages plats avec ruine, paysages désolés qui sont le cadre monochrome de l'enfance, ainsi convoqués, écrasés, dénudés et simplifiés.* »

Philippe-Jean Catinchi

Mère nourricière et foyer d'infections

La même année, une mère meurt, sa fille accouche. Jayne Anne Phillips use d'un ton clinique pour dépeindre vie de famille, tracas d'accouchement et protocoles de chimio

TRAITS D'UNION

(MotherKind)

de Jayne Anne Phillips.

Traduit de l'anglais

par Marc Amfreville,

éd. Christian Bourgois,

498 p., 24,39 € (160 F).

Une romancière se débat entre la vie et la mort. Au sens le plus littéral. Presque un sujet de bac. Unité de lieu, ou presque : l'héroïne, Kate, vient d'avoir son premier bébé, et a accueilli chez elle, sa mère, en rémission d'un cancer dont on sait l'issue fatale. Unité de temps, ou presque : une année environ. Unité d'action, ou presque : l'un, le bébé, Alexander, vit sa première année, l'autre, la mère malade, Katherine, vit sa dernière. Le pivot, la cheville ouvrière, le centre : c'est Kate.

Kate – la fille qui porte presque le même prénom que sa mère, qui a vécu avec elle une enfance et une adolescence « fusionnelles » et qui est aussi Kate – la mère, celle qui a donné en deuxième prénom à son bébé son nom de jeune fille, Tate-man, et l'appelle Tatie, ou Mr Tate...

Kate, mère nourricière, organisatrice en tous genres, femme de ménage, cuisinière, garde-malade, a du mal à se souvenir qu'il y a si peu de temps, elle était libre, insouciant, pouvait voyager, écrire de la poésie. D'autant qu'elle doit s'occuper aussi, plusieurs fois par semaine, des deux enfants du premier mariage de son compagnon Matthews, en pleine procédure de divorce, et qu'elle a autant de mal qu'eux à trouver sa place. Deux petits garçons remuants, peu disposés à lui obéir ou à lui témoigner de l'affection : leur mère y veille. « *Pendant tout un temps, les enfants de Matt ne lui avaient plus adressé la parole. Leur mère leur avait fait croire qu'elle était responsable du départ de leur père.* » Bien que ce soit elle, la mère, qui a eu une liaison la première. Morale,

morale, quand tu nous tiens... Quand Kate fait cadeau au plus petit, Jonah, d'une vieille chemise qui l'enchantait et constate qu'il ne la met plus, il avoue : « *Je l'aime, mais maman a dit qu'elle ne me prendra plus dans ses bras si je la porte.* » Pauvre Kate !

Ainsi, au-delà du thème central s'en déroule en parallèle un autre, un mélodrame urbain et bourgeois, Kate a beaucoup de problèmes, mais pas de problèmes d'argent. Tout ce qui peut être payé se paye. Pour aider Kate vont se relayer d'abord de jeunes femmes, assistantes maternelles comme celle de l'entreprise Trait d'union (qui donne son nom au titre) ou baby-sitters auxquelles vont succéder les gardes, celles qui ont pour métier d'accompagner les gens jusqu'à leur dernier moment. Et puis, il y a Matt, l'homme, parfait, irréprochable, qui n'a jamais une parole de trop, qui n'esquive rien, qui aide, soutient, aime ses enfants et Kate, mais aussi tout ce qu'elle lui a apporté dans ses bagages, sa mère malade bien sûr, mais aussi deux vieux chiens.

D'UNE APPARENTE FROIDEUR

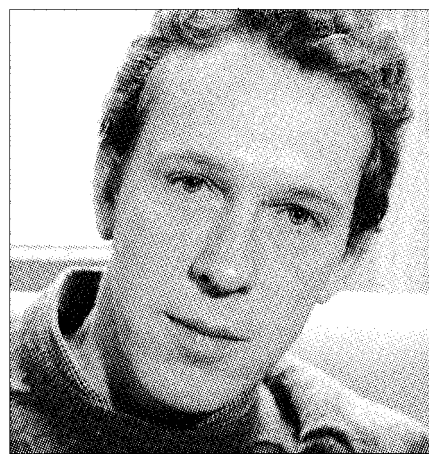
On est loin des nouvelles de *Billets noirs* (éd. Christian Bourgois et 10/18) ou de *Voies express* (éd. Christian Bourgois), d'une poésie sauvage, violente. Même si on retrouve sous-jacentes certaines obsessions : le divorce des parents, la force de la présence des mères, la maladie qui frappe et détruit... Surtout, Jayne Anne Phillips a mis de côté cette écriture poétique – comme son héroïne – pour prendre ici, celui de la narration pure, sans efforts, un ton sec, journalistique, parfois littéralement « clinique » quand elle décrit les suites de l'accouchement – des mame-lons craquelés et en sang, un kyste au sein qu'il faut ponctionner – et la lente dérive de la malade, le gant frais que l'on passe, les cuillères de morphine, « *philtre d'oubli* », les protocoles de chimio, les pieds squelettiques. La douleur. Et jusqu'aux larmes, rares. Cette apparente froideur est celle sans doute de l'infirmière débutante qui « *se blinde* » pour pouvoir résister à la souffrance des autres et accomplir son travail. La

poésie, l'écriture, le style n'ont plus rien à dire devant le corps en souffrance : « *La mort vous rend étranger à votre propre corps, alors même que vous tentez de continuer à vivre dans son enveloppe.* » Derrière l'automatisation des gestes, tant vers l'enfant que vers la mère, ne restent que des réactions, décrites avec le même recul, la même distance. Sauf lorsque, sous forme de rêves et de souve-

nirs, des chapitres s'intercalent pour faire revivre une autre Kate, celle d'avant... Ce n'est qu'en approchant de la fin du livre que le lecteur se sent ému, en sympathie avec les personnages, le parcours mécanique, qui longeait l'abîme, plongeant soudainement vers la cruauté, l'impuissance, l'inutilité. Le non-dit culminant au point de non-retour.

Martine Silber

BENOÎT
DUTEURTRE



Le voyage en France

roman

« Une peinture ironique et stimulante de notre société : ce Candide des temps modernes m'a enthousiasmé. »

Albert Algoud, *France Inter*



GALLIMARD

La « guerre sans nom » continue de hanter notre mémoire collective. Fait nouveau : les historiens s'emparent de ce pan dramatique de notre histoire, et les Français la revisitent avec une lucidité croissante. On ose désormais évoquer la torture en Algérie, sujet tabou qui fait l'objet d'un livre remarquable de Raphaëlle Branche. De son côté Sylvie Thénault analyse la « criminalisation » de la lutte d'indépendance des Algériens par l'appareil judiciaire. L'abondance des livres consacrés à cette période nous donne l'occasion de rappeler le rôle d'éditeurs engagés dans la proclamation de la vérité, celui du « Monde » dans la dénonciation des crimes de l'armée française, et le combat de Francis Jeanson durant le conflit

Algérie : une justice de guerre

S'appuyant sur de nombreux documents, Sylvie Thénault montre l'insertion du système judiciaire dans le dispositif de répression

UNE DRÔLE DE JUSTICE Les magistrats dans la guerre d'Algérie

de Sylvie Thénault.
Préface de Jean-Jacques Becker,
postface de Pierre Vidal-Naquet,
La Découverte, « L'Espace de
l'Histoire », 360 p.,
23 € (150,90 F).

La récente polémique sur le rôle de François Mitterrand, garde des sceaux pendant la guerre d'Algérie, refusant le droit de grâce à des condamnés à mort algériens, a placé la justice française sous les feux de l'actualité. Le livre important de Sylvie Thénault arrive à son heure pour remettre en perspective toute cette période, qui affleure à nouveau dans la conscience française à propos de la guerre en Algérie.

Période de guerre ? Pas vraiment... Comment se faire la guerre à soi-même, puisque l'Algérie était décrétée française par les autorités de l'époque ? Il n'était alors pas question d'admettre que les hommes pris les armes à la main puissent être autre chose que des criminels voulant détruire l'ordre public. Cette « criminalisation » d'une lutte d'indépendance politique va inspirer la conduite de la magistrature pendant toute la séquence de la guerre d'Algérie. Drôle de justice dans une drôle de guerre... Et dans le carnaval sanglant des violences, dans cette nuit shakespearienne où se déchangent le bruit et la fureur du monde, où les cris, les coups, le sang, les larmes composent une terrible symphonie du malheur de l'homme, la justice ne s'accomplit pas vraiment. Apparaissant au début comme parade dérisoire face à la toute-puissance de l'armée ou de la police, elle s'insère progressivement dans un vaste dispositif répressif.

De cette défaite générale du droit, Sylvie Thénault est la voyeuse attentive. Lucide et sans faiblesse dans l'investigation historique, précise dans son écriture époussant les fureurs de ce temps (arrestations et exécutions, instructions et détentions), son travail dresse un constat accablant. Jusque dans leur langage, les magistrats adoptent une posture guerrière. Elle cite ainsi une circulaire du procureur général d'Oran qui s'adresse



Opération de ratissage dans le bled par l'armée française, vers 1956

aux juges d'instruction de la sorte : « S'il vous arrive d'aventurer d'estimer trop lourde votre surcharge de travail, pensez à nos soldats magnifiques dont quelques-uns tombent chaque jour en opérations de pacification et vous conclurez qu'à tout prendre votre part est peut-être la meilleure. »

Tout un arsenal juridique se

Benjamin Stora

met en place qui doit tout à la guerre en train de se faire, et plus grand-chose aux garanties d'un Etat de droit : textes sur l'assignation à résidence (véritable couverture à l'existence de camps comptant par milliers des détenus hors de toute inculpation), circulaires qui autorisent les exécutions sommaires et classent sans suite les plaintes qui pourraient être déposées, mise en place de tribunaux

militaire. C'est bien la logique de guerre qui encadre le droit. On le voit bien sur la question de la torture, abordée ici avec intelligence. Jamais explicitement ordonnée dans des documents écrits, l'analyse de l'auteur permet de voir comment la pratique de la torture est encouragée par une partie de la hiérarchie militaire, et couverte par la justice de manière simple : inaction face aux inculpés qui se plaignent d'avoir subi des sévices, et rarissime sanction de soldats dont la responsabilité est pourtant clairement établie. A propos de l'établissement de ce système dégradant, l'historien Jean-Jacques Becker écrit dans la préface de l'ouvrage : « L'intensification de la "guerre" dans la période 1957-1958 conduit inévitablement à un abandon progressif des prérogatives de la justice au profit de l'armée, dont le souci

n'est évidemment pas de rendre la justice ou de se comporter de façon juste, mais de remplir la mission qui lui a été fixée, gagner la "guerre". Dans cette perspective, l'interrogatoire des prisonniers n'a plus pour objectif de leur faire avouer quoi que ce soit, mais d'obtenir les "renseignements" nécessaires à l'action qui lui a été fixée par le pouvoir civil. »

Dans cette exploration de l'appareil judiciaire émergent de grandes figures qui refusent la dérive, comme Jean Reliquet, procureur général d'Alger, qui essaie de sauver du droit ce qui peut l'être.

En s'appuyant sur une incroyable documentation, en particulier militaire, totalement inédite, Sylvie Thénault fait le tour de cet « enfer judiciaire » comme on fait le tour du propriétaire : sans rien omettre. Moins par acquis de conscience que poussé par une sérénité citoyenne-historienne.

Histoire de voir jusqu'où tout cela est allé, tout cet engrenage infernal. Le lecteur aurait souhaité plus de rapprochement, de comparaison, une réflexion sur les éventuelles continuités dans le corps de la magistrature entre 1940 et 1950. Car dix ans seulement séparent Vichy de la guerre d'Algérie...

Mais, tel qu'il se présente, ce grand travail est appelé à faire date. Sylvie Thénault avance avec d'innombrables précautions, n'oubliant pas de bien différencier les séquences - l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle change les données -, ne négligeant pas les actes atroces commis par le FLN, donnant les chiffres précis de condamnations, internements, exécutions d'Algériens (198). Par rigueur intellectuelle et scientifique, par parfaite connaissance de la complexité de la question et des enjeux considérables qu'elle remue toujours.

Les codes du déshonneur

La torture en Algérie, dénoncée dès 1956 dans le « Livre blanc » de Denise et Robert Barrat, fait l'objet d'une étude de l'historienne Raphaëlle Branche. « C'est moins la loi qui guida la guerre, que la guerre qui dicta sa loi », affirme-t-elle

ALGÉRIE, 1956 LIVRE BLANC SUR LA RÉPRESSION

Documents réunis par Denise et Robert Barrat. Préfacés par Pierre Vidal-Naquet, postfacés par Bruno Etienne, éd. de l'Aube, 240 p., 18,29 € (120 F).
En librairie le 19 septembre

LA TORTURE ET L'ARMÉE PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE 1954-1962

de Raphaëlle Branche. Gallimard, « La Suite des temps », 474 p., 26,68 € (175 F).

De la torture aux exécutions sommaires, les violences illégales n'ont cessé de marquer la lutte menée, à dater de 1954, sur le territoire de l'Algérie coloniale ouvertement insurgée. Ces graves manquements à l'éthique la plus élémentaire furent tus dans l'instant et, si nécessaire, niés. Ils furent aussi précocement répertoriés, comme l'atteste la repartition des documents réunis dès 1956 à l'initiative de deux militants catholiques anticolonialistes de la première heure, Denise et Robert Barrat, dans un *Livre blanc* qui peint sans fard l'extrême brutalité de la répression. Rapports officiels, témoignages directs, coupures de presse y brossent le tableau d'une situation où l'arbitraire était, antérieurement à la bataille d'Alger (janvier-septembre 1957), monnaie courante, cette triste réalité ne pouvant être ignorée de ceux qui vou-

laient en avoir le cœur net. Ils annoncent aussi l'embrasement puisqu'ils sont contemporains du soulèvement du Constantinois du 20 août 1955 et de la volte-face de Guy Mollet consécutive à l'accueil musclé qu'il reçut à Alger le 6 février 1956. Ces témoignages prennent aujourd'hui tout leur sens pour nous qui connaissons le dénouement d'une histoire vécue dans une fiévreuse passion. Sur le moment, cette compilation à vocation rédemptrice et dénonciatrice - elle était destinée à nourrir un rapport du FLN à l'ONU - visait à lever la chape de plomb de la censure et à ouvrir la voie à une solution négociée en faisant pression sur les autorités. « On ne peut rien faire aujourd'hui là-bas sans associer les leaders des différentes tendances de l'opinion algérienne à l'élaboration d'une décision », écrivait Robert Barrat à Guy Mollet le 20 janvier 1956. C'était parler d'or. C'était aussi probablement tenir un langage que les responsables de l'époque ne pouvaient entendre. Le catalogue des entorses au droit que constituait le *Livre blanc* pouvait-il, à leurs yeux, être autre chose que le fruit d'un engagement militant ? Cela valait sûrement tout particulièrement pour la dénonciation d'une torture officiellement inexistante.

Simultanément ignorée, refoulée, défendue ou pourfendue, la torture a été et demeure intimement associée au déroulement comme à la mémoire de la guerre d'Algérie. Elle fouailla les consciences au point d'en être venue à résumer et symboliser le conflit. Il faut savoir gré à une chercheuse de la nouvelle génération d'avoir pris cette réalité enco-

re incandescente pour objet d'étude. Elle fournit ainsi la grille d'intelligibilité qui, par définition, manquait aux faits énumérés dans le *Livre blanc* de 1956.

DÉCHIFFRER LES INTENTIONS

Raphaëlle Branche situe la torture dans l'histoire longue d'une tradition de résistance réprimée sans relâche jusqu'à ce 8 mai 1945 où au massacre de cent trois Européens répondit celui de quinze mille Algériens. Les rapports inégaux forgés par la situation coloniale furent bien le terreau sur lequel poussa la torture. Couramment justifiée par un pressant besoin de renseignements pour sauver des vies, la torture reflète plus profondément, pour l'auteur, une vision du monde, des Algériens et de la guerre, qui puisait dans le vécu colonial. Pour comprendre le phénomène, l'historienne plaide pour une approche anthropologique : « Insister pour regarder ce que l'on voudrait fuir, retenir la main qui voudrait rapidement tourner la page sur tous ces récits étrangement semblables, ce n'est pas céder à une tentation morbide ou au voyeurisme. C'est s'approcher au plus près des gestes pour en déchiffrer les intentions, en éclairer les effets, en comprendre les sens multiples. »

Débrouillant l'écheveau d'une organisation militaire complexe, clarifiant les rapports de l'armée avec le pouvoir, Raphaëlle Branche montre que la place de la torture évolua entre 1954 et 1962. Elle s'installa vraiment dans le sillage d'une législation d'exception qui faisait des militaires les maîtres du terrain. Pour les gouvernants de la IV^e République, il

fallait maintenir l'ordre, donc faire une guerre qui ne disait pas son nom. Affirmant la légitimité d'une répression forte, le pouvoir autorisa l'illégalité : « C'est moins la loi qui guida la guerre, que la guerre qui dicta sa loi. » Avec la radicalisation de 1957, la torture devint une arme majeure. Dotés des pouvoirs de police, les parachutistes optèrent pour l'efficacité à tout prix. Le tournant de mai-juin 1958 ne changea pas vraiment la donne même si la paix et la négociation l'emportèrent peu à peu.

En décortiquant les témoignages, l'auteur met au jour les pratiques répétées et codifiées (suppliques de l'électricité et de l'eau) d'une armée gangrenée par la torture. La violence employée à dessein, pour vaincre, explique le nombre des victimes décédées ou des quelque 3 000 disparus. La pérennité de la torture s'explique aussi par la primauté du renseignement dans la lutte. Les détachements opérationnels de protection, très indépendants de la hiérarchie militaire, avaient la haute main sur ce domaine névralgique. L'action, secrète mais encombrante, de ces experts de la « guerre contre-révolutionnaire » masqua l'usage répandu dans l'armée d'une torture qui signait l'échec d'une conquête pacifique et l'impossibilité pour les Français de renoncer à la victoire. La torture ne fut donc pas l'apanage des spécialistes et n'eut pas pour unique fin d'obtenir des informations. Visant à faire parler, elle était aussi un avertissement lancé à tous, amplifié par une rumeur terrorisante. Inavouable par le pouvoir parce qu'elle excédait la force légitime d'un Etat

démocratique, la « question » n'appartenait pas au registre de la bavure.

Ce sont les comités constitués en métropole qui portèrent ces actes sur la place publique. Tel celui qui se saisit de la disparition du mathématicien Maurice Audin, arrêté par les parachutistes en juin 1957. Ou celui qui défendit Djamilia Boupacha, relayé par François Mauriac dans *L'Express* et Simone de Beauvoir dans *Le Monde*. En choisissant de voir dans ces violences interdites des fautes, non des crimes, les autorités militaires et politiques occultèrent le sentiment de légitimité et d'impunité qui les avait rendues possibles. Dès le 22 mars 1962, un décret amnistia les nationalistes algériens comme les militaires français. C'était signifier que la question des illégalités commises en service en Algérie ne serait pas posée. La torture devenait une action de maintien de l'ordre parmi d'autres. Singulière amnistie qui visait des faits qui n'avaient pas été jugés. On prescrivit en somme la réprobation d'une partie de l'opinion.

Fondée sur des témoignages oraux, des sources privées et des archives publiques, l'analyse de Raphaëlle Branche décrypte avec une clarté remarquable toutes les significations et implications d'une pratique qui, aujourd'hui encore, secrète une douleur lancinante. Peut-être faut-il voir dans l'aboutissement de cette recherche, dont l'érudition ne nuit pas à la lisibilité, le signe que le temps d'un examen raisonné, subtil et sensible est, sous nos yeux, en train de poindre.

Laurent Douzou

UN LIVRE ÉPUISE
OU INTROUVABLE ?

Librairie
LE TOUR DU MONDE
Nouvelle adresse :
29, rue de Condé - 75006 PARIS
Tél. : 01.53.10.00.75 - Fax : 01.53.10.00.72
du mardi au samedi de 10h à 18h.
Service recherche : 01.53.56.95.60
E-mail : tdm@sfl.com

ACHAT - VENTE

Une certaine idée de la liberté

Quand les éditeurs, Jérôme Lindon et François Maspero, montent en première ligne

Sur vingt-trois titres publiés par les Editions de Minuit entre 1957 et 1962, plus de la moitié concerne la dénonciation de la torture pratiquée par l'armée française en Algérie. Ce qui frappe, rétrospectivement, c'est l'écho public obtenu, l'audience immédiate rencontrée par ce qui aurait pu n'être qu'un débat circonscrit à la sphère des intellectuels engagés. Jérôme Lindon racontait avoir été lui-même surpris, en 1958, du succès obtenu par *La Question* d'Henri Alleg « réimprimé à tour de bras » et vendu à 70 000 exemplaires au moment de la saisie, cinq semaines après la parution du livre. Pourquoi la dénonciation de la torture est-elle devenue alors un facteur essentiel de mobilisation des intellectuels ? Est-ce lié à la Résistance ? En ce qui concerne Jérôme Lindon, c'est une évidence. Lui-même qui a eu dix-sept ans dans le maquis n'a pas fondé les Editions de Minuit clandestines, nées en 1942 sous l'occupation allemande ; avec *La Question*, il publie en quelque sorte son *Silence de la mer*. Le 6 décembre 1961, lors du seul procès obtenu à la suite d'une saisie, celle du *Déserteur* de Jean-Louis Hurst paru sous le pseudonyme de Maurienne, il rappelle ce passé dont il revendique l'héritage, déclarant à la barre : « Depuis quatre ans j'ai vu tomber en poussière bien des raisons pour lesquelles nous avions combattu au cours de la dernière guerre. La plus claire, la plus évidente, était sans doute le refus de la torture » (*Provocation à la désobéissance*, Minuit, 1962).

Pourtant, Lindon n'a jamais considéré la guerre d'Algérie comme une réactualisation inversée des années sombres, les Français jouant cette fois le rôle de « l'occupant » nazi. Il a toujours insisté sur la différence, majeure à ses yeux, entre le régime autoritaire de Vichy et le régime démocratique de la IV^e République, sous lequel il était possible de trans-

former une éthique – le combat pour la dignité de l'homme – en une politique éditoriale subversive.

La dénonciation active de la torture débouche sur une pratique paradoxale : la recherche par l'éditeur de la saisie de ses livres. Avec la seule campagne publicitaire jamais organisée par Minuit autour de *La Question*, la provocation des pouvoirs publics est si délibérée que la saisie, qui prétend faire obstacle à la diffusion d'informations sur la « sale guerre », devient le moyen le plus sûr d'attester et d'assurer la publicité des vérités non officielles. Oui, l'armée française torture en Algérie (Georges Arnaud, Jacques Vergès, *Pour Djamilia Bouhired*, 1957 ; Henri Alleg, *La Question*, 1958) ; oui, les agents des services de sécurité torturent sur les bords de la Seine (*La Gangrène*, 1959) ; non, Maurice Audin ne s'est pas « évadé » mais a été torturé puis assassiné par des parachutistes (Pierre Vidal-Naquet, *L'Affaire Audin*, 1958). Onze saisies en trois ans chez Minuit : sur quelle autre question que la torture l'opinion publique française a-t-elle jamais bénéficié d'une information plus sûre et plus immédiate ? Et ce au prix de très grands risques : le pistage de l'appartement de Lindon par l'OAS ; des tentatives d'attentat contre les Editions de Minuit...

Dénoncer la torture conduit aussi à soutenir une politique : l'insoumission et la désertion des appelés en Algérie et l'aide apportée, par des Français, aux combattants algériens. C'est Jérôme Lindon qui réalise la mise en page et assure l'impression de la « Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie » rédigée par Maurice Blanchot, Dionys Mascolo et Jean Schuster et plus connue sous le nom de *Manifeste des 121*. Ce texte est rendu public en septembre 1960, lors de l'ouverture du procès du réseau d'aide au FLN que dirige Francis

Jeanson alors clandestin, qui vient de publier en juin *Notre guerre*.

C'est, d'un point de vue politique, le texte le plus radical publié par Minuit. La fabrication du livre est, à elle seule, toute une histoire. Afin d'éviter les indiscretions possibles des imprimeurs, Lindon fait composer deux clichés pour la couverture : « Francis Dupont, *Notre guerre* », et un autre « Henri Jeanson ». Le livre imprimé, il l'adresse à Paul Flammant, le directeur des éditions du Seuil, éditeur habituel de Jeanson. Devant la protestation de ce dernier, il est d'accord pour redonner au Seuil *Notre guerre*, dont il suffit de changer la couverture. Malheureusement, le livre est saisi l'après-midi même. Jérôme Lindon commentait vingt ans après : « J'ignore quelle aurait été la décision finale du Seuil, mais le Seuil a publié des livres contre la torture, Pierre-Henri Simon, dès 1957, notamment. C'était des livres qui peuvent paraître moins subversifs que ceux que publiaient François Maspero ou les Editions de Minuit, mais, par rapport à l'ensemble de l'édition française, le Seuil a pris des risques. »

Anticolonialiste convaincu, François Maspero avait créé les éditions qui portaient son nom en mars 1959. « J'avais envie de signer mon travail, non par gloriole, mais pour assumer entièrement ma responsabilité d'éditeur », précisera-t-il dans un entretien au *Monde* en 1982. Octobre 1959 : *L'An V de la révolution algérienne*, de Frantz Fanon, aussitôt saisi, reparaît avec une préface de l'éditeur.

Jusqu'en 1962, Maspero publie près de vingt livres sur l'Algérie, dont *Ratonnades à Paris*, de Paulette Péju, détruit chez l'imprimeur avant même sa sortie. Aux saisies, interdictions et procès, s'ajoutent les attentats contre la librairie La Joie de lire, rue Saint-Séverin. Maspero se souviendra de cette période dans son roman, *Le Figuier* (Seuil, 1988).

Jeanson, porteur de mémoire

On sait gré à Marie-Pierre Ulloa de sortir de l'ombre ce combattant « hérétique »

FRANCIS JEANSON
Un intellectuel en dissidence de Marie-Pierre Ulloa.
Berg international,
« Ecritures de l'histoire »,
288 p., 18,29 € (120 F).

On sait peu de choses de Francis Jeanson, sinon qu'il fut un « intellectuel engagé » au sens sartrien de la formule, « second couteau » dans l'affaire Camus, au cœur des années 1950 et plus encore l'animateur du plus important réseau de soutien au FLN durant la guerre d'Algérie – constitué de ceux qu'on appellera plus sommairement que les « porteurs de valise ». A l'heure où le président Chirac annonce que la République se doit de reconnaître sa dette morale envers la communauté harkie, évoquant en février 2001 une « journée d'hommage national », rien ne semble prévu pour conjurer l'amnésie programmée par le pouvoir gaullien de ces combattants qui refusaient autant la torture et le mensonge d'Etat que toute guerre coloniale conduite au nom d'idéaux républicains travestis. C'est pourquoi on sait gré à Marie-Pierre Ulloa d'avoir consacré à Jeanson cette biographie copieusement référencée, stèle respectueuse, sinon révérende, à ce combattant « hérétique » dont la conscience éthique n'a pas faibli. Né en juillet 1922, Jeanson témoigne encore, mais réfléchit surtout en philosophe lorsque le projecteur de nouveau braqué sur les souffrances humaines du drame algérien met en lumière un spectaculairement révélateur sans forcément donner à penser ; ainsi privilégiait-il récemment, face à l'indignation trop courte contre les atrocités commises, le lien à creuser entre la pratique de la torture et la ques-

tion coloniale (lire *Le Monde* du 29 mai).

Tandis que Berg international reprend au fonds Minuit le pamphlet *Notre guerre* (120 p., 12,20 € [80 F]), où Jeanson riposte crânement à la condamnation par l'opinion publique des activités de son réseau, l'éditeur accueille dans l'exigeante collection de Robert Belot ce travail universitaire particulier – une bonne part des sources vient du sujet lui-même, livres et manifestes, articles, entretiens inédits ou non – où l'historienne parvient à recouper cette manne, abondamment citée, campant la figure d'un homme en dissidence qui ne se coule dans aucun moule archétypal.

Sans lien de famille avec le dialoguiste Henri Jeanson – tout juste apprend-on que des cadeaux et attentions adressés à l'illustre homonyme du père de Francis échouent parfois à leur adresse –, le futur philosophe a une enfance des plus terribles et n'a pas de conscience politique suffisante pour que la guerre, puis l'occupation le mobilisent. C'est seulement en 1943 qu'il entre en dissidence, fuyant autant le STO qu'une France qu'il ressent désormais comme une prison. La fuite par l'Espagne franquiste, l'internement au camp de Miranda, l'attente frustrante de l'action en

Afrique du Nord, la pratique brutale du déminage sur le front alsacien, et à la Libération un gaullisme à contre-temps, quand le PCF rafle la mise intellectuelle de l'après-guerre, et voilà Jeanson dans cette posture de l'écart qui explique la radicalité de ses engagements moraux et civiques, homme révolté qu'aucune compromission n'entame. A *Esprit* comme au Seuil, où il participe à la naissance de la collection « Ecrivains de toujours » – il ne peut imposer un *Aragon* à Flammant qui a déjà cédé sur *Vailland* –, au cœur de la crise Camus-Sartre comme aux prémices de la dénonciation des guerres coloniales, Jeanson lutte et l'implication juridique ne le freine pas. Résistant impénitent, il peine à se réinsérer après 1962, au Seuil, aux *Temps modernes*, avant de tenter dès 1967 d'autres défis, de la direction de la Maison de la culture de Chalon-sur-Saône à des expériences de psychiatrie ouverte en Aquitaine, hors champ du présent travail.

En porte-à-faux entre deux mémoires nationales pareillement brouillées sur leur histoire récente – la France et l'Algérie –, Jeanson méritait de sortir d'une ombre dangereuse commode. On remercia Marie-Pierre Ulloa d'y avoir bellement contribué.

Ph.-J. C.

Livraisons

- **AU PAYS DE LA SOIF ET DE LA PEUR**, de Jean Faure
Des « carnets d'Algérie », tenus par un jeune appelé du contingent, qui quitte Grenoble et son rêve alpin, découvre la mer et « ne pense à rien », sinon à « l'avant-goût de l'aventure ». Vingt-trois mois plus tard, c'est le retour à Marseille, qui le laisse perdu, sans goût, puisque sa vie lui semble restée à Agoumi, en grande Kabylie. Depuis, la guerre n'a cessé de hanter l'ancien soldat, aujourd'hui vice-président du Sénat (Flammant, 174 p., 15,11 € [99F]). **Ph.-J. C.**
- **IL NE SE PASSE RIEN EN ALGÉRIE**, de Pierre Gibert
L'Algérie de Pierre Gibert, aujourd'hui jésuite et exégète, ce n'est pas celle de héros mais de gosses de vingt ans, qui plongent brusquement dans un cauchemar de sang en ignorant qu'ils ne s'en remettront jamais. Un témoignage poignant, dans un style admirable (Bayard, 138 p., 14,94 € [98 F]). **Fl. B.**
- **ON A TORTURÉ EN ALGÉRIE**, témoignage recueilli par Jean-Pierre Vittori
En 1980, un livre-document est passé sous silence. Sous le titre *Confessions d'un professionnel de la torture*, un sous-officier de carrière de l'armée française relate – presque cliniquement – son expérience de tortionnaire pendant la guerre d'Algérie. Les éditions Ramsay rééditent ce témoignage, tel quel, dans l'espoir qu'il sera cette fois entendu (Ramsay, 232 p., 16,62 € [109 F]). **Fl. B.**
- **LA CAUSE DU SUD, ÉCRITS POLITIQUES 1956-2000**, de Robert Bonnaud
Morceaux choisis d'un anticolonialiste de la première heure, l'un des tous premiers à avoir alerté l'opinion publique sur la barbarie d'une partie de l'armée française en Algérie. Les textes reproduits ici étaient, pour certains, devenus introuvables, en particulier ceux qui avaient été rassemblés par Pierre Vidal-Naquet et Jérôme Lindon et publiés en 1962 sous le titre *Itinéraire*. Le plus remarquable de ces écrits, « La paix des Némenthas », est le premier récit signé d'un témoin vivant, passé presque inaperçu au moment de sa parution (L'Harmattan, 206 p., 16,77 € [110 F]). **Fl. B.**
- **JACQUES DE BOLLARDIÈRE**, dossier réalisé par Guy Boubaud, Benoît Gauchard et Jean-Marie Muller
L'itinéraire d'un homme, de l'armée à la non-violence. Général à 49 ans, Jacques de Bollardière demande à être relevé de son commandement en Algérie, en mars 1957, pour ne pas cautionner les exactions commises par l'armée française, ce qui lui vaut deux mois de forteresse. (éd. Non-Violence Actualité, BP 241, 45202 Montargis, 154 pages, 15,24 € [100 F]). **Fl. B.**
- **MA GUERRE D'ALGÉRIE**, de Bernard Gerland
Après des années de silence et d'angoisse, un homme a le courage d'affronter son passé. Comment lui qui s'était nourri, avant son service militaire, des écrits de *Témoignage chrétien*, de Germaine Tillion et d'Henri Alleg, a-t-il pu « en arriver au pire, à l'irré-médiable : tuer froidement » ? (éd. Golia, 72 p., 10 € [65 F]). **Fl. B.**

« Le Monde » dans le rôle de pédagogue

C'est vers 1955-1956 que le quotidien s'engage et dénonce les exactions de l'armée française

Quand est donné le coup d'envoi de l'insurrection algérienne, le 1^{er} novembre 1954, *Le Monde* est pris de court, comme l'immense majorité de la population et des médias français. L'Algérie ? Tout le monde s'en moque, à l'époque en métropole, et bien peu ont senti venir les événements, en dépit de sérieux avertissements comme les émeutes de Sétif, le 8 mai 1945, et l'effroyable répression qui va suivre. Dans le contexte de l'après-guerre, la presse s'intéresse à bien d'autres sujets que l'Algérie – l'Indochine, l'affrontement Est-Ouest, notamment – et ignore la réalité qui prévaut là-bas : l'extrême misère de la population musulmane, l'injustice, le mépris, les exactions... Les cris d'alarme de quelques francs-tireurs, *Esprit*, *France-Observateur*, *Témoignage chrétien* et, par à-coups, *L'Humanité*, se perdent dans le désert, tout comme les alertes répétées de deux publications d'extrême gauche rapidement interdites, *Le Libertaire* (anarchiste), et *La Vérité* (trotskiste), dont Cornélius Castoriadis va relayer le combat avec sa revue *Socialisme ou barbarie*.

Que pèsent quelques centaines de militants face à une presse généraliste, dans l'ensemble « Algérie française » ? Celle-ci dispose de tirages impressionnants : *France-Soir* (1 123 000 exemplaires quotidiens), *Le Parisien libéré* (731 000), *Le Figaro* (468 000), *L'Aurore* (434 000) ou encore l'hebdomadaire *Paris-Match* (1 124 000).

Le Monde, lui, n'a pas dix ans d'âge quand commencent les « troubles » d'Algérie et ne tire qu'à 165 000 exemplaires. Pourtant, c'est déjà une institution. Journal d'informations générales, sans engagement politique, indépendant des partis et des groupes financiers, il est critique mais légitimiste. S'il voit les défauts du système colonial, il n'est pas anticolonialiste, du moins pas encore. Il a certes dénoncé, en 1948 et 1951, le truquage des élections en Algérie, mais il persiste à croire, comme beaucoup d'autres en 1954, à une France méditerranéenne. Il prend environ un an pour saisir la nature du conflit algérien, aidé en cela par les reportages de ses envoyés spéciaux, en particulier Georges Penchenier, Philippe Minay, puis Eugène Mannoni. Il com-



Hubert Beuve-Méry en 1961

prend alors que l'idée d'intégration n'est plus qu'un leurre et, pourtant, il ne prononce pas encore le mot d'indépendance. Il va venir progressivement, influencé par une famille de pensée proche de beaucoup de ses rédacteurs, en premier lieu de son fondateur et directeur, Hubert Beuve-Méry : les « chrétiens de gauche » et les libéraux. Se retrouvent dans cette mouvance les militants de *Témoignage chrétien* (73 000 exemplaires), deux revues très engagées mais à tirage restreint, *Esprit* et *Les Temps modernes*, ainsi que deux hebdomadaires, *L'Express* (93 000) et *France-Observateur* (40 000).

Les années 1955 à 1957 sont peut-être les plus intéressantes à « disséquer » à travers les colonnes du *Monde*, car on assiste aux tâtonnements d'une équipe qui n'est pas monolithique. En dépit d'une écriture plutôt conformiste, la quarantaine de rédac-

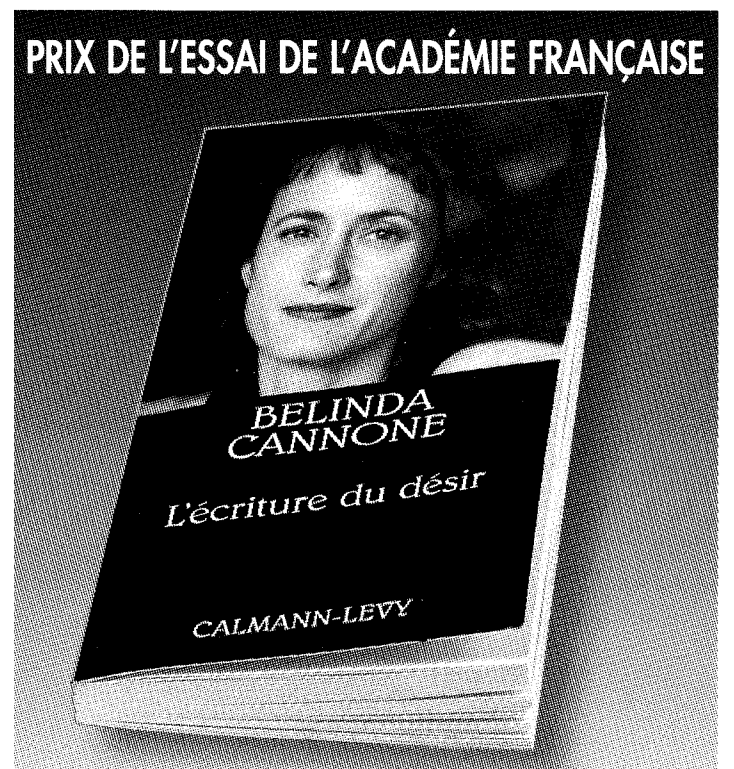
teurs dispose d'une grande liberté d'expression au sein du journal, à condition de se soumettre à un impératif préalable : les faits. A étudier les articles et leur mise en page, on devine les difficultés et les stratégies adoptées au coup par coup pour contourner les pressions, les menaces, les entraves aux déplacements des journalistes en Algérie, l'information officielle – la presse est encore largement sous tutelle du pouvoir politique –, tout cela sur fond de patriotisme, de sang, de larmes et de passions... *Le Monde* opte pour le registre de l'information, non pour celui de l'indignation, estimant que sa crédibilité est à ce prix.

Parfois, les frontières se brouillent et de « l'autre bord » s'élevèrent des voix dissidentes telles celles de Raymond Aron, du *Figaro*, et de l'écrivain catholique François Mauriac. Rue des Italiens, les éditoriaux d'Hubert Beuve-Méry (signés Sirius) et les tribunes de collaborateurs extérieurs contrebalancent à intervalles réguliers la neutralité de rigueur. Ainsi l'historien Henri Marrou dénonce, le 5 avril 1956, dans un article resté célèbre, « France, ma patrie », les moyens employés en Algérie à la faveur des pouvoirs spéciaux.

Ce sont ces pratiques dégradantes, diamétralement opposées aux valeurs qu'il défend, qui vont obliger *Le Monde* à s'engager davantage, comme le raconte l'historien Patrick Eveno (auteur d'une thèse sur *Le Monde* ainsi que du livre, en collaboration avec Jean Planchais, *La Guerre d'Algérie, dossier et témoignages*, La Découverte - Le Monde). L'année 1956 est celle d'un bras de fer épique entre Hubert Beuve-Méry et le président du Conseil, Guy Mollet. Un jour d'octobre 1956, lors de l'inauguration d'une « semaine de solidarité avec l'enfance algérienne », le premier lance au second : « Plutôt que d'habiller les enfants, vous feriez mieux de cesser de torturer leurs pères ! » L'année 1957, celle de la bataille d'Alger, va encore aggraver la tension. « Sommes-nous les vaincus de Hitler ? », tonne Sirius le 13 mars 1957, dans un éditorial retentissant consacré au livre de Pierre Henri Simon, *Contre la torture*. Le 14 décembre de la même année, *Le Monde* publie le rapport de la Commission de sauvegarde des droits et des libertés individuelles, que le gouvernement refusait de rendre public.

Dès lors, le journal ne cessera de dénoncer les crimes de l'armée française, mais aussi du FLN, tout en démontrant peu à peu que la seule solution réaliste, c'est l'indépendance. Jusqu'en 1962, il jouera un rôle d'informateur et d'éclaircisseur auprès de ses lecteurs (des jeunes, des universitaires, des cadres), les accompagnant dans leur évolution, avec un léger temps d'avance sur eux. « Dans ce rôle de pédagogue, *Le Monde* a pu paraître relativement discret, estime avec le recul Jean Planchais, chargé à l'époque de la rubrique « défense » au sein du journal. Mais, quand il s'est agi de défendre certaines valeurs, d'être en quelque sorte une conscience morale, il a été très clair, et c'est en ce sens, je crois, qu'il a rempli la mission que s'était fixée Beuve-Méry. »

Florence Beaugé



Un pédagogue égaré en politique

Dans une série d'entretiens, Philippe Meirieu revient sur son expérience auprès de Claude Allègre et en tire quelques leçons

LA MACHINE-ÉCOLE

de Philippe Meirieu et Stéphanie Le Bars. Gallimard, « Le Monde-Folio actual », 260 p., 6,10 € (40 F)

Philippe Meirieu est décidément un phénix de légende qui renaît aussitôt de ses cendres. Il vient à peine de se brûler les ailes dans un voyage au pays des politiques qu'il se prête au feu des questions de Stéphanie Le Bars, une journaliste du Monde particulièrement avertie des questions scolaires. En bon pédagogue qui fait la leçon à partir de ses pratiques réfléchies, Philippe Meirieu tente de comprendre ce qui lui est arrivé – et de nous faire comprendre ce qui est arrivé – durant le ministère de Claude Allègre. Il s'était quelque peu perdu. Certains ont dit qu'il s'y était perdu. Il s'en explique. Il explique pour s'y retrouver, pour que nous nous y retrouvions. Et cela fait un livre original, étonnant et attachant.

Cela commence par l'« itinéraire d'un pédagogue égaré en politique », depuis l'« enfant de Mai 68 » (version « catholique de gauche ») jusqu'au seuil de la consultation sur les lycées de 1998. Les dernières années sont décrites comme une aventure initiatrice (double de ses inédites mésaventures) : « Je n'avais jamais reçu de véritable formation

politique et j'ai découvert ce monde avec beaucoup de naïveté. » On y saisis déjà, de façon sensible, une question redoutable à résoudre, qui est sans doute l'objet central de ce livre : l'école relève à l'évidence du politique et du pédagogique ; mais comment faire pour qu'il soit possible qu'il y ait prise en compte effective de cela par les politiques, les pédagogues, et plus généralement les différents acteurs de l'école ? Comment prendre en compte, au maximum, « l'éducabilité » de chaque être humain ?

La réflexion de Philippe Meirieu se poursuit – et c'est l'un des apports précieux de ce livre – par la relation détaillée et le commentaire de la « consultation » de 1998 sur les lycées, de ses différents épisodes, des relations finalement complexes, voire difficiles, avec Claude Allègre et « les politiques ». Et l'on y apprend que l'« itinéraire d'un pédagogue égaré en politique » peut aller jusqu'à se prendre, avec les autres membres de son équipe, « pour une sorte de cabinet bis ». Mais le vrai cabinet les rappelle brutalement au principe de réalité des vrais rapports de force politiques...

Après un retour problématisé sur ses positions (les « intellectuels » et l'École ; réformes et contre-réforme), Philippe Meirieu aborde – sans langue de bois mais aussi sans anathème – le problème qui lui semble le plus à l'ordre du

jour compte tenu de son expérience récente et de la conjoncture actuelle : « les acteurs de l'école à la recherche de leur rôle » (les syndicats enseignants, les fédérations de parents d'élèves, les mouvements d'éducation populaire, les universitaires, les administrateurs, les partis politiques).

Par-delà le rôle que chacun des acteurs de l'école peut jouer, Philippe Meirieu appelle à un véritable traitement politique institutionnalisé des questions scolaires. Mais il reste que sa conclusion est celle d'un irréductible du pédagogique, qui n'est pas soluble dans le politique. Il a commencé par le pédagogique, et il finit par le pédagogique. Philippe Meirieu s'est retrouvé et on le retrouve, certes enrichi par son aventure et ses mésaventures politiques, mais tel qu'en lui-même. On l'aura compris, ce livre n'est pas un essai de sciences politiques ou de sciences de l'éducation – Philippe Meirieu s'en explique d'ailleurs, chemin faisant ; c'est une profession de foi argumentée, un témoignage, une expérience réfléchie : un livre politique et pédagogique.

Claude Lelièvre

Stéphanie Le Bars est journaliste au Monde.

★ Signalons la parution en poche de *L'École et les parents, la grande explication*, de Philippe Meirieu (Pocket, n°11435).

L'éternelle querelle des savoirs

Plusieurs ouvrages, dont celui de Monique Vuillat, ancienne responsable du SNES, témoignent des clivages qui divisent la communauté enseignante

SAUVER LES LETTRES.

Des professeurs accusent. Postface de Danièle Sallenave, Textuel, 144 p., 14,48 € (95 F)

LETTRE OUVERTE

À CEUX QUI CROIENT ENCORE EN L'ÉCOLE de Jean Romain. L'Age d'homme, 80 p., 12,20 € (80 F).

L'ÉCOLE ET LES SAVOIRS

de Jean Lombard, L'Harmattan, 158 p., 13,75 € (90 F).

J'AI CONNU SEPT MINISTRES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

de Monique Vuillat. Plon, 202 p., 13,60 € (89,20 F).

C'est comme si, sans Claude Allègre, ils étaient un peu perdus : pivot d'un vaste débat, l'ancien ministre de l'éducation nationale n'avait pas été pour rien dans la profusion éditoriale des deux dernières rentrées scolaires. En 1999, les auteurs avaient ainsi pu décrire une certaine « crise » du mammoth et révéler le besoin d'une réflexion sur l'avenir de l'école. Poursuivant sur cette lancée, la rentrée 2000 fut l'occasion de dresser la liste des questions laissées en suspens par l'ancien ministre. En 2001, la quantité demeure – une bonne vingtaine de nouveaux ouvra-

ges sont publiés. Mais la cuvée manque d'un fil conducteur.

Seule constante remarquable, la vigueur des « antipédagogistes ». Réunis sous la bannière du collectif *Sauver les lettres*, quatorze professeurs « accusent », dans un ouvrage qui renvoie aux sites Internet des ex-anti-Allègre. Leurs propos sont fondus dans un entretien avec Philippe Petit, docteur en philosophie, laissant s'exprimer jusque dans ses excès la pensée de ceux qui ont fait du « pédagogisme » Philippe Meirieu la cause de (tous) leurs malheurs. « Il n'y a pas la réforme d'un côté et la contre-réforme de l'autre », se défendent-ils en préambule. « Ce à quoi on assiste, depuis le départ de Claude Allègre, c'est à un besoin de rassemblement. »

La démonstration, désormais bien rodée, a le mérite d'être ici exprimée avec clarté. Trois dates ont, selon ces enseignants, marqué la « prise de pouvoir des ultraréformistes et des ultrapédagogistes » et précipité le déclin de l'école : mai 68, l'arrivée du collège unique en 1975 et la loi d'orientation plaçant « l'élève au centre » du système en 1989. Le mot sélection est devenu imprononçable, regrettent les auteurs ; les savoirs, instrumentalisés, ne seraient plus destinés qu'à préparer des hordes dociles au marché du travail ; et l'école de masse serait transformée en « garderie géante ». Education à la citoyenneté, interdisciplinarité, culture commune seraient les expressions cache-misère d'un enseignement toujours plus allégé.

Traduction politique : les troupes des « pédagogistes » rassembleraient donc désormais les libertaires de gauche et les libéraux de droite, engagés dans une vaste entreprise totalitaire. La polémique haineuse qui a opposé il y a quelques mois Philippe Meirieu et Alain Finkielkraut n'est pas morte : « On trouve dans les textes de Vichy des discours qui ressemblent fort à ceux que nous serions les pédagogistes : critique de l'encyclopédisme et du cours magistral, valorisation du spontanéisme », affirme ce manifeste. Depuis les années 1960, « l'idée est apparue

qu'au fond la culture nuisait à la démocratie », tient aussi à nous rappeler Jean Romain, professeur de philosophie, dans sa *Lettre ouverte à ceux qui croient encore à l'école*, en utilisant, parfois au mot près, la même argumentation que ses collègues. La « société marchande n'éprouve plus le besoin d'éduquer finement tous les élèves puisqu'il suffit d'un faible pourcentage de personnes, extrêmement bien préparées, pour faire tourner la machine ». On fait jouer à l'école, affirme pour sa part Jean Lombard dans *L'École et les savoirs*, « un rôle de véritable thérapie socio-politique » dans une société malade.

Dans un registre totalement différent, Monique Vuillat, responsable pendant dix-sept ans du principal syndicat d'enseignants des collèges et des lycées, le SNES, partage en partie le diagnostic de ces « collègues ». Les élèves ont perdu l'équivalent d'une année de formation en trente ans, souligne-t-elle dans un livre-témoignage qui oscille entre le « je » et le « nous » syndicalo-professionnel. « Le système éducatif est privé depuis quinze ans d'une réflexion fondamentale sur les savoirs », affirme cette figure du milieu enseignant. Les profs « ne sont pas conservateurs » et « nul ne peut imaginer à quel point cette profession connaît le doute », défend-elle. Sommairement décrite, la valse des ministres – sept en dix-sept ans –, accompagnée de son lot de réformes, a contribué elle aussi au sentiment que l'école, machinerie complexe, avance sans boussole.

Il faut débattre, plaident les uns et les autres. Sans surprise, les propositions de Monique Vuillat, dont le livre va servir d'étendard au programme du SNES dans les mois à venir, réclament des « moyens » pour mieux faire réussir les élèves. Les antipédagoges ne nous étonnent pas plus en plaçant pour un retour en force de la grammaire et des œuvres littéraires. Sans craindre l'effet de miroir, l'un de leurs plus virulents représentants espère, pour avancer, voir revenir « la proximité des plus savants et de l'école ».

Nathalie Guibert

Des inégalités scolaires

Alors que Nestor Romero, professeur dans une ZEP, dénonce la ségrégation du système éducatif, la sociologue Agnès Van Zanten en analyse les causes

L'ÉCOLE DES RICHES,

L'ÉCOLE DES PAUVRES

de Nestor Romero. Syros, 178 p., 15 € (98,40 F).

L'ÉCOLE DE LA PÉRIPHÉRIE

de Agnès Van Zanten. PUF, 424 p., 22,56 € (148 F).

La mixité sociale à l'école reste un vœu pieux. Et l'unité du système éducatif, un mythe. Avec l'instauration du collège unique, en 1975, la scolarité est certes devenue la même pour tous, de trois à seize ans. Mais les chances de réussite sont demeurées inégales. Faut-il encore le démontrer, d'ailleurs ? Les parcours scolaires continuent d'être directement corrélés avec

l'origine sociale des élèves et de leur famille. A l'école primaire, comme à l'entrée en sixième, les évaluations des élèves montrent que les enfants issus de milieux favorisés obtiennent de meilleurs résultats que leurs camarades. Le taux de redoublement au collège, indicateur de l'échec scolaire, se concentre d'abord dans les catégories sociales les plus défavorisées. L'orientation dans les différentes filières du lycée, la réussite au baccalauréat, les parcours dans le supérieur révèlent les mêmes tendances.

Pis, il y a aujourd'hui en France plusieurs écoles. Comprendre : une ségrégation scolaire à peine voilée. D'un côté, l'école des riches, de l'autre, celle des pauvres : c'est le point de vue de

Nestor Romero, professeur dans une « ZEP parisienne », auteur d'un témoignage en forme de cri du cœur. Une dérive intervenue malgré la création des ZEP et l'instauration d'une discrimination positive. « La scolarisation des enfants en ZEP n'a produit jusqu'ici aucun effet quant à la réduction des inégalités, objectif qui était pourtant la justification même de la création de ces zones », constate Nestor Romero. Des moyens nouveaux ont certes été attribués. Mais la pédagogie n'a pas évolué. « On a travaillé et on continue de travailler dans les collèges ZEP comme partout ailleurs, c'est-à-dire, fondamentalement, sur le modèle du professeur seul dans sa classe. » La discrimination positive s'est transformée en


volonté de pacification des « classes dangereuses », classes sociales aussi bien que scolaires. De fait, donc, l'école des riches prépare les élèves à la compétition scolaire ; celle des pauvres se contente de les orienter, dénonce l'enseignant.

D'un côté, l'école de la périphérie, de l'autre l'école du centre : c'est la thèse d'Agnès Van Zanten, membre de l'Observatoire sociologique du changement, qui s'appuie sur sept années d'enquête ethnographique en banlieue parisienne. Le constat d'échec est similaire, même si l'ouvrage ne se place pas sur le registre de la dénonciation mais sur celui de l'analyse sociologique. Il existe une ségrégation scolaire à peine voilée, explique-t-elle. Cette situation met à mal le système éducatif dans son ensemble. Pour le comprendre, il faut décrypter toutes les « interactions » à l'œuvre.

Agnès Van Zanten s'y emploie, dans un ouvrage complexe mais fondateur. Fondateur, dans la mesure où elle propose un modèle d'explication qui prend en compte, tout à la fois la transformation politique et sociale des quartiers et des villes, le fonctionnement des établissements, l'organisation des classes et le travail individuel des enseignants comme celui des élèves. « Cet ouvrage est né d'une insatisfaction profonde concernant les discours en vigueur sur la scolarisation en banlieue », écrit-elle en préambule. La plupart des analyses « tendent à se focaliser de manière exclusive sur un seul phénomène », souligne-t-elle.

Certains quartiers ont été marginalisés. Le modèle d'intégration dominant dans ces anciennes « banlieues rouges » a éclaté, sans qu'aucune alternative ne surgisse. L'école n'a pu éviter d'être touchée par cette « disqualification ». Les établissements scolaires ont dû s'adapter. Pour faire face aux difficultés sociales des élèves. Pour lutter contre les phénomènes de violence. Pour essayer de retenir les meilleurs élèves, susceptibles de fuir les collèges mal réputés, ils sont entrés dans une logique de concurrence, encore aggravée par les stratégies des parents. Le travail enseignant s'en est trouvé modifié. L'identité professionnelle des professeurs aussi. Au quotidien, seuls dans leurs classes, ceux-ci doivent assumer l'écart entre les recommandations officielles et les situations vécues.

Luc Bronner



Régine Detambel

LA CHAMBRE D'ÉCHO

Régine Detambel insère un surprenant récit dans ce qui était déjà un grand roman d'amour. La perfection de son travail d'écrivain explose dans ce dialogue tendu au-dessus de la mort. Un roman superbe de violente lucidité.

Hugo Marsan, *Le Monde*

www.seuil.com

Seuil

Livraisons

● **SILENCE, ON ENSEIGNE**, de Christine Marcandier-Colard et Kamel Aït Bouali

Les auteurs, respectivement professeur de lettres et conseiller principal d'éducation, dévoilent les réalités quotidiennes d'un collège de banlieue parisienne défavorisée. Vivant et très concret, l'ouvrage passe en revue des questions pratiques (Comment sont constituées les classes ? Comment se déroule un conseil de classe ? Comment note-t-on les élèves ? Comment se décide l'orientation ?) mais aborde aussi des problèmes de fond, notamment concernant l'idéal du « collège unique » et la violence. Le constat est sévère, les descriptions sont sans concession pour une partie du corps professoral et pour la hiérarchie de l'éducation nationale. Mais ce n'est pas un livre grincheux ni rancunier. L'épuisement est là, certes, mais on sent poindre une énergie qui ne demande qu'à se renouveler. Une plongée dans un univers complexe, qui illustre une école en mutation qui n'arrive pas à faire sa mue (La Découverte, 210 p., 15 € [98,40 F]).

● **INNOVATION ÉCOLE**, de Pascal Bouchard

Cet ouvrage, agrégat d'entretiens avec des personnalités spécialistes des questions d'éducation, vient faire écho au précédent. Il offre une palette de points de vue autour de l'« innovation pédagogique », devenue une « question de survie » dans certaines zones difficiles. Il décrit maintes expériences de terrain, donne la parole aux « innovateurs ». Un travail riche, destiné davantage aux acteurs du système scolaire qu'au grand public (Autrement, 390 p., 22,71 € [149 F], en librairie le 26 septembre).

● **L'ENFANT ET SES RYTHMES : POURQUOI IL FAUT CHANGER L'ÉCOLE**, des professeurs François Testu et Roger Fontaine. Professeurs de psychologie, les auteurs veulent fournir aux adultes des connaissances scientifiques sur les rythmes des enfants, que l'école, selon eux, ignore totalement (Calmann-Lévy, 196 p., 14,45 € [94,80 F]).

● **LE DRESSAGE DES ÉLITES**, de Marie-Laure de Léotard. Un ouvrage dénonçant le système éducatif français qui duplique les inégalités et gaspille les talents, gère les orientations « par l'échec » et forme au bout du compte, souvent au prix de grandes souffrances, une poignée d'élites prédestinées (Plon, 244 p., 14,10 € [92,49 F], en librairie le 20 septembre).

● **L'ÉCOLE AU PIQUET**, de Laurent Ott

Un instituteur de banlieue réfléchit sur son métier, en relatant petits et grands événements du quotidien de l'école (Albin Michel, 206 p., 13,57 € [89 F]).

● **LES ENSEIGNANTS ENTRE PLAISIR ET SOUFFRANCE**, de Claudine Blanchard-Laville. Un ouvrage touffu qui se situe dans le courant Pédagogie et psychanalyse (PUF, 286 p., 19,67 € [129 F]).

● **ÉCHANGEONS NOS SAVOIRS**, de Claire Héber-Suffrin. Nouvelle livraison de la fondatrice du Mouvement des réseaux d'échanges réciproques des savoirs, chercheuse à l'université de Tours (éd. Syros, 192 p., 15 € [98,40 F], en librairie le 27 septembre).

● **MATHÉMATIQUES, MA CHÈRE TERREUR**, d'Anne Siety. Comment éclairer élèves, parents et enseignants sur le blocage des maths, par une spécialiste de la psychopédagogie des mathématiques (Calmann-Lévy, 234 p., 16,77 € [110 F]).

● **L'ÉCOLE**, de Vincent Troger. Radioscopie des principales idées reçues sur l'école (éd. Le Cavalier bleu, 128 p., 7,47 € [49 F]).

● **LA LONGUE MARCHÉ DES UNIVERSITÉS**, de Christine Musselin. De l'université impériale à nos jours, l'émergence d'un nouveau modèle universitaire (PUF, 218 p., 19,51 € [128 F]).

Faciliter l'accès à la philosophie

Sur un banc voisin, un couple âgé mange en silence des sandwiches œuf-cresson ». Au premier regard, vous ne diriez pas que cette phrase provient d'un livre de philosophie. Elle figure pourtant dans *Les Consolations de la philosophie* d'Alain de Botton. Après avoir autrefois montré *Ce que Proust peut changer dans votre vie*, le romancier, journaliste et essayiste explique ici, en vous guidant à l'aide de mille petits dessins et de phrases bien troussées, ce que peuvent pour vous quelques penseurs maîtres de vie. De Socrate, retenez que l'on peut avoir raison contre tous. Les idées les plus répandues ne sont pas vraies pour autant : la plupart résultent de « siècles de confusion intellectuelle ». Apprenez d'Epicure que les ingrédients du bonheur ne sont pas coûteux et que vous ne serez pas plus heureux riche que modeste. Ecoutez Sénèque rappeler combien notre destin n'est pas nécessairement identique à ce que nous sommes : Fortune, déesse des hasards, est puissante autant qu'injuste. Fréquentez Montaigne pour entrevoir la part de folie en nous, Schopenhauer pour ne pas trop vous illusionner sur l'amour, Nietzsche pour comprendre que bonheur et malheur sont indissociables, grands ou petits ensemble.

Comme on voit, Alain de Botton n'invente pas. Il transmet, avec un grand agrément, des thèmes bien connus chez les philosophes. Mais pas chez tous. A ceux qui trouveront son livre trop simple, on devrait rappeler que les voies de la sagesse ne sont pas compliquées à tracer ni à comprendre (les suivre est une autre affaire). On lui saura gré de redonner vie à une attitude pratique résumée par Epicure : « *La philosophie est inutile si elle ne chasse pas la souffrance de l'âme.* » Il le fait avec élégance et allégresse, jubilante sympathie, distance amusée, sens du concret, à tel point qu'on peut lui prédire en France un succès comparable à celui déjà rencontré dans les pays anglo-saxons. « *Je n'ayme, pour moy, que des livres ou plaisans et faciles, qui me chatouillent* », disait Montaigne. Il aurait aimé celui-là.

Produit-elle des existences soulagées ou des maux de tête ?
Doit-elle nécessairement être avenante et drôle ?
Une pile de livres suscite ces questions, avec en tête un vif essai d'Alain de Botton

Ce texte n'est pas le seul en son genre. Il voisine cet automne avec bon nombre de titres ayant en commun de vouloir rendre la philosophie facile, en mettant le plus souvent l'accès sur un retour vers la sagesse. A quoi correspond cette tendance qui croît au fil des années ? Elle trouve probablement un point de départ dans une révolution savante. Au cours du dernier quart de siècle en effet, les travaux de Pierre Hadot ont bouleversé l'approche des auteurs grecs et latins. Il a montré combien nous avons tort de lire les Anciens comme des théoriciens constructeurs de systèmes. C'est au contraire autour de la modification de soi que toute leur démarche s'organise. S'exercer à la philosophie – pour un stoïcien, un cynique, un épicurien, un sceptique –, c'est d'abord adopter un certain mode de vie, ponctué d'exercices, destinés à transformer l'existence. « *La philosophie enseigne à faire, non à dire* », écrit Sénèque. Cette formule résume l'essentiel. Mais qui ne voit que cette philosophie en acte est aux antipodes de la discipline scolaire et universitaire ?

Ce travail sur soi intéresse bon nombre de nos contemporains. Une philosophie purement conceptuelle leur convient moins qu'une sagesse pratique, centrée sur les destinées individuelles, peu soucieuse des grands horizons historiques. Devenir moins malheureux, moins dépendant des aléas du monde, plus



serein et plus distant, voilà des objectifs modestes. Ils peuvent légitimement paraître considérables par temps de sida, de pollution, de mutations génétiques ou de mondialisation sans espoir. En cherchant à comprendre comment vivre dans un monde de moins en moins compréhensible, un public désormais assez vaste s'intéresse aux ouvrages s'efforçant de traduire des idées singulières dans la langue de tous. Il faut également tenir compte du fait que l'enseignement philosophique dispensé dans les lycées paraît

de moins en moins audible à une part croissante des élèves. Bon nombre de professeurs en sont conscients. Parmi les titres de cette rentrée, on retiendra *La philo ça prend la tête*, constat rude et drôle à la fois d'un professeur nommé dans une cité proche d'Amiens. Didier Gaubert, dont on lira quelques propos ci-dessous, avait enseigné la philosophie durant dix ans déjà avant d'arriver dans ce lycée. Jusqu'alors, il avait pu remplir vaillamment sa mission : multiplier pour les élèves les occasions de réfléchir, leur permettre d'accéder à quelques grands textes, leur faire entrevoir l'écart entre le monde immédiat et l'univers des concepts. Et voilà que ça rate. Rien en effet ne l'avait préparé à rencontrer l'indifférence radicale des jeunes de cette cité envers la « prise de tête » et les « questions de ouf » (« fou » en verlan) de la philosophie. Le choc entre le contenu du cours et les réactions des élèves est par endroits du plus haut comique.

Ce serait drôle si l'institution scolaire dans son ensemble – enseignement, programmes, exercices, examen et autres méthodes et critè-

res – ne se révélait ici totalement en échec. Désabusé, le diagnostic n'est pourtant pas désespéré : Didier Gaubert en appelle à l'invention d'un nouveau mode d'incitation à la réflexion. Partant des élèves tels qu'ils sont, et s'efforçant de les inciter à penser à partir de leurs préoccupations. Pour combler l'écart entre la culture scolaire et l'inculture ambiante, ce ne sont pas les tentatives qui manquent. Michel Onfray a publié avant l'été un *Antimanuel de philosophie* qui n'hésite pas à partir d'interrogations concernant l'alcool, la drogue, le sexe. Adaptant certains enseignements de Michel Foucault, il invite les élèves de l'enseignement technique (deux heures de philosophie par semaine) à chercher pourquoi leur établissement scolaire ressemble tant à une caserne, qui ressemble à un hôpital, qui ressemble à une prison.

Le fait que ce livre soit devenu, en quelques semaines, l'un des titres les plus vendus parmi les essais montre qu'il existe des ponts entre les difficultés rencontrées par l'enseignement et l'envie de philosophie du public. On ne s'étonnera pas de voir paraître des ouvrages qui jouent sur

les deux tableaux. Utilisables scolairement sans être à proprement parler des manuels, ils s'adressent aussi à ceux que la philosophie intéresse sans toutefois être étudiants. Dans ce registre, signalons *La Philosophie sans aspirine* (remède en BD aux « prises de tête »), chez Flammarion, et *Cent mots pour commencer à philosopher* de François Dagoguet, qui répond également ici même à nos questions. On ne s'étonnera pas de retrouver dans cette liste des termes comme « Bien », « Dualisme », « Esthétique » ou « Idéalisme ». Il est moins habituel de rencontrer « argent », « déchet », « eau » ou « peau » dans un glossaire pour débutants ! Avec *Le Roman du monde*, Henri Pena-Ruiz signe un ouvrage original et ambitieux. Il retrace l'histoire de la pensée, et les fondements des grands problèmes de la philosophie à travers les mythes, les métaphores, les images et les exemples. Du rocher de Sisyphe au morceau de cire de Descartes, en passant par des dizaines d'autres légendes pour philosophes, il s'efforce de rendre la pensée sensible.

Il est trop tôt, bien sûr, pour savoir exactement ce qui se joue dans ce phénomène d'ensemble, qu'on ne peut plus réduire à un effet de mode ou à une astuce éditoriale. D'autres régions de l'activité philosophique existent, évidemment, où l'on ne se soucie guère de changer la vie, ni d'être accessible aux profanes. Cette tendance vers une philosophie pratique et facile s'accroît néanmoins. Il faudrait certes distinguer entre les ouvrages qui transmettent des données connues et ceux, plus rares, qui tentent d'inventer du nouveau. Peut-être sont-ils tous des indices d'une mutation en cours.

Roger-Pol Droit

★ **Références des ouvrages cités :** *Les Consolations de la philosophie*, d'Alain de Botton (traduit de l'anglais par Jean-Pierre Aoustin, Mergure de France, « Bibliothèque étrangère », 260 p., 21,65 € [142 F]). *Ce que Proust peut changer dans votre vie*, d'Alain de Botton, vient d'être réédité en poche (10/18, n° 3278). De Pierre Hadot, l'ouvrage le plus accessible demeure *Qu'est-ce que la philosophie antique ?* (Folio, « Essais » n° 280). « *La philo ça prend la tête* », Profen cité, de Didier Gaubert, Plon, 138 p., 10,60 € [69,53 F]). *Antimanuel de philosophie*, de Michel Onfray (Boréal, 336 p., 16,77 € [110 F]). *La Philosophie sans aspirine*, de Dave Robinson et Judy Groves (traduit de l'anglais par Marie Surgers-Vescovi, Flammarion, 172 p., 14 € [91,85 F]). *Cent mots pour commencer à philosopher*, de François Dagoguet (éd. Les Empêcheurs de penser en rond, 270 p., 14,48 € [95 F]). *Le Roman du monde*, de Henri Pena-Ruiz (Flammarion, 448 p., 20€ [131,20 F]).

En terminale et après

Trois questions à François Dagoguet, professeur émérite à la Sorbonne et à Didier Gaubert, professeur en lycée

« *Quel est à vos yeux le principal obstacle pour entrer en philosophie ?* »

– **François Dagoguet :** L'élève a vécu dans un monde où règne l'image, le factuel, ce qui est présent et saisissant, et où l'exercice de la lecture se trouve diminué. Or, en philosophie, il convient de se reporter aux ouvrages fondamentaux, et d'apprendre à construire un développement organisé. La classe de philosophie devrait donc marquer un tournant. Il importe alors de quitter les habitudes d'hier et de se désaliéner du monde moderne, peu favorable à la méditation.

Mais la culture ambiante s'oppose à cet apprentissage : dès lors, il est malaisé d'entrer dans l'univers de la réflexion, car le livre fondamental semble compliqué, abstrait, et parfois écrit dans une langue ésotérique.

– **Didier Gaubert :** Pour mes élèves, le principal obstacle à surmonter n'est pas celui auquel une certaine philosophie officielle voudrait croire : ce n'est pas celui des préjugés et des opinions médiatiques. Tous les jours, ils ont à se justifier contre ces mêmes préjugés, et ils disent des choses très pertinentes sur les médias. L'obstacle majeur – outre le fait qu'ils ne lisent pas et écrivent très mal – est le moteur même de la pensée, le principe de conséquence. Ils vivent dans le présent le plus immédiat et ne se sentent concernés par aucune antériorité.

– **Certains observateurs constatent actuellement un large engouement pour la philosophie. Qu'en pensez-vous ?**

– **François Dagoguet :** Il est de nombreuses questions dont la presse nous entretient, mais qui paraissent assez secondaires. En revanche, l'essentiel, que la culture philosophique assume, touche à l'existence même, telle que la science la modifie actuelle-

ment : le clonage, la greffe, l'adoption suscitent d'importantes discussions bioéthiques qui ne peuvent que passionner. De même, les anciennes valeurs traditionnelles (famille, travail, nation) sont mises à l'épreuve, et nos contemporains recherchent de nouvelles règles de fonctionnement. En outre, la philosophie s'est elle-même démultipliée : elle n'ignore plus les découvertes de l'ethnographie ou de la psychanalyse. Dans ces conditions, elle peut nous aider à comprendre le nouveau.

– **Didier Gaubert :** Quel engouement ? Je ne constate nul engouement pour la philosophie dans la cité où j'enseigne. « On s'en bat les c... d'la philo », me répètent souvent mes élèves. En ce qui concerne mes élèves, ce qu'il faudrait plutôt interpréter, c'est pourquoi les chefs d'œuvre de la pensée occidentale les interpellent si peu. Et ce, avant même de vouloir à tout prix les faire réfléchir sur les responsabilités qu'implique la vie de la cité – qui est pour eux la vie en cité – et le souci du bien commun – qui les fait vivre dans des HLM. Avant même de les initier à la pratique d'une argumentation visant la vérité des Lumières qu'ils savent être obsolète. Avant même de prendre parti pour ou contre une réforme qui est aussi inadaptée que l'ancien programme à la nouvelle réalité française.

– **Que diriez-vous à un élève qui entre cette année en terminale ?**

– **François Dagoguet :** Nous lui réservons une remarque pragmatique : il sera tenté de n'accorder qu'une attention limitée à cette discipline nouvelle pour lui, qui lui semblera un peu creuse, et qui souffre d'un faible coefficient aux épreuves du bac. Or il s'agit d'un mauvais calcul, dans la mesure où, par la suite, à niveau scientifique égal, c'est souvent cette épreuve qui départage les candidats. En

dehors de cette motivation étroite, la philosophie consiste essentiellement à prendre conscience d'un savoir et à en penser les principes fondateurs. Comment celui qui s'est attaché à une discipline (science, droit) pourrait-il se dispenser de cette réflexion ? Mon conseil au débutant : qu'il ne s'imagine pas que la philosophie, qui couronne le tout de la scolarité, compte pour peu !

– **Didier Gaubert :** Ce que je dis à mes élèves de terminale, c'est que je suis d'abord là pour les préparer à un examen. Ne soyons pas hypocrites, il y a d'une technique et d'un apprentissage. Tous les professeurs le savent – et les jolies intentions sur l'exercice du jugement dans la dissertation ne sont rien comparées à la pâle réalité des copies du bac... Je leur dis aussi que la philosophie pourra leur sembler être de l'archéologie, l'étude d'un monde ancien. Quelques livres qui traitent de questions qui ne les concernent pas, quelques poncifs d'un monde où l'on croyait que cet enseignement allait participer à la construction de la conscience démocratique. Cette philosophie-là est celle d'un monde aujourd'hui imaginaire. Il peut bien essayer de survivre avec deux ou trois réformes et brandir le spectre du nihilisme comme ultime justification, rien n'y fera. Ce monde ne correspond à aucune réalité dans la cité où j'enseigne.

Or il y a une autre manière de faire de la philosophie, une pratique plus jeune et terriblement réelle, qui pourra aider mes élèves à s'affirmer là où l'on voudrait qu'ils soient autres qu'eux-mêmes. Un exercice à inventer dans un monde nouveau. Un monde où l'on pourrait tenter de penser avec eux, sans intentions de vote, sans objectifs sécuritaires, sans fantasmes républicains. »

Propos recueillis par Jean Birnbaum

Nelly Arcan
Putain
récit

PUTAIN

“ Une longue litanie de la détestation. ”

Patrick Kéchichian, *Le Monde*

Seuil

www.seuil.com

Flammarion regrette

L'éditeur de Michel Houellebecq rencontre le recteur de la Mosquée de Paris

La tournure que prend l'affaire Houellebecq embarrasse Flammarion. Après une première polémique sur le tourisme sexuel et la colère du *Guide du routard* - qui veut attaquer son roman *Plateforme* pour diffamation -, les déclarations de Michel Houellebecq estimant notamment dans le magazine *Lire* que « la religion la plus con, c'est quand même l'islam » ont suscité l'indignation de la communauté musulmane. Des représentants de Flammarion ont rencontré, mardi 11 septembre, en fin de matinée - quelques heures avant les attentats aux Etats-Unis -, le recteur de la mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, « afin de lui faire part de leurs regrets concernant les dérapages et les propos inconsidérés que la sortie du roman de Michel Houellebecq a provoqués dans les médias », indique dans un communiqué la maison d'édition. « Tenant compte de l'émotion de la communauté musulmane et tenant à exprimer leur respect à l'égard de

ses autorités religieuses, les éditions Flammarion sont très soucieuses de couper court à toute dérive de caractère raciste », précise le communiqué. Flammarion ne souhaitait faire aucun autre commentaire sur le sujet.

Cette initiative de Flammarion est intervenue alors que l'affaire Houellebecq prenait une tournure judiciaire. Après avoir vainement tenté de faire interdire la diffusion de la première émission de « Campus », les avocats de plusieurs mosquées et associations musulmanes envisagent d'attaquer Michel Houellebecq et le magazine *Lire* (*Le Monde* du 8 septembre). Ces organisations musulmanes revendiquent un islam modéré et estiment que l'affaire doit être réglée par la justice et non par une « fatwa ». Elles n'envisagent pas, pour l'instant, d'attaquer le livre et préfèrent se situer sur un plan pénal en portant plainte pour « incitation à la haine et à la violence religieuses ».

A. S.

Les droits de Simenon filent à l'anglaise

Les héritiers de l'auteur de Maigret ont vendu leurs droits à une société anglaise qui gère ceux d'Agatha Christie et d'Enid Blyton

On imagine Maigret maugréant en découvrant dans le journal un titre comme « Le commissaire Maigret rejoint Hercule Poirot ». Il ne voyait pas comment s'entendre avec ce détective belge, qu'il trouvait trop sûr de lui ! L'article reproduisait le communiqué de cette société anglaise Chorion, qui annonçait l'acquisition des droits intellectuels de Simenon, après ceux d'Enid Blyton et d'Agatha Christie : « La transaction est réalisée par le biais d'une nouvelle société britannique, Georges Simenon limited, dans laquelle Chorion possèdera 85 % des parts et exercera un contrôle sur le conseil d'administration. La famille Simenon conserve les 15 % restants, et John Simenon, le fils de l'auteur, fera partie du conseil d'administration. »

Maigret faillit avaler de travers sa bière, en apprenant que « l'acquisition des 85 % de Georges Simenon Ltd s'élève à environ 56 millions de francs (8,5 millions d'euros) ». Il fut rasséréiné d'apprendre que cet-

te acquisition « devrait générer des profits immédiats ». Il n'eut pas le courage de sourire en lisant : « Nous sommes convaincus que les synergies permises notamment par une gestion commune des droits de Maigret et d'Hercule Poirot devraient permettre, à moyen et long terme, une revalorisation très substantielle de ces droits. » Le monde avait changé.

C'est d'ailleurs pour ça que les héritiers de Simenon ont décidé de vendre leur héritage. « Il faut tenir compte des changements dans le domaine des droits d'auteurs, qui ont explosé depuis dix ans. Nous ne pouvions pas faire face à toutes les demandes et avions besoin d'une gestion professionnelle de qualité. Les droits sont sous le même toit et cela résout les éventuels problèmes de succession », explique John Simenon. Les trois fils de Simenon ne voulaient pas gérer en direct une telle société, comme le font les descendants de Saint-Exupéry, ni avoir recours à un agent littéraire.

« Mon père était conscient de sa

qualité d'écrivain mais il n'a jamais été réticent à la promotion », explique John Simenon. Dans sa biographie de Simenon (Julliard, 1992, et Gallimard « Folio »), Pierre Assoligne intitule un chapitre « La couleur business » : « Qui croirait que Shadow Rock Farm est également le siège de l'entreprise Simenon Inc, une des plus florissantes qui soient ? Contrats d'édition, traductions étrangères à revoir, épreuves à corriger, correspondance à assurer, contacts avec les producteurs de télévision et de cinéma, demandes de conférences, propositions d'articles... Toujours plus ! » Ses enfants continueront à toucher des dividendes versés par Chorion, pendant la durée de protection des droits (cinquante-huit ans). Les droits d'Agatha Christie avaient été vendus 130 millions de francs.

« Chorion allie un respect des œuvres à un grand dynamisme du management », explique John Simenon, qui précise que les droits moraux restent dans la famille. Le directeur général de Chorion,

Nicholas James, indique qu'il est attentif à « ne rien faire qui puisse dévaluer la marque ». Chorion a par exemple refusé 1 million de livres d'une société qui proposait d'appeler Poirot, une marque d'alcool. Jusque-là, Chorion avait pourtant deux branches : l'une s'occupait de propriétés intellectuelles, l'autre des bars et des night-clubs, mais celle-ci va être vendue.

Pour Dominique Vincent, directrice éditoriale d'Omnibus, « c'est un nouvel épisode de la saga Simenon ». Cela ne remet pas en cause les contrats passés avec elle ou avec Gallimard, qui prépare une Pléiade pour le centenaire de l'auteur, en 2003. Le principal enjeu reste l'adaptation audiovisuelle de Simenon, que l'écrivain gérait en direct, et la reconquête du marché anglo-saxon pour les 200 romans de Simenon.

Maigret ralluma sa pipe en se disant qu'il ne comprenait pas bien l'évolution de l'édition contemporaine.

Alain Salles

L'EDITION FRANÇAISE

Les héritiers de Hugo déboutés.

Le tribunal de grande instance de Paris a jugé mercredi 12 septembre que la demande d'interdiction de la suite des « Misérables », écrite par François Cérésa, sous le titre *Cosette ou le temps des illusions* (Plon), était irrecevable. A l'audience du 27 juin, Pierre Hugo avait demandé l'interdiction d'exploitation du livre et 4,5 millions de francs (690 000 €) de dommages-intérêts, au nom du droit moral. Les magistrats ont estimé que Pierre Hugo ne donnait pas de preuves suffisantes montrant qu'il était bien l'héritier du droit moral de l'écrivain et que sa demande ne respectait pas la volonté de son aïeul. Pierre Hugo va interjeter l'appel.

La sélection de septembre du Goncourt.

L'Académie Goncourt a publié, mardi 11 septembre, sa sélection de rentrée pour le prix qui sera décerné le 5 novembre : *L'Interprétation des singes*, Michel Braudeau (Stock) ; *L'Empire de la morale*, de Christophe Donner (Grasset) ; *C'était tous les jours tempête*, de Jérôme Garcin (Gallimard) ; *Le Fil de soie*, de Michèle Gazier (Seuil) ; *Un Été autour du cou*, de Guy Goffette (Gallimard) ; *Dolce agonia*, de Nancy Huston (Actes sud) ; *Plateforme*, de Michel Houellebecq (Flammarion) ; *Etrangers dans la nuit*, de Marc Lambron (Grasset) ; *La Voix d'alto*, de Richard Millet (Gallimard) ; *Un bien fou*, d'Eric Neuhoff (Albin Michel) ; *Rouge Brésil*, de Jean-Christophe Rufin (Gallimard) ; *La Part de l'autre*, d'Eric-Emmanuel Schmitt (Albin Michel) ; *La Joueuse de go*, de Shan Sa (Grasset) ; *Interdit*, de Karine Tuil (Plon) ; *Madame Angeloso*, de François Vallejo (éd. Viviane Hamy). La prochaine liste sera communiquée le 2 octobre. Les romans de Michel Braudeau, Michèle Gazier, Guy Goffette, Marc Lambron, Jean-Christophe Rufin, Shan Sa et François Vallejo ont été sélectionnés par le Goncourt des lycéens.

La renaissance de Buchet-Chastel

Pour un peu, on s'attendrait à voir passer le fantôme d'Edmond Buchet. Rien ne semble avoir changé depuis le 13 mai 1968, quand l'éditeur quittait son bureau de la rue de Condé pour laisser les rênes de la maison à son fils. Sur les étages du bureau de Pascale Gautier, la nouvelle directrice littéraire, on voit défiler les heures de gloire de la maison : le Goncourt de Charles Plisnier, Roger Vailland, *Le Quatuor d'Alexandrie* de Lawrence Durrell, Henry Miller, etc. Tout ce monde se retrouve dans *Les Auteurs de ma vie*, pages du journal intime de l'éditeur, mort en 1997, réédité, comme un hommage par les nouveaux reprenneurs, Vera et Jan Michalski. La rue de Condé, les fantômes sont à tous les étages. Trois sous-sols sont remplis d'archives.

En reprenant Buchet-Chastel, en avril 2000, Vera et Jan Michalski ne veulent pas du passé faire table rase. Ils font œuvre d'archéologue. En reprenant ce journal, mais aussi en publiant une nouvelle traduction du *Quo Vadis* de Henryk Sienkiewicz, et plus tard la correspondance Miller-Durrell, avec des inédits. Leur souci est de moderniser la maison, longtemps incarnée par Edmond Buchet et Robert Chastel. La maquette et la typographie ont été confiées au graphiste et illustrateur Frédéric Pajak, auteur de *Chagrin d'amour* (PUF), qui a repris et redessiné la cariatide des éditions Corréa, ancêtre de la maison. La diffusion est assurée par le Seuil.

Vera et Jan Michalski ont créé en 1986 les éditions Noir sur blanc, présentes en France et en Pologne. Ils ont l'ambition de se développer dans l'Hexagone. En 1998, ils prennent une participation dans Phébus, avant de rencontrer Pierre Zech, qui avait racheté Buchet-Chastel à Guy Buchet en 1995 et qui publiait également des livres religieux et de loisirs. La maison sommeillait quelque peu. Elle avait perdu depuis longtemps son lustre des années 1950. Henry Marcellin, ancien responsable de Denoël, a été nommé directeur général.

Buchet-Chastel ressuscite cet automne avec trois premiers romans qui essaient de faire leur place dans la rentrée. « On ne relance pas une maison en six mois, explique Pascale Gautier, nous devons nous repositionner dans le paysage. Notre mission est de rechercher de nouveaux talents. » Celui de Marie-Hélène Laffon, *Le Soir du chien*, a été retenu dans la sélection de la Fnac. Cookie Allez et Fabrice Pataud ont également été remarqués. Buchet-Chastel ne veut pas s'arrêter là. « On a l'ambition de participer au jeu des prix littéraires », souligne Jan Michalski, qui précise que la reprise de Buchet-Chastel « est une étape de notre aventure éditoriale ».

Edmond Buchet est souvent ironique sur les prix, parfois amer, quand son auteur et ami, Roger Vailland obtient le Goncourt pour *La Loi* paru chez Gallimard. A la fin de son journal, Edmond Buchet se retourne sur son passé d'éditeur pour s'apercevoir qu'il n'a travaillé que « pour le plaisir ». Cela ressort des portraits qu'il consacre à ses auteurs. Le plus singulier est sans doute celui de Guy Debord, dont il publie *La Société du spectacle* en 1967. Il apprécie sa « rigueur, tant dans l'écriture que dans la critique implacable de la société de consommation ». « Je lui demande toutefois de changer le titre (...) La Société du spectacle prête à confusion. Les acheteurs éventuels qui, dans leur plus grande partie, ignorent tout du situationnisme vont croire qu'il s'agit d'un livre sur le théâtre. Mais Debord est aussi entêté que Robespierre et Saint-Just additionnés. Il ne veut pas changer son titre et je sens qu'il n'y a rien à faire pour le persuader. Il m'avertit d'avance qu'il ne veut pas qu'on publie sa photo, qu'il ne se prêterait à aucune interview et qu'il refusera la TV. La publicité promet d'être délicate. »

A. S.

★ *Les Auteurs de ma vie*, d'Edmond Buchet (Buchet-Chastel, 358 p., 19 € [124,63 F]).

L'AGENDA

● **LE 13 SEPTEMBRE. GRAPHISME.** A Paris, le graphiste japonais Katsumi Komagata présentera ses deux derniers livres, *Nora* et *Hana*, aux Trois Ourses, 2, passage Rauch, 75011 Paris (à 17 heures, rens : 01-43-79-07-35).
● **LES 14 ET 15 SEPTEMBRE. SOUPAULT.** A Jarnac (16), l'Association des amis de Pierre Boujut et de « La

Tour de Feu » organise un hommage à Philippe Soupault avec la projection du film de Bertrand Tavernier, en sa présence, et la création d'un spectacle autour du poète Adrian Miatlev (à 21 heures, le 14 à l'Auditorium Maurice-Ravel et le 15 à l'Espace Pierre Boujut ; rens : 05-45-81-07-42).
● **LE 17 SEPTEMBRE. JOURNALISME.** A Lyon, la villa Gillet propose une rencontre-débat autour du livre de Jacques Bouveresse *Schmock ou le triomphe du journalisme* (Seuil), suivie d'une lecture d'André Wilms (à 19 h 30, villa Gillet, 25, rue Chazière, 69004 Lyon ; rens : 04-78-27-02-48).

● **LE 17 SEPTEMBRE. SEXES.** A Paris, la revue *Res Publica* propose une rencontre-débat autour du thème « Entre sexes : rapports sexuels, rapports sexués » avec, entre autres, Geneviève Fraysse et Raphaël Enthoven (à 20 h 30, La Maroquinerie, 23, rue Boyer, 75020 Paris. rens : res.publica@wanadoo.fr)
● **LE 17 SEPTEMBRE. NORWID.** A Paris, dans le cadre des manifestations organisées pour le cent quatre-vingtième anniversaire de la naissance du poète Cyprien Kamil Norwid, l'Institut polonais propose une soirée lecture avec Teresa Budzisz-Kryzysanowska et Michael Londsda (à 20 heures, Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon, 75008 Paris ; rens : 01-53-93-90-13).

● **LES 18 ET 19 SEPTEMBRE. ENFANCE.** A Annecy, se tient le colloque « L'enfance à travers le patrimoine écrit », autour des thèmes « Histoire du livre pour la jeunesse, images et représentations de l'enfance à travers le patrimoine écrit »

et « Collectionner et conserver les livres pour la jeunesse » (à 9 h 30, Centre Bonlieu, espace 300, 1, rue Jean-Jaurès, 74000 Annecy ; rens : 04-50-51-64-63).

● **LE 20 SEPTEMBRE. BIBLE.** A Paris, la Bibliothèque Buffon reçoit Henri Meschonnic pour une soirée-lecture de *Gloires*, traduction des psaumes (à 18 h 30, 15 bis, rue Buffon, 75005 Paris ; rens : 01-45-87-12-27).

Le début d'une autre humanité ?

MICHEL SERRES

HOMINESCENCE

348 p.
129,22 F - 19,70 €

Le Pommier

RENCONTRE EXCEPTIONNELLE avec

Francis JEANSON

et Marie-Pierre ULLOA à l'occasion de la parution de

« Francis Janson, un intellectuel en dissidence, de la Résistance à la guerre d'Algérie » et « Notre guerre » (éd. Berg)

MERCREDI 10 OCTOBRE à 18H

LA LIBRAIRIE DES

puf

49, Bd St Michel
PARIS 5^{ème}-tél 01 44 41 81 20

Les Éditions de l'Orme sont de nouveau distribuées par ALTERNA - Fax : 02.37.30.57.12 - Tél. : 02.37.30.57.00 inchangés

2^{ème} ÉDITION

LES PARADIS PERDUS
BONNE MAMAN, DIS BONNE MAMAN, RÉCONTE.

Jacques DARCANGES
Éditions de l'Orme

« Un merveilleux petit livre, écrit avec le cœur. Comment les habitants d'un village sauveront leur ormeau multiséculaire, d'un pylône électrique. »
Nicole Baud (L'Ère Nouvelle)

2^{ème} ÉDITION

MICHEL DEBOUCHAUD
L'ORMEAU

Une plume insolente 85 F dans le style des écrivains du XVIII^{ème} siècle. Un parcours initiatique à travers les Mythes Fondateurs de l'Humanité.

Sirius

Illustrations de Lucie YONNET 90 F